



# Chambre des Députés

LUXEMBOURG

*Pat Cox à la Chambre des Députés:*

## «La démocratie: le grand gagnant!»



(de gauche à droite) MM. Nico Loes, Marcel Glesener, John Schummer, Laurent Mosar, Lucien Clement, Ben Fayot, Pat Cox, Jean Spautz, Niki Bettendorf, Paul Helminger, Jeannot Krecké, Claude Wiseler, Robert Mehlen



La Convention sur l'avenir de l'Europe vient de terminer ses travaux. Et qui en sort vainqueur? Est-ce, comme le suggère Valéry Giscard d'Estaing, le Parlement européen? Son Président, M. Pat Cox, estime par contre que «le gagnant de la Convention, c'est la démocratie!»

Au cours d'une réunion de travail en date du 8 juillet 2003 à la Chambre des Députés, M. Cox a qualifié la méthode conventionnelle de «réussite» dont le travail accompli constituerait une «bonne base pour lancer la Conférence intergouvernementale.» Le

Président du Parlement européen souhaite par ailleurs associer de plus en plus les 10.000 parlementaires nationaux de l'Europe élargie aux travaux des 736 euro-députés. «Sous condition que cette collaboration renforcée nous apporte une véritable valeur ajoutée et qu'elle contribue à rendre l'Europe de demain plus politique et moins diplomatique.»

En ce qui concerne le seuil minimal de sièges au PE par pays, M. Cox s'est dit sensible au souci des parlementaires luxembourgeois: Selon eux, 4 représentants (comme prévu dans le projet du futur

traité constitutionnel) au lieu des 6 d'aujourd'hui ne permettraient plus de tenir compte de l'équilibre politique dans les (petits) pays concernés.

L'incident provoqué récemment au PE par le nouveau Président du Conseil, M. Silvio Berlusconi, était «à la fois regrettable et inacceptable». A défaut d'une excuse, M. Cox s'attend «au moins à une expression de regret de la part du Premier Ministre italien».

Interpellé par M. Ben Fayot sur la politique du siège, M. Pat Cox s'est défendu de tout reproche de «démantèlement par étapes». Dans un avenir pas trop lointain, le Luxembourg compterait plus de fonctionnaires que jamais. Compte tenu de la nécessité de recruter des traducteurs et des interprètes suite à l'élargissement, il a prédit qu'à moyen terme entre 27 et 28% des fonctionnaires du PE seraient basés à Luxembourg.

M. Pat Cox a été accueilli par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés. Prenaient part à la réunion de travail: MM. Niki Bettendorf, Nico Loes, Jean-Paul Rippinger, Jeannot Krecké, François Bausch, Lucien Clement, John Schummer, Robert Mehlen, Paul Helminger, Ben Fayot, Marcel Glesener, Claude Wiseler et Laurent Mosar.

## Mission accomplie

La Convention sur l'avenir de l'Europe a définitivement terminé ses travaux. Le 10 juillet dernier, ses membres ont signé le projet de Traité constitutionnel qu'ils avaient élaboré au cours des 16 mois précédents. Lors de la séance de clôture, le vice-président de la Convention, M. Jean-Luc Dehaene, a qualifié le compromis final «d'étape décisive dans l'histoire de l'Europe» et d'un «premier pas de l'Europe réunifiée».

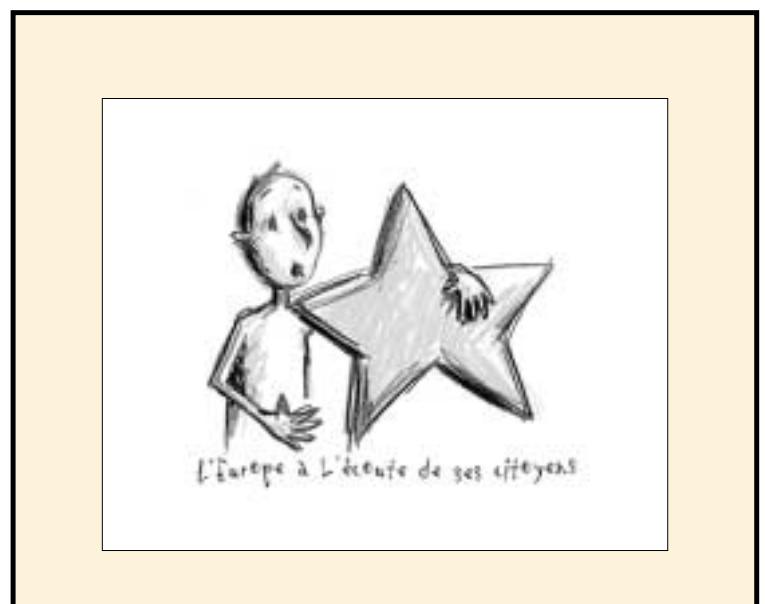
La Convention était une innovation. Elle rassemblait des représentants des gouvernements, des parlements nationaux, du Parlement européen et de la Commission européenne. Sa mission: préparer l'Union européenne à l'élargissement, en adaptant ses structures et ses missions dans le seul but de garantir à terme son bon fonctionnement et son efficacité. Les pays candidats à une adhésion étaient également associés à cette réflexion approfondie.

Comme tous les parlements nationaux, la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg était également représentée par deux membres effectifs (MM. Paul Helminger et Ben Fayot) et deux membres suppléants (M. Gast Gibéryen et Mme Renée Wagener).

Désormais la balle est dans le camp de la Conférence Intergouvernementale qui, sur base du projet qui lui a été présenté, devra se prononcer - de préférence avant la fin de l'année - sur le texte constitutionnel définitif. Avant de pouvoir entrer en vigueur, la Constitution devra encore être ratifiée dans tous les Etats membres de l'Union Européenne. Au Luxembourg, cette ratification se fera par voie de référendum.



Les membres de la Convention sur l'avenir de l'Europe





# Le Conseil Parlementaire Interrégional (Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat – Sarre – Wallonie) s'est réuni en séance plénière à Kirkel (Sarre)

A l'invitation de M. Hans Ley, Président du Landtag de la Sarre, les membres du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) se sont réunis en séance plénière à Kirkel en date du vendredi, 4 juillet 2003. La Chambre des Députés était représentée à cette rencontre entre parlementaires de la Grande Région par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés et Vice-Président du Conseil Parlementaire Interrégional ainsi que par MM. John Schummer, Nicolas Strotz et Alex Bodry.

## Les défis de la Grande Région au centre des débats

M. Jacques Santer, en sa qualité de Président de la Commission Politique «Vision d'Avenir 2020» a présenté les trois grands axes des perspectives d'avenir de la Grande Région qui sont:

- l'identité européenne et l'art de vivre européen, qui entretiennent la transmission des valeurs et vertus européennes par la culture et l'enseignement;
- la compétence européenne qui se rapporte d'une part au processus d'intégration européenne en lui-même et qui s'accompagne d'autre part d'une compétence culturelle;
- une région modèle européenne. Il a en outre plaidé plus particulièrement pour le multilinguisme, pour l'investissement dans le «brainpower» de la Grande Ré-

gion ou la création au niveau des universités de «centres d'excellence».

Les membres du CPI quant à eux ont souligné l'importance de leur organe dans la constitution d'une identité régionale.

## L'intégration de la Grande Région dans le système des réseaux ferrés transeuropéens: une nécessité

Le Conseil Parlementaire Interrégional soutient expressément l'exigence d'une ligne à grande vitesse pour relier entre elles les villes de Bruxelles, de Luxembourg et de Strasbourg.

Les parlementaires présents à Kirkel ont souligné que l'insertion de la Grande Région dans le projet de ligne à grande vitesse entre Londres et la Méditerranée - via Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg, villes où les institutions européennes ont leur siège - revêt une importance essentielle dans le cadre du développement de la Grande Région.

## Vers une coopération renforcée des aéroports

Par ailleurs il a été question des infrastructures aériennes en Grande Région. La commission compétente a constaté que la Grande Région dispose d'une bonne infrastructure aérienne qui constitue un atout majeur face à la concurrence économique des régions dans le cadre de la Communauté européenne des Etats membres.

Le CPI se félicite des premiers signes témoignant des activités de coopération entre aéroports et encourage le développement dans un souci d'efficacité: un portail Internet unifié de l'offre du trafic aérien, des prix, des destinations, des possibilités de réservation et d'autres informations pourrait être de nature à présenter le potentiel «trafic aérien» de la Grande Région sous une présentation uniformisée et en promouvoir davantage la communication.

## Soutien transfrontalier à la production audiovisuelle

Depuis toujours les parlementaires réunis au sein du Conseil Parlementaire Interrégional ont considéré que la culture revêt une importance particulière dans l'évolution future et la cohésion de la Grande Région Saar-Lor-Lux. Le film constitue un volet important du concept stratégique de la politique culturelle qui contribuera certes à faire évoluer la conscience transfrontalière des habitants.

Ainsi le CPI préconise la promotion de la coopération existante en matière de soutien à la production audiovisuelle dans les différentes parties de la Grande Région afin de regrouper les possibilités d'aide actuelle pour ainsi donner à la Grande Région le profil d'un site de production et de soutien à l'audiovisuel.



(de gauche à droite) M. Alex Bodry, M. Nicolas Strotz, M. Jean Spautz, M. John Schummer

Il revendique également pour l'avenir le soutien du Festival Saar-Lor-Lux du film et se prononce en faveur d'un organe centralisé susceptible d'aider dans les préparatifs de ce festival.

## Défendre une agriculture de proximité, de qualité et soucieuse de l'environnement

Dans une recommandation le CPI demande aux instances compétentes de l'Union européenne ainsi qu'aux gouvernements des Etats membres de veiller à ce que

les mesures envisagées lors de la révision à mi-parcours de la politique agricole commune soient aménagées de façon à ce qu'il ne puisse en résulter une diminution directe ou indirecte des revenus des agriculteurs.

Par ailleurs, les parlementaires encouragent une agriculture soucieuse de l'environnement, voire une agriculture de proximité et de qualité misant sur la viabilité des exploitations agricoles à caractère familial.



**Chambre  
des Députés**  
LUXEMBOURG  
**d'Chamber live**  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusiou  
all Sitzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

# NOUVELLES LOIS

## 4721 - Projet de loi

portant approbation de la Convention de La Haye du 1er juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance;

portant nouvelle réglementation des contrats fiduciaires, et

modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

Le présent projet de loi a pour premier objet d'autoriser dans son titre premier l'approbation parlementaire de la Convention relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance, signée à La Haye le 1er juillet 1985.

Il tend, par ailleurs, dans son titre deuxième à réformer le régime légal des contrats fiduciaires des établissements de crédit, issu du règlement grand-ducal du 19 juillet 1983. Cette révision est destinée d'une part, à assurer la meilleure harmonie possible entre le trust et la fiducie et, d'autre part, à adapter le régime du contrat fiduciaire aux nouveaux besoins de la pratique bancaire et financière.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.11.2000

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

16.10.2002 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

05.03.2003 Examen des articles du projet de loi

26.03.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Entretien avec M. Nicolas Schaus et M. André Prüm au sujet du paragraphe (6) de l'article 7

25.06.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2003

n'a pas encore adhéré à la Convention multilatérale du Conseil de l'Europe. D'autre part, elle n'est pas seulement voisine du Luxembourg, voire soeur pour ce qui est de la famille de la Grande Région, mais elle est également un symbole en matière de cinéma européen.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28.06.2001

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

11.09.2002 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Organisation des travaux

16.01.2003 Examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat

Organisation des travaux

12.06.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2003

Vote en séance publique: 10.07.2003

## 4874 - Projet de loi

portant approbation du Protocole, signé à Montréal, le 24 février 1988, pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal, le 23 septembre 1971

Actuellement, trois conventions signifiées et ratifiées par le Luxembourg règlent la répression des actes illicites affectant le domaine aéronautique:

la convention de Tokyo du 14 septembre 1963 relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs;

la convention de La Haye du 16 septembre 1970 pour la répression des captures illicites d'aéronefs;

la convention de Montréal du 23 septembre 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile.

Par le projet de loi sous rubrique, le Luxembourg approuve le Protocole, signé à Montréal, le 24 février 1988 qui prévoit l'adoption d'une modification de la convention de Montréal en introduisant l'obligation de réprimer plus sévèrement de tels actes et l'obligation d'établir clairement la compétence de ladite convention.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30.11.2001

Rapportrice: Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

21.10.2002 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.07.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2003

qu'une telle association est possible seulement entre huissiers de justice d'un même arrondissement judiciaire;

modifier le système de la supériorité des huissiers de justice, i.e. de leur remplacement en cas d'absence temporaire, en prévoyant que les huissiers suppléants bénéficient des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les huissiers qu'ils remplacent.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 28.02.2002

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

20.11.2003 Désignation d'un rapporteur

15.01.2003 Présentation du projet de loi

Examen des articles

10.02.2003 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.04.2003 Entrevue avec le Ministre de la Justice

30.04.2003 Réexamen de la problématique du nombre des huissiers de justice et de celle des huissiers de justice suppléants

Continuation de l'examen des articles

14.05.2003 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2003

des infrastructures de dépollution autour du lac. La station devra être télésurveillable et télécommandable depuis le poste central du SIDEN à Diekirch/Bleesbruck.

L'envergure des travaux est telle qu'il faut envisager au moins dix ans pour finaliser la réalisation (2003-2012). Les auteurs du projet de loi recommandent un rythme d'investissement accéléré au début des travaux et de commencer par raccorder d'abord les agglomérations les plus importantes afin d'assurer une alimentation aussi rapide que possible de la station d'épuration.

Initialement, le montant total de la participation étatique à investir dans les travaux d'évacuation et d'épuration des eaux usées s'élevait à 46 millions euros. Cependant l'amendement gouvernemental daté du 9 avril 2003 rectifie le montant qui passe ainsi de 46 à 59 millions euros.

Le Ministère souligne que le projet constitue le projet le plus cher du fonds du Ministère de l'Intérieur. Les coûts élevés se justifient par les multiples fonctions du lac, dont la plus importante est celle de réservoir en eau potable.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 20.03.2002

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):

01.04.2003 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi

17.06.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.07.2003

## 4818 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord cinématographique entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et Gouvernement de la République Française et des Annexes 1 à 5, signés à Cannes, le 18 mai 2001

Le but du présent accord est de régler dans le détail les modalités des coproductions franco-luxembourgeoises. Il est conclu pour une durée de deux ans et est renouvelable tacitement. Quant aux annexes, elles concernent les procédures d'application (Annexe 1), et dressent un tableau récapitulatif des aides et financements en France et au Luxembourg (Annexes 2 et 3), ainsi qu'une liste des Etats avec lesquels la France et le Luxembourg ont conclu des accords de coproduction ou des protocoles d'entente (Annexe 4).

Le présent accord est souhaitable à double titre. D'une part, la France

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30.08.2001

Rapportrice: Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

21.10.2002 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.07.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

## 4919 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

2) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

Ce projet de loi poursuit un triple but:

- adapter la formation de l'huissier de justice, en tenant compte de la nécessité quotidienne de l'huissier de justice d'interpréter et d'appliquer des textes législatifs toujours plus nombreux, en prévoyant notamment l'exigence de produire un diplôme universitaire en droit, au lieu d'un diplôme de fin d'études secondaires;

- légitérer en matière d'associations entre plusieurs huissiers de justice en prévoyant l'exigence d'une autorisation préalable du Ministre de la Justice et en stipulant

que une telle association est possible seulement entre huissiers de justice d'un même arrondissement judiciaire;

3) de la loi modifiée du 23 juillet 1991 portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1991 portant organisation du service des huissiers de justice

Le projet prévoit de rassembler les eaux usées des localités avoisinantes à assainir et de les transporter en aval du mur du barrage où une station de dépollution commune sera construite. Les réseaux d'égouttage locaux seront à doter de bassins de stockage-déversement. Ils éviteront une pollution des eaux du lac par temps d'averses et limitent les débits instantanés à acheminer vers les stations d'épuration centrale.

La station d'épuration de Heiderscheidergrund sera dotée des plus modernes infrastructures et équipements. Elle fera office de régie décentralisée pour les équipes du SIDEN qui assureront l'entretien

## 4929 - Projet de loi sur le raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-Européen

Le présent projet de loi a pour objectif l'approbation du protocole d'accord relatif au raccordement du Grand-Duché de Luxembourg au TGV Est-Européen qui a été signé le 28 janvier 2002 par les Ministres des Transports français et luxembourgeois. Par ailleurs, le Gouvernement est habilité par le projet de loi sous examen à participer au financement de la partie française du TGV Est-Européen.

Il est en effet indéniable que le Luxembourg ne peut pas rester à l'écart du réseau ferroviaire européen à grande vitesse et ceci pour deux raisons majeures. Premièrement, le réseau ferroviaire du Grand-Duché risquerait d'être isolé d'un système de transport prometteur à l'échelon communautaire en pleine éclosion et représentant une des principales réponses au défi d'une organisation efficace des transports dans l'intérêt de la mobilité en Europe tout en préservant au mieux l'environnement. Deuxièmement, la Ville de Luxembourg, une des villes siège de l'Union européenne, se doit d'être connectée de façon optimale aux grands réseaux transeuropéens.

Aux termes du protocole d'accord, la première phase de réalisation du TGV Est-Européen permettra de ramener le temps de parcours entre Paris et Luxembourg à 2 heures et

# NOUVELLES LOIS

15 minutes (ligne desservie quotidiennement par au moins quatre allers-retours).

Après la mise en oeuvre de la deuxième phase du TGV Est-Européen, le temps de parcours entre Luxembourg et Strasbourg sera réduit à 1 heure 25 minutes (au moins quatre allers-retours quotidiens).

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 18.04.2002

Rapporteur: M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports (Président: M. John Schummer):

18.03.2003 Désignation du rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.07.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2003

2) approbation de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, ouverte à la signature à New York en date du 10 janvier 2000

Le projet de loi sous rubrique comporte deux volets:

Le premier volet tend à transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme, qui en tant que proposition de texte avait fait l'objet d'un accord politique du Conseil JAI en date des 6 et 7 décembre 2001, à la suite évidemment des attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York notamment.

La directive-cadre va plus loin que les différents instruments dont s'était dotée l'Union européenne en 1996, 1998 et 1999, en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée (deux actions communes JAI et une Recommandation du Conseil notamment), en ce sens que la décision-cadre définit l'infraction de terrorisme, la notion de groupe terroriste et les infractions relatives à un groupe terroriste, les infractions liées aux activités terroristes, l'infraction d'incitation, de complicité ou de tentative dans ce contexte, qu'elle prévoit des sanctions efficaces pour les différentes infractions précitées, ainsi qu'une responsabilité renforcée des personnes morales, et fixe des règles pour la compétence des juridictions à l'égard des infractions visées.

Le second volet du projet de loi vise l'approbation parlementaire de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, adoptée par les Nations Unies le 9 décembre 1999.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.05.2002  
Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

22.01.2003 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi

19.02.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

02.07.2003 Discussion du texte, en présence du Ministre de la Justice, à la lumière de l'amendement gouvernemental du 13 mars 2003 et de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sur cet amendement gouvernemental et sur l'amendement de la Commission du 24.02.2003

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Le projet de loi a pour objet l'approbation et l'exécution de l'Accord sur la conservation des oiseaux migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA), fait à La Haye, le 15 août 1996. Le Grand-Duché de Luxembourg a signé cet Accord à La Haye en date du 27 octobre 1997.

L'Accord couvre l'entièreté du continent africain et de l'Europe, ainsi que certaines parties de l'Asie et quelques îles arctiques du nord-est du Canada, incluant environ 117 Etats et concernant 170 espèces, dont 85 sont identifiées au Luxembourg. C'est un instrument juridique international essentiel pour la sauvegarde des oiseaux d'eau migrateurs.

En effet, la migration des oiseaux constitue un phénomène universel qui s'étend parfois sur des milliers de kilomètres et dépasse donc les frontières nationales. Les différents pays traversés ne disposent pas d'une politique commune en matière de conservation des oiseaux, cette situation a souvent des conséquences négatives sur les chances de survie de certaines espèces. Voilà pourquoi l'AEWA vise à créer une base légale internationale pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs. Il se fonde sur l'article 4 de la Convention sur la conservation des espèces migratoires appartenant à la faune sauvage, signé à Bonn en 1979 et objet de la loi d'approbation du 16 août 1982.

L'AEWA comprend, en plus du texte de l'accord lui-même, un Plan d'Action. Ce Plan d'Action concerne les mesures directes à prendre pour certaines espèces et pour une période définie. Il spécifie les actions que les Parties devront entreprendre comme, par exemple, la conservation des espèces, la conservation des habitats, la gestion des activités humaines, la recherche et le suivi international, l'éducation et l'information.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 13.06.2002  
Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Emile Calmes):

24.04.2003 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

16.06.2003 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2003

3. Un autre objectif du projet consiste en l'introduction des carrières de l'informaticien diplômé et de l'expéditionnaire-informaticien dans l'administration.

4. Un dernier objectif du projet consiste en la suppression de la limite du nombre de postes prévu pour le total des postes de la carrière supérieure de l'administration.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.08.2002

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

06.06.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

03.07.2003 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2003

## 5025 - Projet de loi

portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002

Afin d'élargir le rayon d'action des producteurs installés au Luxembourg sur le plan international, le Luxembourg a signé en juin 2002 un accord de coproduction audiovisuelle avec la République fédérale d'Allemagne. L'accord prévoit que les films réalisés en commun par des producteurs des deux pays sont considérés comme des œuvres nationales de chaque côté, du moment que la participation allemande et luxembourgeoise se situe entre 20 et 80 pour cent des dépenses totales du film. Dans ce cas, les producteurs bénéficient des avantages financiers prévus dans les dispositions économiques dans le domaine du cinéma des deux Etats. Ceci est d'autant plus important que les « Länder » allemands jouissent d'une autonomie absolue vis-à-vis du Gouvernement fédéral dans le domaine de la culture.

L'accord prévoit par ailleurs l'instauration d'une commission mixte chargée de veiller au respect mutuel des dispositions contenues dans l'accord bilatéral.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 12.09.2002

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

16.01.2003 Désignation d'un rapporteur

Examen du texte et de l'avis du Conseil d'Etat  
Organisation des travaux

12.06.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2003

## 5022 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Trinité et Tobago tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à encourager le commerce international et l'investissement, signée à Luxembourg, le 7 mai 2001

Le projet a pour objet d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Trinité et Tobago ayant comme objectif l'élimination des doubles impositions, la prévention de la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que l'encouragement du commerce international et de l'investissement. La convention a été signée le 7 mai 2001 et représente la première avec un des pays des îles Caraïbes, qui sont liées économiquement à l'Union européenne via les conventions successives entre l'Union européenne et les pays ACP. Le gouvernement luxembourgeois entend doter le pays d'un réseau de conventions fiscales aussi étendu que possible afin de garantir la compétitivité de l'économie luxembourgeoise dans le contexte d'une globalisation croissante.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 10.09.2002

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

03.07.2003 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2003

## 5043 - Projet de loi

relatif à l'augmentation du capital de la Banque Européenne d'Investissement

L'objet du présent projet de loi est d'autoriser le gouvernement à participer à l'augmentation du capital de la Banque Européenne d'Investissement conformément à la décision du Conseil des Gouverneurs de la Banque Européenne d'Investissement du 4 juin 2002.

A l'occasion de sa séance annuelle du 4 juin 2002, le Conseil des Gouverneurs de la BEI a décidé à l'unanimité

1° d'augmenter conformément à l'article 4(3) des statuts de la BEI, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2003, le capital souscrit par les Etats membres actionnaires de 50% au prorata de leur participation. Le capital souscrit passe ainsi de 100.000 millions d'euros à 150.000 millions d'euros;

2° de diminuer conformément à l'article 5(1) des statuts de la BEI le pourcentage du capital souscrit à verser par les Etats membres de 6 pour cent actuellement à 5 pour cent;

## 4944 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord portant création de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

# NOUVELLES LOIS

3° de couvrir le financement décluant de cette augmentation de capital entièrement par un recours à des réserves supplémentaires disponibles de la Banque.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 28.10.2002

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

03.07.2003 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2003

18.06.2003 Analyse du projet de loi et des avis  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.07.2003

## 5082 - Projet de loi

complétant la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des institutrices de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 10 janvier 2003. Le Conseil d'Etat a émis un avis favorable en date du 25 février 2003. La Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a analysé le projet lors de sa réunion du 5 mars 2003. Le projet de rapport fut adopté le 26 mars 2003.

La loi du 25 juillet 2002 a tenté de régulariser au mieux une situation qui s'était créée sur une durée d'une quinzaine d'années. En effet en raison de la pénurie des enseignants dans le secteur de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, les communes avaient recours à l'engagement de personnes non qualifiées et engagées d'année en année.

Les responsables gouvernementaux ont constaté que la loi ne tient pas compte de la problématique de l'ancienneté. Le Gouvernement propose par ce projet de loi de déroger au paragraphe 6 de l'art 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime de traitements des fonctionnaires de l'Etat. Ce faisant il pourra tenir compte des années d'ancienneté de service au-delà des 12 ans et les agents ayant dépassé l'âge de cinquante-cinq ans pourront bénéficier de la mise en compte de la totalité de la bonification d'ancienneté de service.

La Commission approuve la démarche gouvernementale. Le Conseil d'Etat a relevé dans son avis qu'il n'est pas exclu que d'autres cas de rigueur risquent de se présenter à l'avenir.

## 5064 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires

Le projet de loi propose une modification de l'article 5 paragraphes 1 et 2 de la loi du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires modifiée par la loi du 28 décembre 1992 relevant l'inspection des viandes et la surveillance des établissements dans lesquels sont traités ou entreposés des viandes ou produits de viande, et modifiant la loi du 29 août 1976 précitée. Ledit article traite du cadre du personnel de l'Administration des services vétérinaires. Le projet sous examen prévoit deux modifications:

- ne plus limiter le nombre total des emplois de la carrière supérieure à 14 unités

- ne plus limiter le nombre total des emplois de la carrière des laboran-

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 09.12.2002

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Lucien Clement):

27.02.2003 Désignation d'un rapporteur

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 10.01.2003

Rapportrice: Mme Agny Durdu

Travaux de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Présidente: Mme Agny Durdu):

05.03.2003 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat  
Organisation des travaux

19.03.2003 Présentation et discussion du projet de rapport

26.03.2003 Examen et adoption du projet de rapport

24.06.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat  
Examen et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 03.07.2003

## 5102 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'un bâtiment pour le Centre de Recherche Public Henri Tudor et le Centre de Technologie de l'Education à Luxembourg-Kirchberg

La loi du 19 juillet 1997 relative à la construction d'un bâtiment pour le Centre de Recherche Public Henri Tudor et le Centre de Technologie de l'Education à Luxembourg-Kirchberg avait autorisé le Gouvernement à faire procéder aux travaux et aménagements nécessaires. Elle avait prévu que les dépenses occasionnées ne devraient pas dépasser la somme de 11.279.155,38 euros (455.000.000 LUF).

Le devis estimatif arrêté au 1<sup>er</sup> octobre 1996 prévoyait entre autres des équipements pour un montant de 545.365,75 euros (22.000.000 LUF). Selon les auteurs du projet de loi, cette estimation ne concerne que les «équipements fixes, à l'exclusion des équipements électroniques». Les auteurs rappellent qu'il avait été convenu de réaliser le premier équipement par le moyen de dotations budgétaires au titre de la recherche, afin de garantir une adaptation optimale aux structures en mutation permanente du CRP Henri Tudor. Du fait que cette approche financière adoptée

en 1996/1997 ne correspond plus à la pratique budgétaire actuelle du législateur, le projet de loi sous examen a pour objet de respecter la volonté du législateur et de lui procurer une parfaite transparence de la procédure.

Par le présent projet de loi, le gouvernement est autorisé à adapter l'enveloppe budgétaire accordée aux fins de doter l'immeuble construit des équipements mobiles et des équipements électroniques nécessaires à sa destination et surtout à son fonctionnement. Ces dépenses sont évaluées à 2.466.693 euros. Ceci veut donc dire que l'ensemble des frais concernant les équipements nécessaires à la viabilité de l'immeuble s'élève à un montant de 3.012.059 euros (121.506.148 LUF).

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 06.03.2003  
Rapportrice: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Présidente: Mme Nelly Stein):

21.05.2003 Présentation du projet de loi

18.06.2003 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

25.06.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2003

## 5136 - Projet de loi

portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Bulgarie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003

## 5139 - Projet de loi

portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Lituanie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003

## 5140 - Projet de loi

portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la Roumanie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003

## 5141 - Projet de loi

portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République Slovaque, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003

## 5142 - Projet de loi

portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Slovénie, signé à Bruxelles, le 26 mars 2003

Les présents projets de loi ont pour objet l'approbation de l'élargissement de l'OTAN à la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. Tout comme l'adhésion de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque en 1999, le présent élargissement repose sur l'occasion unique que constitue la fin de la guerre froide et la disparition de l'Organisation du Traité de Varsovie pour édifier une nouvelle architecture générale de sécurité de la zone euro-atlantique, fondée sur une volonté réelle de coopération et de partenariat.

Dépôts par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Emile Calmes

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

21.05.2003 Désignation d'un rapporteur

30.06.2003 Analyse des projets de loi  
Présentation d'un projet de rapport

03.07.2003 Adoption d'un projet de rapport

Votes en séance publique: 09.07.2003





**(Brouaha général)**

An et ass jo egal, et ass jo elo egal. Do Grénn sichen ze goe bréngt näisch. '99 war de Problem erkannt. Mir haten en erkannt an an der Commission spéciale waren och Saachen ugeschwat ginn do-vun. Also ware mer allegueren zur Konklusioun komm, dass do e reelle Problem wier, an dass d'Entwécklung, déi sech gemaach huet an hiren Aktivitéiten, déi Aart a Weis wéi se hir Démarchen haut machen, net méi am Aklang ass mat der Législatioun. Domat huet ee jo net een un de Pranger gehaangen, domat huet ee jo net einen ugeklot. Domat stellt ee just eppes fest an dann hét ee sech eppes vir. An et hét ee sech vir, dass een do Remedur schaft, an dass een higeet an do eng Studie maache léisst, vláicht vu baussen, ech akzeptéieren dat och nach, fir awer hinzegeon an dann Émännerunge virzeschloen.

Déi Studie ass - an dat ass och a korrekten Zäiten an Optrag gi ginn, et ass och a korrekten Zäiten ofgeleiwert ginn - ofgeleiwert ginn, Här President, am Oktober 2001. Ähnlich also, wéi dat wat de Wirtschafts- a Sozialrot ofginn huet.

E Samschdeg an engem Face à face, nodeem datt ech annerhalfeit Joer reklaméiert hunn, kréien ech da virgeworf: Mä Dir hutt e jo. Ech hu geduecht: Du hues iergendwou eppes verpasst an dengem Courier électronique. Dat ka jo alles duerchaus sinn. Du war et samschdes moies effektiv am Courier électronique. Dat heescht elo, annerhalfeit Joer, méi wéi annerhalfeit Joer, nodeem dass déi Studie virläit, kréie mir et dann elo als Parlamentarier virgeluecht. Virdrun hu mir eis awer scho missen ausernaner setze mat Zitarer. Den Här Pesch a senger Stellungnam beim Fonds iwwert de Kierchberg zitiert permanent aus dár Etüd, déi hien also manifestement gesinn huet. Mir mierken, dass am Accord salarial och op déi Ausrichtung vun dár Etüd higewise gëtt. Also manifestement waren och Leit vun der CGFP au courant, wat doraner géing stoen. D'Cour des Comptes schwätzt och dauernd dovunner, also wäerten déi och sécher au courant gewiescht sinn. Déi Eenzeg, déi net au courant gesat gi sinn, sinn d'Leit hei an der Chamber.

D'Steiergelder, eng Etüd, déi do ass, déi hanner verschlossen Dieren diskutéiert gëtt. Et ass dach egal, wann eng Etüd do läit, och wa se Problemer duerstellt, da kann een awer driwwer schwätzen. A wann een driwwer geschwat huet, kann een och beispillsweis feststellen, dass mer net enger Meenung sinn an de Solutiounen, déi do proposéiert sinn. Mä firwat muss dann, au titre vun Dialog a vun Transparenz mat dár déi hei Regierung ugetrueden ass, eng Etüd annerhalfeit Joer am Tirang bleiwen, just well se jiddfereen, scheinbar deen do beträff ass, géiert an dérangéiert?

Déi Problemer, hunn ech lech gesot, déi mer déi lescht Zäit fonnt hunn um Niveau vun den Etablissements publics, notamment um Kierchberg, kommen doduerch. Wat huet déi Entwécklung nämlech mat sech bruecht? Eng ganz Rei - an dat ass net némme de Fong vum Kierchberg - vun deenen Etablissements publics hu beispillsweis Participatiounen geholl, heiansdo à bon escient, heiansdo mat gudden Iwwerleeungen, souguer au vu vun der Chamber, awer net am Aklang mat deem Gesetz.

Wann d'Gesetz kloer bei all deenen aneren Etablissements publics virgesait, wéi an a welleche Konditiounen ee Participatiounen dierf huelen, dann ass et do wou et net virgesinn ass, dass se der maachen. Ech hunn awer näisch dergéint, dass dat geschitt ass, an och mir hunn dat festgestallt, et ass jo net fir hei engem eng Schold ze ginn. Ech gi just der Regierung d'Schold, dass se net wollt driwwer

schwätzen. Mir hätte scho längst kennen driwwer geschwat hunn. Ech menge mir kennen och iwwert d'Kontrollrecht schwätzen, d'Aart a Weis wéi d'Tutelle ausgerichtet gëtt, déi huet och variéiert huet par rapport zu deemoos, wou déi éischt Etablissements publics komm sinn, bis haut huet dat évoluéiert, mä da kommt mir maachen d'Bestandsopnam a mir kucke wat fir eng Ausrichtung mer wéllen huelen. Sécherlech huet de Fait, dass et haut eng Cour des Comptes gëtt, och mat sech bruecht, dass en anere Contrôle sech entwéckelt huet. Beispillsweis gi jo beim Artikel 99 aus der Constitutioun, nämlech wéini an énnier welche Konditiounen mer müssen e Gesetz maachen, wa grouss Ausgabe vun dem Stat oder vum Etablissement public getätigert ginn, d'Meenungen ausernaner: Firwat diskutéiere mer net dorriwwer? Firwat dierfe mer net iwwert d'Basisrechter, déi an esou engem Gesetz hätte misse niddergeschriwwen ginn, schwätzen?

De Statut vun deene Leit, déi do schaffen, dat ass jo eng Auslagerung aus dem klassesche Perimeter vun de staatlechen Administratiounen, déi mer do virhuelen. An do gëtt net jiddereen iwwert dee-selwechte Leescht gezunn. An dat muss och net sinn, mä et misst een awer vláicht kucken, ob et eng gewésse Linn gëtt an dár ganzer Saach, dat heescht sinn ähnlich gelagert Fäll, sinn ähnlich gelagert Leit an ähnlich gelagerten Etablissements publics d'selwecht behandelt ginn. Mir hunn all Statuten, déi et haut ginn, vum Private bis zum Fonctionnaire, an den Etablissements publics. Firwat dierfe mer net iwwert déi Saachen do schwätzen?

Firwat net iwwer Tarifprinzipien, déi een an esou e Gesetz hätt kennen abauen? Mir hätten net misse véier Joer waarden, fir dat do ze maachen. Et hätt ee kennen driwwer schwätzen. Et hätt ee kenne feststellen, dass ee sech net eens ass, d'accord, mä mir hunn et emol net dierfen undiskutéieren oder jiddereen huet et fir sech dierfe maachen.

Firwat dierfe mer net iwwert d'Qualitätsnormen, déi ee sech net némme vun den Etablissements publics erwaart, mä och vun dem Service public, schwätzen? Do hu mer scheinbar misse waarden, well nach eng Etüd énnere war.

Madame Minister, Här Statssekretär, ech géing nawell gäre wéissen, wéini dass Dir déi Etüd an Optrag ginn hutt iwwert d'Roll vum Stat, eng Etüd, déi elo just komm ass? Ech géing gären den Datum gesinn. Normalerweis steet an der Einleitung énnier welleche Konditiounen een deen Optrag krut, vu wiem a fir wat ze maachen. Dat steet an all Etüd, steet an all Audit, dee gemaach gëtt. Dat fénnt ee keen Datum erém. Et weess een net wéini, dass se ugefaangen hunn. Et kann ee rätselen.

Wésst Dir, wann ech gesinn, dass den Aktivitésrapport vun 2002 ernimmt ass, da soen ech mer, dann ass dat vláicht deemoos geschitt. Et weess kee Mensch, wéini dat an Optrag gaangen ass, mä dat géing mech awer wierklech interesséieren ze wéissen.

Iwwert de Préis wéll ech net hei schwätzen, well ech hu meng Meenung dorriwwer, an dat ass keng ganz gutt Meenung. Ech muss soen, dat Dokument huet eng grouss Ausrichtung a gëtt deem, deen et interesséiert, an et huet mech interesséiert, immens interessant Informatiounen iwwert d'Entwécklung an Däitschland, a Frankräich, England, Neuseeland, Australien an Amerika. Et sinn Extraitem aus Aarbechten, déi Professeure vun engen Uni Studente gedeen hunn ze maachen. Et ass scho bal peinlech, well a ganzen Deeler vum Rapport kenne heiansdo ee Saz iwwer Létzebuerg. Do flitt een iwwer 50 Säiten an et freet ee sech firwat, dass dat dran ass, an dann op eemol steet e Saz iwwer

wer Létzebuerg do. Sécherlech kommen hanne Kapitelen, déi iwwer Létzebuerg ginn.

Déi wichtigst Kapitele sinn Extraite vun der Maastrichter Etüd vun dár ech elo grad geschwat hunn. Dat si bal déi wichtigst Erkenntnisser, déi ech dra fonnt hunn. Dat anert si Rediten, déi schonn honnert Mol hei évoquéiert gi sinn, déi mer also net brauchen an eng Etüd sichen ze goen. Also fir do erauszfannen, dass „les procédures d'autorisation, de manière générale, restent lentes et souvent d'une longueur excessive“, a fir erauszfannen et misst een eventuell en „impôt négatif“ virschloen, a fir erauszfannen, dass en „haut débit internet est à développer“, a fir erauszfannen, dass de „réseau ferré n'étant pas connecté au réseau européen“, dass dat e Problem ass, a fir erauszfannen, dass een e Fonds d'investissement misst maache fir d'Participatiounen vum Stat, dat sinn alles ofgedrosche Formulen, alles wat vun eis schonn an der Virwahlcampagne diskutéiert ginn ass. Do sinn Deputéierten, och an de Reie vun der DP, déi beispillsweis, fir déi Participatiounen an de Fong ze bréngen, dat a Form vun enger Proposition de loi abruecht hunn.

Ech stelle fest, dass déi Leit just eng Compilation vu Gespréicher gemaach hu vu Saachen, déi längst bekannt sinn, an dass hir eege Produktioun recht moer ausgefall ass. Mat dár Etüd kenne mer net schrecklech vill maachen. Ech weess och net wéi seriö ech dat muss huelen. Et geet ganz vill vun Transparenz dra Rieds, an do sinn ech émmer ganz hellhóreg.

Wann ech da liesen op der Säit 198: «Il convient de rappeler enfin l'importante réforme réalisée au Luxembourg à partir de l'année 2001 en matière d'accueil téléphonique des usagers», da wär dat also eng vun deene bahnbrechende Reformen, déi mer gemaach hättent. Elo freeet ee sech, wat ass da geschitt, hues du do eppes verpasst. «La création d'un numéro «vert» du gouvernement offre ainsi au public des renseignements sur les coordonnées des services et des responsables concernés». Da seet een, remarquabel déi Leit do, wou kommen se dodrun? «Il s'inscrit donc parfaitement dans une politique d'amélioration de l'accueil du public et de modernisation technologique des services.» Wat ass dann d'Praxis? Hunn déi da schonn eng Kéier esou en Téléfon benutzt, deen anscheinend esou formidabel ass, dass en déi bahnbrechend Reform ass säit 2001, wat d'Verwaltungsreform ubelaangt?

Huet net mäi Kolleg Mars Di Bartolomeo lech hei erklärt wéi et en-gem geet, wann ee beispillsweis an d'Kannergeldkeess telefonéiert, wann een op aner Ministère telefonéiert? Wann et elo e bahnbrechenden Effekt ass, dass mer net méi einfach näisch héieren, mä dass mer elo e Répondeur héieren, deen eis seet, Dir sidd an enger Schläif. Ass dat net e berouegend Gefill? Et spiert een, et ass een op dár anerer Säit, an dass een dann no enger Véiressttonn awer an-hänkt, oder no enger hallwer Stonn, an dass souguer d'Ministesch heihinner kenne - dat ass jo némme ee Fall, Mars, Du has der esou vill opgezielt - a seet, mir si guer net à même dat doten ze mai-triséieren, da gleewen ech hir dat och, mä dat dann als bahnbrechend Reform duerzestellen, dat kenne jo net déi Leit erfonnt hunn, déi déi Etüd hei gemaach hunn, soss hätten se jo e puermol téléfo-néiert a gemiert, dass iwwerhaapt näisch geet. Dat huet jo een hinne misse flüsteren, déi Konklusioun do, a wann ech dat gesinn, da muss ech soen, dann huelen ech déi Studien einfach net eescht.

Wie mécht wat an Zukunft an deem Stat hei?

Ech interpelléieren hei d'Regierung, d'Regierung interpelléiert jo net mech. Ech ka mech erënneren, dass am Reglement steht, dass eng Interpellatioun vun engem Deputéierten un d'Regierung adres-séiert ass. Här President, et sief d'Madame Polfer huet an dár kuer-

Hu mir esou eng Studié gebraucht, fir Diskussiounen ze feieren iwwer Déngschtleeschtungen haut a muer? Hu mer dat gebraucht, fir hei ze schwätzen? Hu mir dat gebraucht, fir ze schwätze wéi den Zugang soll sinn?

**(Interruptions)**

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Elo fánkt hie schon erém un, Här President.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Här President, wann den Här Weiler fäerdegg ass, fueren ech weider.

**M. le Président.** - Här Krecké, fuert weider an déi aner Deputéiert sollen nolauschteren.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Ech soen lech mer ci, Här President.

Beim Zugang zu den öffentlechen Déngschtleeschtungen hu mer do eppes erkennbar Neies an dár Etüd virfonnt? Mir hu just véier Joer verluer.

Wéi ass et mam Präis, deen even-tuell d'öffentlech Déngschtleeschtungen dierfen duerstellen, d'Fro vum Taux de couverture? Dofir brauche mir dach keng franséisch Professer. Dat ass eng politesch Meenung, déi do gefrot ass. Wat welle mir an eenzelnen Déngschtleeschtunge vum Taux de couverte? Hätte mir gären 100% bei de Badeanstalten oder hätte mer gären, dass eng Badeanstalt op ass fir d'Leit allegueren. Dat sinn d'Froen, an déi misste mir beant-werten, awer keen Akademiker, well do geet et dréim festzeleeën, wat ass fir eis absolut noutwendeg, wat kann defizitär sinn - wann een esou wéll - wa mer net mat engem Taux de couverture vun 100% schaffen? Firwat müsse mir dofir véier Joer op eng Etüd waarden? Firwat müsse mir waarden, wa mir d'Qualitéit dovunner wéllen definéieren. Hei ass jo de Client Consommateur, an deen ass véier Joer laang am Onschere gelooss ginn. Kee Mensch huet sech sen-ger ugeholl an d'Leit dobausse fánken u sech Froen ze stellen.

Et ass net engem sái Feeler, mä deen Émbroch, dee stattfonnt huet an engem ganze Koup Déngschtleeschtungen, do hunn d'Leit eng Veronsécherung matgemaach a mir hu keng Antwerten dorobber ginn. Musse mir ofwaarden, dass een eis seet, wéi mir e Cahier des charges maachen? Wéi mer Konventiounen opstellen? Wou mer eng Rei Obligatione setzen? Kéne mir net selwer diskutéieren iwwert d'Obligations du service public a wat de Service universel ass? Dat ass dach awer näisch Kompliziérertes.

Ass et beispillsweis esou, dass muer an dár Entwécklung, déi mir huet kennen, d'öffentlech Téléfons-kabinnen e Service sinn, deen on-bedéngt vun engem Opérateur muss uegebude ginn oder vun hinen allegueren? Je n'en sais rien! Ass dat an dár Zäit an dár mir liegen nach zäitgeméiss? Ass et net zäitgeméiss? Dofir brauch ech keen Akademiker, dee mat mir do-riwwer schwätzt. Beispillsweis en Internet-Uschloss, ass dat e Service universel, d'Basiselement wat muss offréiert ginn? Dat heesch, ass en Internet-Uschloss net haut grad esou wichteg wéi beispillsweis e Waasseruschloss? Dat ass eng Diskussioun, wou mer wahr-scheinlech anerer Meenung heiansdo wäerte sinn, mä déi Diskussioun ass net gefouert ginn.

Wie mécht wat an Zukunft an deem Stat hei?

**(Interruption)**

Ech interpelléieren hei d'Regierung, d'Regierung interpelléiert jo net mech. Ech ka mech erënneren, dass am Reglement steht, dass eng Interpellatioun vun engem Deputéierten un d'Regierung adres-séiert ass. Här President, et sief d'Madame Polfer huet an dár kuer-

zer Zäit vergiess, wat am Reglement steht, et ass net d'Interpellatioun vun der Regierung un en Deputéierten.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Dir sot all déi Fro wäre jo esou einfach, ganz einfach. Da sot eis!

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Madame Polfer, Dir sidd ongedéleg. Ech kennen lech jo net esou. An dár heiter Affär sidd Dir jo esou gedéleg wéi némme eppes gewiescht. Dir hutt näisch gemaach.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Oh, Här Krecké!

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - De Problem ass jo deen, dass mer müssen definéieren, wat fir eng Servicer falen drénner a wat fir een Opérateur soll sech deem Service unhuellen? Dat ass ganz oft eng Verwaltung, dat ass ganz oft eng Gemeng. Mä kuckt déi Diskussioun, déi mer gefouert hunn iwwert d'Kompetenze Gemengen a Stat, déi ass wéinstens hei an der Chamber gefouert ginn. Mir sinn nach net zu Konklusiounen komm, mä se ass awer wéinstens hei gefouert ginn à livre ouvert. Jiddferee konnt seng Propositiounen maachen.

**(Interruption)**

Jo, mä wann et net virugaangen ass, dann ass et zum Deel op deem Punkt de Feeler vun eis allegueren, déi mir dru geschafft hunn. Zumindest muss ech soen, dass dee Sujet oppen diskutéiert ginn ass. D'Parteie konnte Propositiounen eraginn. Si hunn deem enge gefall, deem aneren net. Dat ass ee vun den Opérateuren iwwert dee mer wéinstens geschwat hunn. D'Etablissements publics sinn en aneren Opérateur an do hu mer net driwwer geschwat. D'Entreprise publique ass beispillsweis eng Fro, déi ee sech an dár Form awer emol stelle muss.

Wat ass haut nach eng Entreprise publique? Wat ass eng Entreprise publique wéi d'Eisebunn? GIE hu mer gemaach à tort et à travers, ouni awer emol ze kucken, firwat ass de GIE dann elo noutwendeg a firwat net. Mir hu keng Philosophie, wéi mer keng hu bei den Etablissements publics hu mer och keng bei de GIE. Bei de Groupements d'intérêt économique, wou mer Déngschtleeschtungsservicer ubidden, déi heiansdo hannen a vir net dra passen.

Dir hutt och Privatfirmen, déi dat roueg kenne maachen, wa mer eis eens sinn, dat do ass e Service, dee mer kennen de Privatfirme ginn, an da gi mer hinnen Oplagen, Cahiers des charges, wat Der wéllt.

An da ginn et A.s.b.l.en. Och do komme mer net weider, well dee Rapport vun deem Grupp net komm ass.

Also véier Joer no der Regierungs-erklärung a fénnef Joer no enger Motioun hei an der Chamber, déi awer mat grousser Majoritéit of-gestémmt ginn ass, an déi drop hi-gewisen huet, dass et eng Rei Pro-blémer gëtt bei eis, ass näisch geschitt um Niveau vun der Verwal-tungsreform, ass näisch geschitt um Niveau vun de Services publics.

Ech muss soen näisch, well et deet mer Leed, den Téléfon, dat geet mir net duer. Mir hunn duerch dat do an duerch eng émmer méi staark Bürokratiséierung au contraire awer bei engem ganze Koup Démarchen - och dat ass e Service public an do hu mer u sech, an dat liest een aus allen Texter mettler-wei vun de Chambres professionnelles patronales eraus - u Wettbe-werbsfægheet verluer. Mir hunn eng vun deen groussen Trëmp, déi mer an eiser Hand hunn, näm-lech eng performant Statsadminis-

tratioun ze hunn, well dat ass och e Service public vis-à-vis vun den Entreprisen, déi heihinner kommen, performant Informatione kënnen ze ginn, a schnell Autorisatione kënnen ze ginn, do hu mer vill verluer.

Um Niveau vun den Aiden an de Subventioune wësser mer, do kënne mer net méi vill maachen. Um Niveau vun der Fiscalitéit hu mer dat gemaach wat ze maache war, an ech menge vill méi wäit kënne mer do fir de Moment net goen, mä mir hu w.e.g. dat gemaach wat ze maache war.

Mä eng vun deene wichtegen Trëmp, déi mer haten, waren déi kuerz Weeér, waren déi einfach Weeér, an haut stelle mer fest, dass dat iwwerhaapt net méi de Fall ass. Mir hunn eng Geleéenheet verpasst, mir hate Geld, fir eis Stats-administratiounen performant a fit ze maachen. An ech muss lech soen, esou suerglos wéi hei während véier Joer domat émgaange ginn ass, dat kann némme sinn, dass een am Geld schwémmet, dass ee sech keng Rechenschaft muss driwwer ofleeën, an dass déi Konflikter, déi och permanent opgetaucht sinn, op déi ech schonn opmierksam gemaach hunn, een net stéieren.

Och den CES seet: „Le Gouvernement continue cependant à rester muet sur cette question fondamentale, bien qu'il ait déclaré en août 1999 qu'il engagera une réflexion en profondeur“.

Et sinn also net némme mir, déi feststellen, dass do näischt geschitt ass. Mir hätte roueg kënnen déi Diskussioune féieren. Wat ass awer geschitt? Et sinn Décisiounen geholl ginn, déi net gutt sinn, well se net an e Kader erapassen, deen definéiert ass. Wou fánkt de Service universel un? Wat maache mer an e GIE? Kuckt d'Beispill vum Firmerégester. Dorriwwer geet dann och an dár Etud Rieds. De Firmerégester ass datselwecht wéi op der Gemeng de Regéster vum Etat civil. Bis elo ass nach keen op de Gedanen komm den Etat civil an iergendee Grouppement d'intérêt économique eran ze maachen, fir dass e besser funktionéiert.

Hei ass festgestallt ginn, e géing net gutt funktionéieren. Wat ass gemaach ginn? En ass an e Grouppement d'intérêt économique gesat ginn. De Firmerégester ass näischt anescht wéi den Etat civil vun eise Firmen. Wat seet dann elo déi Etud vun där ech virdrum geschwat hunn?

«Ainsi la gestion du registre du commerce et des sociétés par un GIE, où sont représentés la Chambre des Métiers, la Chambre de Commerce, le Ministère de la Justice est-elle de nature à améliorer le fonctionnement d'un service qui jusqu'alors laissait quelque peu à désirer?» Anstatt hinzegean an d'Regelen an d'Démarchen ze kucke vun deem Service, deen ze verbesseren, gi mer en einfach auslageren. Et gi Saachen, wou een dat ka maachen, mä et gi Saachen, do mécht een et net. Firwat? Et kann nach haut kee mir et plausibel maachen, firwat mir net hiagaange sinn, fir de Grond vun där Ineffikassitéit, déi festgestallt ginn ass, ze délimitéieren, an dann doropshin ze reagéieren. Wat hu mer gemaach? Einfach ausgelagert, net laang duerno gekuckt, well mat deeneselwechten Argumenter kann ech lech soen, kann ee bei de Gemengen a kann ee beim Stat, well et ginn iwverall Plazzen, wou Saachen net funktionéieren, higoen an dat iergendener Société anonyme, engem Grouppement d'intérêt économique ginn an et hält een nach Hélfel vu baussen.

Eng ähnlech Situations ass, ech kommen émmer erêm drop zréck, well et e Paradebeispill ass, d'Administratioun vum Flughafen. Bei der Post, bei der Spuerkeess, beim Fonds du Logement, bei der SNCI hu mer eis dach gééenegt fir op eemol en Etablissement public ze maachen. Do sinn et gutt Grénn ginn, firwat dass mer net eng So-

ciété anonyme gemaach hunn. Et hätt ee jo och eng Société anonyme bei der Post kënne maachen. Et hätt ee kënne bei der Spuerkeess eng Société anonyme maachen. Et hätt ee beim Fonds du Logement à la limite, esou wéi et bei dár anerer Société ass, eng Société anonyme kënne maachen. Mir sinn eis eens ginn, dass aus gedde Grénn een dat net soll maachen, obschonn déi Etablissements publics haut der kommerzieller Konkurrenz ausgesat sinn.

Déi Administration de l'aéroport ass muer iwwerhaapt kenger Konkurrenz ausgesat. Et wäert némmeen ee Findel hei ginn an et wäerte keng zwee ginn. Si sinn also net an der Konkurrenz. Et gëtt iwwerhaapt kee Grond fir eng Société anonyme ze huelen. Et wier largement duer gaangen, fir dass d'Interesse vum Stat och richteg vertruede sinn, wa mer higaange wären a mir hätten en Etablissement public gehat. Deem seng Objektiver kann d'Chamber definéieren. An deem seng Objektiver kann d'Chamber dra schreiwen, dass den Intérêt général, den Intérêt du public, den Intérêt vun den Amrainer au même titre ze rangéieren huet wéi den Intérêt économique vun deene Firmen, déi do operéieren. Dat wär beispillsweis eppes wat een hätt kënnen dra schreiwen. Bei dár Société anonyme huet d'Chamber net matgeschwat, a sinn ech och net sécher, vu dass d'Gesetz vun 29 Kloer virschreift, an den Här Haupert weess dat -, dass bei de Sociétés anonymes „prime l'intérêt de la firme et pas l'intérêt général“.

Iwwregens eppes ganz Echtes, némmeen en Niewenaspekt vun dár doter komescher Entwécklung, fir ze weise wat fir en Duerchenaner mer do hunn. Gitt emol eng Kéier op de Site vun der Administration de l'aéroport. Mäi Kolleg Zanussi huet mech dorop opmierksam gemaach. Gitt emol eng Kéier dodrop an da wéllt Der erausfanne wéini Hapag Lloyd flitt, wat jo e Recht ass vun all Létzebuerger, vu dass se vun hei aus fléien an hei hir Taxe bezuelen, do lannt Der um Site vun der Luxair, an de Site vun der Luxair - wat ech parfaitement verstinn, déi Firma huet jo keen Intérêt, well et ass eng S.A., do hunn ech kee Problem, déi huet jo keen Intérêt aner Firmen ze bevirdeelen - schwätzat natierlech net vun all deenen anere Volen, déi hei um Flughafe fortfléien.

**(Interruptions diverses)**

Ma sécher fléien se nach. Ech hunn nach viru 14 Deeg, dräi Wochen e Fliger gesinn, à moins dass se de geparkt hunn.

Mä et weist wéi koppeg dat Ganzt organiséiert ass, déi Verflechtungen, déi ongesond sinn. D'Administration de l'aéroport ass also eng Société anonyme. En Etablissement public hätt sain eegene Site gehat an e géing d'Informatiounen wat de Flughafen ubelaangt, ouni iergendeng Firma ze bevirdeele, ginn. Hei ass et einfach witzeg. Hei gesait een d'Verflechtungen, déi absolut net noutwendeg sinn, an déi ech och net gessinn.

Sécherlech, an dat hu jo den Här Schaack an den Här Graas och gemaach, wa se iwvert de Service public schwätzten, wann se iwvert d'Besoine vun de Leit a vun de Bierger schwätzten, kommen si émmer erêm zréck op d'Fonction publique. Or, d'Fonction publique ass net deen eenzegen Acteur do. Et gi vill aner Acteuren do dran, a sécherlech ass den Accord salarial - en ass jo gestëmmt gi vum Gros vun de Leit heibannen - jo eng kontinuéierlech Tarifpolitik souwisou.

Dee Schrëtt driwwer, wann Der dat gären hätt, Här Graas, vum Gehälterfkommes ofgesinn, well bei der Gehältervisioun hutt Der jo schonn direkt gepasst, obschonn Der et versprach hat, mä ech wéll net op deen Niveau eroftkommen. Ech wéll net dorriwwer schwätzten, esou wéi Dir et gemaach hutt. Et

ass net eng Fro vu Pensiounen a vu Péréquatioun, de Service public. Beim Service public ass eppes am Vordergrund, an dat sinn d'Leit, déi vun deem Service profitiere wéllen. Déi interesséiert dat och net. Déi interesséiert, wat bidden déi eenzel Acteuren un, wéi bidden se un, wat fir eng Qualitéit, an do muss ech soen, dorriwwer schwätzte mer net. Dir verlagert permanent d'Diskussiounen op en Terrain, dee guer net gefrot ass.

**(Interruption)**

Wa mer vu Service public schwätzten, wa mer en neien Elan sichen op deene verschiddenen Niveauen, dann ass et net do wou mer e sichen. Do siche mer en a Form vun enger Verwaltungsreform, da siche mer en a klore Strukturen, a klore Kritären, déi ausgeschafft ginn, ebe just fir déi Servicer vun deene mer schwätzten.

E gutt d'Beispill dofir ass och, an och do muss ech jo soen, ass et remarquabel wat den Här Schaack esou vu sech gëtt. Pisa II ass jo net eng Erfindung vun der sozialistischer Partei. Déi Etud ass net vun eis an Optrag ginn, násicht. Et ass en Engagement, dat eng Regierung hält am Juni 2000. En Engagement, dat eng Regierung hält fir hir Online-Servicer vun de Verwaltungen ze verbessernen. Si kritt, wéi een haut esou seet Benchmarks gesat, et gëtt e Benchmarking gemaach, et gëtt vu baussen en Audit gemaach, wat wierklech geschitt ass. Et ass eng Firma Cap Gemini, déi dat mécht, déi vu bausse kuckt, am Optrag vun der Kommissioun, wat dann elo geschitt ass. Den Här Schaack huet násicht Besseres fonnt wéi ze soen, dass et awer remarquabel wier, dass Létzebuerg esou eng grouss Progressioun matgemaach huet.

Wat ass d'Realitéit? Schweden ass als Spätzreider bei 87 vun 100 ukomm. Mir sinn ukomm bei 32. Mir sinn domat largement déi Lescht. D'Belsch ass bei 47, si sinn déi Zweetlescht. Op 20 Kritären, déi festgehale sinn, si mer 4-mol déi Lescht, 3-mol déi Virlescht an 3-mol déi Drëtlescht. Mir bréngen et also färdeg bei zéng vun 20 Elementer, déi do gekuckt ginn, énnert deenen dräi Leschten ze sinn. Fir do ze soen, dass dat d'Schold vun der Regierung vu virdru gewiescht wier, ass wierklech e staarkt Stéck. Do sinn e ganze Koup Mesuren ausgeschafft ginn. Déi si vun lech emol net ugefaange ginn. Emol net ugefaange ginn! An och déi Regierung virdrun konnt net 1990 den Internet verbesseren, deen et hei zu Létzebuerg net ginn ass.

Esou hutt Dir awer gesot, Här Schaack. Zéng Joer laang hättent se um Internet geschlof. Ech froe mech wou Dir waart, op wat fir engem Planéit Dir waart, wou den Internet 1990 scho war. Wéini ass den Internet hei zu Létzebuerg wierklech komm? Dass den Accès fir d'Leit wierklech populär ginn ass? 1998/1999, net virdrun.

Ech huellen nach Riedezäit vu menger Fraktiouen.

**(Interruption)**

Dach dat geet. Dat geet net beim Rapporteur, mä et geet bei der Interpellatioun.

Ech soen lech awer merci, Här Ripperger, fir déi léif Opmiersamkeet, déi Der mer do schenkt.

**(Interruptions)**

Kolleegial wéi hien émmer ass.

Mir hunn et also färdeg bruecht en Engagement ze huellen. Entweder hätt een dat Engagement net solle huellen, a wann een et geholl huet, dann huet een et jo en connaissance de cause geholl. Et ass am Juli 2000, wou d'Regierung d'Engagement hält, si wosst jo awer sécher vu wat se géing

schwätzten. Si wosst och wat géing op se zoukommen. Si wosst, dass se géing évaluéiert ginn. Si huet d'Engagement geholl an d'Resultat ass katastrophal. Da sidd Der responsabel dofir. Entweder wosst Der net wat Der do géingt verzapfen oder wat Der do géingt agoen...

**Plusieurs voix.. Oh!**

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Ma zu enger anerer Konklusioun kann ech jo net kommen. Dir wosst jo net, wat Der géingt anhalen oder Dir hutt et net färdeg bruecht, dat wat déi aner Länner vu Problemer och haten, Dir wäert mer jo net soen dass d'Belsch, Däitschland, Frankräich net ähnlech Problemer gehat hätten. Firwat bréngen déi et da färdeg eppes ze maachen, wat mir net färdeg bréngen?

Dir gitt lech elo brüsten op de Radio, doudher dass Der sot, dass mir eng schnell Progressioun gemaach hunn. Wésst Der mat wat een dat hei ka vergläichen? De Favorit an dár doter Course ass zéng Kilometer hannert dem Zweetleschten an ass awer elo méi schnell gefuer an ass elo némme méi fénnek Kilometer hannert dem Zweetleschten. En ass amgaang opzehuelen, mä en ass nach émmer de Leschten. Ech muss soen, et ass traureg fir e Land wéi eist, dass mer PISA II müssen iwver eis ergoe loessen.

An op e ganze Koup Elementer hätte mer déi Diskussiouen jo och kënne sachlech feieren. Firwat gëtt ee rosen? Ma wa véier Joer verschlof ginn. Ob mer eis eens giwieren, weess ech net. Energie, Electricitéit a Gas, Waasserversuergung hu mer ugeschwät hei, just um Rand, wéi mer iwvert d'GATS-Verhandlunge geschwätzten; wat fir eng eventuell sollte muer nach wierklech e Kärstéck vun engem Service universel bleiwen a wat fir eng net.

D'Transportkommunikatioun, d'Post, déi no beienaner gelagert sinn, ass e weideren Deel, wou een hätt kënnen driwwer schwätzten. D'Schoul, do hu mer driwwer geschwätzten, a mer waren eis manifestement net eens. Eis Partei seet ganz kloer an däitlech, dass fir eis de Gros vun der Schoulausbildung soll am öffentlechen Deel geschéien an net am privaten Deel. Datselwecht gëllt fir d'Kannerbetreuung. D'Sozialdéngschter, déi ueguebuedi gi sinn, soubal et jo kee Besoin marginal ass, ass et e Besoin, deen op eemol erwiist. Sécherlech, virun 20 Joer waren eng Rei Besoinen net erkannt, si si vläicht an dár Form op eemol gewuoss an eppes eran, mä ob dat haut awer nach richteg ass, ass et eng Fro.

D'Gesondheet, an ech zielen also déi Secteuren op, déi fir eis an de Secteur public gehéieren. D'Gesondheets- an d'Altersfürsorg gehéiere fir eis dodran. Sécherlech, iwvert de Beräich vun der Sécurité ass net driwwer ze diskutéieren, mä och dee vun de kulturellen a sportleche Betätigungen. An et kann ee jo net einfach ee fir allem soen, dat do ass et elo. Déi do Déngschleeschtunge si jo alleguerten dauernd an engem Embroch. Do ass eng Dynamik dran, well d'Situatioun sech verändert. D'Besoine veränderen sech an ech hat et gewiesen um Beispill vun engem Telefonskabinn an um Beispill vun engem Accès Internet, dee garantéiert elo vläicht émmer méi Bedeutung kritt.

Dat sinn also déi Punkten op déi, Här President, mir besonnesch. Wäert géinge leeën, wat dat do ubelaangt, déi eenzel Departementer, déi ech elo opgezielt hunn. Et ass déi Basisversuergung, déi mer de Bierger garantéieren, dass déi net vu Profitdenken an net dierfe vun engem Taux de couverture 100 definiert sinn. Et muss diskutéiert gi pro Déngschleeschtung, wat den Taux de couverture misst sinn. An den Taux de couverture

heesch jo näischt aneschers, wéi vill Defizit kann esou e Service produzéieren, deen d'Allgemengheet opfänkt.

Mir müssen e Vertrauenskontrakt mat eise Bierger maachen iwvert dee Service public. Well mir hunn e Vertrauensschwund, dat ass net engem seng Schold heibannen, deen hu mer duerch déi vill Émänerungen, déi do passéiert sinn. Mir müssen déi Bestandsopnam endlech maache vun deene Servicer, déi do sinn. Do wou et Lacuné ginn. Do wou et der ginn, déi net méi noutwendeg sinn. Et ass evident datt all Opérateur, deen do ass, weiderfiert wann hien net gesot kritt: Bass de sécher, dass dat wat s de méchs och muer nach onbedéngt noutwendeg ass?

Wat musse mer nach maachen, ofgesi vun deem Rahmegesetz, wat ech gesot hunn? Ma déi dezentral Berodungsstelle musse mer endlech bréngen. Et kann dach net sinn, dass ech virgeworf kréie wann ech soen: Eng S.A. wéi déi vu Sandweiler ass net gemaach fir muer d'Gestioun vun de Führerschäiner, némme mam Virwand, dass elo ee méi schnell a besser op Wélwerwolz sái Führerschäin erneiere geet. Mä dat kënnt een dach och an engem Verwaltungs-element maachen. Dat kënnt een an engem Guichet maachen, deen dezentral ass op deene Plazzen, déi mer definéieren, wou et noutwendeg ass a wou d'Leit all hir Démarché misste maachen. Da missten se dach net bei eng Société anonyme goen, och wann de Stat zu 100% doranner Aktionär ass. Eng Société anonyme, le mot le dit bien ce que ça veut dire, et ass anonym, et weess ee wien dran ass, mä si ass de kommerzielle Regeln énnerworff.

De Guide de l'administré ass eppes wat vill Gemenge färdeg bruecht hinn erauszebréngen. De Stat ass incapabel dat do ze maachen. Aner Öffnungszäiten a sengen Verwaltunge kreie mer elo lues a lues, drépchesweis matgedelegt. Währénd véier Joer, wou mer ugetruede sinn, mat zwee Responsabilen am Ministère, ass näischt geschitt. Eenzel Direktore maache Broschüren iwver Neierungen, déi an de Légalisationen sinn, a verkafen déi an de Librairien. Mä dat ass jo awer net de Wee. Déi Direktore sole Broschüre maachen an hiren Administratiounen a si sollen se erausginn a si sollen dat maache wat eenzel Administratiounen effektiv gemaach hunn, wou se de Leit d'Informatiounen méi no brégen.

Behennertegerechten Zugank, an engem Joer wéi deem heiten, ass och e wichtige Punkt wou mer müssen definéieren, wat mer dann elo wierklech doranner investéieren.

D'Genehmigungen an d'Beaarbechungsprozeduren, déi mer hinn, hu mer net iwverduecht. Se sinn nach schlëmmer ginn an deene leschte Joren. Ech maache kengem e Virworf. Ech maache just engem de Virworf wann en inaktiv ass.

D'Ausbezuele vun de Rechnungen, mir schwätzten hei iwver Failliten. Mir schwätzten iwver Schwierkeeteen, déi eenzel Betribere hinn. Mä dat éischt wat se lech soen ass, dass de Stat onméiglech laang brauch fir Saachen auszebzuelen, an dass se a Schwierkeete kommen. Och dat ass e Service, dee mer assuréieren. Mir müssen en anstännege Service hinn. Wat eng Bank färdeg bréngt, wat Betriben färdeg brégen, muss de Stat dach och capabel sinn ze maachen, a guer net ze schwätzte vun engem leeschtungsstaarken öffentlechen Transport.

Dat si ganz elementar awer wichtige Punkten, wou déi heite Koalioun versot huet.

D'Ufuerderunge vun der Informations- a Kommunikatiounsgesellschaft, mengen ech, hinn ech des Längeran an des Breederen un-

hand vun där bekannter PISA II-Étud probéiert ze explizéieren, wou mer einfach versot hunn.

An der Weiderbildung vun eise Leit, och haaptsächlech vun eise Fonctionnairen an der ieweschter Carrrière, stellen ech net vill fest. Inklusiv mir hei an der Chamber, wëll ech soen, verpassen och d'Weiderbildung vun eise Leit, vun eise Spétzefonctionnairen, vu jiddferengem, mä och vun eise Spétzefonctionnairen, déi heiansdo a Courses emol an d'Ausland misste kucke goen. Dat maache mer net. Well et ass jo do, wou mer nei Iddié matbréngent. D'Iddié wusse jo net émmer bei eis a mir verlaangen dat jo net. Et ass do wou mer un Iddié kommen. Mir mussen endlech aféieren, dass déi Déngschtleeschungsservicer, déi mer ubidden, vun engem vu baussen évaluéiert ginn, appréciéiert ginn, dass mer wëssen, ob se de Qualitéitsnormen, déi mer festgeluecht henn, och entspriechen. Náischt an deem Beráich do hu mer gemaach.

Vun der Bildung schwätzen ech net. Vun de Gemengen hunn ech geschwat a vun den europäesche Liberaliséierungsbewegungen och.

Här President, ech hu probéiert un-hand vun e puer Beispiller ze weisen, wat een hätt kenne maachen ouni a Polemik ze verfalen. A wann ech rose sinn iwwert d'Aart a Weis wéi dat elo gelaf ass, dann ass et net well mer um Inhalt eis net eens wieren, well et ass keng Diskussioune, déi statffont huet, mir konnten emol nach net d'Inhalter konfrontéieren. Et ass well et net zu enger Diskussioune komm ass, well et inaktiv Leit waren, déi do um Rudder waren, déi verpasst hunn eng Moderniséierung ze maachen, déi mer elo mussen nohuelen.

Mir musse kucke mat deene Geldmëttelen, déi mer haut hunn an déi 1999 an 2000 nach méi flësse waren, d'Attraktivitéit vun deem Service ze steigeren. Mir musse Léisunge fanne fir Problemer, déi lues a lues opgetaucht sinn, déi ech kengem virwerfen, mä wou mer d'Léisunge musse si-chen, déi mer net engem anere sollen iwwerloossen. Déi véier verschlofe Jore musse mer nohuelen. Mir mussen eise Service public erém fit maache fir déi Efrauenderungen, déi d'Gesellschaft haut un de Service public stellt an némmen da si mer eiser Aufgab als Politiker gerecht ginn. Ech muss feststelle bei där Konstellatioun, déi mer haut hunn, hu mer dat net gemaach.

Ech déposéieren nach eng Motioune a soen lech merci, Här President.

#### **Motion 1**

##### *La Chambre des Députés.*

- considérant l'accord de coalition de 1999 qui retient que «le Gouvernement engagera une réflexion en profondeur sur la nature et l'orientation générale des modes d'organisation et d'action de l'Etat, qui aboutira à la mise en place d'une grille de critères et de paramètres devant inspirer sa manière de procéder» ;

- sachant que l'accord de coalition de 1999 prévoit aussi «une réglementation ad hoc qui fixera les conditions dans lesquelles un service public pourra être transformé en établissement public et qui en fixera les structures ainsi que le statut du personnel» ;

- considérant l'étude sur les critères relatifs à la création d'établissements publics au Luxembourg, élaborée par l'Institut Européen d'Administration Publique (IEAP) de Maastricht, qui retient notamment que le rôle que l'Etat est censé assumer dans la gestion des services publics n'est pas clairement défini, et donc qu'il n'y a pas de concept clair des services publics ;

- considérant que l'IEAP de Maastricht propose aux décideurs

*luxembourgeois d'apporter des améliorations à la situation actuelle des établissements publics au Grand-Duché, notamment en vue d'une gestion plus transparente, plus efficace et plus flexible des services détachés :*

- regrettant les retards que le Luxembourg connaît toujours en matière de eGovernment, et plus particulièrement en matière de services publics disponibles sur internet en comparaison avec les autres pays européens ;
- constatant que toutes les mesures prévues dans le rapport Friesen datant de 1995 ne sont toujours pas prises en considération pour faire avancer la réforme administrative ;

*invite le Gouvernement*

- à définir clairement le terme de service public et à introduire des procédures d'évaluation des services publics prestés ;
- à élaborer un inventaire des services publics existants, afin de permettre une amélioration des services insuffisamment fournis ;
- à définir quels seront les supports légaux et les principes de gestion pour l'exécution des missions de service public ;
- à garantir un service public décentralisé proche des utilisateurs ;

- à élaborer une loi-cadre fixant une définition de la notion d'établissement public, même que les critères à remplir pour la création de nouveaux établissements publics ;
- à définir une classification des différents types d'établissements publics selon la nature du service, afin de pouvoir opérer une distinction entre les services à caractère administratif et les services à caractère industriel et commercial ;
- à établir des règles homogènes relatives au mode de fonctionnement et d'organisation en général des différents types d'établissements publics, notamment pour la composition et la nomination des organes dirigeants ;
- à définir clairement si le contrôle de la gestion financière des différents établissements publics par la Cour des Comptes est obligatoire ou non ;
- à faciliter autant que possible l'accès aux services publics par l'intermédiaire de l'internet, et ce notamment en créant une offre interactive ;
- à améliorer l'accès au service public par l'intermédiaire d'un guichet unique, d'un guide de l'administré, de réductions des délais d'attente des primes dues et de réductions des délais pour les paiements de factures par les services publics ;
- à mettre en œuvre les mesures prévues dans le rapport Friesen ;
- à s'engager au sein de l'Union européenne, plus particulièrement en vue des négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), afin d'éviter des libéralisations de services publics tendant à empêcher l'Etat et les communes d'organiser en régie propre les services publics qui leur semblent utiles et nécessaires ;
- à s'engager lors de la prochaine Conférence intergouvernementale pour introduire une base juridique afin de faciliter l'accès des utilisateurs aux services d'intérêt général.

(s.) Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer, Marc Zanussi.

■ M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Fred Sunnen agedroen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

#### **Discussion générale**

■ M. Fred Sunnen (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. De Lézebuerg Wohlfahrtsstat ass een, dee senge Bierger vill bitt. Dat wat en esou bitt,

gratis oder géint Entgelt, kann een als Service public bezeichnen. Dëse Begréff éemschreift den Ensemel vu deenen Déngschter an Déngschtleeschungen, déi de Stat direkt oder indirekt senge Bierger ubitt, fir déi en also net muss op Privatentreissen zréckgräifen, déi sech contrairement zum Stat vir-drénglech ém hiren eegene Benefiss këmmeren.

Konzeptiounen vu Service public gëtt et vill. Et existéiere Staten an deene liberal Gesellschafts- a Wirtschaftskonzeptiounen dozou gefouert hunn, datt de Stat sech selwer nach just ém seng eigentlech Urfunktioun këmmert, also ém d'Police, d'Geldpolitik, d'Verteidigung an d'Grenzsicherung an de ganzen Rescht der privater Initiativ iwwerléisst. E Géigemodell war dee sozialisteschen, wou am Fong alles, wat d'Versuergung vum Bierger ubelaangt huet, iwwert d'Gesondheetsversuergung, der Schoul bis zur Ernährung, a staatlecher Hand loung an zentral organiséiert war, meeschters gratis.

Do dertéisch leien awer eng Abberzel vu Gradatioun vum Service public, déi am Fong net némme mat der ideologescher Ausrichtung vun engem Stat ze dinn hunn, mä och an engem wesentlechen Deel mat de finanzielle Méglechkeeten, déi eng zentral Administration huet, fir selwer Servicer ze organiséieren an ze assuréieren.

Zu Lézebuerg hu mer en émfaasende Service public mat engem ganz héije Leeschungsniéau, wat souwuel enger politescher Grondausrichtung an eisem Land wéi och enger séier favorabler materieller Ausgangslag vun der Administration ze verdanken ass. An eppes wéll ech direkt am Ufank vu menger Interventioun am Numm vun der CSV-Faktioun kloer soen: Un deem émfaassenden, qualitativ héichwærtigen a performante Service public hale mer och an Zukunft fest.

Den Interpellant huet eng ganz Panoplie vu Problemer am Zesummenhang mat de staatlechen Déngschtleeschungen hei opgeworf. Dat ass am Fong gutt gemaach, well et ass schlisslech eng Thematik, déi ganz vill verschidde Fächer a Voleten huet. Allerdéngs, an dat weess den Här Krecké och selwer, huet hie kaum Léisunge fir déi vun him ugeschwate Problemstellung geliwert a souguer, an dat kann ee verstoen, well mer d'Aart a Weis wéi de Stat seng Déngschter ubitt, organiséiert a geréiert, weder kënne an engem neien Text eenheetlech an uniform faassen, nach d'Verwaltungspraktiken an d'Organisationsformen vun haut kuerzfristeg kënnen der Geschicht iwwerántworten.

Wann dës Debatt eriwer ass, wäerte mer eis allegueren eens sinn, och d'Kollege vun der LSAP an den Interpellant, datt villes ze maache bleift, obwuel haut jo nach laang net alles esou schlecht ass, wéi och dee Sondage beluecht huet an deem d'Lézebuerg iwwer hir Zefriddeheit mat de Verwaltungen an de staatleche Leeschunge befrot goufen, an deem säi Resultat global ganz positiv ausgefall ass.

Ech wéll a mengem Beitrag zu déser Debatt e puer grouss Sujete behandelen, déi am Kontext vun dem Service public wichteg sinn. Dat sinn d'Vehikile vun dése Leeschungen, also d'Verwaltung selwer oder ausgelagert Träger, wéi Etablissements publics. Et ass d'Liberaliséierung an d'Privatisierung vu staatleche Leeschungen, an et ass d'Reforme administrative.

De Stat huet en Aktiounsperimeter bannent deem hie selwer agéiert an zwar d'uerch seng Verwaltungen. Wann zum Beispill Mataar-

bechter vu bestëmmte Ministeren eng Berodungsfunktioun géintiwer vu bestëmmten Usageren hunn, dann assuméiert eng Verwaltung selwer e bestëmmte Service public. Verschidde Funktiounen, déi de Stat ausübt, esou zum Beispiel den Enseignement - eng Kompetenz, déi ee mat de Gemengen deelt -, assuréiert en direkt, ouni juristesches Téscustufen. Si befannen sech am direkten Aktiounsperimeter vum Stat. Aner Funktiounen, wéi zum Beispill d'Gesondheetsversuergung, huet de Stat un Entitéiten delegéiert, déi eng eige Rechtsperséinlechkeet henn an déi sech also net mam Stat u sech identifizéieren. Da befanne mer eis an engem ergänzte Statsperimeter, do wou hien net selwer direkt handelt, mä handele léisst.

Un déser Plaz kann een e puer Wuert iwwert d'Gemenge soen, déi jo och e bestëmmte Service public ubidden. Mir féieren am Hierscht d'Debatt iwwert déi zukünfteg Kompetenzverdeelung téscient Stat a Gemengen, oder sollt een net besser soen, iwwert d'Kompetenzvernetzung téscient deenen zwee Niveauen.

Tatsaach ass, datt mer fir déi Debatt e grondsätzleche Problem henn, an dat ass dee vun der fundamentaler Onglächheet vun de Gemengen. Et kann een net soen d'Kompetenzkategorie X fält allen 118 Gemengen zou, well et do gutt ka sinn, datt 35 Gemenge mat d'r Kompetenz eens ginn an all déi aner net. Si ginn net domat eens, well se ze kleng sinn a well se deementspriechend keng ausreichend Strukturen a Méttelen hunn. Dës Onglächheet féiert zu enger princiéller Ongerechtegekeit a Saache Service public. De Bierger vun der grousser a ráicher Gemeng X kritt nämlech am Lézebuerg vum Joer 2003 eng vill méi interessant an uspriechend Offer u Service public gebueden, wéi de Bierger vun der klenger an aarm Gemeng Y.

Well deen dote Basisproblem existéiert, ass déi Debatt am Hierscht jo esou schwéier ze féieren. Eng Gemeng ass net gläch eng Gemeng. Déi Gemeng, déi ech féieren, ass net déi Gemeng, déi den Här Strotz oder den Här Loes féieren. An déi, déi den Här Di Bartolomeo féiert, ass net verglaichbar mat d'r, déi den Här Gira féiert.

Grad wéinst der Onglächheet vun de Gemengen hu mer och déi Inflatioun vu Gemengsyndikater. Well op verschidde Plaze méi gebueden gëtt, schléissen sech Gemengen, wou manne gebueden gëtt, a Syndikater zusummen an organiséiere gemeinsam e bestëmmte Service. Ausser an de Stied zu Lézebuerg kann een haut bal behaapten, datt ganz Kategorië vu Servicer net méi vun de Gemengen selwer mä vu Syndikater gebueden ginn, deelweis gëlt dat souguer scho fir d'Stied.

Mir henn et also mat enger Froestellung ze dinn, wa mer am Hierscht debattéieren, déi méi Niveau beréiert wéi de Stat an d'Gemengen. Am Fong misst d'Froestellung ze dinn, wa mer am Zukunft d'Kompetenzen téscient der Zentralverwaltung vum Stat, den Emanatiounen vum Stat, de Gemengsyndikater an de Gemengen selwer. An dat gëtt natierlech spannend, well spéitstens dann hu mer noutgedrongen eng ganz Rétsch vun Interferenzen téscient deene verschidde Organisationsniveaueen.

Esou oder esou, ech klameren emol de Service public vun de Gemengen haut aus mam Zousaz allerdéngs, datt ech nach eng Kéier soen, datt mer e Problem vun der Onglächheet henn, dee mer onbedéngt léise mussen. Soulaang mer deen net geléist kréien, kenne mer nämlech net emol vun dem Service public vun de Gemengen schwätzen, mä émmer némme vun eenzelne Servicer, déi eng bestëmmte Gemeng ubitt an eng aner vlaicht net. Also schwätze mer elo emol vun Stat.

Ech hu virdru versicht de Statsperimeter, deen direkten an deen indirekten ze erfassen. Dat geet am Fong just opgrond vun enger empirescher Erfahrung. Mir wëssen nämlech, datt et eng verbindlech Definitioun vun all deem gëtt, wat de Stat direkt a selwer iwwer seng Verwaltungen op sech hëlt a vun deem, wat en un aner rechtliche Persounen ofgëtt. Mir wëssen nämlech, datt an der Praxis, wat de Stat selwer mécht a wat net. An anere Wieder: Et steet néierens, wat de Stat genee an am Detail vu Missiounen iwwerhëlt a wat en delegéiert. Woumat mer direkt bei der erém séier aktueller Debatt iwwert d'Etablissements publics wieren.

Et gëtt dacks en Organisationsgesetz, eng Loi-cadre, iwwert d'Etablissements publics gefuerert, Etablissements publics, déi als verlängerten Aarm vum Stat um Terrain agesat ginn, mä esou e Gesetz, losst mech et direkt lass ginn, dann ass et gesot, helleft eis net weider a léist eis Problem net. Eischens ass et onrealistesch esou en Text kenne sénnvoll a verbindlech ze formuléieren. Dat läit virun allem un der Verschiedenartigkeit vun all deenen Etablissements publics, déi mer henn, an un den Differenzen an hirem Fonctionnement, hirer Missioun an hire Gestionsmethoden.

Zweetens kann esou eng Loi-cadre den eigentleche Problem net lésen, deen dora besteet, datt mer dann nach émmer net wéissste wou den direkten Statsperimeter ophält. Dat ass iwwregens och schwéier ze bestëmmen, well dat bestänneg ännert.

Et bleibt, datt d'Etablissements publics de Modellträger fir Services publics zu Lézebuerg sinn, déi net vun de Verwaltungen direkt gelesen ginn. Vill, ganz vill Services publics gi vun Etablissements publics ugebueden. Vum Kannergeld iwwert d'Pensiounen an d'Krankengeld bis zu kulturellen a sozialen Aktiviteiten gëtt déi grouss Majoritéit vun de sozialstaatlichen Déngschtleeschungen vun Etablissements publics gedroen. Deemno ass et derwàert eis méi genee mat hinnen ze beschäftegen.

D'Statsverwaltung u sech ass eng rigid Geschicht. An eiser Konzeptioun vum öffentlechen Déngschtleeschung a mam Statsbeamtestatut, dee mer kennen, ass et dacks schwierig bestëmmten Ziler rapid ze erreichen, déi Mataarbechter ze fannen, déi ee grad brauch an Infrastrukturen opzeriichten. Dat wësser mer, a well mer et wéssen, gräife mer ganz dacks op déi vill méi flexibel Formel vum Etablissement public zréck. Doraus ergétt sech eng steigend Zuel vun esou Etablissements publics an alle Beräicher. Zu deenen alen a klassischen Etablissements publics, wéi d'Pensiounskéesen, d'Krankekéesen an d'Beruffschamberen, hu sech der am Laf vun der Zait Dosenden an alle méiglechen Aktivitätsberäicher dobäigesellt. Haut fénnt een der am Domän vun der Kultur, am Enseignement supérieur, an der Familljepolitik an dorriwwer eraus.

Ech stelle ganz einfach fest, an ech beleeën dat net mat engem Wäertuert, datt mer eis an enger Inflation vun Etablissements publics erémfannen, wou sech den Etablissement public géigenviwer der Verwaltung selwer als déi méi attraktiv Organisationsstruktur fir staatleche Déngschtleeschungen duerchsetzt. Datt dat esou ass, huet vill mat der Onflexibilität vun der Verwaltung ze dinn. Ech henn et scho gesot. Keng vun deene Parteien, déi hei zu Lézebuerg bis elo scho regéiert henn, och d'LSAP net, huet et bis elo färdeg bruecht désen Émstand déi gräifend ze ännern. Dat ass awer kee spezifische Lézebuerg Phénoménen.

D'Etud vun EIPA iwwert d'Etablissements publics seet eis jo, datt beispillsweis an Däitschland, Frankräich a Groussbritannien, niegent der eigentlechen Verwaltung,

eng Welt vun Entitéiten existéiert, déi dár vun eisen Etablissements publics gläicht, an déi entstanen ass well d'Verwaltung selwer net ausgedehnt gouf, während de Stat sech trotzdem stänneg nei Missionen ginn huet. Dat gëllt iwwregens och fir d'Regiounen an d'Gemenschen, an et ass net némmen den Zentralstat selwer, deen eng Verwaltung huet, an Déngschleeschtungen offréiert. D'Ratio hänkt der inflationärer Schafung vun émmer neien Etablissements publics hei am Land a soss entwouche ass déi, datt mer déi öffentlech Verwaltung selwer net wëllen ausdehnen.

Dést ass am Fong eng sénnvoll Approche, well d'Verwaltung vum Stat selwer eigentlech dofir do ass, sech ém hoheitlich Aufgaben ze këmmeren. Déi modern wohlfahrtsstaatliche Déngschter, déi de Stat ubitt, sinn awer nun emol net hoheitlicher Natur. An dofir ass et och richteg se aus dem immédiaeten Aktiounspérimerter vum Stat erauszehalen a se vu separaten Entitéiten offréieren ze loosse. An dëser Konzeptioun läit schonn en Deel vun der Antwort op d'Fro nom direkte Statspérimerter. Dee soll am Fong relativ enk ronderém dem Stat seng hoheitlich Aufgabe gezu sinn, an déi Zousazleeschtungen, déi de Stat sengen Bierger wëllt ubidden, sollen a separaten Trägerstrukture gemaach ginn. Ob dat mussen Etablissements publics sinn ass eng aner Fro. Do kommen ech nach derzou.

Elo ass et esou, datt d'Etablissements publics ganz verschidde naarteg Missionen hunn. An ech hu gesot, dowéinst mécht e Kadergesetz relativ wéineg Senn. Do kennt nämlech opgrond vun der Verschidde naartegkeet vun den Etablissementer bal náisch Spezifishes a Contraignantes dra stoen. Wat méi Senn géif maachen, an ech halen dat och fir eng Noutwendegkeet, dat wier eng legisches Leitlinn beim Ausschaffe vun deenen eenzelne Gesetzer mat deene mer d'Etablissements publics schafen. Mir sollten an Zukunft am Detail virgesi wuerfir en Etablissement do ass, a wat endaerf an net daerf. Si sollte spezifiziere wéi seng intern Organisatioun auszugesinn huet, wéi eng Gestoukskrätären ugewannt ginn a schlisslech wéi enger Kontroll den Etablissement énnerläit.

E gudden Deel vun deene Problemer, déi sech de Moment ronderém e puer Kontrollrapporten vun der Cour des Comptes stellen, hätte mer net, wann d'Organisationsgesetz vun Etablissements publics plazeweis méi kloer a méi ém-fangräich wieren. D'Fro zum Beispill, ob den Etablissement iergendwellech Particiapatiounen huele kann, déi seng Handlungsweis verbreederen, oder ob de President vun engem Etablissement sech eng kleng Exekutiv zur Säit stelle kann, fir Dossiere virzebereeden an am Detail ze surveilleren, soll vum Organisationsgesetz vun deem Etablissement eendeiteg beantwert ginn.

Hei sollte mer also an Zukunft drop oppassen, datt mer eis mat esou vill Klorheet an Däitlechkeet ausdrécken, wa mer en neien Etablissement schafen, datt et duerno eendeiteg ass wéi e genee ze fonctionnéieren huet a wat en niewent sengem formellen Objet maachen däerf.

Déi zousätzlech Prezisiounen an den eenzelnen Organisationsgesetz si vill méi nétzlech wéi e Kadergesetz an deem, par définition, net vill Verflächendes steet. Natierlech muss sech och, a wahrscheinlech mat méi Déifgank wéi bis elo, virun der Schafung vun engem neien Etablissement public d'Fro gestallt ginn, ob dés Organisationsstruktur wierlech déi ass, déi sech fir déi Leeschtungen, ém déi et konkret geet, am beschten eegent.

A Frankräich gëtt et jo, wéi den EIPA-Rapport eis dat seet, eng

Trennung téschent administrativen an industriellen a kommerziellen Etablissements publics. Elo ass et awer net volleg abwegeg fir sech d'Fro ze stellen, ob eng industriell an oder kommerziell Täegkeet iwwerhaapt soll an den öffentlechen Handlungsperimeter falen, oder ob net heifir méi grondsätzlech de private Secteur besser outilléiert ass.

Wa meng Fraktioun also der Osspléckung vun der Landschaft vun den Etablissements publics an déi zwou franséisch Kategorie skeptesch géigenerwuer steet, dann aus désem Grond: Mir si prinzipiell der Meenung, datt eng reng kommerziell Täegkeet wéineg mam Stat ze dinn huet, an datt dése sech deemno och direkt an indirekt aus esou Aktivitéite soll eraushalen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Här Sunnen, wéllt Der d'Spuerkeess an d'Post dann eraushuelen?

**M. Fred Sunnen (CSV).**- Loosst mech wann ech glift weiderfueren!

De Stat ass keen Händler an en ass och keng Fabrik. Náisch hält en dovun of fir bestémmten Aktivitéiten dem Privatsecteur ze sollicitieren, esou datt méi rationell an am Endeffekt och méi bëllig a méi effikass ka geschafft ginn, wéi wann den Etablissement public industriel ou commercial an d'Liewe geruff gëtt, wat da fir d'alleréischt emol d'Rad nei erfënnt.

D'Fro, déi sech an Zukunft all Kéier muss gestallt ginn, ass awer déi: Iwwerhëlt d'Verwaltung selwer d'Gestioun vun engem Service public? Iwwergi mer deen engem Etablissement public oder iwwerloose mer en der encadréiterter Privatinitiativ?

Dat sinn dräi Optiounen, déi musse gepräft ginn, ier sech zukünfteg an d'Grénnung vun neien Etablissements publics gemaach gëtt. Wann zum Beispill eng Infrastruktur soll fir d'éischt opgeriicht an dann exploitiert ginn, da kann ech mer virstellen, datt d'Verwaltung selwer baué lëisst an duerno duerch eng Privatstruktur exploitéiere lëisst, souwält se natierlech rentabel ass. Esou eng Démarche ass am Fong am Senn vum Client a si ass am Senn vum Stat, well e sech iwwerflëssege Verwaltungsopwand spuere kann.

Elo gëtt et allerdéngs jo nach den Énnerschee, a keen onwesentlechen, téschent privat am eigentleche Senn vum Wuert a privat-rechtliche. Wann zum Beispill de Stat oder Emanatiounen vum Stat, wéi Etablissements publics oder Gemengen an enger Aktiégessellschaft bai wäitem majoritar sinn oder souguer dat ganzt Kapital sech an öffentlecher Hand befénnt, dann hu mer glad náisch privatiséiert. Mir hu just der öffentlecher Hand déi Flexibilitéit an déi Handlungsgrundlage ginn, déi a privat-rechtliche Gesellschafte gëllen, an zwar am Senn vun der Effizienz an dem Déngscht um Bierger.

Ech hunn dofir iwwerhaapt kee Verständnis fir dem Här Krecké seng Problemer mat der privat-rechtliche Gestioun vun enger Partie Aktivitéiten um Findel oder der Erneierung vun de Führerschäiner. Souwisou missten esou Aktivitéiten dach formell énnert öffentlechem Recht stattfannen.

**(Interruption)**  
Wat ass öffentlech? Wat ass hoheitlich un der Verlängerung vun engem Führerschäin? Datselwecht gëllt fir de Firmregister. Wat ass öffentlech, hoheitlich, staatliche dodrun, wann e Mensch eng Gesellschaft oder eng Association umellt? Wie verlaaqt, do kennt némmen de Stat selwer an direkt Responsabilitéit e puer Zeile Statuten ophuelen an do e Stempel drop setzen, fir datt dat Ganzt méi offiziell a méi amtliche ausgesäßt, deen huet awer eng gelungen Opfaassing vun den eigentleche Missionen vum Stat. Dat huet am Iwwregen och náisch...

### (Interruption)

Lauschtert gutt no a gitt elo net eenzel Saachen erauspicken. Dat huet am Iwwregen och náisch mat engem schlanken Stat oder engem méi korpuslechen Stat ze dinn. Loosst eis dach net am Feindbild täuschen. Mir baué keng staatliche Sécherheet fir déi manner déck hei am Land of, wa mer hire Führerschäin vun enger Société anonyme verlängere loessen. Ech weess am Fong guer net wat e schlanken Stat ass. Mä ech mengen awer ze wëssen, datt de Kierperémfang vum Stat sech net doranner definéiert, ob e Beamten oder en Employé privé e Gesellschaftsstatut enregistriert.

An dat hei beweist genee de Problem vun der LSAP. Si weess net wou se soll halbwegs iwwerzeigend Beispiller siche goe mat deen se déi schlächend Verliberaliséierung vun eiser Gesellschaft kéint beleeeën. Wien de Führerschäin an den Handelsregister muss ausgruewe goe fir de Leit ze erzielen déi aktuell Koalitioun géif hire Stat demontréieren, dee befennt sech am akuten Argumentemangel. Dat do ass, wéi wann Der wëllt de Leit erzielen, et géif náisch mam Zuch hei am Land fonctionnéieren an Dir beleet et domadder, datt an dräi Wochen den Express vu Léck Verspéléitung hat. Wann Der wëllt beweisen, zu Lézeburg géif lues a lues de Stat privatiséiert ginn, dann hätt Der besser endlech emol e signifikante konkrete Fall ze benennen.

Ech sinn op jidde Fall der Iwwerzeegung, datt et plazeweis a momenterweis séier sénnvoll ass privatechtliche Strukture ze notze fir e bestémmten Déngscht unzébidden, deen awer nu glat net muss un d'Verwaltung gebonne sinn. Et ass méi rationell an et ass méi bëllig an et ass fir de Benutzer vum Service méi praktesch mat enger Gesellschaft ze dinn ze hu wéi mat der Verwaltung oder engem Etablissement public, a wann ech eng dréngend Aufgab fir de Ministère vun der Fonction publique a vun der administrative Reform gesinn, dann ass et déi, emol e Screening vum Ensembel vun all deene Aktivitéiten ze maachen, déi haut nach vun der Verwaltung selwer a vun Etablissements publics geréiert ginn, an déi ze identifizéieren, déi ouni Problem kéint aus den öffentlech-rechtliche Sphären erausgeholl an a Privathånn geluecht ginn.

Désen Exercice huet nämlech nach e Virdeel. Et gëtt kee Problem vu Statut. Mir wëssen jo alleguer wéi vill Semi-, Para- a Peristatsbeamtestatauté mer an deem ganze Konglomerat vun Etablissements publics an dem konventionéierte Secteur schonn an d'Liewe geruff hunn a wéi vill Misär dat um Niveau vun de Revendicatione vun deene Beitraffene mécht. Dee Problem hu mer a privat-rechtliche Gesellschaften, wou d'Leit ganz einfach Privatbeamte sinn, ni, an dat ass och gutt esou. Wa mer vu privaten oder privat-rechtliche Strukture schwätzen, dann hänkt do hannerdrun d'Fro vun der Liberaliséierung vun e puer Secteuren, déi de Moment nach a staatliche monopolistescher Hand sinn.

Ech hale mech net schrecklech laang op deem Terrain op, mä ech maachen duerfir awer zwou kloer Aussoen. Déi éischt ass déi, datt mer zu Lézeburg jo nu wierklich keng Virreider a Saache Liberaliséierung sinn a waren. Mir hunn esou laang blockéiert wéi et alt gaangen ass an hunn eis duerno gefügt esou wéi een dat nun emol an der Europäischer Union mécht, wa majoritar Entscheidunge geholl ginn. Elo hu mer se, an et wäert Secteure ginn an deenen de Statsmonopol a Fro gestallt gëtt. De Statsmonopol gëtt a Fro gestallt, net de Service universel.

Meng zweet Ausso ass nämlech déi, datt kee Mensch hei am Land wélles huet, zum Beispill d'Waasserversuergung ze privatiséieren an d'Leit am Land vum gudde Wéllle vu privaten Ubidder ofhängeg ze maachen, wa se sech dusche wëllen. Dat kennt iwwerhaapt net a Fro. Et ass par ailleurs och nach ni vun iergendengem gefuerdert ginn.

Wat allerdéngs statfanne wäert ass, datt d'Konsumenten iergendeng Kéier kennt téschent e puer Ubidder wielen. Wann de Statsmonopol, an ech betoune just de Statsmonopol, beim Ubidde vun Elektresch, Gas a Waasser entfällt, wann op eise Schinne fréier oder spéider och aner Entitéité wéi d'CFL Frachtverkéier ubidden, abee wéi e Reflex hu mer dann? Émmer némnen dee fir Zeter a Mordio ze jäizen an ze fannen elo géing et un den Acquis an den Opbau vun eiser Gesellschaft wier a Gefor.

Firwat kennt net emol een op d'Iddi fir ze fannen d'Konkurrenz kéint och emol positiv Effekter fir d'Konsumenten hunn an d'Geschäft believen? Wat ass da falsch drun, wann de Stat, an dat gëtt et jo haut schonn, zwar d'Versuergung mat engem bestémmte Gutt sécher stellt, déi konkret Behandlung an d'Liwwerung dovun awer enger privater Gesellschaft iwwerléisst? Dobái kéint emol erauskommen, datt dee ganze Service duerch déi privat Interventioun méi effikass a méi gënschteg gëtt. Wien dergéint eppes huet, dee soll dat awer da Kloer an däitlech soen a beweisen.

Am Kontext vun der Liberaliséierung stellt sech am Fong just d'Fro, ob doduerch de Service public a Gefor ass. D'Antwort op déi Fro heescht neen, well mer deen net zur Dispositioun stellen. Dat verlaaqt kee vun eis an dat maache mer och net. Natierlech geet et och an dësem Zesummenhang nees eng Kéier ém d'Aufgabe vum Stat. Wann émmer énner staatlecher Opsicht e bestémmte Service, eng bestémmte Fourniture och privat ka sinn a garantéiert ginn, an zwar esou, datt d'Offer un de Konsument och nach eventuell méi gënschteg ausfällt wéi wann de Stat sech selwer misst ém déi Fourniture këmmeren, da gëtt et net schrecklech vill gutt Argumenter fir dee Wee net ze beschreiden. Wéi gesot, a wéi ech scho widderholl hunn, énnert der Viraussetzung, datt d'Fourniture garantéiert ass, an dat muss se och bleiben.

Schliesslech wëll ech dann nach e puer Wuert iwwert d'Reform administrative soen, déi jo eng Noutwendegkeet an eng praktesch On-méiglechkeet zugläich schéngt ze sinn. Mir hunn och eng Partie Fortschrëtter gemaach. Déi kann een ernimmen, ouni rout ze ginn. Esou zum Beispill geet et eendeiteg mam eGovernment virun, lues zwar, mä et geet virun. Mir hunn eis hei Zäit gelooss, méi Zäit wéi aner Länner, wat eis Plaz an de Statistiken erklärt, déi den Här Krecké esou gärt zitéiert. Mä wat hien natierlech net seet, dat ass, datt déi, déi ganz vir bai waren, entre-temps schonn erém Deeler vun hirer eGovernment-Infrastruktur ofrappen, well se net fonctionnéiert. Dat geschitt beispillsweis an dësem oder deem nordeuropäische Memberstat vun der Unioun. Mir wollte par contre Feeler a Kuerzschlëss vermeiden an dowéinst gouf vu méi laanger Hand geplant.

**Une voix.**- Abée jo! Ass dat do d'Explikatioun?

**(Hilarité)**

**M. Fred Sunnen (CSV).**- Dat ännert náisch drun, datt méi a méi Verwaltungen...

**(Brouaha général)**  
...online sinn a ginn, an zwar...  
**(Interruption)**  
... mat fonctionnéierende Siten. Dorunner schaffe mer weider.

Och a Saache Guichets a Procédures uniques geet et virun. Et setzt sech d'Opfaassing duerch, datt een dem Bierger net kann ofverlaange sech selwer duerch dräi Verwaltungen ze kämpfen, wann hien némnen een Uleies huet an net wësse kann, datt domat awer dräi Verwaltungsstelle befasst sinn. Also muss d'Administratioun selwer sech dräm këmmeren, datt dat Uleies sái Wee geet, vun enger bestémmter Platz aus an nees op déiselwecht Platz zréck. An dat ass amgaang ze geschéien.

Déi zwee Beräicher si selbstverständliche Deel, an zwar e wichtegen, vun der Réforme administrative. Si ginn awer net duer. Doriwwer eraus musse Prozeduren intern reforméiert a beschleunegt, zentral Ulaufstelle geschaffen a bürokratesch Hürden ofgebaut ginn. Dat geet am beschten, wann een och weess wouréms de Stat sech mat de Verwaltunge soll këmmeren a wouréms net. An duerfir ass et gutt, datt mer all déi Etüden um Désh leien hunn, déi de Ministère commanditéiert huet, well déi e Baitrag zur politescher Debatt iwwert d'Anzugsgebitt vun der staatlecher Verwaltung liwweren.

D'Bierger verlaange vum Stat zu Recht iwwregens rapid Prozeduren, Accessibilitéit a Verlässlichkeit. Wann dat garantéiert ass, da fonctionnéiert eng Verwaltung am Déngscht vum Bierger, an dofir ass se jo och do. An domat halen ech dann op. Mir müssen eis natierlech eens sinn, wat Prioritéit huet.

Émmer méi an émmer weider nei Oplagen am Beräich vun der Emwelt, der Sécherheet, an esou weider, droen náisch zur Beschleunegung vu Verwaltungsofleef bai. Am Géigendeel! Mir hätten de Moment gär schnell Prozeduren an déi gréissstméiglech Kontroll zugläich. Béides zesumme geet awer net. Dat betréfft elo d'Betriben méi wéi den eenzelne Bierger, mä et gehéiert zum Service, deen d'Verwaltung ze garantéieren huet. An hei müsse mer eis jo och iergendeng Kéier eng Rélioun maachen, well mer eis soss a stånneger Contradiction bewegen. Wa mer welle gären zousätzliche Kontrolltappen hunn, an dat aus gudde Grénn, da müsse mer wéssen, datt dat eng Prozedur méi laang dauer. Wa mer gäre virun allem séier Prozeduren hätten, dann ass et kloer, datt mer op eenzel Kontrollaspekt verzichte müssen.

Ech hu kee Patentrezept mat-bruecht fir dése Problem ze léisen. En ass mat Sécherheet och net einfach ze léisen, mä mir kommen net derlaanscht en unzegoen, wa mer wéllen d'Efficacitéit an d'Rapiditéit vun administrativen Ofleef mat héijem Kontrollstandard énnert een Hutt kréien.

Här President, dat ware meng Iwwerleeuungen zu eisem Service public a sengem Zoustand am Joer 2003. Net alles ass optimal, mä villes ass besser. Leider gëtt oft falsch behaapt, datt en net gutt wier. Eise Service public befénnt sech an enger stånneger Evolution. Losse mer also déi eenzel Verbesserungsméiglechkeiten, déi mer kennen, notzen an dofir suergen, datt d'Zefriddeenheit mat der Verwaltung an deene Servicer, déi se direkt an indirekt ubitt, weider zouhét.

Ech soen lech merci fir Är Opmerksamkeet.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen.

**M. Lucien Weiler (CSV).**- Et ass also alles guer net esou schlecht, wéi den Här Krecké dat gesot huet.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Ech hinn zwou Saache festgehalen. Et ass eng interessant Ried. Är Haltung téschent Post a Spuerkeess wäert ech mer mierken!

**M. Lucien Weiler (CSV).**- Dir hutt erëm Saachen erausgehéiert, déi net gesot gi sinn.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Wéi dann? Dir sot, alles wat kommerziell ass, soll ewechkomme vum Etablissement public.

**M. Lucien Weiler (CSV).**- Neen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Esou ass et awer gesot ginn.

**(Coup de cloche de la Présidence)**

**M. Gusty Graas (DP).**- Här Krecké däarf ech elo, well et si schonn 20 Sekonne vu menger Zait fort?

**(Interruption)**

**M. le Président.**- Den Här Graas huet d'Wuert.

**M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing mengen dës Interpellatioun bedéngt emol aganks, datt ee sech e puer Gedanke mécht iwwert den allgemeinen Fonctionnement vum Statsapparat, well deen ass jo u sech oft d'Spigelbild vun der Ideologie oder der Denkform vun deene Leit, déi d'Muecht ausüben.

An Diktaturen an a strenge sozialistesch organisierte Statsformen ass en zentralistesch ausgerichte Statsapparat de Kär vum Pouvoir. Vun do aus gëtt jo alles décidéiert an och kontrolléiert. Dat bréngt natierlech mat sech, datt d'Fräieet vun deem Eenzelne staark age-schränkt ass, well de Stat, dee jo oft zum Deel och d'Partei duerstellt, de Bewegungsraum vun der Privatinitiativ keng hält. Dës Statsform ass leider nach op ville Plaza vun dëser Welt ze fannen. Zu wat et allerdéngs féiert, dat hu mer spéitstens gesinn nom Zesumme-broch vun den Ostrepubliken an Europa.

An de westleche Länner ass do eng aner Approche ze erkennen, an dach ginn et awer nach téschent deenen eenzelne politesch Strémunge gewëssen Differenzen. Déi kruzial Fro, déi émmer muss gestallt ginn, ass natierlech déi wéi vill Stat mer brauchen. D'Konscht vun enger parlamentarescher Demokratie besteht jo och doran, fir en Equiliber ze fannen téschent der Privatinitiativ an dem kollektiv organisierten Handel.

Den Henri Grethen huet op dëser Tribün den 28. Mee 1998 gelegentlech vun enger Interpellatioun iwwert d'Fonction publique aus der Siicht vun der Demokratescher Partei dat esou émschriwwen: "Für d'Demokratesch Partei huet de Stat net de Monopol, fir fir d'Allgemeingewalt ze suergen. De Stat muss sech kenne justifizieren a legitiméieren, wann en Aktivitéiten iwwerhëlt." Besonnesch eng liberal Partei zeechent sech jo doduerch aus, datt se de privaten Engagement ze schätzt weess, ouni awer ze vergiessen, datt e Stat natierlech awer och grouss Verflichtunge vis-à-vis vun der Gesellschaft huet, a besonnesch vis-à-vis vun deene méi sozial Schwaachen. Dofir ass d'Demokratesch Partei géint en iwwermächtege Stat, mä stäipt sech awer och géint eng absolut Dere guléierung.

An eisem Wahlprogramm vun 1999 hu mer dat mat folgende Wieder formuléiert: "Schließlich wollen wir den interventionistischen Staat dort einschränken, wo er unnötigerweise in das Leben des Bürgers eingreift. Vielmehr wollen wir einen Staat, wo Bürger, Gesellschaft und Staat gemeinsam Verantwortung übernehmen. Der Staat muss aber den Menschen helfen, die auch wirklich auf Hilfe angewiesen sind oder nicht in der Lage sind, selbst Verantwortung zu übernehmen." Dat heesch also, de Staat muss do agräfen, wou d'Fräieet vum Bier-

ger a Gefor ass. Hie muss déi an der Konstitutioun festgeschriwwen Grondfräiheete garantéieren.

Wat sinn dann elo aus eiser Siicht Beräicher, wou mir e staarke Stat verlaangen? Eng wesentlech Aufgab ass ouni Zweifel d'öffentlech Sécherheet. Dat setzt virun allem natierlech och en effikasse Polizeieffectif viraus, a besonnesch an deem Domän si jo awer an deene leschte Jore ganz grouss Ustrenngungen énnerrhol ginn. Nieft zousätzleche Recruitement, an dat waren der ongefíer 90 d'lescht Joer, sinn och nei Equipementen getätegt ginn. Déi Evénementer vi run dem Arcelor-Gebai, déi een awer nach émmer viru sech huet, bewisen awer, datt mir och hei zu Létzebuerg leider net vu gréissen Ausschreidunge verschoumt ginn, an dofir muss eis Force publique och op déi nei Erausfuerdrunge préparéiert ginn. Deementsprechend ass neit a wichtegt Ausrüstungsmaterial ugeschaافت ginn. Och ass de Fuhrpark zu engem gudden Deel erneiert ginn.

**(Interruption)**

Leider hunn déi lescht Statistike gewisen, datt virun allem Problemer um Niveau vun der Jugendkriminalitéit émmer méi grouss ginn. Sécher sinn do répressiv Moosnamen net émmer déi beschte Lösung. Eis Gesellschaft ass also gefuerert, fir nach méi déifgrënne Analyse iwwert déi Ursachen ze maachen.

D'DP weess awer och wou d'Grenz zu engem Polizeistat ze zéien ass. Et ass also fir eis evident, datt mer e staarke Justizapparat brauchen, an och énnert dëser Regierung ass do muches an d'Wéi geleet ginn, wéi zum Beispill d'Erhébung vum Personalbestand. Net méi spéit wéi géischter ass eng Reform vun der Police judiciaire presentéiert ginn.

Sécher muss ee feststellen, dass eng Rei vun haaptsächlech klenge Delikter wéinst Personalman-gel nach émmer net konsequent genuch verfollegt ginn, an et muss och erlaabt sinn an deem ganze Kontext sech Froen ze stellen iwwert d'Durée vu gewëss Prozes-ser.

En zweete Beräich, wou eiser Mee-nung no e staarke Stat gefuerert ass, ass d'Economie, net fir alles ze regulariséieren a fir d'Privatinitiativ ze erstécken, mä vill méi, fir de legislative Kader ze setzen, fir datt eis Wirtschaft en Environnement virfénnt, wou et attraktiv ass fir ze investéieren. Grad an deem Beräich ass ouni Zweifel an de leschte Jore vill a gutt Aarbecht ge-leescht ginn. Ech denken zum Beispill un d'Fiscalitéit. Jiddefalls huet d'Regierung émmer mat Zait erkannt, wéini et wichteg war, fir déi néideg Legislativadaptatiounen vir-zuhuelen, fir d'Émfeld fir eis Betriber an dësem Land nach ze verbessernen. Ech verweisen zum Beispill op déi eenzel Steierreformen, virun allem awer och op déi vill Gesetzer, déi mer am Intérêt vun der Finanzplatz Létzebuerg gestémmt hinn.

De leschten 19. Juni hu mer iwwregens op dëser Platz als eent vun deenen éischten EU-Länner zwou wichteg EU-Direktiven an eist nationaalt Recht transposéiert, wat d'Application vun der TVA ubelaangt, an doduerch erlabe mer eis et nei Gesellschaften op Létzebuerg unzezéien, déi u sech fir zousätzlech Recetté wäerte suergen.

Dat wichtegt Gesetz vun 1993 iwwert de Secteur financier ass op dëser Platz scho regelméisseg uge-passt gi fir, wéi gesot, d'Finanzplatz nach méi kompetitiv ze maachen. A wa mer scho vun der Promotioun vum Standuert Létzebuerg schwätzen, muss een awer och op d'Ef-forté vum Wirtschaftsminister hi-wiesen. Dat geschitt ouni Zweifel mat enger grousser Intensitéit, och wa verschidde Leit dat émmer wéilen duerstellen, wéi wann dat net esou de Fall wär, an dofir erlaben ech mer kuerz aus dem Echo de-

I'Industrie vum Oktober 2002 d'FEDIL ze zitéieren, déi geschriwwen huet: «Les efforts du Ministère de l'Economie pour le développement et la diversification de notre site industriel ont été poursuivis sans relâche durant les années écoulées.»

Och um Niveau vun der Ausbildung an der Formation ass ouni Zweifel e staarke Stat gefuerert. D'Organisation an de Fonctionnement vun eisem Schulsystem si mat eng vun der wichtigsten Aufgabe vun der öffentlecher Hand. Et ass ouni Zweifel dee Service public - well dat ass och ee Service public -, dee mat entscheedend ass fir d'Zukunft vun eiser Gesellschaft. An och op deem Gebitt, ouni elo hei an den Detail ze goen, mengen ech, brauch sech dés Regierung, a virun allem d'Demokratesch Partei net ze schummen, ganz au contraire! Et géing vill ze vill wäit féierer, fir hei op den Detail vun deenen eenzelnen Initiativen angoen.

Dann ass natierlech d'Organisation vun eisem Gesondheets- a Sozialwiesen weider eng wichteg Aufgab vum Stat.

Déi rasant Entwicklung vun eisem Land, an dat spiere mer jo an deene leschte Jore besonnesch, bréngt natierlech och mat sech, datt ee Konzepter muss opstellen énnert wat fir enger Form d'est Land sech soll an deenen nächste Joren entwéckelen. Dofir fält jo och dem Aménagement du territoire eng grouss Roll rou, déi vum Stat muss wouergeholl ginn. Et ass dat eng Aufgab, déi an deene leschte Jore vill méi u Bedeutung gewonnen huet an dës sektoriel Politik ass ouni Zweifel zu engem wichtige Bestandteil vun der globaler Politik insgesamt ginn.

D'Dezentralisierungspolitik ass jo een Element vun der Landesplanung an do kommen ech dann eben och direkt erém op d'Qualitéit vun den Déngschleeschtungen ze schwätzen, well dat u sech nach net direkt hei och touchéiert gi war. Well et ass wichteg, wann ee gär effikass Services publics ubitt, datt de Bierger déi kann um nooste Wee erreechen, an datt hien och déi mannsten Zait muss verléieren, fir se können ze bëusprochen. Dofir ass et also wichteg, datt een d'Services publics esou no wéi méiglech beim Bierger usidelt.

De Moment gi jo ganz vill Services publics, ech denken un d'Spideeler, ech denken un d'Verwaltungen, Schoulen an esou weider, um Territoire vun der Stad Létzebuerg uegebueden. Dofir ass et och ze begréissen, datt elo verstärkt Ustrenngunge gemaach ginn, fir eng gewëssen Délocalisation an d'Wéi ze leeden. En excellent Beispill si jo do d'Friches industrielles, a mir hunn op dëser Plaza wéi oft op dee risege Chantier higewisen a grad do géit eis jo awer elo d'Méiglechkeet gebueden, fir eng Dezentralisierungspolitik an d'Wéi ze leeden, fir ebe gewëss Services publics dem Bierger da méi no ze bréngen, an et kann een d'Regierung och ném-men encouragéieren op deem Wee do virunzefueren.

Och d'Absicht d'Lycéeën elo méi iwwert d'Land ze verspreeeën ass de richtige Wee an ech wéll just hei op e rezente Projet hiwiesen, deen de Conseil de Gouvernement elo arrêtéiert huet, an zwar d'Schafung vun engem neie Lycée am Réidener Kanton.

Téschent dem Aménagement du territoire an dem Émweltschutz besteet natierlech awer och en direkte Lien. A wa mäi Virriedner vir-drin hei drop higewisen huet, datt mer müssen oppassen net iwwerezulariséieren, net ze vill nei gesetzlech Dispositiouen, besonnesch ebe wat den Émweltschutz

ubelaangt, ze schafen, dann huet hien am Fong net Onrecht. Op där anerer Säit ass et awer och eng Verflichtung vum Stat, fir dofir ze suergen, datt d'Qualitéit vun de Leit permanent verbessert gëtt, well béid Beräicher, den Aménagement du territoire an den Émweltschutz, sinn net ze trennen. De Stat huet also och eng allgemeng Verflichtung déi natierlech Ressourcë wäit gehendst ze schützen. Dofir musse mer permanent e legislative Kader, ouni natierlech iwwerezlementéieren, do sinn ech ganz mat lech d'accord, an d'Wéi leeden. Dat féiert onweigerlech zu Konflikter, wéi mer dat jo och Dag fir Dag wäerten erlieuen.

D'Konscht besteht natierlech och dodran, fir en Equiliber ze fannen téshent Puristen a Pragmatiker. En allgemeine Konsens, mengen ech, misst awer hei virherrschen, datt an Zukunft all Agréff, deen ouni Zweifel en direkten Impact op d'Natur huet, am Virfeld misst enger Studie énnerelein, fir kënnen ofzeweie wat d'Konsequenzen fir déi natierlech Ressourcë sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum gudde Fonctionnement an zu der Qualitéit vun de Services publics gehéieren ouni Zweifel d'Infrastrukturen an den Equipement. Virun allem am informatesche Beräich, an dat ass jo elo schonn e puermol hei vun de Virriedner ugeklungen, musse permanent Adaptatiounen virgeholl ginn.

Een, dee jiddefalls behaapt, an den Här Krecké huet dat jo erëm lapidar an esou fräi vum Hocker hei gemaach, et wier náischt op deem Gebitt geschitt, dee gétt wierklech keng objektiv Betruechtung of.

**(Interruption)**

Et gétt net genuch Beweiser, Här Krecké, an ech wäert och elo mat anere Beweiser kommen, fir lech kloer ze maachen, datt et onfair ass fir einfach esou hei ze behaapté wéi wann op deem Gebitt geschlof gi war. Dat ass jo en Terme, deen Der émmer ganz gäre benötzt, fir esou pauschal Aussoen ze maachen, Dir maacht náischt, Dir verschlooft, Dir kuckt der Entwicklung no. Ech fannen dat ass net onbedéngt eng ganz intelligent Appréciatioun fir Politik ze kom-mémentéieren.

**(Interruption)**

Et soll ee sech mat der Saach aus-ernee setzen an et soll een och wierklech Realist sinn a kucke wat scho realiséiert ginn ass énnert dé-ser Majoritéit. Jiddefalls, Dir berufft lech hei émmer op déi sou genannte Pisa II-Etud, déi vun der Europäescher Kommissioune gemaach ginn ass. Och dat muss een emol relativéieren. Et däerf ee jo awer net vergiessen, datt do u sech 20 Aktiounsfäll definéiert gi waren, déi net onbedéngt alleguer zu de Prioritéiten vun dësem Stad gehéieren.

Da muss een och drop hiwiesen, dat ass nun eben eng Tatsaach, datt eis awer bescheinigt gëtt, datt mir bis elo déi gréissste Progres-sioun gemaach hunn. An ech wéll och nach eng Kéier drun erénnere wéi déi Bewaertung do gemaach ginn ass. Datt eng ganz Rei vu Projeten, déi entaméiert waren, a wann Der virun engem gudde Joer mat der Kommissioune vun der Fonction publique un däer Visit deelgeholl hätt vun dem Centre informatique de l'Etat, wou jo awer och Frénn aus Ärer Partei dobäi waren, do krute mer námlech d'Explikatiounen, fir-wat datt een déi Etud muss staark relativéieren.

Ech ginn awer ganz gären zou, selbstverständliche, et ass náischt perfekt, et müssen nach eng Rei vun Adaptatiounen gemaach ginn.

Ech wéll elo ném-men unhand vu fénne Punkten hei énneresträichen, datt seriö Efforte gemaach goufen, fir um informatesche Plang dése Stat no vir ze bréngen.

Eischent enger grousser Intensitéit, och wa verschidde Leit dat émmer wéilen duerstellen, wéi wann dat net esou de Fall wär, an dofir erlaben ech mer kuerz aus dem Echo de-

deene vergaangene Budgeten no-kucken, d'Kreditter drastesch an deene leschte Joren erhéicht ginn. Dréttens ass d'Steierverwaltung zénter dem 20. Juni online. Iwwregens ass och an dëser Verwaltung elo geplangt fir eng grouss Partie vun de Serveuren enger externe Gesellschaft ze iwwerdroen.

Véiertens, dat neit Marchés-publics-Gesetz, wat mer jo rezen-terweis hei gestëmmt hinn, dréit jiddefalls och der Informatik eng ganz grouss Rechnung. Dat er-lässt námlech elo virun allem och den Entreprises, déi jo net émmer interessant administrativ Aarbecht iwwert de Wee vun dem PC ze machen.

Ech muss dann och hei mat d'Satisfaictioun feststellen, wann een op de Site geet vun der Administration des Bâtiments, datt een do elo schonn Informatiounen fénnt, datt een och esouguer säi Bordereau kann eroftbestellen.

Fenneftens hu mer jo awer och e wichtegt Gesetz hei viru 14 Deeg gestëmmt wat d'Application vun der TVA ubelaangt, an am Kader vun deem Gesetz ass et och elo an net méi spéit wéi, mengen ech, zénter géschter fir d'Betriber méig-lech hir d'Deklaratioun vun der TVA online an der zoustänneger Verwal-tung, also dem Enregistrement, of-zeginn, och dat bedéngt duerch eng gutt Zesummenaarbecht téschent dem Enregistrement an dem Centre informatique de l'Etat. Dowéinst, wéi gesot, soll een also méi eng objektiv Appréciatioun ginn iwwert déi Aarbechten, déi bis elo scho realiséiert goufen, an et kënt een déi Léscht hei problem-los weiderférieren.

**(Interruption)**

Selbstverständliche ginn ech ganz gären zou, datt et nach eng Rei...

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Sot mir, ob se objektiv ass, jo oder neen?

**M. Gusty Graas (DP).**- Dir hutt mir wahrscheinlech elo just net nogelauscht.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Dach, ech hunn lech nogelauscht. Ass déi Etud objektiv, jo oder neen?

**M. Gusty Graas (DP).**- Ech hunn lech elo Erklärungen hei ginn. Et muss een och no der Zait kucken, wéini déi Etud gemaach ginn ass. Et sinn awer Virgabé gi fir déi Prioritéiten, déi mir als Stad hunn, an nach eng Kéier, et sinn eng Rei Objektiver...

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Ass se objektiv, jo oder neen?

**M. Gusty Graas (DP).**- An deem Sénn ass se dann net objektiv, well et sinn eng Rei vu Projeten, déi entaméiert waren, a wann Der virun engem gudde Joer mat der Kommissioune vun der Fonction publique un däer Visit deelgeholl hätt vun dem Centre informatique de l'Etat, wou jo awer och Frénn aus Ärer Partei dobäi waren, do krute mer námlech d'Explikatiounen, fir-wat datt een déi Etud muss staark relativéieren.

Ech ginn awer ganz gären zou, selbstverständliche, et ass náischt perfekt, et müssen nach eng Rei vun Adaptatiounen gemaach ginn.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Dovu sidd Der awer nach wäit ewech!

**M. Gusty Graas (DP).**- Dat huet awer och aner Ursachen, fir-wat datt mer vu wäit hierkomm sinn. Loosse mer net émmer erëm ze vill an d'Vergaangenheit goen, mä et kënt een do awer nach munches soen.

Dofir, et ass falsch wann een einfach hei lapidar behaapt et géinge keng Efforte gemaach gi fir dése Stat ze moderniséieren a virun allem fir d'Verwaltung besser ze informatiséieren.

Zulescht gëtt natierlech dann och émmer verlaangt, datt d'staatlech Verwaltunge méi no beim Bierger musse sinn. Dat heesch ganz kloer am Záitalter vun de moderne Kommunikatiounsmëttel, datt déi och nach musse méi effikass agesat ginn. Datselwecht gëllt fir d'Heures d'ouverture vun de Büroen, an do muss een awer soen, datt natierlech un éischter Linn hei och d'Gemenge baasst sinn. Ech wéll awer deen Débat hei net direkt verdéiwen, well mir kréie jo nach spéitstens no der Vakanz d'Geeënheet fir iwwert d'Kompetenze téschent dem Stat an de Gemengen hei ze diskutéieren, obwuel dat och e wichteg Volet ass, deen ee kénnt mat an déi ganz Diskussiouen integréieren.

Da gëtt och émmer hei monéiert, et wier nach kee Biergerbüro installéiert ginn. Ech kann awer soen, datt do schonn eng Rei vu Viraarbechten an d'WEE geleet goufen. Et ass jo kloer datt de Bierger, an dat zu Recht, verlaangt, datt eben d'Déngschtleeschtunge vum Stat a vun de Gemenge séier an effizient sollen ausgefouert ginn.

#### (Interruption)

Ech iwwerloossen dat méi kompetente Leit.

#### (Interruption)

Här Di Bartolomeo, déi wäerten lech do schonn déi néideg Erklärungs ginn. Mir hunn och nach eng Motioun, do stet och nach iwwert d'Biergerbüroen eppes dran, also gedélegt lech, Dir kritt schonn déi néideg Erklärung.

#### (Interruption)

Ech wéll iwwregens och soen, datt et jo awer och d'Absicht vun der Regierung war vu vireran, fir, wéi gesot, d'Déngschtleeschtungen nach méi effikass unzebidden. Ech wéll nach eng Kéier hei op d'Regierungserklärung zréckkommen, wou zitiert ka ginn: «Il est plus particulièrement renvoyé à la nécessité d'un Etat efficace qui devient un atout notamment pour la société et l'économie du pays et qui évite toute intervention inutile dans la vie du citoyen imposant des contraintes injustifiées à la communauté.»

Do also, wou nogewise ka ginn, datt d'Privatinitaliv dem Bierger en Déngsch bessher realiséiere kann, muss et awer méiglech sinn dat zu mindest hei unzediskutéieren an dat net direkt als eppes Béises duerzestellen.

Ech wéll och hei drun erënneren, datt de Conseil économique et social, dee sech jo am Oktober 2001 och an engem gudden Dokument mat dem Rôle vum Stat beschäftigt huet, Folgendes zu därselwechter Problematik festgehalen huet: «...le CES est notamment d'avis que les missions imparties par la société à l'Etat ou aux collectivités locales ne doivent pas nécessairement être exécutées par les administrations publiques.» E schreift weider: «...les missions de l'Etat devraient être confiées aux opérateurs publics ou privés qui sont le mieux à même de fournir le service selon des critères de qualité pré-déterminés.»

Wéi gesot nach eng Kéier, eng sou genannten Auslagerung vu Servicer aus dem Statsbetrieb soll een also a priori net onbedéngt émmer als eppes ganz Béises duerstellen. Allerdéngs muss natierlech dann nogewise ginn, wa mer gewësse Servicer oftrieden, datt dat awer och Virdeeler fir de Bierger mat sech bréngt, an datt virun allem awer och d'Interesse vun de Beamte respektéiert ginn.

Datselwecht Argument gëllt och fir d'Liberalisierung vu verschidde Secteuren. Ech denken un d'Telekommunikatiounen, de Gas oder den Elektresch. A wann et mer erlaabt ass, och do eng kuerz Klamer opzemaachen: Ganz kloer stäipe mir eis och als Demokratesch Partei dergéint, datt d'Waasser soll do drénnern falen. Schliesslech därf een dann och net vergiessen...

#### (Interruption)

Dat ass eng aner Fro. Mä dowéinst kommen ech jo och direkt dodrop, Här Huss. Et därf een och net vergiessen, datt mer jo awer an enger europäescher Gemeinschaft liewen, an datt mer deementspriechend och eng Rei vu Services publics hei zu Létzebuerg müssen eben deenen neie Contrainten uppassen.

#### (Interruption)

Libéralisatioun heesch jo och net automatesch Privatisatioun.

#### (Interruptions)

**Une voix.** - Et sinn och Létzebuerger Ministeren dobäi.

**M. Gusty Graas (DP).** - Dir musst soen: Et waren och emol Létzebuerger Ministeren dobäi. Also, dat hei ass jo och net zénter géscht a virgéschter alles entwéckelt an et kann ee jo net vu vireran eng Libéralisatioun, wéi gesot, nach eng Kéier als eppes Béises duerstellen, wann et sech erausstellt, datt et am Intérêt vum Bierger ass, datt dee Secteur public do besser kann ugebuede ginn, méi effikass.

#### (Interruption)

Da verschéisst Dir lech fir déi Diskussiouen ze féieren. Ech mengen dat ass Åre Point de vue, eisen ass eben anescht.

Wa mer iwwert d'Libéralisatioun schwätzen, da muss ee jo dann och kuerz op d'Eisebunn hiwiseen.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen och do bestinn eng Rei vu Contrainten. Da wéll ech drun erënneren, datt jo just énnert dëser Regierung enorm Efforten op deem Gebitt gemaach gi sinn an et sinn nach keng dräi Wochen hier, dunn hu mer hei wichteg Gesetzer gestëmmt wou insgesamt bal eng Milliard Euro votiéiert ginn ass fir d'Infrastrukture vun der Létzebuerger Eisebunn ze adaptéieren, da kann een also och net do soen, datt dat am Endeffekt...

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Et läit nach kee Meter Schinnen.

**M. Gusty Graas (DP).** - Et läit nach kee Meter Schinnen, Här Krecké. Et ass nun eben esou an engem Rechtsstat, datt ee fir d'éischt muss eng Base légale hu fir kénnen eng Aarbecht ze exécutéieren. Wann Dir déi Base léagle vläicht virun e puer Jore scho geschafen hätt, dann hätt den Här Grethen elo schonn d'Méiglechkeet gehat, Schinnen ze leeën, mä Dir hutt dat jo deemools net gemaach. Mir mussen elo erém déi Retarden ophuelen, déi Dir ebe verschloft hutt. Dofir, wann ech glift, gitt lech hei net émmer selwer elo ukloen, wéi et an der Vergaangenheit war.

#### (Interruptions)

Wësst Der, Här Asselborn, jiddereen huet jo seng Virstellung vun der Zukunft. Ech si jiddefalls iwwerzeegt, dass mer déi dote Fro den Wieler iwwerloosse sollen.

Eppes ass jiddefalls ganz kloer, wa mer iwwert d'Liberalisierung schwätzen, wa mer iwwer Auslage vu Servicer schwätzen, datt nach wie vor natierlech e Contrôle vum Stat muss garantéiert bleiwen. Ech huelen d'Beispiel Führerschäin, wat jo och hei vum Här Krecké duergestalt ginn ass wéi wa mer do eppes Önmégleches gemaach huet.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Ass et hoheitsrechtlich oder net?

**M. Gusty Graas (DP).** - Et geet just ém den administrative Volet. Dir wësst ganz genee, datt de Volet contentieux vum Führerschäin nach wie vor an dem Ministère ugesidelt ass, an datt et hei just ém reng administrativ Saache gaangen ass.

#### (Interruption)

Nach eng Kéier: Sidd Dir dann dergéint, datt de Bieger méi schnell, méi séier eng Verlängerung vun engem Führerschäin zum Beispill elo kritt.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Dat hätt Der och kénnen iwwert deen anere Wee maachen. Dat do ass jo awer Quatsch.

**M. Gusty Graas (DP).** - Dat ass kee Quatsch. Da frot elo emol déi Leit. Ech menge mir hunn dat ganz bewosst gemaach fir déi heiteg spezifesch Déngschtleeschtungen ze verbesseren.

An da wéll ech lech och emol nach soen, den SNCT ass jo awer bái wäitem, zur gréisser Majoritéit aus staatlechem Kapital zesummegesat.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Dat ass dach egal.

**M. Gusty Graas (DP).** - Dat ass net egal an et därf een net vergiessen, datt nach wie vor de Ministère en Droit de contrôle huet, an datt alles némmen énnert dem Contrôle vun deem Ministère fonctionnéiert. An duerfir: Och hei kann een År Argumenter jiddefalls net gëlle loossen.

Ech fannen et jiddefalls net korrekt, wann Der an Årem Pabeier, wou Der op siwe Säite jo wéllt dann déi grouss Iddie formuléieren, wéi de Létzebuerger Stat an Zukunft soll...

#### (Interruption)

Jo, mä fir dat op siwe Säiten ze machen, do soen ech awer ganz éierlech, ech hu se e puer mol gëllies, mä ech hunn awer wierklech missen d'Lupp huele fir eppes Konkretes ze fannen. Wann Der dann awer schreift, dat fannen ech awer ganz grave, éierlech gesot, dës Regierung géing déi bestoend Situations vorkomme loossen, also, Här Krecké, da sidd Der awer wierklech net méi objektiv.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Dat sidd Dir beim Führerschäin och net.

**M. Gusty Graas (DP).** - A mir loossen also alles vorkommen. Dat heesch dës Majoritéit léissit de Stat dobausse vorkommen. Dir gitt elo duerch d'Verwaltungen an do gesidd Der nach just Spaweken. Dir gesitt also nach just Spaweken. Well zénter véier Joer geschloft gëtt, hänken also d'Spaweken an deem Létzebuerger Stat. Wann dat År Meenung ass, dann zielt de Leit dobaussen dat do. Ech fannen et net fair, ech fannen dat do net fair, wann een esou Wieder gebraucht. Verkomme loossen ass e ganz graven Terme an dofir, wéi gesot, wier et gutt wann Der bei der Wortwahl vläicht an Zukunft géingt e bësselche méi virsichteg ginn.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Also do ass d'DP awer wierklech déi, déi misst Sélectioun maache bei der Wortwahl!

**M. Gusty Graas (DP).** - Wa mer scho bei der Diskussiouen hei sinn iwwert d'Servicer, déi net méi direkt vun der Fonction publique sollen ausgefouert ginn, da komme mer natierlech direkt iwwert d'Diskussiouen zu den Etablissements publics, wou och hei richtegerweis sech schonn eng Rei vu Gedanke gemaach si ginn. Mir hu jo métterweil hei zu Létzebuerg eng ronn 56 Etablissements publics, déi wéinegst goufen, iwwregens dat némmen en passant gesot, vun déser Majoritéit geschaffen. An därt Etud, déi och schonn e puer mol hei zitiert ginn ass, ass sech jo méi intensiv mat därt Fro beschäftigt ginn, dofir ass et och gutt, datt déi Etud an Optrag gi gouf, an do si jo eng Rei vu Recommandatiounen formuléiert ginn.

Wa mer natierlech vun effikassen Déngschtleeschtunge schwätzen, dann ass et evident, datt een awer och muss iwwert d'Beamte schwätzen. D'Motivatioun vun de Beamten ass jo awer och eng Viraussetzung,

Énner anerem kommen déi Expäre jo zur Konklusioun, datt ee soll eng Loi-cadre schafe fir wéi gesot méi kloer d'Kritäre festzehalen. Ech wéll awer och hei énnersträichen, datt déi Etud awer eng interessant Ausso gemaach huet, an zwar geet et do ém d'Dezentralisatioun. Datt och do gewarnt gëtt, datt ee vläicht net ze vill soll dat pousséieren. Ech erlabe mer dat och hei ze zitiéieren: «La structure administrative du Grand-Duché étant caractérisée par sa taille modeste, une faible bureaucratisation et une hiérarchie relativement plate, les décideurs luxembourgeois doivent être conscients qu'une décentralisation trop poussée serait à la fois coûteuse et superflue.»

Bon, et kann een iwwert esou Aussoen diskutéieren, mä zumindest ass et awer émmer emol interessant fir esou eppes awer da mat an d'Diskussiouen ze werfen. Natierlech, wéi gesot, si mer an der Situations, wou mer eis Gedanke musse maachen, wat fir eng Forme vun Etablissements publics gëtt et hei zu Létzebuerg. Wéi kénne mer dat méi an Aklang bréngen? Och an deem Sénn hunn ech eng Motioun hei mat Kollegee préparéiert, déi ech wäert herno énnerbreeden, fir wéi gesot därt ganzer Problematik nach vil méi Stellewäert ze ginn. Ob een elo eng Loi-cadre mécht oder ob een dat énnert enger anerer Form mécht, ech mengen dat ass zweetrangeeg. Wichteg ass, datt mer eis deem unhuelen, an datt mer méi kloer Kritäre festhale wéi an Zukunft sollen d'Etablissements publics fonctionnéieren.

Eches ass kloer, et kann een een Etablissement public net mat engem anerem Etablissement public vergläichen, well se ebe verschidde Vocatiounen hinn. Wat awer émmer erém muss iwwert deem Ganze stoën, dat ass de staatleche Contrôle. De Stat muss nach wie vor awer och d'Surveillance behalen, well et därf ee jo awer net vergiessen, datt och d'Etablissements publics öffentlech Gelder maniéieren, an dofir ass et fir eis jiddefalls evident, datt e gewéssene Contrôle garantéiert muss ginn. An do renvoyéieren ech zum Beispiel erém eng Kéier op d'Marchés-publics-Gesetz, wat mer elo kierzlech hei votiéiert hinn, wou d'Demokratesch Partei u sech déi war, déi vun Ufank u kloer gesot huet, mir hätte gär, datt d'Etablissements publics sollen énnert dat Gesetz falen, eben aus därt Iwwerleegung eraus, a mir krute jo och do Satisfaktioun bis op eng Ausnahm.

Wa mer natierlech iwwert d'Effikas sitéit vun dem Secteur public schwätzen, dann ass och direkt e Lien ze maachen zu de Finanze vun désem Stat. Dat ass evident. Och do muss een awer feststellen, datt énnert dëser Regierung ganz virsichteg Finanzpolitik gemaach gëtt. An ech wéll drop hiweiseen, datt d'Scholdelaascht bis d'Joer 2007 ganz ofgebaut gëtt.

Zu den Haaptkritäre vun engem guerde Service public gehéiert selbstverständliche awer och d'Form wéi de Bierger an enger Verwaltung traitéiert gëtt. Den Accueil am Bureau oder déi Aart a Weis wéi een op därt anerer Sait, wann een telefonéiert, emfaange gëtt, sinn natierlech ganz wichteg a séier extrapoléiert een déi Meenung, déi entstanen ass duerch Erfahrung, op de ganze Statsapparat, obwuel een och do relativière soll.

D'Aférierung vum Numéro vert gesinn ech als eng ganz positiv Initiativ un. Si erlaabt et de Leit sech onproblematisch direkt ze informéieren. Och do ass bewise ginn, och wann et némmen eng punktuell Moosnam ass, datt de Wëllen do ass, datt de Stat nach soll méi biergerno gestalt ginn.

Wa mer natierlech iwwert d'Effikas sitéit vun dem Secteur public schwätzen, dann ass och direkt e Lien ze maachen zu de Finanze vun désem Stat. Dat ass evident. Och do muss een awer feststellen, datt énnert dëser Regierung ganz virsichteg Finanzpolitik gemaach gëtt. An ech wéll drop hiweiseen, datt d'Scholdelaascht bis d'Joer 2007 ganz ofgebaut gëtt.

**M. le Président.** - Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert net, loosst dach den Här Graas schwätzen. Déi aner solle roueg sinn an nolaschtern. Et geet net fir de Riedner dauernd ze énnerbriechen.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Den Här President huet dat net gären.

datt gutt Déngschtleeschtunge kénnen ugebuede ginn. Ech hat virdrun esou e bëssen d'Gefill wéi wann den Här Krecké dat wéilt émschéffen, fir a senger Sprooch ze bleiwen, fir déi Problematik net brauchen unzeschwätzen. Et ass an därt ganzer Diskussiou awer och wichteg, datt mer op d'Motivatioun vun de Beamte hiweiseen. Mir kénnen net en effiziente Stat opbauen, wann dat net am Dialog a mat der Énnerstëtzung vun de Beamte geschitt.

Virdrun ass schonn hei d'Stéch-wuert Accord salarial gefall. Ech wéll dat némme kuerz an Erënnerung bréngen. Zénter 1999, wou d'CSV an d'DP zesumme sinn, sinn zwee Accords salariaux énner-schrifwe ginn. Dee leschte war 1999.

#### (Interruption)

Här Krecké, Dir sot wuel, ech wéll just e Constat maachen, méi maachen ech net, mä ech gesinn, dat mécht lech awer nervös, wann een drop hiwest, datt wéi Dir an der Regierung waart, dat awer jiddefalls vill méi problematesch war.

#### (Interruption)

Sidd Dir géint deen Accord salarial?

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Et ass awer keng grouss Errungenschaft, datt Dir zwee Accords salariaux énner-schrifwen hutt.

**Plusieurs voix.** - Et ass ganz normal.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Et ass d'Realitéit, Spaweken ewechmaachen. D'Leit wäerten et wéissen ze appréciéieren.

#### (Interruption)

**M. Gusty Graas (DP).** - Här Krecké, ech stelle just fest, datt et eng Chambre des Fonctionnaires et Employés publics gëtt, déi émmer vun enger Période sombre geschwätzt huet.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat war eng ganz schwarz.

**M. Gusty Graas (DP).** - Dat war eng Period, wou d'Demokratesch Partei net an der Regierung war.

#### (Interruptions diverses et

A wann Dir mengt, mir hätten ném-men ugekénegt, da wéll ech lech och nach soen, datt mer nach en neie Statut hei gestëmmt hunn, dee jo awer och dozou báidréit, datt de Beamte méi motiviéert ass, datt hie méi Méiglechkeete kritt, datt de Stat méi effikass gëtt, datt d'Déngschtleeschung besser ginn.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Sot eis, wéi vill Leit kënnen Deelzäitaarbecht maachen én-nert deem neie Statut?

**M. Gusty Graas (DP).**- Also Dir stellt awer Froen hei!

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dat si just déi Froen, déi d'Leit sech dobausse stellen. Sot eis et emol.

**M. Gusty Graas (DP).**- Verschidde Leit, déi verdroen d'Wou-recht net. D'Wourecht ass déi, datt mer e modernen neie Statsbeamte-statut ausgeschafft hunn, dee mat Ärer Énnerstëtzung hei gestëmmt ginn ass, an dee mat Sécherheet och dozou báidréit, datt dése Stat méi eng geséchert Zukunft huet. Sot elo net de Contraire. Dat ass esou, ouni Zweifel.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Entschélegt, Här President, därf ech just eng Prezisioun hei maachen? Den Här Graas adresséiert sech un d'Sozialisten, wéi wann d'Sozialisten an deene leschte fofzéng Joer de Minister vun der Fonction publique gehat hätten. Déi aner Sait sétzen déi Leit, déi de Minister vun der Fonction publique gestallt hunn.

Also wa Kriticken un der viregter Regierung ze maache sinn, dann adresséiert lech un d'CSV. Wa Kriticken un der Gesondheetpolitik gemaach gi sinn, dann hutt Dir lech jo émmer un d'LSAP adres-séiert. An deem heite Fall huet d'CSV zénter X Joren, Här Graas, dee Minister do gestallt. Wann der Kritik ze maachen hutt un der Politik vun der Fonction publique, dann adresséiert lech un Are Koali-tionspartner, wann ech glift.

**M. le Président.**- Den Här Graas adresséiert sech un d'Chamber an Dir énnerbriecht hien, esou datt Dir selwer den Androck gitt, datt Dir lech getraff fillt.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Mä iwwerhaapt net, Här President. Elo sidd Dir erém eng Kéier partial.

**M. le Président.**- Dir braucht jo net ze reagéieren. Déi Sait reagéiert keen.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, dès Kéier si Der ausnahmsweis erém eng Kéier parteiesch.

**M. le Président.**- Glift?

#### (Brouaha général)

Den Här Graas huet allgemeng geschwat, awer Dir énnerbriecht hien esou, wéi wann Dir lech getraff géift fillen. Dir sollt roueg sinn an nolauschten, a wann Dir eppes ze soen hutt, da kénnt Der jo herno d'Wuert froen.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Elo maache mer emol seriö virun. Ech gesinn, Dir hutt nach alleguer-te vill Zait zur Verfügung, et bestee also d'Méiglechkeet fir herno Stellung ze huelen. Esou kénne mer net virufueren, dat ass dach de Moment keng seriö Debatt.

Här Graas fuert virun.

**M. Gusty Graas (DP).**- Här President, ech ginn dann iwwer zum Sujet vun der Verwaltungsre-form. Ech hoffen, datt dat zu man-ner excitéierte Reaktioune wäert feieren.

#### (Interruption)

Ech muss just feststellen, datt een-zel Leit einfach Schwieregkeiten

hu matgedeelt ze kréien, wat viru-Joren emol eng Kéier an dësem Land war.

D'Verwaltungsreform, e permanente Sujet. Do ass emol fréier vun engem Monster vu Loch Ness ge-schwatt ginn, mä eppes ass kloer, datt d'Verwaltungsreform eppes Eternelles quasi ass, déi sech duerch Continuitéit, Regularitéit an och Ausdauer auszeechent, eng Aarbecht jiddefalls, déi vu banne muss geschéchen an déi net däerf vu baussen octroyéiert ginn.

Dès Regierung ass sech ouni Zweifel dár Problematik bewosst an huet schonn eng Rei vu Mesuren an d'WEE geleet, fir déi Reform weider ze dreien. Eng effikass Verwaltung schafen, heescht na-tierlich awer och bestoend Struk-turen ofännern, se suppriméieren oder nei ze adaptéieren.

An ech wéll och hei op e konkret Beispill hiweisen, an dat ass d'Schafe vun enger neier Verwal-tung, an zwar d'Schafe vun engem Waasserwirtschaftsamt, wat praktisch op de Schinne stéet, wou mer nach op den Avis vum Conseil d'Etat waarden a wou ech iwwer-zeigt sinn, datt mer dat Gesetz wäerten nach am Laf vun dësem Joer stémmen. Ech géing soen, dat ass e ganz gutt Beispill, wat én-nersträcht, wann ee wierklech wéllt de Stat méi performant gestalten, da kann een dat och politesch duerchsetzen.

Net manner wéi sechs Ministéren hate bis elo Kompetenzen am Waasserschutz, wou dat dann alles elo zentraliséiert gëtt an enger neier Verwaltung, déi dee Moment méi effizient ka funktionéieren. Dat ass eng gutt Approche, an och hei kann ee sech also net de Virworf gefale loassen, wéi wann net eng Analys géing gemaach ginn, wou mer de Statsapparat méi effizient nach kénnte gestalten.

Här President, ech wéll dann zum Schluss kuerz nach eng Kéier op déi zwou Etüden zréckkommen. Den Här Krecké seet, datt déi, déi vun de franséische Professere gemaach ginn ass, náischt wäert ass. Ech gesinn dat net esou. Et ass eng Etüd, déi awer zumindet eng Rei vun Denkustéiss vermettelt, déi och eng gesamt Radiographie vun eisem Stat mécht, déi eis soll usporne aner Mesuren an d'WEE ze leeden.

An deem Senn hunn ech zwou Motiounen préparéiert, wou sech referéiert gëtt op d'Etüden a wat fir eng Konsequenzen een deene soll ginn.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg dispose de services publics d'une qualité élevée qui ne suscitent auprès de la population aucune critique ni contestation majeure;

- notant avec satisfaction qu'une forte adhésion du public a pu être constatée en faveur des services publics à l'occasion d'un sondage d'opinion réalisé en juin 2002, permettant de dégager le sérieux, la confiance et la qualité comme étant les trois principales caractéristiques à la base de cette adhésion;

- estimant cependant que cette qualité et cette bonne image de marque ne sauraient dispenser nos services publics d'une adaptation aux aspirations des usagers, en termes d'efficacité et d'accessibilité, ainsi qu'aux exigences nouvelles d'une économie ouverte sur l'extérieur;

- rappelant au Gouvernement ses engagements pris dans le cadre de sa déclaration du 12 août 1999 concernant une redéfinition du périmètre d'action de l'Etat, «en privilégiant une approche destinée à assurer un 'mieux d'Etat»;

- jugeant que la délimitation du périmètre du service public, la définition des enjeux et des règles régi-sant son fonctionnement continuent à être une responsabilité de

l'Etat en tant que puissance publique;

- estimant que dès que le rapport du groupe de pilotage sur le secteur conventionné aura été finalisé, le Gouvernement disposera de toutes les études nécessaires pour pouvoir en dégager les pistes adéquates;

invite le Gouvernement

- à veiller à la sauvegarde et à l'adaptation permanentes des principes du service public, à la promotion d'une conception plus exigeante et plus concrète des principes d'égalité et de continuité, à l'amélioration de l'accueil des usagers et de la transparence du service public, enfin au maintien, chez les agents chargés de l'assurer, d'un sens authentique du service public, avec les exigences déontologiques que cela comporte;

- à prendre dans les meilleures délais les décisions nécessaires concernant l'établissement d'une ligne de conduite à respecter au moment de la création de nouveaux établissements publics, avec des règles précises à appliquer pour l'avenir concernant en particulier leur gestion, leur fonctionnement et les modalités de leur contrôle;

- à charger un groupe de travail interministériel d'entamer une réflexion en profondeur en fonction des conclusions contenues dans les deux rapports sur le rôle de l'Etat et les missions des services publics, afin de lui faire des propositions concrètes concernant leur implémentation.

(s.) Gusty Graas, Maggy Nagel, Jean-Paul Rippinger, Fred Sunnen, Lucien Weiler.

#### Motion 3

La Chambre des Députés,

- notant avec satisfaction les efforts entrepris par le Gouvernement au cours de la présente période législative dans le cadre de ses travaux en matière de réforme administrative, de e-Létzebuerg et de e-Governement;

- approuvant la démarche entrepri-se qui consiste à assurer tout particulièremen t l'adéquation permanente de notre administration aux besoins de la société, l'amélioration constante de la qualité des services offerts ainsi que l'adap-tation continue de la qualité de sa gestion et de son fonctionnement;

- estimant que sa campagne de sensibilisation sous forme de forums de qualité, d'audits ou d'auto-évaluation rencontre une large adhésion tant à l'intérieur de l'admini-stration que vers l'extérieur;

- prenant acte que bien des mesures annoncées dans la déclar-a-tion gouvernementale d'août 1999 ont déjà pu être réalisées ou sont sur le point de l'être notamment le bilan global des forces et des faiblesses, l'accueil téléphonique sous forme du nouveau numéro vert, la gestion moderne des postes dans le nouveau programme informatique SIGEP, l'introduction du télétravail, la simplification des procédures;

invite le Gouvernement

- à poursuivre ses travaux en ma-tière de réforme et de modernisa-tion de l'administration et à orienter

tant les projets en cours que ceux suscep-tibles d'être engagés enco-re en fonction des besoins de tous les bénéficiaires de services;

- à adapter régulièrement la ges-tion des ressources humaines et fi-nancières aux choix stratégiques néces-saires, sans négliger le recours systématique aux nouvelles technologies de l'information et du traitemen-t des données;

- à accélérer d'ici la fin de la pério-de législative les travaux en matiè-

re de réforme des heures d'ouver-ture des bureaux, de simplification des formulaires et de création de bureaux d'assistance («Bürger-Bü-ro»).

(s.) Gusty Graas, Maggy Nagel, Jean-Paul Rippinger, Fred Sunnen, Lucien Weiler.

Global jiddefalls kann ee festhalen, datt de Létzebuiger Stat gutt funktionéiert, an datt mer hei zu Létzeburg anständneg a korrekt Déngschtleeschungen ubidden, wat net verhennert, datt permanent nach musse gewessten Adaptatiou-ne gemaach ginn. An datt ech mat däri Meenung do mat menger Partei net eleng do stinn, dat beweist jo awer e Sonnage, dee viru knapp engem Joer gemaach ginn ass. Dat sinn esou Saachen, déi Dir net esou gären héiert, mä do ass ganz kloer zur Konklusioun komm, datt de Gros vun de Létzebuiger Bierger zefriden ass mat den Déngschtleeschungen, déi se ubeude kréien.

Ech wéll ofschléissen an deem Senn, datt d'Demokratesch Partei nach wie vor gewéllt ass déi néideg Moosnamen ze treffen, fir datt de Létzebuiger Stat eng geséchert Zukunft huet, an datt en nach wie vor weider moderniséiert gëtt.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Regierungspro-gramm steet ganz villes iwwert d'Reforme administrative, mä wat gemaach gouf, dat ass Etüden a Kommissiouen assetzen. Esou ass et dréim gaange fir eng Vereinfachung vun den administrative For-malitéiten. Wat gouf gemaach? Náisch. e-Létzebuerg, eng Etüd, eng Kommissiouen. Wat gouf gemaach? Náisch. Eng Reform vun der Verwaltung, do ass eng Etüd gemaach ginn. Wat gouf gemaach a véier Joer? Náisch. Eng Reorganisatioun vun den Etablissemens publics. Wat ass gemaach ginn, eng Etüd? Náisch.

#### (Interruptions diverses)

Mä eppes ass gemaach ginn, an dat ass hei scho vun alle Majoritétsparteien ervirgestrich ginn, dat ass, datt mer elo en Numéro vert hunn, fir d'Verwaltung unzerufen. Wat ass d'Differenz téschen deem wat virdru bestanen huet an elo? Virdrun huet ee véier Nummeren ugeruff, an et kritt ee keen op den Téléfon, elo rífft een der aacht hunn, an et kritt een nach keen op den Téléfon.

Fazit, offiziell huet dës Regierung eng Ministerin an e Statssekretär an e ganze Ministère vun der Réforme administrative, mä Dir stu-déiert a studéiert, mä Dir schafft náisch. Dofir huelt d'Schéld vun deem Ministère erof, wou drop steet „Ministère de la Réforme ad-ministrative“, well dése Ministère gëtt et de facto net.

Mä et besteet awer Handlungsbedarf. De Létzebuiger Stat a seng Verwaltung si munchen Erausfuer-derungen ausgesat, mä d'Struktu-ren, fir deenen ze äntwerfen, sinn nach émmer déi aus der Postkutschenschätz.

Erausfuerderunge sinn d'Globalisierung, den europäesche Ban-nemaart, d'Ofschafe vun den öffentlechen Monopole gemäss dem Artikel 129b vum europäeschen Traité.

Eng aner Problematik, iwwert déi mer musse schwätzen, ass déi ablécklech wirtschaftlech Situa-tion. Den Direktor vun der Zentralbank huet kierzlech gesot, mir ver-deelen nach émmer e grousse Kuch, a mir wéllen net gesinn, datt de Kuch, dee mer haut baken, méi kleng ass wéi de Kuch vu virun e puer Joer.

De Wirtschafts- a Sozialrot huet den 23. Mee folgenden Avis ofginn

am Kader vun der Evaluatioun wéi d'létzebuergesch Politik sech an déi europäesche Politik soll intégréieren: «Il importe de noter que sur le seul plan de l'Administration centrale, le Luxembourg pourrait être confronté en 2003 à un besoin de financement», a weider «ce se-rait la capacité de financement de la sécurité sociale qui permettrait de compenser le besoin de financement de l'Administration centrale.»

An d'Zuelen, déi d'IGF geliwvert huet mussen ons interpelléieren, allegueren, Regierung a Chamber. Am Joer 2001 haten der Adminis-tration centrale, le Luxembourg pourraut être confron-té en 2003 à un besoin de financement», a weider «ce se-rait la capacité de financement de la sécurité sociale qui permettrait de compenser le besoin de financement de l'Administration centrale.»

Wann een dat simplifiécier wat hei dra steet an Zuelen, dann heescht dat - an ech ginn zou, datt eng Simplificatioun émmer verschidde Risiken huet, mä dann ass et vläicht dobaussen an och der Chamber an der Regierung méi verständlech - datt wann et esou weidergeet wéi et elo weidergeet, da wäerte mer herno mat de Cotisatiounen fir d'Privatpensiounskee-sen d'Pensiounen aus dem öffent-leche Secteur missen um Enn vum Joer bezuelen.

Dat ass déi Donnée, déi ginn ass, a wou et dréim geet, ob elo deen Iwwerschoss genotzt gëtt fir eppes anescht, oder net. Dat ass dat wou et dréim geet. De Wirtschafts- a Sozialrot huet ganz kloer Warnungen ausgeschwat an och d'Regierung opgefuerert endlech aktiv ze ginn.

Da kommen ech op den eigent-liche Senn vun der Debatt hei. Mir müssen, au vu vun deenen Défien, deenen Erausfuerderungen finanzieller Natur, deenen d'Land sech stelle muss, och kucke wéi et an Zukunft weidergeet.

Mir hunn en Débat iwwert d'Relationen Stat a Gemengen. Dofir wéll ech deen Deel ausklameren an ons Stellungnam spéiderhi bekannt maachen.

Wat d'Liberalisierung ubelaangt, soe mir als ADR, datt mir fir d'Liberalisierung sinn, well et eppes Positives ass. Den ADR ass fir eng integral Liberalisierung vu Telekom-munikatiounen, Post, Gas, Elek-tresch an öffentlechem Transport. Ech wéll ervirsträlichen, datt dat favorebel ass fir d'Leit. Den Téléfon ass 33% méi bëllég ginn. National muss een elo némme méi pro ge-brachte Minutt bezuelen, statt wéi et fréier war dräi Minutte Forfait bezuelen, déi ee ganz oft net ge-brutzt huet. D'Elektrisch ass, eleng schonn am Virfeld vun der Li-beralisierung, ém 7% erof gaangen. Dat sinn e puer vun deenen po-sitiven Elementer, déi d'Bierger an d'Betriber gemierkt hunn, an déi d'Kompetitivitéit vun onser Ekono-mie garantéieren.

Mä mir soen, an ech mengen do si mer net déi eenzeg, datt mir géint d'Liberalisierung vum Waasser sinn, well et an onsem Land kee Senn mécht. A Frankräich funkto-néiert de System ganz gutt, mä ech mengen an onsem klenge Land mécht et kee Senn.

Mä et muss een och iwwert d'Kon-di-tioune vun der Liberalisierung schwätzen.

Eischtens de Stat muss alle Bierger an alle Betriber garantéieren, datt hinnen all Téléfon, Gas, Elektrisch, öffentlechen Transport zur Verfü-gung steet, egal wou se sinn, an egal ob se räich oder aarm sinn. Fir déi Mannerbeméttelt an do wou et néideg ass, muss et deelweis gratis sinn.

Et ass wichteg, datt déi Liberali-sierung sé



esou eng vaste, esou eng émfaassend an esou eng komplex ass, datt et absolut onmégliche ass am Kader vun eiser Riedezäit op all d'Aspekte dovnur anzegeon.

Wann een zum Beispill gesäit, datt de Conseil économique et social zu désem Thema 2001 e gréissenden interessanten Avis op 135 Säite verfaasst huet, a viru kuerzem zwee franséisch Universitéitsproffen dozou eng Etüd vun iwwer 227 Säite verbrach hunn, an zénter dräi, véier Deeg och nach eng weider Etüd virläit, dann ass et kloer, datt et net méiglech ass op all d'Aspekte anzegeon. Ech muss mech also a mengem Bäitrag elo op e puer fir eis wichtig Aspekt vun dësem Froekomplex beschränken, an dës wichtig Aspekt vun si fir eis déi folgend.

Do si fir d'éischt emol e puer kuerz an noutwendeg Remarken iwwert den Historique an d'Entwicklung vum Rôle vum Stat a senge Verwaltungen a Betriber am vergaangene Jorhonnert a bis haut, woubäi natierlech d'Entwicklung vum liberale Nachtwächterstat zu Sozial- oder Wohlfahrtsstat an no 1980 de progresseen Erémofbau vum Wohlfahrts- a Sozialstat a villes euro-päische State vu Bedeutung sinn.

#### (M. Jean Spautz prend la Présidence)

Do sinn aus Aktualitésgrénn eng Partie vun noutwendege Remarken iwwert aktuell Liberalisierungs-, Dereguléierungs- a Privatisierungstendenzen a -menacen, déi vun neoliberale Kräften an der Europäischer Kommissiou an am Conseil, mä och vum internationa- len Accorde wéi dem GATS, op franséisch AGCS, am Kader vun der Welthandelskonferenz ausginn.

Do sinn natierlech och eng Rei vun anere Consideratiounen iwwert de Rôle vum Stat, a gemengt ass do jo sécher den Nationalstat am Spannungsfeld téshent Autonomieverloschter am Kader vun der europäischer Integratioun op där enger Sait, an dem Wunsch no stärkerer Dezentralisierung, Regionalisierung a Kommunalisierung op där anerer Sait.

Do gëtt et evidenterweis natierlech och de Beräich vun de Kriticke vis-à-vis vun de konkreten Aktivitéiten, beziehungsweis de Lacunen a Problemer vum Statsapparat, de Ministären an aneren öffentlechen Organer a vu konkrete Verbesserungs-virschléi an deem Sénn, fir datt déi vill diskutéiert Réforme administrative konkret mat Liewe ka geféllt ginn.

An da gëtt et an dësem Kontext och dee méi spezifischen Aspekt vun de staatlechen Organisationsformen, a méi genee vun den Etablissements publics, op déi no mir nach mäi Fraktionskolleg, de François Bausch, wäert agoen.

Dir Dammen an Dir Hären, dee Stat, deen um Enn vum 19. Jorhonnert zur Entwicklung vum Industriekapitalism begleet hat, war kloer weder demokratesch noch sozial a vun den deemoos an Europa herrschende Kräften ass sái Rôle just gesi ginn als dee vun enger Nachtwächterstat, also enger Statsapparat, deen haupsächlich dofir do war, fir fir Rou an Uerdnung ze suergen an am Noutfall och polizeilech oder militäresch Repression géint Protester an Demonstriounen anzesetzen. Dat waren deemoos déi sou genannten hoheitlech Rechter vum Stat, oder déi sou genannte Fonctions régaliennes.

Duerch en haarden an zéien Asaz vun der Aarbechterbewegung, vun de Gewerkschaften a vun de lénke Parteien ass duerno nom Eische Weltkrich, viru allem awer nom Zweete Weltkrich, et zu enger verstärkter an émmer méi staarker Roll vum Stat komm. De kapitalistische Stat ass méi demokratesch ginn. En huet émmer méi sozial Aufgaben iwwerholl a sozial Émverdeelungsmesuré getraff. En huet sech an de 60er a 70er Joren am Kontext vun der Entwicklung

vun der sou genannter Konsumgesellschaft hei an Europa zum sou genannte Wohlfahrtsstat entwéckelt an hien huet sech zénter dëser Zäit och insgesamt émmer méi staark reguléierend an all Beräicher vun der Politik agemësch, an der Sozialpolitik, der Steierpolitik, der Gesellschaftspolitik, mä och an deemoos nach neiere Problemer, wéi zum Beispill der Émweltpolitik, déi zénter deemoos émmer méi staark an de Mëttelpunkt geréckelt ass.

D'Regierunge vun den entwéckelten europäeschen Nationalstaaten haten zénter de 60er Joren hir Aufgabe doranner gesinn, fir Vollbeschaffung a sozial Sécherheet ze garantéieren. Si hate mat Hélfel vun antizyklische Konjunkturprogrammer émmer méi breit an émfaassend an d'Wirtschaftsentwécklung agegraff an dës émfaassend staatlech Politik hat insgesamt, vun enger Rei vu gréissere Feelentwicklungen ofgesinn, viru allem a Saachen ekologesch Entwicklung an Nohaltegkeit dach och gréisser Zäite vu Succësen ze verzeechnen.

Dés aktiv émfaassend a reguléierend Roll vum Nationalstat ass dunn awer Enn vun de 70er Joren duerch eng Rei vu Facteuren émmer méi staark a Fro gestallt an zréckgedrängt ginn. E puer vun dësen international wierksame Facteure siefen hei a Stéchwieder just kuerz resuméiert.

Eischtens dat émmer méi staarkt Gewicht vu multinationale Konzerner, hirer Standertpolitik an hirem Drock an Erpressungsméigleckeete par rapport zu Regierungen an Nationalstaaten. Zweetens dat émmer méi staarkt Opkommes vun neoliberalen a maartradikalen Ideologien, déi mat aller Force de Sozialstat an d'Gewerkschafte bekämpft hunn, fir d'Rad vun der Geschicht erém eng Kéier zréckzréinen.

International politesch Exponente vun deem neie Kurs vun Endsolidarisierung an der Predominanz vun der Wirtschaft a vun de Multié vis-à-vis vun dem Stat waren esou traureg berühmte Gestalte wéi d'Margaret Thatcher an England an de Ronald Reagan an den USA, mä an enger Iddi manner radikaler Form hu sech esou neoliberal Iddié leider lues a lues och an deenen aneren europäesche Staten a bis wäit an d'politesch Klass era kénnen duerchsetzen.

Et muss een, Dir Dammen an Dir Hären, allerdéngs betounen, datt international och nach aner Facteure beim Substanz- an Aflossverloscht vu staatlecher Politik eng Roll gespillt hunn, woubäi een awer och gläich muss betounen, datt d'Lëtzebuerger Politik désem neien internationalen Trend awer némme relativ wéineg gefollegt ass.

Wat waren, wat sinn dës aner Facteure, déi europawält zur Reduzierung vum Rôle vun den Nationalstate gefouert hunn? Et war op där anerer Sait speziell no 1985, no der Schafung vum Marché intérieur, de progressive Verloscht vun nationalstaatlecher Autonomie a Selbstbestëmmung am Kader vun der europäischer Integratioun.

Wien aus gedde Grénn, zum Beispill well vill Problemer haut nationalstaatlech eleng net méi léisbar sinn, dës europäesch Integratiounen énnerstézt, dee kann natierlech dann net lamentéieren, datt de politesche Rôle vum Nationalstat reduziert gëtt, an datt émmer méi politesch Décisiounen um euro-päische Plang getraff ginn.

Mir haten als Gréng ni prinzipiell Problemer mat der europäischer Integratioun. Mir hunn awer émmer heftegst ageklot a mir kloe weiderhin an, datt et parallel zum Substanzverloscht vum nationale Stat net zu enger wierklecher Stäerkung vun der politescher Demokratie um europäeschen Niveau komm ass, och wann elo zum Beispill an der neier europäischer Verfassung d'europeesch Parlament soll méi Codéciounenrechte kréien.

De Substanzverloscht vun den Nationalstaaten am Kontext vun der europäischer Integratioun, vum europäesche Binnemarché a vun den europäesche Verträg ass awer nach méi staark däitlech ginn, engersäits duerch eng leider némme schwaach entwéckelt Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitike vun den europäeschen Staten, mä annersäits viru allem awer och duerch déi finanz- a budgetpolitisches Contrainté vum sou genannte Stabilitéitspakt.

Eng seriö a verantwortlech Ausgabepolitik vum Stat, natierlech jo. Mä op där anerer Sait hate mir émmer scho gesot, datt zum Beispill de jährleche Budgetsdefizitkritér vun 3% ze vill rigid wier, besonnesch an Zäite vu länger dauernde Stagnatiounsperiode vun der Ekonomie, an deen aneren zentrale Stabilitéitskritér, d'Bekämpfe vun der Inflation, riskéiert, wann e weider esou stor wéi bis elo ugewannt gëtt, vun der Inflationusbekämpfung an d'Deflation, a wierklech Stagnatioun an eng schwéier Rezessioun eranzeféieren.

E puer gréisser europäesch Regierungen, onofhängig vun hirer politescher Couleur, stinn och bekanntlech viru dëser Problematik a viru dem Problem den Defizitkritér vun 3% kennen anzhalen, obscho se zimlech staark Aspuermoossname bis haut schonn durchgezunn hunn.

Mir mengen, och wa mer hei zu Lëtzebuerg net esou staark oder eventuell nach net esou staark mat désem Problem ze kämpfen hunn, dass aus Grénn vun der noutwendiger Relance vun der Ekonomie, awer enger nohalteger Relance vun der Ekonomie, an aus Grénn vun der noutwendiger Bekämpfung vum Chômage, de Stabilitéitskritér méi soupel a méi flexibel misst gehandhabt ginn, fir et der öffentlecher Hand, ob Stat, Regioun oder Gemengen, ze erlauben erém méi e grousse Spillraum ze kréien, fir öffentlech gefordert Investitiounstätigkeiten nei ulafen ze loessen. Statt émmer manner Stat, statt engem weideren Ofwierge vun praktesch allen öffentlechen Investitiounstätigkeiten an Europa, brauche mer europawält eng Relance vun Investitiounen, souwuel am Privatsektor wéi bei den öffentlechen Investitiounen. Mir brauchen e Stat oder Staten. Mir brauchen öffentlech Hänn, déi verantwortlech op där enger Sait, mä aktiv volontaristesch a virausschauend op där anerer Sait hiren Aufgabe gerecht ginn.

Kee schwaache Stat also, Dir Dammen an Dir Hären, kee kastrierte Stat, dee praktesch net méi investitioun- an handlungsfäeg ass, wéi mer et momentan op munche Plazzen am europäeschen Ausland gesinn, mä am Géigendeel e Stat, dee säi Rôle als selbsbewosste Partner, Begleeder a Förderer vu privatwirtschaftlechen, awer och vun eegenen Investitiounen an Aktivitéité ka spilleen.

Déi Gréng leie mat dëser Definition oder Neibestëmmung vum Rôle vum Stat a vu senge Services publics iwwregens wäit gehend op der Linn vun deem Avis vun 2001 vum Conseil économique et social, och wa vir eis selbstverständliche eng vill méi staark ekologesch a sozial Orientierung vun den infrastrukturellen Investitiounstätigkeiten am Virdergond misst stoen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi kann, wéi wäert an dësem Kontext déi zukünfteg Roll vum Stat ausgesinn? An an deem Kontext dräi Froen, op déi ech aus Grénn vun eiser beschränkter Riedezäit némmen a Stéchwieder kann äntworten, insistéieren.

Eischtens riskéiere mer an deene kommende fénnef bis zéng Joer net europawält an och hei zu Lét-

zeburg, datt de Rôle vum Stat, vun der öffentlecher Hand a vun de Gemengen nach weider age-schränkt gëtt, am Géigesaz zu deem also wat eigentlech misst passéieren? Dir kënnt lech erënneren, datt mer als Gréng viru knapp zwee Méint hei an der Chamber eng Aktualitésdebatt ugefrot a geféiert haten iwwert d'Risqué fir öffentlech Servicer, déi vun de sou genannte GATS oder op franséisch AGCS-Verhandlungen am Kader vun der Welthandelskonferenz ausginn.

Am Mëttelpunkt vun eise Befierchunge stoung viru zwee Méint a stinn och nach haut, well d'Regierung konnt eis an där Bezéitung némme ganz onwesentlech berouegen, esou öffentlech Déngschtleeschtungen a Services publics wéi zum Beispill Education, Waasserversuergung oder aner Émweltdéngschtleeschtungen, déi Gefor lafen an de komme fénnef bis zéng Joer privatiséiert an dem Profitintérêt vu groussen transnationalen Firmen ausgeliwwert ze ginn. Dës Verhandlunge ginn an enger praktesch totaler Opacitéit, ouni déi ge-réngsten öffentlech Transparenz, hannert de Kulisse vun der Welthandelskonferenz viru.

Offeren an Demanden no Optimaache fir d'Konkurrenz schéngent zum Beispill bei der Education a bei den Émweltdéngschtleeschtungen an der Waasserversuergung um Verhandlungsdësch ze leien a mir hu keen terribelt Vertrauen doranner, wat den Här Lamy als zoustännegen europäesche Kommissär a wiem sengem Intérêt do verhandelt, wou mer dann her- no de Risque lafe viru irréversibel Faits accomplis gestallt ze ginn. Zum Beispill, datt d'Waasserversuergung oder aner Domäner vun öffentlechen Servicer iwwer Nuecht op eng Kéier privaten Operateuren opgemaach gi sinn, ouni datt déi respektiv Nationalstaaten oder Parlementer doriwwer geschwat oder décidéiert hätten.

Dofir sinn zum Beispill, ech hunn dat eréischt géschter oder vir-géschter an enger gréisserer Zeitung gelies, esou grouss Stied wéi d'Stad Paráis, wéi Melbourne, wéi Vancouver, wéi Toronto, wéi Wien, higaangen an déi hunn hier Stied zu AGCS-fräien Zonen erklärt, well se mësstrausch sinn a well si sech géint esou Entwicklungstendenzen wëlle wieren. A firwat bestéet dat Mëssstrauen esou breet an der Offentlechkeet?

Et entsteet dohier, well ganz einfach net némme gesi gëtt vun der Offentlechkeet, datt alles wat privatiséiert gëtt op eng Kéier besser gëtt, méi bëllég gëtt an de Service besser gëtt. Wann een de bishéige Bilan kuckt vu munche Privatiséierungen, ech soen eventuell net vun allen, mä vun enger ganzer Partie vu Privatiséierung vun ehemalige staatlechen Entreprises, zum Beispill an de Secteur Eisebunn, Telekommunikatioun, Stroumversuergung an esou viru, an England, an Holland, an Däitschland an den USA an esou viru, wann een dat gesäit, da kann een, a mir sinn och do méi wéi skeptesch par rapport zu sou genante besserer a méi bëllég Déngschtleeschtungen a mir sinn och méi wéi skeptesch vis-à-vis vun de Sirenekläng an de Pressiounen vun de sou genannten transnationalen Operateuren a mir menge, datt d'öffentlech Hand, datt de Stat, datt d'Gemengen oder d'Gemengesyndikater europa- a weltwält, mä och hei zu Lëtzebuerg all Intérêt hätte fir dës Entwicklung äusserst wachsam ze verfolgen a fir ze versichen allmégliche Barrièren a Géigemesuré preventiv an d'Wéi ze leeden, fir weider even-tuell Substanzverloschter vun der öffentlecher Hand an den öffentleche Strukture ze vermeiden oder méiglechst kleng ze halen.

Vun der Lëtzebuerger Regierung wiere mer an deem dote Kontext och ganz staark interesséiert, fir gewuer ze gi wat dann elo viru der Konferenz vu Cancún Métt September déi offiziell an definitiv Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ass an deene Verhandlungen an och wat déi offiziell Positioun an definitiv Positioun vun der europäescher Kommissiou an deem dote Beräich wier. Mir wiere frou, wa mer doriwwer eng Antwort gëife kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Ver-teidegung vun engem aktiven, globalen a strategesch virausdenkende Stat bedeit allerdéngs net, datt mir Gréng blann oder daf wiere par rapport zu berechtegte Kriticke vis-à-vis vum Stat, a mir selwer hunn an der Vergaangenheit bekanntlech selwer och ni gespurt mat Kriticke oder Virschléi, wéi dem Stat seng Aktivitéité méi effikass, transparent a biergerno kénne gemaach ginn. Grondsätzlech geet et dobäi ém e puer Haaptproblemstellungen, déi ech hei just kuerz kann émraissen.

Eischtens geet et ém déi effikassen, soupelet an transparente Form vun der Organisatioun vun staatlechen Aktivitéiten. An deem Kontext aus aktuelle Grénn zum Beispill ém d'Problematik vun den Etablissements publics, mä dorobber wäert wéi gesot mäi Kolleg de François Bausch glaich agoen.

Zweetens geet et ém d'Diskusiooun vun der Aufgabeverdeelung téschent Stat a Gemengen, wou mir kee Problem domadder hunn, datt de Gemengen an och de Regiounen a Gemenge regional Syndikater, déi jo och zur öffentlecher Hand gehéieren, méi Responsabilitéiten, mä och méi Moyenen zur Verfügung gestallt misste ginn. Mir hate jo scho méi wéi eng Kéier dorobber higewisen, mä op dëse wichtegen Débat, dat hu schonn e puer Virriedner gesot, wäerte mer jo eng Iddi méi spéit wahrscheinlech am Hierscht nach Kéier kénnen zréckkommen. Ech wéll deem elo net hei a menger Riedezäit virgräifen.

An drëttens geet et bei dëser kritischer Debatt ém e méi effikassen, méi transparenten a biergerno Stat, och ém d'Element vun der sou genannter Réforme administrative, dem Loch Ness vun dëser Regierung, wéi much Leit sech jo bekanntlech eng Kéier ausgedréckt haben.

Mir mengen a mir soen als Gréng awer ganz kloer, datt an eisen Awierklech op enger Rei vun Ni-veaueen eng Rei vu Mesuren noutwendeg wieren, fir de Statsapparat a fir aner öffentlech Verwaltungen, zum Beispill och d'Assurances sociales oder de Gemengenapparat, besonnesch vun de gréissere Gemenge méi transparent, verständlech a biergerno a biergerfréndlech ze gestalten. Et sinn op dëser Tribün zum Beispill am Kontext vun der Diskusioun iwwert de Statut du fonctionnaire vun eis a vun anere Riedner schonn esou much Kriticke, mä och Léisungsvirschléi virbruecht ginn, an och am Avis vum Conseil économique et social oder an dår neier Etüd vun deen zwee franséischen Universitéitsproffe gëtt et dozou eng Partie vun zumindest iwwerleeënswäerten an diskussiounswäerten Iddien a Propositiounen.

Wesentlech si fir eis zum Beispill d'Formationen an d'Weiderbildung vu Beamten, eng Formationen a Weiderbildung vu Beamten, déi carrément vun Ufank u méi service- a clientorientéiert muss geplangt ginn. Wesentlech sinn dobäi och méi transparent an effikass a biergerno Organisationsformen, esou wéi mer zum Beispill elo an der Koalitioun zu Esch versicht hunn, um Gemengenniveau, en neit Biergeramt opzebauen. Wesentlech dobäi ass och fir zum Beispill den Entreprises entgéint ze kommen, eng Simplifikatioun an eng gréisser Transparenz wat den Zugang zur Administratioun an d'Paperasse bei Autorisationen oder Oplage betréfft, ouni datt dobäi awer déi ekologesch Substanz oder déi sozial Substanz däarf verluer goen.

Do, Här Sunnen, ginn et vläicht Ennerscheeder zu deem wat Dir gesot hutt a wat mir mengen. Mir soe Jo zu Simplificatioun, mä awer net wann et op d'Käschte vun eko-logescher a sozialer Substanz bei de Genehmegunge geet.

Wichteg ass an eisen Aen awer och d'Schafung vun enger neier Motivatioun vun de Beamtinnen a Beamten, fir deenen neien Erfuer-dernisser gerecht kënnen ze ginn. Eng Partie positiv Mesuren an deem Sënn, wat zum Beispill d'Aarbechtszäitmodeller, d'Deel-zäitaarbecht an esou viru beträfft, hu mer viru kuerzem bekanntlech, mam Vote iwvert d'Gesetz vum Statut du fonctionnaire, dem Fonctionnairesstatut, hei gestëmmt. Zu-mindest d'Richtung huet bei désem Projet an eisen Ae grësstendels gestëmmt.

Bleift awer e fundamentale Problem, deen och mat Motivatioun oder Resignatioun oder just nach mat „Dienst nach Vorschrift“, ze dinn huet, ze léisen, an dat ass an eisen Aen an enger ganzer Rei vu staatlechen an öffentlechen Infrastrukturen en zum Deel absolut drastesche Mangel u Personal, dee mer nach émmer hunn. Hei huet an eisen Aen an deene ver-gaangenen zéng bis 15 Joer den CSV-Stat Kloer versot a seng Haus-aufgabe net uerdentlech gemaach. Hei muss elo endlech nogebessert ginn, woubäi mir der Meenung sinn, datt an enger ganzer Rei vu Beräicher den Numerus clausus misst opgelackert ginn, fir den No-huelbedarf op ville Plazen esou schnell wéi méiglech opzeschaffen. Et ass jo haut bekanntlech net méi esou, datt e Mangel u Kandidate bei der Rekrutierung géif ginn.

An engem Saz wéi a villen, wann noweisbar an eisem Land, an der Ekonomie, déi sech émmer méi entwéckelt huet, vun den Dossieren hier a vun der Komplexitéit vun den Dossieren a vun de Réglemen-tatiounen hier, wann dat émmer méi zouhëlt, da muss ee sécher-lech engersäits un eng Simplifica-tion vun de Prozeduren denken, mä et misst een op där anerer Säit awer och an enger Rei vun Admi-nistratiounen an op enger Rei vu Gebitter: Environnement, Santé, Steieren, Schoul, Sécherheet, fir der néminen e puer ze nennen, fir wierklech staark personell Ver-stäerkunge suergen.

Dat ass op jidde Fall eis Meenung, fir déi mer eis och an deene kom-mende Méint nach weiderhi wäerten aseten. Op de Problem vun den Organisationsforme vun den öffentlechen Aktivitéiten, wat jo eng ganz komplex Problematik ass, déi jo och schonn hei vu munche Riedner ugeschwat ginn ass, wéll ech elo net agoen. Ech mengen nom Här Urbany kënnnt mäi Fraktions-kolleeg François Bausch. Dee wäert dat dann an eisem Nummaachen.

Ech soen lech merci.

**Une voix..- Très bien.**

**M. le Président.-** Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** Merci, Här President. Wéi halen ech et mam öffentleche Service, Dir Dammen an Dir Hären? Ech mengen dat ass eng vun dee-ne wichtegste Froen an Zukunft vi-run dem Hannergrond vun der weltwäter Globalisierung, an ech mengen och, dass dat muss ee vun de wichtige Wahlpräifsteng fir d'Biergerinnen a Bierger bei den nächste Wahle ginn, an ech fannen an deem Sënn ass déi Debatt hei och sénnvoll.

Verschidde Leit hu sech jo och hei scho ganz Kloer positionéiert an där Fro. Énner anrem den ADR, andeem e gesot huet, dass e fir d'Globalisierung wier.

(**Interruption**)

Fir eng geregelt, dann eben.

Ech wéll hei eng Fro erausgräfen, dat ass déi vun den Etablis-sements publics. Déi erfreeë sech jo bekanntlecherweis enger gewes-ser Beléiftheet, well se am Géigen-deel zu der zentraler Verwaltung net streng hierarchesch organi-séiert an an d'Administratioun age-bonne sinn, mä dezentral sech en-ger Rei vun Tâchen unhuelen, déi méi no beim Bierger musse ge-reïert ginn, wuerfir och heiansdo Vertrieber aus der sou genannter Société civile sech dorunner be-deelege können. Selbstverständ-lech müssen och d'Etablissements publics der parlamentarescher Kontroll énnerworf ginn, grad esou wéi d'Regierungsverwaltung dat och misst sinn, an dofir ass et jo och gutt, dass d'Cour des Comptes sech därf Tâche unhëlt.

De Problem zu Létzebuerg ass, dass d'Etablissements publics dacks à la tête du client zesussumme-gesat gi sinn an et keng Kohärenz, weder bei der Gestioune, nach beim Statut vum Personal gétt. Do huet awer elo den Institut européen d'administration publique vu Maas-tricht, a wann ech soe Maastricht, dann huet jo esou en Institut ei-gentlech a priori net de Verdacht antiliberal ze sinn, e memorable Virschlag zum Schluss vu senge Konklusioun gemaach, an ech mengen dat eleng erkläret scho bal e bëssen, firwat dass déi Etüd am Tirang esou laang leie bliwwen ass.

En huet nämlech virgeschloen, d'Personal vun den Etablissements publics sollt dem öffentleche Statut vun der Fonction publique énner-stallt ginn, fir d'Eenheet vum Perso-nal an der Administration net a Fro ze stellen. Ech wéll kuerz do-raus zitéieren, dat huet bis elo nach kee gemaach, mä dat schéngt mer awer interessant ze sinn.

Déi Leit soen: «Dans le but de renforcer la sécurité juridique et de garantir une certaine homogénéité dans le domaine de la politique du personnel, l'IEAP» - dat ass dat Institut - «propose de soumettre tous les établissements publics au même régime et notamment au droit public. (...) L'avantage d'une telle approche consiste à ne pas mettre en cause le principe de l'unité de la fonction publique et à créer les mêmes critères de recrutement, de promotion, de sécurité d'emploi, etc., pour les agents des départements ministériels, des services déconcentrés ou généraux, et pour tous les agents des établissements publics.

En tout état de cause, l'introduction de statuts différents avec divers critères de recrutement, systèmes de rémunération, critères de promotion, perspectives de carrière, régimes de protection contre les licenciements abusifs (...) risque de favoriser un esprit de compétition entre les différentes institutions et, par conséquent, de compromettre la stabilité et la paix sociale du pays.»

Ech fannen dat eng äusserst wichteg an interessant Ausso, déi do gemaach gétt. Et wonnert mech just, dass den Interpellant déi Ausso net a senger Interpellatioun op-gegraff huet, well ech fanne wéi all Partei heibanne misst och d'LSAP sech an Zukunft bekennen dozou fir wat fir ee Statut fir d'Personal an den Etablissements publics si zum Beispill antrëtt.

De Rapport Roux-Scoffoni kënnnt leider deelweis erém op déi Vir-schléi zréck. Ech weess net, ob se dat elo maachen op Ufro vun der Regierung oder well se gespüert hunn, dass de Wëllen däitlech vun der Regierung do wier, fir an eng aner Richtung ze goen. Déi zwee Auteur schloe vir d'Etablissements publics industriels et commerciaux, au contraire zu deem wat déi aner Etüd gesot huet, en-gem Statut de droit privé zouze-féieren, énner anrem wat d'Perso-nal ubeet. Dat géif awer erém eng Kéier munchedes bedeuten. Zum

Beispill fir d'Post, wat jo och evi-denterweis en Etablissement pu-blic industriel et commercial ass, wou jo awer der Moment de Statut public virherrscht, wann esou eng Loi-cadre, wéi virgeschloé gétt an deem Avis, géif kommen, wou dann all Etablissement public in-dustriel et commercial géif der Pri-vatisierung énnerworf ginn.

Ech mengen dofir et soll een dee Virschlag unhuelen, wéi déi Leit vum Maastrichter Institut e maachen. Et géif eng gewësse Rou an d'Diskussiou bréngen, et kéint een d'Fro vun der néideger staatle-cher Dezentralisierung a Flexibili-sierung vill méi entkrampt ugoen, well jo dann net méi all Kéiers mat dem drohende Privatstatut d'Existenzangst géif opkomme bei deene Leit, déi an deene Beräicher do schaffen.

Prinzipiell mengen ech souguer, dorriwwer erausgoend, dass eng vun de grousse Froen an der Zukunft déi wäert sinn, generell e gewësse Statut ze schafen an der Gesellschaft vum Aktiven, net néminnen an der Fonction publique, dee gewësse Garantié vu Remunéra-tion no Qualifikatioun an och vu Recht op Aarbecht géif schafen oder op indemnisierter Chomage, wann dat net ka wouergeholl ginn. Dat wär eng Saach, fannen ech, déi d'Avantage vun der Fonction publique an engem gewësse Mooss géif op d'ganz Gesellschaft ausdehnen.

D'Regierung huet elo awer déi Zäit, wou déi Maastrichter Etüd am Ti-rang louch, an dat si bal zwee Joer hier, genotzt fir äifreg ze privati-séieren. Wann ech némme kucken déi verschidde Projeten, déi hei vo-téiert ginn, zénter därf Zäit, wou ech d'Éier hunn hei an der Chamber ze sinn, dat gétt haut iwwregens ge-nau ee Joer - et ass och de Ge-buertsdag vu menger Fra gläich-zäiteg, dofir erënneren ech mech drun ...

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Hutt Dir da scho Blumme kaift?**

**(Hilarité)**

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** Ech muss ze vill schaffen, ech sinn nach net dozou komm, mä dat kënnnt awer nach, Här Di Bartolomeo. Obschonn ech hei jo am Kader vum Stat schaffen, sinn awer d'Bedéngungen heiansdo déi vum Privatsecteur, muss ech soen.

**Une voix..- Jo, et ass net esou einfach wann een eleng ass!**

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** Mä während därf Zäit ass de Führerschäinsservice zum Bei-spill, also eng zentral staatlech Souverainetéitsaufgab, un eng pri vat Gesellschaft iwwerdroe ginn. D'Chambre des Fonctionnaires huet deemoools geschwat vun engem geféierleche Prezedenzfall.

Et ass während därf Zäit eng privat Flughafegesellschaft geschafe ginn, de Statsrot hat virgeschloen en Etablissement public ze maachen.

D'Funktioun vum vermiessende Geometer ass praktesch ganz aus dem Kadasteramt, wat jo awer e Kärberäich vum Stat ass, erausge-holl ginn an et ass en neie liberale Beruff gemaach ginn, nodeem jo-relaang d'Situatioun an därf Verwal-tung verfaule gelooss ginn ass.

De Fonds Belval-West ass zwar en Etablissement public ginn, mä ee-mat Privatstatut, an deem d'Zivilge-sellschaft net vertratt ass.

Aus dem Registre de commerce, enger eminent wichtiger staatle-cher Kontrollfunktioun, ass e Grou-pement d'intérêt économique gemaach ginn, wat eng komplett inadequat juristesch Formation ass, déi aus dem Wirtschaftssektor

eraus iwwerdroe ginn ass op eng Platz, wou se absolut net higehéiert.

A geschwé soll d'Uni Létzebuerg votéiert ginn, erém en Etablis-sement public mat Privatstatut, deen zu enger autokratescher Gérance am ganzen Héichschoulwiese soll féieren, énner der Kontroll zwar vun der Regierung, mä ouni Mat-bestëmmungsmeiglechkeete vun deenen, déi do schaffen, wat jo awer grad den Avantage vun engem Etablissement public kéint sinn, an dat soen iwwregens och d'Expäre Roux a Scoffoni an hirem Bericht.

D'Regierung huet also d'Chamber an därf Fro un der Nues erëmge-fouert an elo, ee Joer virun de Wah-len, gétt wahrscheinlech de Rap-port Roux-Scoffoni geholl fir en an engem Punkt duerchesetzen, an dat ass dee wou e virschléit de Pri-vatstatut anzeféieren, bei allen Eta-blissements publics à caractère in-dustriel et commercial, ouni dass gläichzäiteg geséchert ass, dass d'Services publics eng ugemes-sen a wuessend Platz hei am Land an Zukunft wäerten anhuelen. An dofir sinn ech och op d'Aussoe gespaant, déi d'Madame Minis-tesch an deem Zesummenhang wahrscheinlech maache wäert.

Mä d'Fro vun der Gestionsform ass och eng wichteg Fro an de Ge-mengen, virun dem Hannergrond vun der Liberalisierung zum Beispill vun der Gemengeservicer a Ge-bitter wéi dem Elektreschen oder dem Gas. Privatiséiere mer hei oder bleibt et an der öffentlecher Hand? Dat ass a ville Fäll déi entscheidend Fro.

A grad do, muss ech awer soen, huet de Rapport vun deenen zwee Hären aus Frankräich iwwert d'Roll vum Stat entscheidend Aussoe gemaach, andeem e sech ausge-schwat huet fir e kommunalen Eta-blissement public, well e seet eng privat Gestionsstruktur géif an deene Beräicher zu enger Dilution, wéi e seet, zu enger Verwässerung vun der Notion même de service public féieren, an de Guichet unique géif och a Fro gestallt ginn, deen a verschidde Gemengen amgaange wär opgebaut ze ginn.

D'Fro stellt sech och bei den Tariffer vun de Gemengendéngschaft-leschungen, wéi mer sollte viru-goen. Ech menge si därfen net de reelle Cout vun den Déngschaft-leschungen erëmspigelen, well et ass jo de groussen Avantage vun de Services publics par rap-port zu de private Servicer, am Hi-bléck op d'Cohésion sociale vun därf émmer esou vill geschwat gétt, dass se dat net maachen. An och do seet de Rapport iwwert de Stat:

«L'égalité d'accès au service est permise par sa gratuité ou sa quasi-gratuité, s'agissant des services administratifs et sociaux, et par la pratique de prix abordables et «péréqués», s'agissant des ser-vices économiques.»

An dat ass am Widdersproch zu deem wat zum Beispill den Här Wolter, den Innenminister, seet a wat och verschidde Gemenge maachen. Och weist de Rapport drop hin, dass d'europäesch Ver-träg ouni Zweifel virgesinn, dass iwwert den «noyau dur incompré-sible» vum Service universel kenne Services d'intérêt économique ge-schafe ginn, wa se net iwwerpro-portional d'Regele vun der Konku-renz verletzen, dass also Staten net missten, seet de Rapport, bei de Basisservicer bleiwen, mä roueg de Service public kéint aus-bauen.

E weist awer och drop hin, dass d'Konkurrenz mam Privatsecteur eng irrésistibel Dynamik vu Privati-satioun géif ausléisen. Et wär dofir och absolut vital menger Meenung no d'Services économiques an déi nei europäesch Verfassung an-schreiwen, fir se vun der allgemeiner Konkurrenz erauszehuelen, an ze verhénneren, dass se duerch de Konkurrenzrock lues a lues sech dem Privatsecteur uppassen, zum Beispill um Niveau vum Personal.

Mä och wann dat net de Fall ass, mengen ech, soll een all Hiewelen a Bewegung setzen, fir de be-stoende Spillraum ze notzen, d'Services publics ze halen an och auszebauen.

Ech huelen d'Zäit vun de Motioune mat bái, Här President.

De Rapport seet och: «Si les traités communautaires ont joué le rôle d'un catalyseur de réformes, ils ne proposent pas un modèle d'organisation administrative: ce vide profite donc aux réformes de type britannique ou américain.» Dee Vide do, mengen ech, misst d'Politik och zu Létzebuerg opfellen, mat engem létzeburgesche Modell vum Service public.

D'Auteurë vun deem Rapport men-gen och allgemeng, dass den eu-roپäische Facteur net duer geet fir déi allgemeng Privatisierungswut ze erklären, déi an de 70er Joren an den USA ugefaangen huet a beaflosst ginn ass duerch d'Mon-dialisierung an d'Gewicht vun de multinationale Firmen. Dat soen se ganz däitlech an hirem Rapport.

Si hunn och menger Meenung no eng interessant historesch Ap-proche gemaach, an därf se opweisen, dass déi aktuell virherrschen Mentalitéit méi mat verschidde politeschen Approchen ze dinn huet wéi mat onauswähllechen Noutwendegkeeten. Si warnen also virun enger Fatalitéit op deem Gebitt, an dat huet mer zum Bei-spill awer ganz gutt, Här Krecké, an deem Rapport do gefall.

Si weisen och zum Beispill ganz Kloer drop hin, wat fir Nodeeler d'Privatisierung kéint hunn, zum Beispill wat d'Sécherheet vun de Konsumenten ueget.

#### (**Interruptions**)

Ech mengen et sinn och méi wéi e puer Zeilen, déi ee ka gebrauchen. Et si Konklusiounen dran, déi ee kann énnerstëtzen, et sinn anerer dran, déi een net kann énnerstëtzen, wéi an all Rapport, mä ech fannen insgesamt ass de Rapport en interessante Baitrag zu eiser Diskussioun.

Ech wéll och eng Kéier hiweisen op déi grouss Geforen, déi vun de GATS-Verhandlungen ausginn. Ech wéll awer elo net an den Detail goen, well ech awer elo meng Ried-dezäit net hei ze vill wéll iwwerstra-pazéieren.

Ech wéll och d'Services publics net idealiséieren. Ech mengen d'Ser-vices publics misst verbessert ginn, si misste méi no bei de Leit sinn, si misste méi op si fir d'Leit a Reforme sinn noutwendeg. Et missten zum Beispill an de Quartiere méi öffentlech Infrastrukturen sinn, déi d'Grondbesoинe vun de Leit ofdecken, an op de Gemenge misste Guichets uniques funkto-niéieren, déi d'Veraltung méi no bei d'Leit bréngen.

Fest stéet awer, an domat wéll ech ofschléissen: A Privatservicer gétt et keng Usprichtpartner fir d'Leit, déi am allgemengen Interessen denken, déi net kommerziell den-ken. A Privatbetreiber gétt et keng Offeleeung vun der finanzieller Si-tuation, et gétt keng Transparenz. D'Leit wielen d'Députéierten an d'Chamber, si wiele Gemengeréit an de Gemengerot, si wiele keng Vertrieber an d'Verwaltingsréit vun de Gesellschaften. An déi Verwal-tungsréit vun de Gesellschaften sinn hinen och a kengem Fall Rechen-schaft schéleg.

Dofir fannen ech, dass och an demokratescher Hisliicht de Service public déi grouss Erausfuerderung vun der Zukunft ass, a fir nach eng Kéier kuerz an engem leschte Saz anzegoen op dat wat den Här Henckes virdré sot: Mir wéllé keen „tout Etat“, mä mir wéllé méi Selbst-verwaltung vun de Bierger. Ech mengen, dass de Stat kann de Contraire si vu Selbstverwaltung vun de Bierger, an en huet dacks bewisen, dass en dat ka sinn, mä ech fannen awer op jidde Fall, dass d'Privatisierung mat Sécher-heet kein Ausrock ass vu Selbst-

verwaltung vun de Bierger. Dofir fannen ech, dass des Diskussioune vun de Services publics eng we sentlech demokratesch Fro ass, niewent deem sozialen Aspekt, dee se och huet.

Ech soen lech merci fir Är Op miersamkeet.

**M. le Président.**- Als leschten Diskussiounsriedner huet d'Wuert den Här François Bausch.

**M. François Bausch (DÉ/GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll haaptsächlech a menger Intervention zu dem Volet vun den Etablissements publics Stellung bezéien.

Dat ass eng Diskussioun, déi huet an Zwëschenzäit schonn e laange Baart, well an den 90er Joren hate mer hefteg Diskussiounen ronderém d'Schafung vun émmer neien Etablissements publics a wat fir eng Statuter a Gestouunsstrukturen déi Etablissements publics sollte kréien. Et gétt onzähleg Avisé vun der Chambre des Fonctionnaires aus den 90er Joren, wou émmer erém de Fait kritiséiert gétt, datt de Stat géing andauernd nei Etablissements publics schafen, ouni datt en eenheetleche Kader géing do bestoen.

Et gétt och onzähleg Kriticke vum Conseil d'Etat bei verschiddenen Etablissements publics, déi an den 90er Jore geschafe gi sinn an och nach ganz rezenterweis, déi émmer erém drop hiweisen, datt keen uerdentleche Kader besteet, deen Transparenz an deem Beräich erméiglecht.

Last but not least hate mer eng hefteg Diskussioun am Kader vun den Dysfonctionnementen an der Santé ronderém dee Volet. Eng vun deene wichtigste Konklusiounen deemoos war, datt gesot ginn ass, datt wéinst deenen negativen Erfahrungen, déi gemaach gi sinn, niewent der Etüd, fir de konventionéierte Secteur ze analyséieren, an deene Joren duerno misst eng Loi-cadre geschafe gi fir an dee gesamte Beräich Etablissements publics Uerdnung eran ze bréngen.

Ech wéll och drop hiweisen, datt d'Etüd vum Här Frieseisen aus den 90er Joren an engem grousse Kapitel dorop agaangen ass. Vill vun deene Konklusiounen, déi niddergeschriwwen goufen, sinn eigentlech déiselwecht wéi déi, déi an deenen zwou Etüden erémezefanne sinn, déi mer d'lescht Woch op den Dësch geluecht kritt hunn, esou gutt déi mam Titel „Le rôle de l'Etat“, wéi déi vun dem Maastrichter Institut, wou Kritäre sollen definiert ginn, woubäi ech awer vun der Geleéenheit profitiéiere fir nach eng Kéier ze protestéieren, datt den Députéierten déi Mastrichter Etüd esou laang virenhale gouf. Dat ass net normal.

Ech hunn dem Här Statssekretär dat och d'lescht Woch an der Kommissioun gesot. Spéistens wéi déi Question parlementaire vum Här Krecké virun aacht Méint komm ass, hätt d'Chamber déi Etüd mis sen zougestallt kréien. Et kann dach net sinn, datt ech geántwert kréien, d'Regierung hätt sech selwer fir d'éischt missen e Reim driwwer maachen, wat se géing doraus zréckbehalen, well d'Regierung hätt sech jo selwer déi Etüd bestallt, an zemoools wann ech gesinn, datt dat wat aus der Etüd: „Le rôle de l'Etat“ zréckbehalte ginn ass, rose wéineg ass, ganzer dräi Säiten, woubäi ze soen ass, datt déi dräi Säite sech einfach referéieren op e Modell a wat fir eng Richtung d'Regierung soll goen, an dat elo éischter de franséisch-belsche Modell ass, wat och eng zimlech Logik huet, well eise ganzen Droit administratif op deem franséisch-belsche Modell opgebaut ass an net op deem dáitsche Modell, deen och an d'r Etüd analyséiert gétt.

An der Etüd «Le rôle de l'Etat» steet bei deem Kapitel um Schluss: „Une remise en ordre au sein des établissements publics apparait

donoct indispensable pour établir un peu plus de transparence et de cohérence dans ce secteur“. Et rejoigniert dat, wat ech selwer als Rapporteur an enger Note elo kierzlech geschriwwen hunn, déi fir vill Welle gesuergt huet am Lëtzebuerger Land, wéi och bei engem Fraktionsresident hei am Parlement. Ech stellen awer fest, datt dat, wat eigentlech an der Etüd „Le rôle de l'Etat“ zréckbehalte ginn ass, quasi deckungsgläich ass vun de Kriticken hier mat deenen, déi ech a menger Note geschriwwen hunn, wat den allgemeine Kader ubelaangt, virun allem deen Aspekt, dee jo wichteg ass, datt et verpasst ginn ass no 1998, no deenen Dysfonctionnementen an der Santé, derfir ze suergen schnellstméiglech Transparenz ze schafen an dat Kadergesetz anzebréngten.

Et ass elo esou, datt an der Etüd „Le rôle de l'Etat“, énnner Sektion 3, „Les réformes souhaitables“ sech op déi franséisch-belsch Gesetzgebung referéiert gétt an den Ennerscheid gemaach détt zwéischen deenen zwou verschidde Forme vun Etablissements publics, déi ee kann hunn. Dat ass engersäits den Etablissement public administratif an anersäits den Etablissement public industriel et commercial. Et ass zimlech evident, den Etablissement public administratif, et stéet och an der Etüd dran, fält ganz Kloer énnert de Réglime de droit public, mat allem wat dozou gehéiert.

An ech muss lech soen, wann ech déi Polemik kucken, déi an deene leschten Deeg lancéiert ginn ass ronderém en Etablissement public, nämlech de Fonds du Kirchberg, a vu datt jo do de President vun deem Fonds du Kirchberg och an engems Administrateur ass am Ministère, also en Zoustand, deen ech perséinlech net als glécklech emfannen, well do eng Persoun sech permanent selwer kontrolleert, awer och d'Informatiounen huet iwwert dat, wat d'Regierung wéles huet, dann hunn ech e Verdacht, wann ech déi Avis juridiques liesen, déi deen Etablissement public sech entre-temps gi gelooss huet, wou alles voll an d'Richtung geet, fir wéllen ze be weisen, datt si eben net en Etablissement public administratif sinn, mä en Etablissement commercial et industriel, an elo scho Jaloné gesat gi vu Verschiddenen, fir an d'Richtung ze goen, fir eben net énnert den Droit public ze falen, mä énnert dee vum Etablissement public industriel et commercial, deen énnert engem Statut privé leeft, mat allem wat dozou gehéiert, nämlech manner Kontroll vum Stat, manner Kontroll vum Législateur, manner Kontroll vun der Offentlechkeet.

Eleng doraus schielte sech schonn eraus, datt wa mer dat Gesetz dann elo endlech solle kréien, an ech hoffen, datt mer dee Kader endlech schafen, wat sech do fir eng gewalteg Diskussioun hadden dru verstoppé, wou wahrscheinlech da versicht gétt de part et d'autre fir net énnert den Etablissement public administratif ze falen, fir sech deem Contrôle ze entzéien. Fir eins als Gréng ass dat op alle Fall Kloer, wann ee liest, wat laut dem franséische Recht énnert Etablissement public industriel et commercial fält.

Do gétt et verschidde Kritären, awer den Haaptkritár ass, datt et en Etablissement public muss sinn, deen eng Activité huet „consistant à produire ou à vendre des biens ou des services“, a virun allem, datt als Critère supplémentaire gesot gétt, datt den Etablissement public némmen op Basis vu Redevancé ka fonctionnéieren, e muss sech also selwer finanzéieren, dat heesch, datt en a kengem Fall an iergendengem Senn Subventions publiques kritt oder an engem anere Senn Gelder, sief et, datt en och némmen indirekt vum Stat ofhängig ass. Wann ee kuckt, wat fir Etablissements publics mer zu Lëtzeburg hunn, da wäerten et der

ganz wéineg sinn, déi am aktuelle Stadium énnert deen do Kritár wäerte falen, jiddefalls wäerte mir versichen ze verhënneren, datt verschidde ganz Louser probéieren an d'Richtung ze goen, fir sech dee Statut ze ginn, fir sech all Contrôle ze entzéien.

Wat fir eins awer och grad esou wichteg ass, an dat fannen ech interessant an d'r Etüd a rejoignéiert och e bëssen déi Kritiken, déi ech a menger Note gemaach hunn, dat ass deen éischt Punkt, wou gesot gétt, egal wat fir en Etablissement public et ass, ob et en Etablissement public commercial et industriel ass oder administratif, all müssen se énnert de Contrôle vun der Cour des Comptes falen. Dat geet ganz däitlech aus d'r Etüd ervir, an dat stroof all déi Ligen, inklusiv den Här Weiler, deen nach virun enger Woch behaapt huet, datt hien eigentlech der Meenung wär beim Fonds du Kirchberg, datt d'Cour des Comptes d'Recht net hätt, fir d'Gestioun vun deem Fong ze kontrolléieren.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Dat hätt verschidde Leit arrangiéiert.

**M. François Bausch (DÉ/GRÉNG).**- Hei stéet et schwarz op wáiss.

An dann den zweete Punkt, deen ass genausou wichteg, datt mer an Zukunft e Contrôle de la performance kréie bei den Etablissements publics. Dat ass eppes, wat mer haut iwwerhaapt net kennen. De Moment ka jiddfereen erziele wat hie wéllt. Wann ech dat Beispill huele bei deem ech elo grad war, do gétt gesot als Argument, firwat sech esou vill opgereeget gétt, et brauch ee jo némmen um Kierbierg ze kucken, wat fir eng formidabel Saachen do gemaach ginn, datt do jo alles tiptopp a schéin ass.

Dobai gétt awer vergiess ze soen, datt deeselwechte Fong fir d'éischt emol alles schlecht gemaach huet, wat en elo erém gutt mécht. Dat heesch, wa mer dee Contrôle de la performance gehat hätten, dann hätte mer wahrscheinlech emol missen Ufanks den 90er Joren en zimlech desastréise Bilan zéien, wou mir festgestallt hätten, datt do eng ganz Rei Feelentwicklung décidéiert gi sinn an deene Jore virdrun, wou Milliounen a Milliounen öffentlech Gelder regelrecht zur Fénster erausgeheit gi sinn, well mer déi Feeler jo elo erém musse mat öffentleche Gelder korrigéieren.

Et gesait een hei schon, datt an d'r Etüd „Le rôle de l'Etat“, zumindest wat dat dote Kapitel ubelaangt, ganz interessant Saachen dra stinn, déi eng hétzig Diskussioun versprieben, wa mer dorriwwer an deenen nächste Méint, esou wéi ech hoffen, diskutéiere wäerten.

Ech bedauerer et, datt mer erém eng Kéier fénnef Joer Zäit verluer henn, ier mer hei e Schrott weiderkomm sinn, wou mer erém némmen Etüden ausschaffe gelooss henn, woubäi ech awer der Meenung sinn, an ech kommen nach dorobber zréck, datt eigentlech de Gros vum Desaster schonn am Rapport Frieseisen, vläicht net esou am Detail, mä zumindest an de grousse Linnen opgewise war.

Elo kommen ech zu de Motiounen vum Här Graas, virun allem zur Motioun 2. Do muss ech soen, do henn ech awer misse grinsen, wéi ech virun allem dee leschten Tret gelies henn, wou stéet: „invite le Gouvernement à charger un groupe de travail interministériel d'entamer une réflexion en profondeur en fonction des conclusions contenues dans les deux rapports sur le rôle de l'Etat“.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Här Bausch, dat ass dach de Geck mat sech selwer gemaach.

**M. François Bausch (DÉ/GRÉNG).**- Jo, dat heescht, mir hu fir d'éischt emol schonn an den 90er Joren x-mol festgestallt wou d'Problemer leien, Etüde gemaach. Ech henn de Rapport Frieseisen zitéiert. Et gétt och nach aner Etüden, déi mer scho gemaach hunn. Et gétt och e Rapport vum Conseil économique et social, dee gemaach ginn ass an den 90er Joren.

Ech wéll drop hiweisen, datt ech selwer den 28. Mee 1998 nach eng Interpellatioun do iwwer um Knuedler gemaach hat zum nämlechte Sujet wéi den Här Krecké, an du krut ech geántwert, wéi ech ähnelech Froen opgeworf hunn, vum Här Wolter, deen deemoos Minister war vun der Fonction publique, datt d'Regierung sech 1996 en Aktiounsplang ginn hätt, Här Graas, an an deem Aktiounsplang sinn dräi Punkten enthalte gewiescht.

Éischtens d'Missioune vum Stat an den Interventionsgrad vu senge Servicer festzehalen. Zweetens déi intern Organisatioun an d'Prozedure vun der Verwaltung ze duerchliichten. Dréttens d'Statspersonal fir d'Reform ze mobiliséieren an d'Gestioun vum Personal ze verbessern. An do ass gesot ginn, datt fir dat doten émzeseten nach just géing gewaart ginn op e Rapport vum Conseil économique et social, deen deemoos vun der Regierung an Oprag gi war, deen och kuerz duerno erauskomm ass, an da géing et lassgoen, da géing ugerappt ginn, da géinge mer dat doten alles émsetzen.

Wa mer dann elo feststellen, fénnef Joer duerno, nodeem mer erém eng Kéier zwou Etüde virleien hunn, datt mer elo als Konklusioun sollen zéien, datt och némmen Groupes de travail interministériels solle chargéiert ginn, déi Reflexioune maachen, en profondeur och nach.

Ech weess net wéi laang, datt mer mussen op deem heite Gebitt nach Reflexioune maachen. Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt och d's Regierung a virun allem d'Demokratescher Partei e grousst Kapitel an hirem Wahlprogramm stoen hat vum effikasse Stat. Et deet mer Leed, Dir Hären an Damme vun der Demokratescher Partei, wann Der dat eescht geholl hätt en fonction vun deenen Antécéidenten an den 90er Joren, wou Der selwer an der Oppositioun waart, wou Der hei heftest mat kritiséiert hutt, dann hätt méi missen erauskommen no fénnef Joer, wéi dat wat hei an déser Motioun stéet, an dofir ass et fir mech wéi eng Bescheinegung - am léisste géing ech se matstémmen - vum Echec vu fénnef Joer Politik, mä dat maache mer awer net. Mir wäerten eis selbstverständliche bei der heiter Motioun wéinst deem dote Grond, Här President, enthalten.

D'Motioun 3 vum Här Graas kenne mer stémmen, obschon een och do muss soen, wann hennandru gesot gétt : «à accélérer d'ici la fin de la période législative les travaux en matière de réforme des heures d'ouverture des bureaux et simplification des formulaires», dass dat alles och Saache sinn, déi am Kader vun deem wat ech virdru gesot hunn, ganz wichteg sinn. Wann elo gesot gétt bis zum Schluss vun der Legislaturperiode, datt dat an zéng Méint soll accéléréiert ginn an nach vill a Bewegung soll gesot ginn - ech hoffen, datt et de Fall ass -, wann dat de Fall ass, da wäert ech lech nach virum Wahltag félicitéieren dofir. Ech sinn awer emol gespaant!

Mir können awer déi Motioun stémmen, mir henn domadder kee grousse Problem, well et stéet náischt Falsches dran. Mir si just der Meenung, datt eigentlech vill Saache längstens hätte misse schonn émgesat sinn, vu datt eng ganz Rei Analyse scho laang gemaach waren.

Dem Här Henckes seng Motioun 4, mam beschte Wéllen, Här Henckes, ech weess net wat Der lech virstellt, wann Der eng Etüd verlaagt iwwert d'Masse salariale am Secteur public. Also wann et ee Secteur gétt, wou d'Transparenz besteht wat d'Païen ubelaangt, dann ass et awer de Secteur public, dat ass jo öffentlech. Wat hätt Der dann nach gäre méi wéi dat? Dat kénnt Der noliesen an Dokumenter, Dir gesidd am Budget wéi d'Masse salariale ass an och wéi d'Evolutioun ass. Ech henn de Verdacht, Här President, datt déi Motioun 4 hei vum Här Henckes an déi üblech Masch erapasst. Mir wéissen net esou richtig wat mer nach solle fuardere par rapport zum Stat, an et geet hei haaptsächlech drém déi üblech Sozialnetzschni ze furen. Mir wäerten déi Motioun op alle Fall net stémmen.

Mat der Motioun 1 vum Här Krecké hu mer kee Problem. Si resuméiert grosso modo dat wat mer an désem Land schonn zénter 15 Joer diskutéieren. Mir henn och dofir kee Problem fir déi matzestémmen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Ministesch vun der Fonction publique, d'Madame Lydie Polfer.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir fir d'alleréischt all deenen, déi an désem Débat intervenéiert sinn, en gros merci ze soe fir deen Intérêt, dee se gewisen hunn un der Saach, well d'Saach ass effektiv eng ganz wichteg.

Iwwert de Rôle vum Stat schwätzen heesch iwwert d'Moyene schwätzen, déi eng Gesellschaft an engem gewéssene Moment sech gewéllt ass ze ginn, fir hiert Zesummelieren esou positiv, esou harmonesch, esou gutt wéi méiglech ze organiséieren. A vu datt mer an engen demokratescher Gesellschaft liewen, huet de Bierger jo hei op d'mannst all fénnef Joer sái Wuert matzeschwätzen. Et geet also wierklech hei ém d'Essenz vun onser Aarbecht, vun Arer Aarbecht an Dir drot all Kéiers, wann Der hei e Gesetz stémmmt, douzou bái de Rôle vum Stat a vun den öffentleche Servicer ze prägen, ze définéieren, a meeschteens heesch dat méi grouss ze maachen.

De Muck Huss huet op eng flott a prezis Aart a Weis nees eng Kéier un den Historique erénnert, deen och d'ailleurs ganz gutt an deem Rapport vun deenen zwee franséische Professeren duergeluecht ginn ass, wéi an deene verschidde Zäiten, net némmen hei zu Lëtzeburg, mä ganz allgemeng an Europa de Rôle vum Stat évoluéiert huet, well mir sinn hei net op enger Insel, an déi Diskussiounen, déi mir hei henn, déi ginn et an deenen anere Länner och.

Dat Eenzegt wat ee kann énnersträichen, an dat ass positiv, an ech sinn do ganz mat deem d'accord wat eben déi zwee Professeren och direkt an hirem Rapport énnerstrach henn, dat ass, datt déi Diskussioun do an anere Länner op vill méi eng ideologesch, op vill méi eng haart Aart a Weis gefouert ginn ass, zu vill méi Konflikter gefouert huet, während bei eis se meeschteens wierklech am Konsens an op eng ganz pragmatische Aart a Weis gefouert gouf.

An d'Diskussioun iwwert d'Etablissements publics, op déi ech herno nach zréckkommen, weist jo wéini déi meeschteens Etablissements publics gestémm gi sinn. Ech soen elo einfach d'Realitéit, ech maache keng Accusatioun, mä déi sinn effektiv an deene 15 Joer virun der Regierung gemaach ginn, an zwar 40 Stéck.

#### (Interruptions diverses)

Neen, ech maachen e Constat, an Dir hutt se mat gedroen. An deene leschte véier Joer hu mer siwiene nei

Etablissements publics geschaافت, wou d'sozialistesch Fraktioun veiermol och hiren Accord ginn huet. Wat ech domat wëll énnersträichen ass ganz einfach.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Mir hunn näischt géint d'Etablissements publics, dat ass d'Fro dach net!

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dir musst eis just eppes iwwert de Statut vum Personal soen.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Gitt Der mer vläicht d'Chance mäi Saz fäerdeg ze maachen?

Wat ech heimat wëll soen ass, datt bis elo versicht ginn ass op eng pragmatische Aart a Weis op d'Problemer, op d'Besoinen, déi ons Ge-sellschaft hat, anzegoen, a mir sinn dat net ideologesch ugaangen. An Dir wonnert lech, firwat datt émmer op lech elo gekuckt gëtt. Ech be-dauer en deen Toun, deen den Här Krecké fonnt huet, eng polemesch, jo aggressiv Aart a Weis fir déi Pro-blematik do unzegoen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Dir kënnt lech net méi un lech erénnern!

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Dee passt ganz einfach net hei zu der Thematik, déi wichteg ass, an déi mer ze-summe sollten ugoen a beschwätz-en, wat mir och ganz gewëss ge-wollt sinn ze maachen.

Fir ons ass et zum Beispill kloer, datt zu de Grondmissioune vum Stat d'Suerg ém d'Gerechtegekeet an d'Sécherheet gehéiert, an histo-resh sti si nun emol ganz einfach och um Ufank vum Stat a si beha-llen haut grad esou wéi fréier hir Wichtegkeet, och wa mer eben op dësem Gebitt eng enorm Evolu-tion, besonnesch zénter dem Zweete Weltkrich erlief henn.

An eng zweet Feststellung ass ganz einfach déi, datt déi zwou Motiounen, engersäits vun dem Rôle vum Stat, an d'Missiounen vun den öffentleche Servicer hei zu Lëtz-zeburg a permanenter Entwéck-lung sinn. Permanent, all Gesetz, wéi gesot, wat dés Chamber stëmmt, dréit dozou bai. Dofir eng Standuertbestëmmung ze maache vun Zäit zu Zäit, ass net némme wénschenswärt, mä ass ganz ein-fach noutwendeg.

Den Här Bausch huet och drop hi-gewisen, datt et net déi éische Kéier ass weder wou mer de Pro-blème erkannt hunn, nach wou mer dovunner geschwät hunn. Ech kann lech just versécheren, datt dës Regierung zu deenen Engage-menter, déi se an hirer Regierungs-erklärung agaangen ass, stéet.

An Här Bausch, ech kann lech di-rekt garantéieren, datt bis zum Enn vun déser Legislatur, an ech hoffen, datt dat an deenen nächste Méint wäert sinn, ech der Regie-rung a menger Kapassitéit als Mi-nister vun der Fonction publique ganz kloer Propositiounen wäert maachen, wéi dann elo déi Kritáre sollen ausgesinn no deene mer zukünftig d'Etablissements pu-blics sollen organiséieren. Do kann ech sécher sinn, datt all Interpreta-tioun, déi Dir an de Groupe intermi-nistériel leet, net zoutréfft, mä datt déi hei Propositiounen an déser Leg-islatürperiod ganz kloer virge-luecht ginn an och ugeholl ginn. Wéi, do kommen ech nach drop zréck.

#### (Interruption)

Här Krecké, hutt e bësse Gedold. Ech sinn eréisché ganz am Ufank vu mengen Ausféierungen. Ech kommen herno ganz am Detail drop zréck.

Et ass keng Ursach do an et be-steet keen Zweifel dorun, datt dës Regierung wierklech dat, zu wat si sech engagéiert huet, och wëllt

duerchzéien, an datt dës Regie-rung, grad wéi meng Partei, an de Gusty Graas huet et ganz kloer zum Ausrock bruecht, sech zu engem effikassen an engem dyna-mesche Stat bekennet. Mir hunn dat émmer gemaach a mir wäerten dat och an Zukunft maachen. Mir wäerten dat duerchzéien, zu wat mer eis bekannt hunn.

D'Fro ass: Wat muss de Stat maachen, wat soll e maachen, a leschten Enns wéi soll e segen Aufgaben am beschte gerecht ginn? Wéi soll e sech organiséiere fir dem Bierger, well ém dee geet et émmer - loosse mer bei allen Diskussiounen dat net vergiessen - dee beschréigleche Service ze ga-rantéieren? Dat sinn eben, Dir Dammen an Dir Hären, déi Froen, déi mer eis haut sollte stellen an op déi mer solle versichen Äntwerten ze fannen.

Ech wëll dofir ganz kloer dee Re-proche hei vun der Hand weisen, dee vum Här Krecké virbruecht ginn ass, vun Inaktivismus oder vu Reforme verschleefen. Et ass enorm vill geschafft ginn, an den Här Schaack an ech selwer hu mat deene Leit aus dem Ministère, déi ons matgehollef hunn dat heiten ze maachen, enorm vill geschafft, fir éischtens lech dat virzeleen, wat mer an deene leschte Méint hei diskutéiert hunn, fir Rou a Motiva-tion an dee Secteur erém ze bréngen, a mir brauchen eis dofir déi Énnerstellung, déi Dir hei gemaach hutt, net gefalen ze loossen! Den Här Schaack wäert en détail op dat zréckkommen oder op dat agoen, wat d'Verwaltungsreform ubea-langt.

Ech wëll op deen anere Volet vun dem Rôle vum Stat a wéi gesot vun dem Etablissement public méi ge-neen agoen. A fir d'alleréisch, fir ze énnersträichen, wa mer haut déi Debatt hunn, datt et sech eben hei ém eng Matière dréint, déi eng ganz grouss Komplexitéit beinhalt an déi och net ka vun engem Minis-tère eleng an Ugréff geholl ginn. Et ass eng Matière, déi, wann een eng seriö Standuertbestëmmung wëllt maachen, wierklech Zäit braucht a vill Consultatiounen och beinhalt. Déi hu mer gemaach, an eiser Verwaltung a mat anere Ver-waltungen a mat aneren Institutiounen. An och anerer brauchen Zäit fir zu deem Ofschloss ze kommen.

Erénnert lech un den Avis vum Comité économique et social. Si ha-ten deen Optrag '96 kritt. Et huet bis 2001 gedauert bis mer en ha-ten. Ech maache keng Kritik, ech stelle just fest, datt wann et ém esou wichteg Aufgabe geet, een effektiv Zäit braucht. Mir hunn d'Etud vu Maastricht virgeluecht. An et kann ee froen: Firwat hu mer se net virun aacht Méint kritt. Bon, mir wollten effektiv a mir hate ge-hofft, wéi dat oft esou ass, et këint een d'Saachen nach méi schnell maachen an nach méi schnell iwwert d'Bühn kréien, mä wéi esou oft gi mer vun der Zäit ageholl. Mir ha-ten als Regierung gehofft, mir kér-ite méi schnell zu dem Ofschloss kommen, dofir krut Dir déi Antwort. Mäi Gott, vläicht wa mir virdru wäre géinge mir et net méi esou maachen, mä um Fong ännert dat awer náiisch.

Ech schwätze vun der Etud vu Maastricht. Et ass eng ganz gutt, et ass eng grondsätzlech Etud, déi d'Regierung gebraucht huet an déi d'Regierung ugefrot huet, fir eben an deem kompliziéierten a villfäl-igen Domän sech op en Avis kén-nen ze bezéien, wat awer émmer némmen en Avis ass, an aus deem d'Regierung hir Konklusiounen muss zéien, an ech wäert herno drop kommen.

Datselwecht gëllt fir déi Etud, déi mer ebe bei deenen zwee fran-séische Professore gefrot hunn, déi méi global ass, déi net némmen d'Etablissements kuckt. A firwat ass déi esou wichteg? An egal ob den Här Krecké dat eent oder dat anert do fénn, mä firwat ass se wichteg? Mä well se d'Problematik an de Gesamtkonzept net némmen

hei vu Lëtzebuerg, mä och an deen europäeschen an an dee vun deen-anere Länner setzt, a well se eben dat erabréngt wat mer brau-chen an esou engem Débat, dat ass Rou an en Iwwerbléck wéi d'Situatioun sech och bei anere stellt, well och hei, wéi gesot, si mir keng Insel.

Wat eis nach feelt, wat nach aus-steet, dat muss een och soen, an echhoffen och do, datt et esou schnell wéi méiglech kënnt, dat ass d'Etud iwwert de konventio-néierte Secteur. Och dat ass en ex-trem sensible Dossier, wann ee weess, datt am Joer 2002 2.314 Leit an deem Secteur beschäftigt waren, 1989 waren et der 1.230, eng enorm Evolutionen also an deene leschten zéng Joer, a wann ee weess, datt dat 2,7% vun eisem Budget ausmécht, da muss een einfach wéssen, datt déi Konklusiounen, déi aus deem Rapport vun deem Groupe de pilotage, deen agesat gi war, och hiren Afloss musse bréngen, wa mer driwwer schwätzen, wéi soll dann elo de Stat sech organiséieren, fir senge Missioune gerecht ze ginn.

Ech hoffe wéi gesot, datt mer déi Etud och esou schnell wéi méig-lech hunn, an da wäert d'Regie-rung kënnten aus all deenen doten Etuden, déi alleguerde wichteg sinn an déi allegueren d'Saach vun engem heiansdo anere Point de vue kucken, wa mer déi um Dësch hunn, Reflexionen zéien an lech eben och hir Propositiounen hei én-nerbreeden.

Dës Konklusiounen, wéi gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten sech méiglecherweis an enger Rei vun noutwendegen Adaptatiounen bei eisen öffentleche Servicer aus-drécken, souwuel wat d'Erwaar-dunge vun de Bierger ubelaangt, awer och a Relatioun mat neie wirt-schaftlechen Erusfuerderungen. An ech hu wuel verstane vun Upas-sungen a vun Evolutionen ge-schwät. Dat huet náiisch mat Revolu-tionen a kompletten Émkrempel-ungen ze dinn, well contraire-ment...

#### (Interruptions)

Also déi Revolutiounen, déi do ze maache waren, déi hutt Dir jo op al-le Fall verpasst.

#### (Interruptions)

Ech schwätze vun Adaptatiounen...

**Une voix.** - Dir sidd net fein mat Ärem Koalitiounspartner!

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Mir schaf-fen zesummen. Dir sidd déi, déi hei de Mond déck voll huelen, an dofir kritt Dir eben och déi Äntwerten, déi een op esou Interventiounen muss kreien.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech war awer elo bei den Adaptatiounen a bei den Upassungen, déi an eise Services publics solle ge-schéien, a wéi gesot, de Jos Schaack kénnt drop zréck. Ech muss just soen, ech hat heiansdo d'Impressioun elo de Métten, wéi wa Verschidener vun den Depu-téierten an engem anere Land géinge liewe wéi déi normal Leit hei aus dem Land, well bei deenen hu mer eng Émfro gemaach, eng ganz seriö Émfro, an do geet ervir, datt 85% vun de Lëtzeburger fan-nen, datt déi Déngschleeschtun-gen, déi de Stat hinne gëtt, vun en-ger ganz héijer Qualitéit sinn.

Ech mengen dat ass eng wichteg Feststellung,...

#### (Interruptions)

...dat heiten ass e wichtegen En-couragement fir eis, well - an ech ginn haut net op dee Volet an, deen hate mer virun e puer Wochen hei -

d'Motivation vun deene Leit, déi déi Servicer ginn, ass och extrem wichteg, an dat soll och jiddferee sech émmer iwwerleeën, wann en heiansdo mat engem ganz grousse Faass iwwert d'Leit fier a wa gesot gëtt, do gëtt náiisch ge-maach an do gëtt náiisch ge-schafft. Ech fannen net, datt dat e gudden Uspron ass fir wierklech d'Leit ze motivéieren, fir hir Aar-becht am beschten Intérêt vun de Bierger ze maachen.

Ech mengen dofir, wann ee vun neutraler an engagéiter Beamteschaft schwätzt, da muss een och wéssen, datt déi Leit och En-couragement brauchen an och spieren, datt se d'Vertraue vun de politesche Responsablen hunn. Hir Aarbecht op eng onconsideréiert Aart a Weis schlecht maachen, dat fannen ech wierklech eng schlecht a falsch Politik.

#### (Interruptions)

Nun, ém wat geet et am Fong an ei-her Diskussioun. Et kéint een iwwer villes schwätzen, mä ech versichen et op zwee Punkten ze limitéieren. Dat ass: Wat ass dann elo d'Defini-tioun oder wéi eng Definitioun solle mer gi vun dem Périmètre d'action de l'Etat? An dann duerno d'Fro, nodeem dat een dat versicht huet ze definéieren - wéssend datt et all Dag évoluéiert :- Wéi soll de Stat dann déi Aufgaben, déi Besoinen erfëllen, déi de Bierger vun him verlaagt, mat wéi enge Mechanismé soll en dat maachen, an do komme mer natierlich da beson-nesch op eben de Volet vun den Etablissements publics ze schwätzen, wat eng vun deene Formen ass, déi de Stat sech ka ginn.

Nun, wat muss de Stat maachen? Och hei wëll ech et am Telegramm-stil maachen, well de gréisssten Deel mengen ech ass ouni Diskus-sioun déi Aufgaben, déi zu der Souverainetéit gehéieren, déi müs-sen natierlich vum Stat selwer gemaach ginn, datt ass do wou d'Souverainetéit vum Land um Spill steet, d'Sécherheit souwuel no banne wéi no baussen, d'Justiz mat all deem wat dat heescht, d'Ausschaffe vu Gesetzer, d'Fixié-ierung vun Normen, d'Gerichtssprü-chung, d'Diplomatie, déi awer och zum Deel zu den Intérêten an der Sécherheet no bausse gehéiert, an natierlich alles dat wat die finanzielle Kader vun engem Stat aus-mécht, de Budget an d'Steieren. Et ass net denkbar, datt an dësen Domäner de Stat géif op d'Aus-übung vu senge Rechter verzichten, wat grad esou grouss Flichte fir hie sinn.

Da kënnt dee ganze Volet vun Auf-gaben, wou de Stat d'Solidaritéit muss spille doen an d'Chancé-gläichheet muss kënne garantéieren. Et ass dee Volet, wou de Stat an der Responsabilitéit stéet, als Prestataire vun elementare Servicer oprétt a senger sozialer a ge-sellschaftspolitischer Missioun ge-recht gëtt, awer wou hien och de gesetzleche Kader fir privat Alterna-tive ka setzen. Et sinn dëst déi Aufgaben, wou et heescht de sozialen Zesummenhalt vun der Ge-sellschaft ze garantéieren a fir Soli-daritéit a Chancégläichheet fir all Bierger ze suergen. Ech denken natierlich, wéi mir allegueren, di-rekt un d'Gesondheetwiesen; un d'Sozialservicer, den Drëtten Alter, déi fir all Bierger müssen accessi-bel sinn, grad och wéi d'Educa-tioun, wou de Stat muss souwuel fir d'Qualifikatiounsnorme wéi fir d'Programmer bei den Enseignan-téit gerued stoen, wéi och fir déi néideig Infrastrukture suergen.

An dësen Domäner, déi ganz direkt op d'Wuel vum Bierger an den Ze-summenhalt vun der Gesellschaft ausgerichtet sinn, muss de Stat, an onsem Verständnis op alle Fall dofir suergen, datt hei iwwerall eng adequat Offer zu abordable Präsider fir all Bierger zougänglich ass a bleift. Doriwwer eraus ka sech hei awer eng privat Alternativ oder e private Complément entfalen, deen awer émmer némme kann énnert der

Klorer Supervisioun vum Stat, deen d'Regelen an d'Standarde fixéiere muss, leien. Mir kommen herno nach zréck op d'Manéiere wéi de Stat deenen do Aufgaben a Mis-siounen gerecht ka ginn.

An da kënnt dee ganze Volet, wou de Stat als Régulateur oder eben och Begleeder vun eiser Ekonomie oprétt, wou en de gesetzleche Kader muss setze fir d'Régulation vun de wirtschaftlichen Aktivitäten, eng Ekonomie, déi sech muss kënnen op ee stabilt préviseblyt ju-ristesch, administrativt a steier-lecht Émfeld verlossen. Hei heescht et och d'Konkurrenz an hi-re Spillregelen ze garantéieren. Och alles dat sinn Aufgaben, déi némmen de Stat ka maachen, mä déi virun allem natierlich op enger legislativer Basis foussen.

Partenaire vun onser Ekonomie ze si bedeit awer och dofir ze suer-gen, de Service universel an deen-en elementare Beräicher garan-tiéieren. An dat wëllt heeschen, datt all déi noutwendeg Déngschleeschtungen an Approvisionne-menter, wéi an der Energie, den Tele-kommunikatiounen, dem Trans-port oder soss Infrastrukturen, um ganzen Territoire zu abordable Präisser an a konstanter Qualitéit offréiert ginn.

Dést ka geschéien andeem de Stat selver des Déngschleeschtungen offréiert oder awer iwwert eng Kon-ventionen, en Accord mat engem oder méi Prestatairen, wou en deen-en dann Oplage mécht, fir fir dës Servicer ze suergen.

Ganz gewëss bréngt déi europä-isch Evolution mat sech, datt an dësen Domäner eben net méi kann an net méi dierf vu Monopole vu State geschwät ginn. Dat heescht awer net, an dat preziséieren ech, datt hei Profit elo eleng ausschlag-gebend soll sinn, mä dat heescht, datt de Stat dofir muss suergen, datt déi Servicer op eng permanent Aart a Weis flächendeckend ugebuede ginn, op eng abordabel Manéier definéiert an duerch Qualitéitsstandarden garantéiert sinn.

An ech kann dem Här Huss ném-men nach eng Kéier soen, et ass zwar schonn x-mol wou ech et gesot hunn, dofir soen ech et net méi am Detail, mä Dir wësst et awer, OMC-Diskussiounen hin oder hier, an ob ech iwwerzeegt hunn oder net, mä bei der Educatioun, dem Waasser an och bei der Santé kénnt et net a Fro, datt de Stat op seng Missioun vu Service public géing verzichten. Dat hu mer an al-ien Institutiounen, wou mir eis könnten zu Wuer tellen, kloer gesot an dat wäerte mer, souwält ech kann een Engagement huelen, och nach maachen.

#### (Interruption)

Dir ántwert mat: „Die Botschaft hör ich wohl“, awer Dir gleeft net, datt mer et d'uerchkréien. Ech kann lech némme soen, datt ech net dem Rescht vun der Welt de Krich kann erklären, datt mat alle Moyen-en, déi mir hinn, mir hei zu Lëtz-zeburg émmer wäerten dofir suer-gen, dat heescht esou laang ech ka Responsabilitéit droen, datt déi do Domäner émmer vun der Iddi vum Service universel geleet ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass de Mëtte vu Verschiddenen zu Recht drop higewise ginn, datt een déi heilen Diskussiounen am Fong net ka maachen ouni och iwwert d'Kompetenzopdeelung téschent Gemeng a Stat ze schwätzen, esou wéi dat téschent der Europäischer Unioun an dem Stat gemaach ginn ass. Déi Diskussioun ass hei gefouert gi viru Wochen. Ech kom-men net méi dorop zréck, mä ech wollt awer just nach eng Kéier drun erénnern. Wat ons Missiounen ubelaangt, do si mer eis relativ schnell eens ginn an et war och hei an der Diskussioun ganz kloer, déi hinn an dësem Land ni zu ideolo-geschén Ausernanersetzungé ge-fouert, mä sinn op eng pragmatische Aart a Weis geléist ginn.

An da komme mer zu deem Volet, deen effektiv Klorheet braucht,

oder méi Klorheet, dat ass deen: Op wéi eng Aart a Weis wellt de Stat déi verschidde Servicer organiséieren? Dat heescht e muss op d'Fro äntwerten: Maachen ech et selwer oder loosken ech et maachen? Et gi verschidde Gestionsformen, ech kommen dorop zréck, mä am Fong, an dat schéngt mer extrem wichtig, wann ee sech d'Fro stellt: Maachen oder maache loosken, muss een sech fir d'allereisch d'Fro stellen: Kann de Stat déi do Aktivitéit net selwer maachen oder musse mer wierklech op ee vu baussen zréckgräifen?

A wann een déi dote Fro stellt, da stellt een onweigerlech och d'Fro, wat ee sech dann erwart, wann een zum Beispill en Etablissement public mécht fir e gewessene Service unzubidden. A wann een dës Fro stellt kommen an all deenen Etüden, déi mer virleien hunn, émmer nees zwee Wiederer erém, dat ass dat vun der Flexibilitéit an dat vun der Souplesse an der finanzieller Gestiouan och beim Recrutement. An ech wéll ganz kloer hei soen, datt mir do musse mat eis selwer zu Kouer goen a versiche just op deenen do zwee Punkten, Gestions administrative a Recrutement, eis froen, ob mir net ganz einfach fir d'éisch an deene klasseschen Statsstrukture missten inovéieren.

Ech huelen zum Beispill de finanzielle Volet. Mir müssen einfach de Courage hu fir zesummen ze kucken, well mir hunn déi Gesetzer zesumme gestémmt, ob een net vláicht dat eent oder anert misst iwwerdenken, ob zum Beispill de Contrôle financier net onnéideg vill de Fonctionnement vun de Statsbetriber schwéierfälleg mécht an domadder den Trend fir Aktivitéiten auszelagere favoriséieren. Déi Fro musse mer eis énner eis ganz roueg stellen, well et ass jo awer net unzehuelen, datt een do, wou ee sech selwer Schwierigkeiten mécht, dann déi námlech Leit hält a mat deem námlechten öffentleche Geld Aktivitéiten niewendru favoriséiert, wou de Contrôle dann net esou staark soll sinn. Ech menge, et misst een do ufanken, wou deen éische Problem opgetaucht ass. Ech ginn hei keng faerde Antwerten, ech stelle just d'Fro.

Deen zweete Punkt ass dee vum Recrutement. Effektiv, wann een un déi laangwierig Prozedure vum Numerus clausus denkt, da muss een och kucken, ob net dat do den Ulass ass fir op anere Weeër laanscht eng noutwendeg, an dat énneräichen ech, Personalprogrammatiouen ze kommen. Dat sinn alles Froen, déi ee sech och muss stellen, wann een de Choix muss maachen, maache mer et selwer oder gi mer op en Etablissement public. Mir müssen also Suerg droen, datt déi do zwee Kritären eleng net ausschlaggebend si fir Aktivitéiten, déi de Stat selwer kénnt maachen, auszelageren, well wann dat déi eenzeg wieren, da misste mer fir d'éisch bei eis ufanken, fir den normale Statsbetrrib méi flexibel ze organiséieren, onni datt dat awer manner Kontroll heesch.

An e gudden Usaz gétt et scho bei vereinfachte Verwaltungsprozeduren. Et ass duerch d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 de Modell vun dem Service „gestion séparée“ agefouert ginn. Dëse Modell schéngt doduerch interessant ze sinn, well en innerhalb vun engen bestehender staatlecher Struktur, Verwaltung oder Service, a puncto Dotations financière an a puncto Finanzgestiouen, eng gréisser Flexibilitéit erméiglecht. De Moment si mer nach um Niveau vun de Projets pilote, mä deen een oder anerer Lycée profitéiert elo scho vun där Gestiou, an et gétt studéiert, ob deen heitege Modell net och fir aner Statsbetriber kénnt gällen, wéi zum Beispill kulturell Institut, Muséeën oder nach anerer, ier een op de Wee vun engem Etablissement public geet.

Wat sinn also elo déi verschidde Moyenen, déi de Stat huet, wann

en de Choix opgrond vun engen Rei vu Kritäre gemaach huet, fir déi Missiouen net selwer ze maachen, mä fir se maachen ze loosken. Et gétt d'Manéier vun den Etablissements publics. Et gétt de Modell vun de Privatgestiouen an et gétt ebe leschten Enns och dee sou genante Secteur conventionné. Wat dësen ubelaangt, schafft en Aarbeitsgrupp dru fir dës Aktivitéiten eng Kéier méi am Detail ze énnersichen a fir eben och eraus ze fanne, wat fir eng vun dësen Aktivitéite wierklech am konventionierte Secteur solle bleinen, musse bleinen oder wat vláicht kénnt zréck bei de Stat kommen. Et geet hei ganz einfach ém d'Efficacitéit vun de Servicer, déi mir dem Bierger sollen ubidden.

Mä generell gesinn, an dat wéll ech awer grad esou kloer soen, sinn ech der Meenung, datt de konventionierte Secteur eng wichtig Roll ze spille huet am sanitären, sozialen, socio-éducativen oder och am kulturelle Beräich, an d'Zréckgräifen op A.s.b.l.en huet ganz sécher Virdeeler, well se eben eng séler Antwort op nei Besoiné vun de Leit méiglech maachen a gläichzäiteg Privatinitalienen an de Bénévolat favoriséieren, wat an all demokratescher Gesellschaft wichtig ass. Mä de Stat muss awer oppassen, datt déi offréiert Leeschtung gewessene Qualitésnormen entsprechen, an datt am Recrutement an an de Paié fir kloer Regele gesuert gétt.

Wann et elo ém déi méi wirtschaftlech orientéiert öffentlech Servicer geet, da soll de Stat - an och dat hunn ech de Mëtten eraushéieren aus allen Interventiouen - och kennen op Strukturen zréckgräifen, déi dëse Servicer et eben erlabe méi kompetitiv ze schaffen, dat heescht et hinnen ze erlabe mat de Privatentreprises a Compétition ze sinn oder eben och complémentaire ze sinn. De Stat kann dat maachen a Form vun engem Groupement d'intérêt économique, oder och vun engen Société anonyme. Déi Domäner, déi hei besonnesch a Fro kommen, a Beispiller sinn de Mëtten zur Genüge zitiert ginn, sinn déi vum Transportwiesen, déi vun der Post an eben och vun der Energie.

Mä komme mer op dee Modell, dee virun allem an der Diskussiouen ass, dee vun den Etablissements publics, vun deenen an de leschte Wochen effektiv an désem Haus jo vill geschwat ginn ass. D'Etüd vu Maastricht ass ganz interessant, a mengen Aen op alle Fall, an ech hoffen och a ville vun deenen, déi hei interveniéert sinn, well si weist ganz kloer op wéi eng Kritären ee sech soll an der Zukunft beruffen. An ier ech definitiv Propositionen der Regierung virleeën, esou wéi ech virdrun hei dat Engagement geholl hunn, wéll ech awer d'Schlussfolgerunge vun deem Aarbeitsgrupp ofwaarden, dee vun der Regierung agesat ginn ass, deen opgrond vun deene Propositionen vum Maastrichter Institut de Moment nach amgaang ass ze schaffen, awer d'Etüd vun dem konventionierte Secteur muss doran och hiren Afloss hunn.

Ech kann lech awer elo scho soen, an Dir wësst et, datt déi ablécklech Situations an désem Secteur extrem heterogen ass. Mir hunn déck an déi 50 Etablissements publics, déi sech a ganz villem an a ganz verschiddenaartegen Domäner erémfanden, vun der Santé iwwert d'Kultur, d'Wirtschaft an d'Finanzen, a ganz besonnesch d'Kontrollfunktiounen, d'Direktiounsorganer, de Statut vum Personal, fir némmen déi ze nennen, déi wierklech net harmoniséiert sinn. Et féint een do déi gréissste Vielfalt vu Méiglechkeeten.

Selbstverständlichkeit wäert och an Zukunft d'Formel vum Etablissement public fir eng gréisser Souplesse an der Gestiou an eng gréisser Autonomie suergen, mä et muss awer séchergestallt ginn, datt de Stat hei seng Kontroll driwwer behält a seng Verantwortung

net verwässert gétt. Ech sinn dofir och der Meenung, datt et dréim geet op d'mannst fir d'Zukunft eng gréisser Uerdnung an dëse Gestionsmodus eranzibréngen, an dofir wéll ech och nom Ofschloss vun den Aarbechten am Groupe de travail der Regierung virschloen am Kader vu Lignes de conduite, Här Krecké, net am Kader vun eng Loi-cadre, mä am Kader vu Lignes de conduite fir d'Zukunft kloer a prezis Richtlinnen opzestellen, mat grad esou prezise Parameter unhand vun deenen da bei all konkretem Fall nozeweisen ass, ob deen nei geplangten Etablissement public dann elo och wierklech dee Plus erbréngt par rapport zu engem öffentleche Service.

Ech mengen, Här President, och opgrond vun deenen Aarbechten, déi bis elo gemaach gi sinn an deem Groupe de travail, kann een elo scho gesinn, datt ee mat dráim verschidenden Zorte vun Etablissements publics wäert ze di kréien, déi ebe ganz einfach och der Realitéit an de Besoiné vun deem Secteur entsprechen. Do wäert een engersäits Etablissements publics à caractére administratif erémpfanen, dernieft Etablissements publics à caractére industriel et commercial, an dann iergendwei an der Mëtt zwëschent deenen zwou Kategorien, déi Etablissementer, déi mäi um wéssenschaftlechen, kulturellen a sozialen Domän unzesdele sinn.

De Régime juridique an deenen dráim Kategorien muss vun Ufank u ganz kloer definéiert sinn. En öffentlech-rechtliche, menger Meenung no, fir déi éischte Kategorie mat engem Statut fir d'Personal, deen och en öffentlech-rechtlichen ass a selbstverständliche awer e privatrechtliche Régime fir déi aner, mat der Méiglechkeet awer och Leit énnert dem Statut vun dem Public anzestellen. Et muss also am Ufank kloer sinn a wéi enger Kategorie Etablissement public mer eis befannen.

Ech si weider der Meenung, datt d'Regierung an der Organisatioun an am Fonctionnement vun allen Etablissements publics misst eng Rei vun eenheetleche Regele festhalen. Dat betréfft d'Nomination an d'Compositioun vun deene Führungscremié grad esou wéi d'Finanz-, d'Administrativ- an d'Gestionskontrollen.

Konkret wäert ech a menge Propositionen un d'Regierung plädéiere fir an d'Richtung ze goe fir folgend Detailer ze regelen

Éischtens sollen an Zukunft all Etablissements publics der Kontroll vun der Cour des Comptes énnertreet ginn.

Zweetens misst awer och d'Kontroll vun engem externe Konteréviseur bei hinnen alleguer derbäikommen, well d'Cour des Comptes an de Réviseur hu ganz einfach aner Missiounen.

Dréttens musse verschidden Décisiounen an Zukunft entweder duerch de Ressortsminister oder och duerch d'ganz Regierung aprouviert ginn, an dorënner verstinn ech déi allgemeng Politik vum Etablissement, d'Approbation vum Budget, d'Approbation vun de Konten, all Investitionsprogrammer, d'Emprunten, d'Engagement an de Licenciemment vun den Direkteren, déi, wann et mir no geet, op Zait solle genannt ginn, well wa mer dat bei de Responsabilitéitsposten an der Fonction publique aféieren, gesinn ech net, fir wat net datselwecht soll fir d'Etablissements publics gëllen an och d'Grille vun den Emploien an de Gehälter.

Véiertens e Punkt, deen extrem wichtig ass, besonnesch fir d'Kontroll kénnen ze organiséieren op eng effikass Aart a Weis, dat si

kloer budgetär a kontabel Regelen, déi virzege si mat engem Haushaltsplang, dee ganz kloer d'Klassifikatiounen an Affectatiounen vun Einnahmen an Ausgabe virgesäit, dat heesch, et geet hei dréim eng homogen Kontabilitéit bei deenen Organer, déi ech virdru genannt hunn, anzeféieren, déi herno och mäi liicht ze kontrolléieren ass.

Leschten Enns kann een och denken u sou genante standardiséiert Reportingen, den Här Bausch huet deen Terme gebraucht, deen an eng Etüd steet, de Contrôle de performance, mä ech si mer awer bewosst, datt mer hei wäerten nach eng Rei Prezisiounen brauchen an och Diskussioune fériere sollen.

Ech wéll zum Ofschloss vu menge Ausféierungen nach eng Remarque maachen a mech ausdrécklech dofir ausschwätzen an d'accord si mat deene Konklusiouen, déi am Rapport vun deenen zwee franséischen Expäre virgesinn, wa si plädéiere fir d'Aférierung vun engem öffentleche Service.

Trotz verschidenden Déngschleeschtungen, Techniken oder och nach Regimer, müssen an déser Ethik, der Ethik vum allgemengen Interesse, déi ebe verschidden ass par rapport zum Privatsecteur, eng Rei vu grousse gemeinsame Prinzipien erémzefanne sinn, déi alleger zu Fonctionnement vun den öffentleche Servicer och an der Zukunft wäerte. Dat ass un éischter Stell de Prinzip vun der Kontinuitéit vum Service, dat ass och de Principe d'égalité, Egalité d'accès an Egalité de traitement fir all Bierger, an dat ass de Prinzip vun der Neutralitéit fir d'Gestionnairen an dat ass leschtendlech dee vun der sou genannter Adaptabilitéit, dat heesch, datt d'Organisatioun vum Service all Moment kann a muss un nei Besoinen ugepasst ginn.

An egal wat fir Reforme mer wäerten a musse maachen, a wat fir nei Weeër mer leschten Enns aschloen, zu wat fir engem Statsverständnis mer eis bekennen a wéi mer schliesslech eis öffentlech Servicer wäerten upassen, déi Prinzipien do schéngt mir op alle Fall unantastbar an och an deenen nächste Joren net a Fro ze stelle sinn.

Ech soen lech merci fir Är Opmerksamkeet.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo de Statssekretär vun der Fonction publique, den Här Jos Schaack.

**M. Joseph Schaack,** Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative. - Här President, däerf ech lech eng Fro stellen? Hat ech den Här Krecké énnertrech, wéi hie geschwat huet?

**M. le Président.** - Ech géing déi Hären also bidden dem Statssekretär nozelauscheren. Den Här Interpellant Krecké huet souwisou dat lescht Wuert. Hie kann als Interpellant herno nach eng Kéier d'Wuert froen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Här President, ech hu kee Wuert gesot.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dat war kee vum ADR, dat war kee vun deene Gréngan an dat war och kee vun der LSAP, dat war ee vum Här Weiler senger Partei.

**M. Joseph Schaack,** Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative. - Här President, däerf ech lech eng Fro stellen? Hat ech den Här Krecké énnertrech, wéi hie geschwat huet?

**M. le Président.** - Also, wéi gesot, den Här Krecké kritt als leschten d'Wuert an dann huet hie jo d'Méiglechkeet dat ze soe wat hie soe wéllt.

**M. Joseph Schaack,** Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative. - Also wat ech wollt soen, den 11. Februar 1994 stoung um Ordre du jour vum Conseil de Gouvernement e Plan d'action, dee sech mat dem Image de marque vun der Fonction publique beschäftegt huet. Deen Dossier ass awer net evakuéiert ginn, mä ass reportéiert ginn op de 25. Februar. Tatsaach ass, dass duerno ni méi iwwert dee Plan d'action geschwat ginn ass. Ganz

Fong dem Här Krecké haut de Métteg gutt nogelauscheren, da ginn ech iergendwei d'Impressiouen net lass, dass hie sech huet interpelléiert huet, interpelléiert iwwert dat wat d'LSAP während deene 15 Joer, wou se d'affiliée an der Regierung war, énnertrech hat.

#### (Interruption)

Et waren dat déi 15 Joer vun hire verpasste Geleeënheiten.

#### (Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si wéi d'Madame Polfer och dovun iwwerzeeg, datt et am Kader vun deene ganzen Diskussioune vun haut iwwert d'Entwicklung an d'Upassung vun eisen öffentleche Servicer och ém eng verbessert Qualitéit vun alle staatlechen Déngschleeschtunge geet. D'Verwaltungsreform an d'Verwaltungsmodernisierung goufen ugesprach an Dir erlaabt mer hei ganz konkret ze ginn.

Ech zitéieren nach eng Kéier d'Regierungserklärung vun 1999: «Dans un souci de continuer l'évolution de l'Etat vers plus de flexibilité, de transparence et d'efficacité, le Gouvernement donnera à la réforme administrative un nouvel élan sur la base de structures actuellement en place.»

Abee, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll hei ganz kloer deklaréieren, datt dësen neien Elan stattfonnt huet, an datt de Bilan bis haut, souwuel am Kader vun eGovernment-Projeten, wéi och an deem méi traditionelle Programm vun deem wat mer énnert Verwaltungsreform verstinn, sech weise léisst an ech wäert lech dat och beweisen.

Ech kommen allerdéngs net d'laanscht, well jo alles eng Kéier en Ufank huet, ganz kuerz op d'Antécédent virum 7. August 1999 zréckzekommen. D'Verwaltungsreform ass erém fréisch entdeckt ginn, ass fréisch entdeckt ginn am Ufank vum Joer 1994, dat heesch kuerz virun de Wahlen huet den deemolege Minister am Conseil de Gouvernement den 11. Februar...

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dat war kee vum ADR, dat war kee vun deene Gréngan an dat war och kee vun der LSAP, dat war ee vum Här Weiler senger Partei.

**M. Joseph Schaack,** Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative. - Här President, däerf ech lech eng Fro stellen? Hat ech den Här Krecké énnertrech, wéi hie geschwat huet?

**M. le Président.** - Ech géing déi Hären also bidden dem Statssekretär nozelauscheren. Den Här Interpellant Krecké huet souwisou dat lescht Wuert. Hie kann als Interpellant herno nach eng Kéier d'Wuert froen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** - Här President, ech hu kee Wuert gesot.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech war et, entschéllegt. Et war net den Här Krecké. Ech entschéllege mech formell bei lech, Här President.

**M. le Président.** - Also, wéi gesot, den Här Krecké kritt als leschten d'Wuert an dann huet hie jo d'Méiglechkeet dat ze soe wat hie soe wéllt.

**M. Joseph Schaack,** Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative. - Also wat ech wollt soen, den 11. Februar 1994 stoung um Ordre du jour vum Conseil de Gouvernement e Plan d'action, dee sech mat dem Image de marque vun der Fonction publique beschäftegt huet. Deen Dossier ass awer net evakuéiert ginn, mä ass reportéiert ginn op de 25. Februar. Tatsaach ass, dass duerno ni méi iwwert dee Plan d'action geschwat ginn ass. Ganz

kuerz virum Enn vun der Legislaturperiod huet deemoos de Minister...

#### (Interruptions diverses)

...eng Fro gestallt, wou hie seet: "Mä kann emol vlaicht ee mer explitzéiere wéi dat gaangen ass, dass do näisch geschitt ass?" An d'Antwort, déi war prompt. Den Datum war relativ schlecht choisiert fir kuerz virun der Wahlperiod nach iergendwéi eng Verwaltungsreform ze maachen. Ausserdem waren zu deem Zäitpunkt d'Syndikater net ugehéiert ginn an et war och esou, dass an deem Pabeier...

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Also, Här President, vu datt der Regierung hir Zäit scho praktesch ofgelaß ass an ech net gesi wat dat do mat der Interpellatioun vum Här Krecké ze dinn huet, wier ech frou wa mer eppes géifen dozou héieren, mä wat an deenen zwou leschte Legislaturperiode geschitt ass, ass net teribel pertinent am Kader vun der Interpellatioun vum Här Krecké.

#### (Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** - Et ass zwar wichteg, dass een och vun deene Saache schwätzt, déi an der Vergaangeneet waren, well Dir wësst, dass et wierklech net einfach ass eng Reform an d'Wee ze leeden. Et ass also konkret, fir et kuerz ze maachen, an deenen zwou Legislaturperiode virdrun net allze vill passéiert.

#### (Interruptions diverses)

Näisch Konkretes ass um Terrain passéiert. Jiddfereen, Här President, heibanne weess, dass d'Verwaltungsreform e kontinuéierleche Prozess ass. Vun engem franséische Politiker gouf d'Reforme administrative folgendermoosse beschriwwen: «La Réforme administrative est une politique qui transforme dans la durée et non pas dans l'instant.»

D'Schwieregkeete bestinn doraner, dass mer et mat 19 Ministären ze dinn hunn, déi alleguer hir Spezifität hunn, mä oder wéineger 200 Verwaltungen oder Services publics, wou all eenzel Verwaltung och hir Spezifität huet, an dass plus ou moins 18.000 Employéen a Fonctionnaires déi Reform müssen émsetzen.

**M. Jean Asselborn (LSAP).** - Här Schaack, Dir sidd op der Linn vum Här Krieps Alexandre.

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** - De Ministère vun der Fonction publique huet fir d'Reformen ze imposéieren absolut kee Pouvoir co-exécutif a seng Roll limitéiert sech dorobber Koordinator a Promoteur ze spilleen. Do derniewent gétt et néierens eng global a kohärent Reformtheorie, déi d'Changement innerhalb vun der Gesellschaft berücksichtegt, déi prévisibel an onprévisibel Changementer am Beräich vun deenen neien Technologié ka mat abezéien, déi de Changementer, déi sech aus engen Redefinitioun vum Rôle de l'Etat er-ginn, Rechnung dréit.

Dès Regierung huet opgrond vun deenen Erfahrungen aus deenen zwou leschte Legislaturperioden eng pragmatische Approche gewielt fir un d'Reforme administrative erunzegen, eng Approche, déi den Erwaardungen a virun allem de Besoin vun de Bierger an den Entreprises entsprécht.

Mir hunn e Bilan vun de Forcen an vun de Faiblessé vun der Verwaltung gemaach, doduerch dass mer d'Forces vives vun der Natioun consultéiert hunn. Mir hunn e Recensement gemaach bei den Entreprises a mir hunn och e Sondage téléphonique gemaach bei de Bierger.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Här Krecké, ech sinn net deen Eenzegen, deen u Sondagé gleeft. Ech hunn déi leschte Kéier och gelies, et gétt nach aner Leit déi dorunner gleewen. A wann déi heite Sondagé stëmmen, wann Ar Sondagé stëmmen, da stëmmen déi heite mat Sécherheet.

Et steet also fest, dass d'Image de marque vun eiser Verwaltung bei de Leit hei zu Létzebuerg gutt, souzesoen intakt ass. All déi Leit, déi zu Wuert koumen, hunn eng staark Zoustëmmung bruecht. De Sérieux mat dår d'Verwaltung hir Aarbecht mécht, d'Vertrauen dat hir entgéint-bruecht gétt an d'Qualitéit vun hirer Aarbecht sinn déi dräi wesentlech Elementer an dëser breeder Zoustëmmung.

Ech wëll awer och déi puer méi sensibel Punkten aus dem Sondage net énnert den Déesch kieren, well mer just dës Punkte prioritär an onsen Aktiounsprogramm mat agebaut hunn. Dat ass d'Tatsaach, dass d'Verständnis vun eise Verwaltungstexter schwierig ass, ...

#### (Interruptions)

...dat ass awer och, dass ee mat engem besseren Téléfonsaccueil a mat dem elektronische Courrier besser a Kontakt mat der Verwaltung misst kommen, an dat ass leschtéch, dass d'Öffnungszäiten a verschidde Beräicher misste mäi flexibel gestalt ginn, fir de Lie-wengewunnechte vun de Leit besser Rechnung droen ze kënnen.

Bleift nach ze soen, fir komplett ze sinn, datt déi franséisch Sprooch als déi geschriwwen Sprooch vun der Verwaltung bei 55% vun de Bierger, och bei deenen auslännesche Matbierger, esou guttgeheescht gétt, an datt déi däitsch Sprooch vun eenzelne Létzebuergers gefrot gétt, an datt déi létzebuergesch Sprooch als geschriwwen Verwaltungssprooch net erwünscht ass.

Eise ganze Plan d'action wéi iwregens och all eenzelne Projet sinn enger ganzer Rei vu Kritären énnertworfen, vun deenen ass besésttem ee vun deene wichtegsten, eng Äntwert op d'Besoinen ze ginn. D'Objektiver si verschidde vu Projet zu Projet, hir Envergure an hire kuerz- oder laangfristegen Impact och. Selbstverständlichkeit geet et net ouni Hélfel vun Expären, déi vu bausse mat eragezu ginn, an och net ouni déi nei Technologien.

Fir elo all déi Mesuren a Projeten opzeißen, dat géif zevill wáit féieren. Eng ganz Rei dovunner kennt Der iwregens schonn, well se am Kader vum neie Statut schonn hei diskutéiert goufen. Déi zwou Etude vun deenen haut hei Rieds wor, iwwert d'Etablissements publics an de Rôle de l'Etat, gehéieren och dozou. Grad ewéi den Numéro vert, de Forum de qualité, d'Auto-évaluation an eng ganz Rei vu Projeten, déi engagéiert, awer nach net ofgeschloss sinn: D'Reform vun den Öffnungszäite vun de Büros, d'Schafe vu Biergerbüroen, d'Ver-einfachung vu Formulairen an esou weider.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wésentlechst Element fir de Modernisierungsprozess vun der Verwaltung virunzedreiwen, ass de verstärkten Asaz vun deenen neien Technologien. Ech wëll beim Ufank emol direkt drum erënneren, dass an der Period vun 1989 bis 1999 deen deemolege Ministère des Communications am Kompetenzberäich vun deene sozialistesche Ministere war. Et wor also ganz kloer déi sozialistesch Aarbechterpartei, déi an all dése Joren d'Verantwortung fir déi nei Informatioun- a Kommunikatiounstechnologié beim Stat hat.

D'Regierungserklärung vum 22. Juli '94 hat dem Ministère des Communications op deem Punkt eng ganz kloer Missioun mat op de Wee ginn. Ech zitéieren: «Pour mettre à même le Centre informatique de l'Etat de rester à la hauteur des tâches que le législateur lui a

assignées, ses missions seront précisées ou redéfinies à la lumière de la l'informatisation accélérée des services de l'Etat. Une structure sera mise en place à un niveau élevé ayant pour mission d'un côté d'établir le besoin en informatisation des services publics et de l'autre de contribuer à responsabiliser les services de l'Etat pour leur propre réorganisation et informatisation dans le cadre d'un schéma directeur à proposer par le Centre informatique de l'Etat.»

Ech wëllt weider drun erënneren, datt énnert dår viregter Regierung dee sou genannte Comité Info 2000 dem Ministère des Communications e Rapport iwwert de Rôle de l'Etat dans la société de l'information am November 1996 präsentiert hat. An dësem Rapport war énnert anerem och ganz vill Rieds vun deenen neien Technologien am interne Fonctionnement vun der öffentlecher Verwaltung, mat konkrete Propositionen fir hir Dénegscher ze vereinfachen an ze verbesseren.

An ech muss lech dann derbäi soen, datt déi ablecklech Regierung Enn 1999 leider an dësem Beräich e Constat d'échec fir déi ganz Zäit viru '94 bis '99 énnert der Verantwortung vun engem LSAP-Minister huet misse feststellen.

Et gouf konkret keng Iwwerleeung opgestallt fir noutwendeg Strukture vu Koordinatioun, Planifikatioun an Erneierung an d'WEE ze leeden. Kee globale Schéma directeur ass zréckbehale ginn, wéineg Recommandatioun vum Comité Info 2000 goufen an d'Praxis émgésat.

Ech hunn also am Ufank vun dësem Legislaturperiod an dësem Haus eng Situatioun virfonnt, déi ee ganz Kloer kann als Erblast bezeichnen. D'LSAP huet während zéng Joer, an dat ass eng laang Zäit, keng Vision, keng Stratégie a keng Konzept entwéckelt fir d'Informatioun vun der Verwaltung weiderzudriewen. Dat alles huet eréischt missen am Joer 2000 entworf ginn an ausgeschafft ginn. Do derniewent si besonnesch am Beräich vun den Infrastrukture grave Feeler geschitt. Wat d'Sécuritéit vun deenen techneschen Installatiounen vum Centre informatique ugeet, hunn ech eng Situatioun virfonnt, déi een als katastrophal ka bezeichnen.

Une voix..- Abee jo.

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** - Eischents hat de Centre informatique ier dës Regierung mat hiren Aarbechten ugefaangen huet, kee Centre de secours. Ech zitéieren aus enger Note vum Centre informatique de l'Etat: «En cas de sinistre majeur affectant le site central, l'Etat sera privé de services informatiques pour une période indéfinie et de services réseau pendant des semaines. En effet, le Centre informatique ne dispose pas d'un site de secours permettant de reprendre ses activités même en régime réduit dans des délais raisonnables.» An da geet et virun: «Afin de diminuer les risques de sécurité à un minimum acceptable, le Centre informatique de l'Etat doit pouvoir disposer comme tous les services informatiques de la place, d'un site de secours suffisamment grand et situé à une distance raisonnable du site actuel.» Haut vérifiert de Centre informatique de l'Etat iwwert e Centre de secours.

Une voix..- Très bien!

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** - Zweetens war de Réseau vum Stat net sécher genuch, fir d'Ecoute op deene gelounte Lignes de communication ze énnerbannen. Och dat

si mer amgaang ze verbesseren. Ausserdem hu mer d'Verwaltunge mat engem System Typ Firewall équipiéert, fir esou den Accès zu allen öffentlechen Institutiounen ze sécheren.

Dréttens, wat de Parc micro-informatique ubelaangt, ech mengen domadder d'Acquisitioun vum Material a vum Logiciel informatique et bureautique, esou sinn hei déi finanziel Moyenen, déi zur Verfügung gestallt ginn, substantiell an d'Lucht gaangen. Am Joer 1994 hate mer Kreditter vu 5.850.000 Euro, am Joer '99 hu mer Kreditter vun 8.796.000 Euro, dat ass eng Augmentation vun 49% par rapport zu '94. Am Joer 2003 hu mer Kreditter vun 18.000.000 Euro, dat ass eng Augmentation vun 208% par rapport zu 1994.

Véiertens hu mir en Helpdesk agefouert, dee bis 1999 inexistent war.

Féneftens hu mir d'Personal opgestockt, fir dass de Centre informatique senge mannigfalte Aufgabe kann op eng effikass Manéier gerecht ginn. Wann d'Personal an de Joren 1990 bis 1999 némme ém 25 Unitéiten eropgesat gouf, esou ass et an de Joren 2000 bis 2003 eleng ém 27 Unitéite verstärkt ginn.

Sechstens gétt d'Formation vum Personal mat System gefördert a läit net brooch, wéi an deene Jore virun 1999. An hei wëll ech wierlech och soen, dass d'Statsbeamteschaft sech op deem doten Niveau staark engagéiert an deene Courses, dat si sou genannte Cours de formation an och de recyclage. Mir hunn an deene leschte Jore mäi wéi 5.000 Leit weider forméiert an et sinn der nach dausend, déi an der File d'attente sti fir déi Courses, fir sech och weider ze forméieren.

All dat, Dir Dammen an Dir Hären, huet dozou gefouert, dass dee sou genannten Aarbechtsgrupp eGovernment eréischt konnt am Laf vum Joer agesat ginn. Éischt Elementer vun engem Konzept a senger Strategie konnten eréischt den 23. November 2000 de Ministären a Verwaltunge bekannt gemaach ginn. Ech muss dobäi soen, dass d'Koordinatioun vun den Aarbechten, zu deenen och eEconomie, eEducation, eRégulation, eCulture an eSocial gehéieren, vum CNSI assuréiert ginn, der Commission nationale pour la Société de l'information. Awer eGovernment huet zénterhier e ganz ambitiéise Programm, an och d'Entwicklung vun dësem Programm ass Schrétt fir Schrétt op der Website www.eletzeburg.lu novezolléen.

Meng Servicer hunn op dësem Plang eng Missioun vu Promotioun a Koordinatioun, si beroden déi eenzel Verwaltungen, wann et ém nei Projete geet, och wann dës Verwaltunge fir d'Realisatioun vum Projet d'Responsabilitéit mussen iwwerhuelen. Déi technesch Assitzenz liwweren engersäits de Centre informatique de l'Etat an anersäits d'Task-force eLétzeburg vum CNSI, déi mat hiren Aarbechten offiziell am Januar 2002 ugefaangen huet.

Personal a finanziell Mettele goufen eLétzeburg an eGovernment am strikte Respekt vun deene bestoende Budgets- a Recrutementsprozessen zur Verfügung gestallt. Ech muss dobäi soen, dass och all Projete sech de gesetzleche Prozessen a punkto Statskontabilitéit a Statsmarchéen ugepasst hunn. No enger Publikatioun am Journal officiel vun de Communautéen de 4. August 2001 hat zénter Mëtt November 2001 bis Mëtt 2002 en externe Consultant en Audit informatique am Kader vun der Statsverwaltung gemaach. Den Zweck vun dësem Audit war esou formuléiert: «Définir l'organisation future de l'informatique dans le secteur public répondant aux besoins des bénéficiaires, garantissant des niveaux de qualité et de sécurité adéquats, disposant de moyens de coordination et de planification et de révision appropriés.»

Ech sinn nämlech der Meenung, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer onbedéngt mussen op e koordinéierten rationelle Gebrauch vun eisen informatesche Ressourcé kennen zréckgräifen, fir d'elektronesch Verwaltung optimal opzubauen. Dozou gehéieren awer och eng Rei vu Moossnamen, Reformprojekten a Vereinfachungen an de Verwaltungsprozeduren, zesumme mat enger besserer Gestiotioun vun de staateche Finanzmittelen, dat alles am Kader vun der Verwaltungsreform.

Dat eent schéngt mer kloer. eGovernment, dat ass net némme Internet, net némme Informatiséierung vun deene bestoende Prozeduren, eGovernment, dat ass mäi. Dat ass d'Entwicklung vun enger ganzer Rei vun elektronesch Service vifer d'Bierger, d'Entreprises an d'Associatiounen. eGovernment muss et fir si méiglech maachen sech an Zukunft net mäi brauchen a priori d'Fro ze stelle wéi de Stat a seng Servicer organiséiert sinn, mä sech einfach némme mäi un hire Bedürfisser ze orientéieren, egal op wat fir enger Platz an zu wat fir enger Stonn si e Service beanspruchen.

Eng einfach Carte d'identité électronique muss hinen den Zugang zu Informationen erläben. Et schéngt mer weider zum Schluss wichteg ze sinn ervirzesträichen, datt all Projekten am Kader vun eGovernment sech net drop kenne beschränken, einfach informatesch Material ze kafen, Logicielen zur Verfügung ze stellen oder nach déi sou genannte „Best Practices“ aus dem Ausland oder aus dem Privatsecteur einfach hin ze iwwerhuelen.

eGovernment, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass de Welle vun der Regierung, dëse formidablen Challenge am Ufank vun dësem drëtte Jordausend opzegräifen, all Problemer um Wee dohinner ze léisen, all Obstacelen ze iwwerwannen, ob se elo kultureller, wirtschaftlecher, funktioneller, organisatorischer oder technescher Natur sinn. Némme op déi dote Manéier schéngt et mer méiglech ze sinn, an der Verwaltung selwer, awer och fir all déi, déi se ausserhalb vun der Verwaltung welle gebrauchen, déi Informationsgesellschaft opzubauen, déi mer eis fir déi nächst Jore wënschen a virstellen.

Dofir hu mer eng Unité opérationnelle permanente op d'Beispiel, déi zesumme mam Centre informatique de l'Etat d'Strategie beim Stat definiert an émsetzt.

Konkret hu mer am Beräich vun eGovernment mäi wéi 50 Projekte lafen, vun deenen der néng de Ministère de la Fonction publique als Maître d'ouvrage hunn. Dir fannt, wéi gesot, den Detail vun deene Projekten - ech erspuren lech et fir se hei eenzel opzeißen - um Site Internet www.eletzeburg.lu.

Wann een dat alles gesait am Fong, wat an dëser Legislaturperiode bis elo um Niveau vun der Verwaltungsreform gelesen ginn ass, dä kann ee jo och nach verstoen, dass eng Oppositounsgruppe eng Interpellatioun iwwert de Service public mécht, well de Service public ass eppes immens Wichtiges. De Service public ass eppes wat teribel évoluéiert. Ech hu mer allerdéngs, nodeem ech mer émmer déi Kritiken hu missen unhéiere vun eise sozialistesche Frénn, natierlech d'Fro gestallt: Wat ass dann némme méiglech? Wat ass némmen a se gefuer, dass se sech grad just émmer mat Dir hunn, an dass se grad just hautzuds esou en immense Stellewäert dem Service public baimoosseen.

Ech muss lech soen, ech hu mer et net einfach gemaach, et war relativ schwéier fir mech eng Äntwert do-robbet ze fannen, mä duerch e pu-ren Hasard...

Une voix..- Dat gleewen ech!

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** ...hunn ech an enger franséischer Dageszeitung - et soll ee jo och émmer d'Originen nennen, et war am Quotidien - e Leitartikel gelies vun dem Chefredakteur, dee Folgandes seet, a wann Der erlaabt, Här President, géif ech dat nach just kuerz virlesen.

**M. le Président.** Awer kuerz.

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** Jo, dat ass ganz kuerz: «Parti ouvrier socialiste étatiste. La réflexion menée par les socialistes sur l'Etat et les services publics reflète bien la difficile position du plus grand parti d'opposition, qui a perdu les élections de 1999, depuis que le vote des fonctionnaires l'a déserté. Dans un contexte de libéralisation et de sous-traitance des services publics, il veut réaffirmer son attachement à des services publics placés le plus possible sous le contrôle de l'Etat régulateur.» An da kénnt de Saz: «Ça c'est l'idéologie. Et dans un contexte de forte différenciation statutaire entre les personnes qui exercent une fonction dans les services publics, il veut réaffirmer son attachement à une fonction publique plus unie, neutre, motivée et mieux formée. C'est ça la volonté de récupérer le vote des fonctionnaires.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Parteidirektorin géing soen: „Dat kann dach net senn.“

**Une voix.** Versprach ass versprach.

#### (Hilarité et brouhaha général)

**M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Réforme administrative.** Ech hunn dat just virgelies.

#### (Interruptions)

**M. le Président.** D'Wuert huet elo nach gefrot d'Madame Mady Delvaux.

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

D'Madame Delvaux huet d'Wuert. Déi aner sollen nolauschteren.

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).** Merci, Här President, ech wollt och némmen eng ganz kuerz Interventioun maachen. Ech hunn dem Här Schaack mat groussem Intérêt nogelauscht. Ech sinn och ganz frou, dass hien den zweete Rapport Info 2000 esou gelueft hei huet, well ech mech ganz gutt kann un déi Aarbechten erënneren, déi mer deemoools mam Centre informatique, mat Vertrieber vun de verschiddene Ministères, mat Expäre vu bausse gemaach hunn, fir ze kucke wat ee misst beim Stat maache fir d'Informatiounsgesellschaft zu Lëtzebuerg weiderzebréngent.

Dat war eng Aarbecht! Méintaang souze mer zesummen, heibannen ass een, deen och derbäi war an dee sech ganz gutt kann dorun erënneren, an dee Rapport ass och ganz vill gelueft ginn. Mir hunn e '96 an der Regierung ofginn an domadder war d'Kompetenz vum Ministère des Communications eriwwer. Ech wéll drun erënneren, dass deemoools d'Kommunikatiounen...

Mars, wann ech glift!

#### (Hilarité)

Ech wéll drun erënneren, dass deemoools de Centre informatique an der Kompetenz war vum Kommunikatiounministère, an dass deen déi Aarbecht weiderginn huet un dee Ministère, deen dofir zoustänneg war, an dat war de Ministère, dee sollt d'administrativ Reform hei zu Lëtzebuerg maachen, an de Service informatique war ni Maître d'oeuvre vu kengem eenzege Projet, deen do gelaf ass. Au mieux, am beschte Fall ass de Service informatique ugesi ginn als

e Service provider, dee sollt exécuteiere wat déi verschidde Leit an déi verschidde Ministère géife vun em verlaangen, a wann et gutt gaangen ass, huet déi Zesummenaarbecht och plus ou moins gutt fonctionnéiert.

Ech denken och, dass eng Ursaach, firwat dass de Centre informatique an de Ministère vun der Fonction publique eriwwer komm ass, déi war, fir déi Zesummenaarbecht do précisément ze verbesser. Ech huuelen un, ech war jo net derbäi, mä ech kénnt mer awer virstellen, datt dat d'Ursaach war, firwat déi Reorganisatioun do gemaach ginn ass. Ech wollt dat just richteg stellen nom Här Schaack sengen Aussoen, a well ech mer och ka virstellen, datt deem esou ass nodeem de Rapport 1996 virlong mat ganz prezise Recommandatioun fir all Ministère mat engem Timing, engem Kalenner derbäi, wéini datt een dat kénnt aussetzen.

Nodeem déi Ballung vun de Kompetenze geschitt ass, an och no deene ville finanzielle Mëttelen, déi de Centre informatique kritt huet an all deene Joren, wéi den Här Schaack jo gesot huet, kann een némmen hoffen, datt dat schnell weidergeet an déi Reformen och émgesat ginn, well et sinn trotzdem schon erém véier Jor eriwwer sáit déi Reorganisatioun an de Ministère geschitt ass.

Ech soe merci, Här President.

**Plusieurs voix.** Très bien.

**M. le Président.** D'Wuert huet nach gefrot den Interpellant, de Kolleg Jeannot Krecké.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** Här President, erlaabt mer déi eng oder aner Remarque ze maachen. Ech hunn déi Interpellatioun hei ugefrot an der Erwaardung Äntwerte vun der Regierung ze kréien, ech hat awer net geduecht, datt déi Äntwerte sech géingen zu engem groussen Deel erschöpfen an däi ganz grousser Konklusioun, déi mer elo vum Statssekretär hei virgedroe kruten, an zwar am Virliese vun engem Artikel vun iergendengem Journalist aus enger Zeitung. Et brauch een emol net ze soen aus iergendengen Zeitung.

Ech hat net geduecht, datt dat dee ganz groussen Objet wier vun déi Interpellatioun, mä ech men-gen, wann dem Här Schaack als Konklusioun net vill méi agefall ass wéi just een Artikel ze zitéieren, mat deem ech näischt ze dinn hunn, dat engagéiert just hien. Ech wéll soen, datt eist Bekenntnis zum Service public net eréischt vu géschter datéiert, an och net vu virgéschter, awer scho vu vill méi laang. Mir sinn effektiv derfir bekannt, wéi eenzel Leit dat hei gesot hunn, datt mir eis émmer agesat hu fir e staarken an e moderne Stat. Datt némme Räicher sech et kenne leeschten, datt et e schwaache Stat gétt, datt et schwaach Services publics gétt, dat hu mir ni gesot. Et kénnt een eis héchstens de Contraire virwerfen.

Mir gehéieren also net an déi Kategorie vu Parteien, déi emol driwwer nogeduecht hunn, ob et net besser wier de Stat a sengem Perimeter ofzebau. Dat ass awer nach net e Jorhonnert hier. 1994 ass d'DP an d'Wahle gaangen an huet e schlanke Stat verlaangt, an dat war net, wéi den Här Graas gemengt huet, méi en effikasse Stat, neen, dat war geduecht fir manner Stat, a se ass domadder op d'Nues gaangen.

Scheinbar hutt Der eppes dobäigéiert, Madame Polfer. Ech muss och soen, Dir hutt mech net enttäuscht an Árer Aart a Weis wéi Dir hei virgaange sidd. Dir hutt erém eng Kéier probéiert eppes ze insinuéieren, wat kee vun eiser Partei gesot huet an ech mat Sécherheet net, nämlech Virwérf un d'Beamteschaft gemaach ze hunn. Dat hunn ech net gemaach a wáert ech och net maachen. Ech setze mech aus-

ernaner mam Pouvoir public. Et huet also kee Wáert, datt Der permanent, wéi dat bei lech schonn Usus ass, en Amalgam probéiert fir d'Beamteschaft do mat eranzéien.

Här President, ech muss och soen, iwwerzeegt sinn ech net, nodeem wat ech alles hei héieren hunn, an den Här Schaack ka sech esou vill Méi gi wéi hie wéll mat Opzielungen. Et gétt eng Evaluatioun vu sengem ganze Service, déi vu bausse gemaach gouf. Déi ass katastrophal. Bei dár bleiwen ech. Déi hunn net mir bestallt, an dat ass och net d'ILReS, déi et gemaach huet, dat ass Cap Gemini, déi et gemaach hunn an déi lech periodesch de Spigel virweisen.

Dobäi bleiwen ech, an ech muss soen, et ass traureg wéi Der probéiert lech aus Árer Responsabilitéit erauszestielien, doduerch datt Der elo ufánkt dee Koalitiounspartner, mat deem Dir an der Regierung sidd, permanent hei dofir responsabel ze maachen. D'Madame Delvaux huet lech jo gewise wien u sech d'Responsabilitéit vun der Exekutioun dovunner hat. Dat musst Der mat Árem Koalitiounspartner ausmaachen, grad ewéi Der och musst ausmaachen déi Virwérf, déi Der u sech um Niveau Enseignement gemaach hutt, an haapsächlich déi, déi Der gemaach hutt un d'Ministère vun der Fonction publique vun deene Jorzéngten, wann een esou wéllt, vu virdrun.

Näischt wár geschitt Árer Meenung no an der Verwaltungsreform, mä dann eenegt lech, well dee Minister, deen zoustänneg war bis zum Schluss op alle Fall, dee sétzt dach mat lech op enger Bänk. Enegt lech dorobber. Näischt wár anscheinend geschitt an deem Ministère, némmen Duerchenaner an Onrou.

Ech wier vrou, wann Der dat mam Här Wolter eng Kéier géingt ausdiskutéieren an der Regierung an net hei op öffentlecher Plaz. Dat mécht een normalerweis net énnér Koalitiounspartner. Ech verstinn dat op alle Fall net esou.

Ech muss och soen, Här President, ech hunn eng ganz Rei Saache ganz opmiersam nogelauscht, an op der Sät vum Spricher vun der CSV si mer zwou Saachen hänke bliwwen, déi ech awer hei nach eng Kéier wéllt énnérsträichen.

Ech hu festgestallt, datt anscheinend d'Verlängerung vun engem Führerschäin keen hoheitsrechtlichen Akt méi ass, esou ass gesot ginn. A wat mech méi erstaunt huet, datt kommerziell Aktivitéiten am Kader vum Etablissement public an Zukunft net méi an deem Kader solle geschéien, mä ausgelagert solle ginn an déi privatrechtliche Strukturen. Wann Der wéllt, da soen ech lech, wat mer vun Aktivitéiten esou hunn.

#### (Interruption)

Ech hunn dat opgeholl. Leet Áre Kapp a Rou. Ech weess ganz genau, wat gesot ginn ass, an ech wáert dat och nach des Öfteren no-kucken.

D'Post, d'Spuerkeess, vláicht muer och de Fonds du logement, well dat war jo eent vun den Argumenter bei de Marchés publics, déi hätten eng kommerziell Aktivitéit, wou se a Konkurrenz wieren. Och déi géinge muer, laut den Aussoe vum Spricher vun der CSV, ausgelagert ginn. Ech iwwerloossem him déi doten Ausso.

#### (Interruption)

Här Weiler, Dir kénnt lech esou vill Méi gi wéi Der wéllt. Ech soen lech, ech wáert würtwirtlech dat op-schreiwen, wat hei gesot ginn ass - et war dat do -, an da kenne mer et jo konfrontéieren.

**M. Lucien Weiler (CSV).** Hutt Der dann eppes fir opz-eschreiwen?

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.** Leet Áre Kapp a Rou.

Här President, ech wollt nach zwee Wieder zu de Motioune soen. Eis eege Motioune, déi eng Rei Émännerunge freeet, haapsächlich sech ausernaner setzt mat de Regele vun den Etablissements publics, awer och eng Rei aner Elementer dran huet.

Ech muss soen, mat de Regelen, déi d'Madame Ministerin opgestallt wollt hunn am Kader vun den Etablissements publics, kann ech mech zwar zu engem groussen Deel ufrénnen, wann dat Si och vláicht iwwerrascht, mä awer iwwert d'Instrument net. Ech plädieren nach wie vor fir e Kadergesetz an net fir einfach en Text, deen an der Regierung ofgeseent gétt. Dat do ass esou wichteg, datt ee men-ger Meenung no muss hei an d'Parlement kommen, an et ass d'Parlement, wat déi Funktioun soll ginn a soe wat fir e Contrôle, wéini, wou a wat operéiert gétt. Et soll évaluéiert ginn, wéi d'Nominautiounne solle kommen, an dat soll net némmen am stillen Kämmerlein vun der Regierung passéieren.

Kommt mir huuelen déi Saachen eran, déi noutwendeg sinn. Kommt mir ginn hin a regelen eng Rei Saachen iwwer Règlement grand-ducal.

Ech sinn dermat d'accord, datt een net alles am Gesetz ka maachen, do huet jo d'Regierung eleng d'Initiativrecht, mä ech wier vrou, wa mer kénnt en Kadergesetz maachen an net einfach en Text, deen an der Regierung als solch ofgeseent gétt.

Ech huuelen un, d'Mme Minister wéllt eppes dozou soen?

**M. le Président.** Mme Minister Polfer, Dir hutt Wuert.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** Här President, ech wéll op ee Punkt agoen. Ech sinn natierlech vrou, datt den Här Krecké en gros mat deene Propositiounen kénnt d'accord sinn.

Ech hunn och gesot, datt ech mech gáre géing engagéieren an d'Kommissioun ze kommen, fir dat nach eng Kéier en détail virzelleen. Wat ech just wéll énnérsträichen ass, datt d'Parlement émmer, egal a wéi enge Fäll, d'Oberhand iwwert d'Décisioun vun dem Kritár an dem Kader vum Etablissement public behält, well et géint jo keen Etablissement public, wat net vum Parlament ofgeseent wier, wou net d'Parlement de Kader, d'Missiounen, d'Objektiver, d'Fonctiounen an de Contrôle fixéiert, fir engersäits Klorheet ze hunn, fir Transparenz ze hunn, fir Prezisioun ze hunn. Dat ass elo emol meng Propositioun. Ech ginn domat an d'Regierung.

D'Lignes de conduite soll jiddferee kennen. Déi sinn offen a gëllen, wann hei en Etablissement public sollt proposéiert gi vun engem Ministère. Esou huet dann d'Parlement all d'Donnéee fir ze kontrolleieren a fir deementsprechend seng Décisiounen ze ajustéieren. Dat ass ee Méi engersäits, wéi soll ech soen, vu Méiglechkeiten, fir sech deene verschiddene Situationsen ze adaptéieren, an hei huet d'Parlement émmer d'lescht Wuert.

Dat war d'Ursaach, ech wollt dat just nach preziséieren, firwat datt ech wollt op deen do Wee goen. Mir kénnt nach an der Regierung doríwwer schwätzen, sinn awer selbstverständliche gär bereet an d'Kommissioun ze kommen.

**M. le Président.** Den Här Jacques-Yves Henckes huet d'Wuert gefrot zu de Motioune. Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt kuerz zu de Motioune Stellung huuelen.

Ech hu festgestallt, datt an dár Debat, déi mer hei elo zum Schluss hatten a wou de Minister vun der "CGFDP" geschwatt huet, mer gemierkt hunn, datt hie mat ganz ville Beweiser ugetratt ass fir ze soen, datt an der viregter Kadergesetz náischt geschafft ginn ass um Niveau vun der Réforme administrative, an datt dat och nach elo an d'ser Legislatur esou weidergaangen ass.

Well wann een dat nämlech gesäßt wat hei an der sozialistescher Motioune virgestallt gétt am leschte Considérant, wou steet: „constant que toutes les mesures prévues dans le rapport Friesesen datant de 1995 ne sont toujours pas prises en considération pour faire avancer la réforme administrative“.

eng Rei gemeinsam Regelen, an datt déi net an der Regierung sullen décidéiert ginn an och net missten an all eenzelt Spezialgesetz kommen. Mir fannen, datt en allgemengt Kadergesetz besser wär, wat kéint periodesch émgeänert ginn an der Entwicklung kóint Rechnung droen, well da brauche mer net - ech mengen et sinn an déi 60 oder 70 Etablissements publics -, wa mer muer décidéieren e gewéssene Punkt anzubauen, 70 Gesetzer émzeänneren.

Kommt, mir huuelen déi allgemeng Punkten a setzen se an e Kadergesetz. Esou ännere mer e Gesetz ém, dat applicabel ass fir all déi aner. Ech sinn d'accord, datt mer dorop zréckkommen, Här President.

E lescht Wuert zu de Motioune vun de Kolleegen aus der Majoritéit. Ech muss soen, datt et mech am Fong geholl net erstaunt, datt d'Poursuite vun deem, wat mir am Fong geholl als Virwérf hei gemaach hunn, vill Verbiage war a relativ wéineg dra war.

Ech wéll némmen dee groussen „invite“ huele vun der Motioune 3, dee seet: „à poursuivre“, et gétt mech wonneren, dass net dra steet „le cas échéant“ oder nach e puer aner Bunnen, an da seet se: „dans la mesure du possible“ Reformen a Modernisatiounen weiderzeféieren.

Et ass remarquabel, datt mer elo en Décolage wáerten erliewen an dann, wat ech am beschte fannen, dat ass «et à orienter tant les projets en cours que ceux susceptibles d'être engagés encore en fonction des besoins de tous les bénéficiaires de services». Et freet ee sech wiem seng Besoinen da soss, wann et net déi do sinn. Ech froe mech, firwat dass dat muss an enger Motioune énnérstrach ginn.

Grad wéll ech muss soen, dass Der am Fong geholl an der Motioune 2, am leschten Dispositif, déi Kritiken, déi vun eiser Sait komm sinn, nach just énnérsträicht. Mir hu gesot, Dir hutt némmen Etüden an deene véier Jor gemaach, Dir hutt keng Décisioun geholl op deene wesentleche Punkten an elo hate mir Angscht, déi wáerten dach net dat lescht Jor eppes maachen. Neen, elo maache mer e Groupe de travail interministériel, deen dann elo eng nächst Etüd vun den Etüde mécht. Et steet do, et ass eng „réflexion cette fois-ci en profondeur“, déi mer maachen an da si mer berouegt, da si mer iwwert d'Wahlen ewech, Här President, an déi Angscht, déi ech hat, dass dat lescht Jor nach op ee-mol ee géing do eppes énnérsträichen, ass mer dann elo verflun. Stëmmt dat do, da brauch och déi Regierung, déi elo nach ee Jor am Amt ass, náischt ze maachen, da ka se elo eng Studie vun deene sämleche Studie maachen an dofir wáerte mir dat do och net stëmmt.

**M. le Président.** Den Här Jacques-Yves Henckes huet d'Wuert gefrot zu de Motioune. Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt kuerz zu de Motioune Stellung huuelen. Ech hu festgestallt, datt an dár Debat, déi mer hei elo zum Schluss hatten a wou de Minister vun der "CGFDP" geschwatt huet, mer gemierkt hunn, datt hie mat ganz ville Beweiser ugetratt ass fir ze soen, datt an der viregter Kadergesetz náischt geschafft ginn ass um Niveau vun der Réforme administrative, an datt dat och nach elo an d'ser Legislatur esou weidergaangen ass.

Well wann een dat nämlech gesäßt wat hei

da stellen ech fest, datt zwëschent 1995 an 1999 déi viregt Regierung dee Rapport do net exécutéiert huet, obwuel si e bestallt hat. A wann een elo déi nei Regierung opfuerdert dat ze maachen, dat ass ganz gutt, mä ech mengen, et hätt een awer och selwer an där Zait do kënnen eppes maachen.

Wat och erstaunlech ass, dat ass, datt d'Regierung elo higeet an nees e Groupe de travail interministériel wëllt an d'WEE leede fir d'Etüd ze maachen. Wann een näisch wëllt maachen, Madame Ministerin, Här Statssekretär, da mécht een eng Etüd oder e Comité. Dat Wichtegst ass, datt hei e puer Leit drop gesat gi fir konkret Propositionen ze maachen. An deene véier Joer virdru war et fir d'Aarbecht ze accélérerieren an net elo e Joer virun de Wahlen, well esou kënnt een zu näischt.

An deene puer Motiounen si Saachen, déi mer kënnne matdroen, mä well mer awer mat der Grondausrichtung vun de Motiounen 1, 2 an 3 net d'accord sinn, wäerte mer géint déi Motiounen stëmmen.

Wat d'Motioun 4 ugeet wëll ech drop hiweisen, datt mer verlaangen, au vu vun der Situation financière vum Stat, datt mer eng Etüd maachen iwwert de Käschtepunkt an d'Engagements financiers fir d'Zukunft vum Pensiounsregime vun der öffentlecher Fonction, grad wéi mer dat gemaach hu fir d'Pensiounsregimer vum private Secteur.

Ech mengen, et ass legitim, datt d'Land, datt d'Chamber, datt d'Regierung informéiert gëtt wéi de Käschtepunkt an Zukunft soll évoluéieren. An dofir hu mer déi Dispositionen hei dra gesat.

Dat zweet wat mer froen ass, datt mer gewuer ginn, wéi vill d'Masse salariale vum Secteur public ass.

Ech war erstaunt, wéi ech hei notamment vum gréngé Kolleg, dem Här François Bausch, gesot kritt hunn, dat wier public. Ech sinn nach méi erstaunt doriwwer, an den Här Schaack laacht elo, well hie weess scho mat wat ech elo kommen, et ass nämlech esou, datt mer déi Fro dem Minister vum Trésor gestallt hunn an der Finanzkommissioun. Den Här Gibéryen huet déi Fro gestallt an de Minister vum Trésor huet gesot hie kënnt déi Antwort net ginn. Mir missten ons un de Minister vun der Fonction publique wenden. Dat ass dann och geschitt an enger Question parlementaire an den 10. Februar 2003 antwort fir de Minister vun der Fonction publique de Statssekretär, den Här Schaack, an hie seet, datt et effektiv net méiglech wier fir erauszeffaner wéi vill de Stat insgesamt u Gehälter bezilt.

Ech liesen hei e puer Extraiten doraus. „Lorsque l'on parle de masse salariale à charge du budget de l'Etat, il y a lieu de comprendre par là non pas seulement celle des agents de l'Etat proprement dit, mais également celle des agents dans les différents secteurs assimilés. Or il se trouve à ce sujet que le Ministre de la Fonction publique n'a jamais disposé d'une compétence générale en la matière, mais d'une compétence qu'il partage avec presque tous les autres membres du Gouvernement, si bien que les chiffres dont il a connaissance ne correspondent en aucun moment au montant complet et exact que vous souhaitez et ne pourront à ce titre refléter que des vérités partielles.“

Et ass au vu vun där Antwort, déi mer vum Ministère vun der Fonction publique kritt hunn, wou mer elo d'Regierung, an net némmen dëse Ministère, opfuerdere fir eng Etüd maachen ze loosser, fir ons déi Informatione ginn ze loosse wéi vill mer u Gehälter am Statsaparai bezuelen.

Et ass dat wat mer an der Motioun wollten hunn. An all Land ass et méiglech. Hei zu Lëtzembourg ass et net méiglech a wann eng Reform vum Centre Informatique de l'Etat

usteet, da misst een dat heiten esou duerckréien.

**M. le Président.**- Den Här Bausch freet d'Wuert

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- De Secteur assimilé gëtt net iwwert de Statsbudget bezuelt. Wann ech d'Eisebunn zum Beispill huelen, déi gëtt jo net iwwert de Statsbudget bezuelt.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Also ech kann hei dann déi ganz Antwort virliese vum Här Schaack, dee seet, datt et effektiv verschidde Contributiounen gëtt, zum Beispill bei der CFL, bei der Post, datt bei de Gemengen a bei der Police och verschidde Repartitiounen vu Käschte bestinn, an et geet also drëm, datt mir dee globale Montant gewuer ginn. An et ass dat wat mer gären hätten. Ech gesinn, datt dat an all Land an Europa méiglech ass, sauf zu Lëtzebuerg.

**M. le Président.**- D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen, déi abruecht gi sinn.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Et wäert jo awer sécher nach erlaabt sinn ze froe wat d'Personal-käschte par rapport zu dem gesamte Budget sinn.

#### (Interruptions diverses)

**M. le Président.**- D'Wuert freet den Här Serge Urbany. Dir hutt d'Wuert, Här Urbany.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President, ech hätt nach eng Fro wat déi Motioun 1 vun der LSAP ugeet. Et ass eng Verständnisfro. Ech liesen hei, mir sollen en Text stëmmen, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt eng Loi-cadre iwwert d'Etablissements publics ze maachen, wou eng Klassifikatioun vun den Etablissements publics gréif dran definéiert ginn an do sollte Règles homogènes wat de Fonctionnement an d'Organisation vun deenen Etablissementen ugeet opgestallt ginn, «notamment pour la composition et la nomination des organes dirigeants». Ech fannen awer näischt iwwert d'Personal dran.

Hei gëtt gesot, et soll en homogene Statut kommen, meng Fro wier un den Interpellant: Gëllt deen homogene Statut och fir d'Personal egal wou et schafft, a wann dat de Fall ass, wat fir e Statut wier dat da senger Meenung no? Dat schéngt mer awer hei wichteg ze sinn. Grad déi wichteg Fro vum Personal, wou jo awer d'Leit beträff sinn dovnunner, gëtt nämlech hei an där Motioun absolut net gekläert, weder an deem enge Senn, nach an deem aneren. Mir hunn elo vun der Madame Minister héieren, dass si wëllt bei deenen zwou Kategorien vun Etablissements publics, déi se genannt huet, e Statut privé aféieren. Ech wéiss gär op wat...

#### (Interruption)

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- A bei den administratifs hunn ech gesot, datt déi de Statut public...

**M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Déi eischt Kategorie. Dir hutt nach eng Zwëschekategorie do geschafe vun Etablissements culturels. Bon, ech wollt einfach wéssen op wat déi Motioun hei erausgeet, fir dass ech soll wéssen, ob ech se stëmmen oder net.

**M. le Président.**- Jo, Här Krecké.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Ech hunn nämlech näischt iwwert de Statut gesot aus engem ganz einfache Grond. Et ass net kloer. Deen Accord salarial, deen ofgeschloss ginn ass, gesäit vir - et ass net émgesat -, dass all déi Leit, déi an Etablissements publics sinn, dat steet ganz allgemein

do, sollen de Statut public kriéen. A vu dass ech net richteg verstí wat dat heesch a wat do ofgemaach ass hunn ech dat fir de Moment si gelooss, mä ech hunn awer da verstanen aus deem wat Dir gesot hutt, Madame Polfer, dass Dir sot bei där drëtter Kategorie, déi an de kommerzielle Beräich falen, dass do de Statut privé kënnt spiller. Dat verstinn ech, also dass muer bei der Spuerkeess, bei der Post an esou de Statut...

#### (Interruptions)

Jo dach, déi falen an de kommerzielle Beräich.

Also wann d'Post an d'Spuerkeess net kommerziell sinn, da froen ech mech awer wien et ass.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här Krecké, Dir hutt falsch verstanen oder Dir hutt net gehéiert, wéi ech gesot hunn, datt ech Propositionen gëing maache fir d'Zukunft. Ech hu gesot, ech géing Propositionen maache fir d'Zukunft, wéi an Zukunft d'Etablissements publics wieren. Ech huelen net un, datt Der d'Spuerkeess muer wëllt, eng nei niewendru maachen. Majo, also.

#### (Interruption)

Fir déi nei, a mir müssen dat eben définierien - ech maachen dat elo net nach eng Kéier, wat ech virdru gesot hunn -, maache mer ebe verschidde Propositionen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Här Urbany, verstitt Der elo, datt bei deem Duerchenner et net eraus ze liesen ass aus dem Accord salarial. Dat dote steet nämlech an där Form net dran, dass dat elo fir d'Zukunft ass, dofir hunn ech dat do wëllen asklameren, a vu dass et jo e Gesetz gëtt, kënnt et jo heihinner. Dat war jo eis Proposition. Et soll ee Gesetz ginn an da soll hei driwwer geschwat ginn. Mä ech konnt mer kee Reim maache wat den Accord salarial ausseet op deem dote Punkt. Bon, ech stellen also elo fest, dass an Zukunft déi privatréchtech Strukture méiglech sinn an och de Statut fir Saachen, déi an Arem Idi, déi drëtt Kategorien, nämlech de kommerzielle Beräich betreffen.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Ech hu gesot, datt mer do ebe missten nuancéieren.

#### (Interruption)

Fir den drëtten.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Mä Dir selwer, Här Krecké, sidd awer fir de Statut public, iwwerall an all Etablissement public. Dat war meng Fro eigentlech.

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Jo!

#### (Interruptions)

**M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dont acte, gréif ech soen.

**M. le Président.**- Den Här Bausch freet d'Wuert.

#### (Interruptions)

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här Krecké, da froen ech mech awer, firwat datt Der mat dem Statut privé an deene véier Etablissements publics d'accord waart, déi Der an deene leschte véier Joer matgestëmmt hutt a bei all deenen, déi Dir gemaach hutt, a bei all deenen, déi Dir an deene leschte 15 Joer bruecht hutt. Do ass awer an der grousser Majoritéit vun de Fäll de Statut privé. Also do verstinn ech dann awer År Welt net méi.

**(Brouaha général)**

**M. Jeannot Krecké (LSAP), interpellateur.**- Wann ech eng Regierung gesinn, déi en Accord salarial ofschléisst an déi dat do festgeschreift, da sinn ech der Meenung, dass si sollen dat do maachen.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här Krecké, bleibt bei Ärer Logik. Dir hutt elo just ganz gutt dem Här Urbany kloer gesot, Dir sidd elo der Meenung et misst émmer Statut public sinn...

#### (Interruption)

...a während 15 Joer hutt Der just de Contraire gemaach.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Här Krecké, Dir hutt falsch verstanen oder Dir hutt net gehéiert, wéi ech gesot hunn, datt ech Propositionen gëing maache fir d'Zukunft. Ech hu gesot, ech géing Propositionen maache fir d'Zukunft, wéi an Zukunft d'Etablissements publics wiegen. Ech huelen net un, datt Der d'Spuerkeess muer wëllt, eng nei niewendru maachen. Majo, also.

#### (Interruption)

**M. le Président.**- Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

#### (Interruption)

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech kommen op d'Pult, well soss hunn ech hei keng Chance an deem Sall, muss ech feststellen. Ech muss soen, Här President, ech hunn awer elo eppes héieren, wou ech awer e bësse muss staunen.

Also, ech hunn de Métteg virgelies am Kader vun der Etüd «Le rôle de l'Etat», datt déi Diskussion, fir an Zukunft also Uerdnung ze schafen, wann Der et esou wëllt huelen, an déi ganz Etablissements publics, datt dat jo aus där Etüd do ervirgeet, an datt déi Analys basiert op dem Ist-Zoustand wéi en haut ass. Dat heesch, iwwer 50 - oder wéi vill sinn et der, hat d'Madame Minister selwer gesot -, 60 Etablissements publics.

Wann ech awer elo hei héieren, datt mer solle Kritäre schafen, respektiv eng Loi-cadre schafen, ech wëll emol net elo doriwwer streiden iwwer wat fir ee Wee ee wëllt fueren, ech sinn och fir eng Loi-cadre, mä huele mer emol un némme eng Ligne de conduite géife schafen a mir klameren déi 60 vun der Vergaangenheit alleguer aus, also dann hu mer jo awer näischt erreicht. Da kënne mir déi Etüd do an d'Poubelle geheien. Well dann hu mer jo awer guer näischt erreicht. De Problem ass jo awer datt mer jo wëllen...

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Neen, esou ass et net.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Mäjo, dat hutt Der elo grad gesot. Et deet mer Leed, Dir hutt elo grad gesot, well dat war nämlech d'Fro vum Här Krecké zu Recht, wann der deen drëtten, den Etablissement industriel et commercial schaft an Dir benotzt déi Instrumenter, déi Der do schaft fir Uerdnung ze bréngen an déi, déi mer haut hunn, dann ass et awer zimlech kloer, wann Der bei deenen e Statut privé virgesitt fir d'Personal, da fält d'Post mat 100%eger Sécherheet énnert d'Kritäre vun d'Zielvorgabe.

Well wann d'Post oder d'Spuerkeess net drënner fält, da sinn ech der Meenung, da braucht Der en net ze schafen, da gëtt et keen esou. Ech hunn net gesot, ech wier do dofir fir deen Etablissement industriel et commercial, esou wéi en do beschriwwen ass. Mä wann Dir awer hei virdru sot Dir wëllt an déi Richtung goen an Dir wëllt dat maache fir Uerdnung dran ze bréngen an Dir wëllt et och applizéieren no eingehender Analys op déi 60, dann ass et awer zimlech kloer, datt d'Post an d'Spuerkeess do drënner falen. Dat heesch den Här

Krecké huet Recht, wann hien hei seet, dann ass et kloer, da wäerten an der Zukunft bei der Post a bei der Spuerkeess d'Leit keen öffentlech-rechteche Statut, mä némme en private rechtliche Statut hunn.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Da wëll ech dat ganz kloer nach preziséieren wat de Recrutement, dat heesch de Statut vun dem Personal ubelaangt. Dat kann een aneschters traitéiere fir net alles effektiv an enger Kéier op d'Kopp ze stellen. Et kann een aneschters traitéieren, wéi zum Beispill des Contrôle, d'Fonctionnementsregeln, do ginn ech effektiv dovunner aus, datt déi Lignes de conduite, déi mer unhuelen, sech an engem gewissen Zäitraum op all d'Etablissements publics müssen applizéieren, well soss huet et effektiv kee Senn. Wann ech hei gesot hunn d'Cour des Comptes misst se all kënne kontrolléieren, da ginn ech eischtens dovunner aus, datt effektiv och d'Cour de Moment schonn der Opfaassung ass, an och déi Leit, déi d'Réglementation gemaach hunn,...

**(Interruptions)**

Mir kenne jo déi verschidden...

#### (Interruption)

Neen. Mir kennen déi verschidden Interpretatiounen, déi et doriwwer ginn. D'Cour des Comptes selwer mengt jo dat wier net esou.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- D'Cour ass der Meenung, dass si iwwerall misst kënne, haut schonn, kontrolléieren.

**Une voix.**- Den Här Pesch ass net därf Meenung.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Den Här Pesch ass net därf Meenung, mä dat ass...

#### (Interruptions)

Här President, ech wëll awer soen, ech wëll awer bei deem Punkt bleiben, ech wëll net...

#### (Interruptions)

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Wat d'Fonctionnementsmodalitéiten ubelaangt an de Contrôle dovunner, do muss effektiv eng unitaire Applicationen kommen, soss hätt effektiv d'Fixatioun vu Kritäre kee Senn. Dat ass ganz kloer.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Da wëll ech awer nach eng Kéier zréckkommen op deen heitige Punkt vun dem Statut vun Personal. Virdrun ass hei gesot ginn, vun dem Här Statssekretär a vun der Madame Minister, datt ee Grond firwat een Etablissement publics schaft, dat ass fir méi Flexibilität ze kriéen, énnere anerem och zum Beispill ass gesot gi bei Recrutementsméigleckekeiten. Datt zum Beispill, wann een an d'Richtung geet vun industriel et commercial, dann hätt ee méi flexibel Méigleckeete fir d'Leit anzustellen.

Wann Der natierle

blem ass wéi do. Mä dat heescht awer ganz kloer, datt wann Der higg an Dir wéllt iwwerall de Statut public uwenden, dann ass et zim-lech däitlech, da musst Der villes änneneren an der Zukunft an dann huelt Der lech awer en Deel vun de Moyenen ewech, laut Ären eegenen Argumentatiounen, déi Der gefouert hutt.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Neen, also ech menge mir schwätzen elo wierklech laanscht eneen. Wa mer den Ist-Zoustand huelen, da gesi mer, datt bei deenen allermeeschten Etablissements publics d'Personal haut de Statut privé huet.

#### (Interruptions)

Kéent Der mer wann ech glift no-lauschteren.

Déi grouss Mass vun den Etablissements publics hu Personal wat am Statut privé ass.

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Ech mengen, Här President, si versti sech net.

**Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Wa mer elo géinge soen, dat wat den Här Krecké jo seet, wat hier Ligne war, wat se awer just de Contraire gemaach hu während 15 Joer, do missten allegueren déi Leit an de Kader vum Droit public...

#### (Interruptions)

Da loosst mech wann ech glift fäerde schwätzen. Déi misste Fonctionnaire ginn. Dat ass eng Saach vun der Onméglichekeet, well déi Leit jo de Konditiounen ganz oft vun dem Fonctionnariat net entspriechen, esou datt dee Wee guer net mèiglech ass. Deen ass guer net mèiglech, souquer wa mir et géingen décidéieren. Dofir hunn ech gesot, am Kader vun dem Statut wat d'Personal ubelaangt, wäerte mer och fir d'Zukunft effektiv déi zwou Méiglechkeete bâibehalen. Ganz kloer. Dat hunn ech awer, mengen ech, hei kloer gesot.

#### (Brouaha général et coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.**- Mir stëmmt elo of iwwert déi Motioun. Den Text selwer hutt Der virlein.

#### (Brouaha général)

Wien dofir ass...

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech wéll lech soen...

#### (Interruptions)

**M. le Président.**- Dir iwwerdréift elo, Här Bausch.

#### (Brouaha général)

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech hunn nach Zait fir d'Motiounen zegutt an déi ass net ofgelaaf.

**M. le Président.**- Ma sécher ass se ofgelaaf!

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Frot den Här Greffier. Dee seet lech wahrscheinlech, datt ech Recht hunn.

**Plusieurs voix.**- Neen, neen, neen.

**M. le Président.**- Dir potert elo réém. D'Discussion générale ass ofgeschloss.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech muss mer dach net vorschreiwe loosse vun lech, wat ech mat menger Riedezäit hei ufânken.

**M. le Président.**- Dat wéll ech net maachen. Ech sinn dofir do fir ze kucken, dass d'Reglement agehale geet.

#### (Interruptions)

Mir stëmmen of iwwert en Text, dee kloer ass. Wien net derfir ass, dee

stëmmt dergéint, an och émgekiert.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, frot Äre Greffier, dee bestätegt lech, dass ech nach Riedezäit hunn zu de Motiounen.

**M. le Président.**- Dat doten ass jo awer Gepoters. Dir féiert e Gepoters hei mat der Madame Ministerin.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Also ech wosst net, Här President, wann hei en Députéierten der Regierung Froe stellt, well Onklorheete si bei esou engem wichtegen Dossier, dass dat Gepoters ass an dësem Parlament. An, Här President, ech wéll lech nach eng Kéier drop hiweiseen, dass ech es einfach genuch hunn an dësem Parlament, datt heiansdo parteiesch presidéiert gëtt.

#### (Interruptions diverses)

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, wann ech hei Riedezäit hu fir Froen ze stellen un d'Regierung, déi ech virun der Regierung gestallt hunn, well ech konnt net wéissen am Virfeld, ech hu keng hellseheresch Fäegkeete, wat d'Regierung hei zielt, dann ass dat mäi Recht am Kader vu menger Riedezäit déi Froen ze stellen, an dat Recht loossen ech mer net huelen.

**M. le Président.**- Dat wéllt och keen lech huelen! Dir sollt op de Sujet zréckkommen!

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Ech hunn déi ganzen Zait zum Sujet geschwat!

Här President, ech sinn der Meenung, datt déi Motioun vum Här Krecké total berechtegt ass an och all déi Froen, déi hei gestallt gisinn, net gekläert sinn. An ech hoffen, datt mer relativ séier an der Kommissioune zusemmekommen, fir déi do Froen am Detail ze diskutéieren an ech maachen hei am Numm vu menger Fraktioun d'Demande, datt d'Commission de la Fonction publique soll esou séier wéi méiglech zusemmekommen, fir déi dote Froen am Detail ze klären, well dat si Froen, wou d'Öffentlechkeet gär Antwerten hätt a virun allem effektiv, wéi den Här Urbany richtege gesot huet, déi vill Leit, déi an deem Secteur do schaffen.

Mech hunn, muss ech éierlech soen, déi Antwerten, déi ech hei kritt hunn, an deem Mooss net zefridde gestallt. Dat sinn deelweis widderspréchlech Aussoen. Ech bleiwe bei däer Meenung an ech wier frou wa mer op alle Fall an deenen nächste Wochen a Méint méi prezis Antwerten dorobber kréichen an ech mengen och dofir, datt een d'Motioun vum Här Krecké awer ka stëmmen, well dat schléissem d'Antwerten op déi dote Froen net aus.

An ech hunn nach véier Minutte Riedezäit, Här President!

**M. le Président.**- Den Här Rippinger huet d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat lescht wat den Här Bausch elo gesot huet dat géing all Dialog oder Monolog évitéieren, dat ass fir déi Motioun an d'Kommissioune ze verweisen. Ech mengen, dass d'Madame Polfer an hirer Qualitéit als Minister dat scho virdrun ugebueden huet an hirer Interventioun, esou dass ech déi Proposition vum Här Bausch géing opgräifen. Ech weess zwar net, den Här Bausch huet elo gesot esou schnell wéi mèiglech. Mir sinn zimlech vir bai an hanne widder, och mat de Kommissioune entzungen, mä wann Der d'accord sidd, da géinge mer et an deenen éischte Wochen oder an deenen éischte 14 Deeg, drai Wochen, wann déi nei Sessioun erém ugefaangen huet, maachen. Ech fannen dat eng vernünfteg Proposition an dofir géing ech déi och ganz gären unhuellen.

**M. le Président.**- Dat wéll ech net maachen. Ech sinn dofir do fir ze kucken, dass d'Reglement agehale geet.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, ech muss mer dach net vorschreiwe loosse vun lech, wat ech mat menger Riedezäit hei ufânken.

**M. le Président.**- Dat wéll ech net maachen. Ech sinn dofir do fir ze kucken, dass d'Reglement agehale geet.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Ech wollt nach just soen,

Erlaabit mer awer nach ee Wuert ze soen. Ech kann dat net ganz gutt akzeptéieren, Här President, wann der schwätzet vu Gepoters, well hei si jo och Antwerte komm vun der Madame Minister, an ech hunn dat éischter interessant fonnt. Et gëtt engersäits eng Fro gestallt an anersäits kennt eng Antwert. Datt mer elo e vernünftegt Enn fonnt hunn, dat fannen ech natierlech besser, an datt mer et an d'Kommissioune verweiseen, mä ech kann awer net unhuellen, datt d'Regierung hei op eemol ufänkt ze pôren. Dat, mengen ech, kann een net gutt soen.

#### (Interruption)

Ech fannen Äre Stil ganz an der Rei a mir appréciéieren dat och, mä erlaabit mer just fir dat preziest Wuert vläicht net grad esou a sengem Kontext ze akzeptéieren.

Da wollt ech nach eng Proposition maachen zu däer Motioun, déi mir eraginn hunn, an notamment Compte tenu vun deem wat hei gesot ginn ass, wollt ech déi Proposition maachen an zwar an der Motioun 2 de leschten Alinea vum Dispositif, „invite le Gouvernement à charger le groupe de travail interministériel de continuer la réflexion en profondeur...“

#### (Hilarité)

...en fonction des conclusions contenues dans les deux rapports sur le rôle de l'Etat et les missions des services publics, afin de lui faire des propositions concrètes concernant leur implémentation.

(s.) Gusty Graas, Maggy Nagel, Jean-Paul Rippinger, Fred Sunnen, Lucien Weiler.

**M. le Président.**- Den Här Weiler freet och nach d'Wuert.

**M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, ech wollt just ee Wuert soen, well virdrun hei eng kleng Polemik opkomm war iwwert dat Wuert, wat Dir gebraucht huet. Ech wéll, datt mer allegueren heibanne korrekt bleiwen. Mir hunn elo just hei e gutt Beispill ginn a gewise wéi schwierig, datt et heiansdo hei ass fir ze presidéieren an dësem Raum. A wann de President dat Wuert Gepoters gebraucht huet, da war et ganz sécher net fir quant au fond dat wat hei vun dem Députéierten an der Madame Minister gesot ginn ass, ze qualifiéieren, mä hien huet d'Aart a Weis gemengt, wéi hei diskutéiert ginn ass.

#### Motion 2 modifiée

##### La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg dispose de services publics d'une qualité élevée qui ne suscitent auprès de la population aucune critique ni contestation majeure;

- notant avec satisfaction qu'une forte adhésion du public a pu être constatée en faveur des services publics à l'occasion d'un sondage d'opinion réalisé en juin 2002, permettant de dégager le sérieux, la confiance et la qualité comme étant les trois principales caractéristiques à la base de cette adhésion;

- estimant cependant que cette qualité et cette bonne image de marque ne sauraient dispenser nos services publics d'une adaptation aux aspirations des usagers, en termes d'efficacité et d'accessibilité, ainsi qu'aux exigences nouvelles d'une économie ouverte sur l'extérieur;

- rappelant au Gouvernement ses engagements pris dans le cadre de sa déclaration du 12 août 1999 concernant une redéfinition du périmètre d'action de l'Etat, «en priviléiant une approche destinée à assurer un 'mieux d'Etat'»;

- jugeant que la délimitation du périmètre du service public, la définition de ses enjeux et des règles régissant son fonctionnement continuent à être une responsabilité de l'Etat en tant que puissance publique;

- estimant que dès que le rapport du groupe de pilotage sur le secteur conventionné aura été finalisé, le Gouvernement disposera de toutes les études nécessaires pour pouvoir en dégager les pistes adéquates;

#### invite le Gouvernement

- à veiller à la sauvegarde et à l'adaptation permanentes des principes du service public, à la promotion d'une conception plus exigeante et plus concrète des principes d'égalité et de continuité, à l'amélioration de l'accueil des usagers et de la transparence du service public, enfin au maintien, chez les agents chargés de l'assurer, d'un sens authentique du service public, avec les exigences déontologiques que cela comporte;

- à prendre dans les meilleurs délais les décisions nécessaires concernant l'établissement d'une ligne de conduite à respecter au moment de la création de nouveaux établissements publics, avec des règles précises à appliquer pour l'avenir concernant en particulier leur gestion, leur fonctionnement et les modalités de leur contrôle;

- à charger le groupe de travail interministériel de continuer la réflexion en profondeur en fonction des conclusions contenues dans les deux rapports sur le rôle de l'Etat et les missions des services publics, afin de lui faire des propositions concrètes concernant leur implémentation.

(s.) Gusty Graas, Maggy Nagel, Jean-Paul Rippinger, Fred Sunnen, Lucien Weiler.

**M. le Président.**- Den Här Weiler freet och nach d'Wuert.

**M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, ech wollt just ee Wuert soen, well virdrun hei eng kleng Polemik opkomm war iwwert dat Wuert, wat Dir gebraucht huet. Ech wéll, datt mer allegueren heibanne korrekt bleiwen. Mir hunn elo just hei e gutt Beispill ginn a gewise wéi schwierig, datt et heiansdo hei ass fir ze presidéieren an dësem Raum. A wann de President dat Wuert Gepoters gebraucht huet, da war et ganz sécher net fir quant au fond dat wat hei vun dem Députéierten an der Madame Minister gesot ginn ass, ze qualifiéieren, mä hien huet d'Aart a Weis gemengt, wéi hei diskutéiert ginn ass.

Ee steet op der Tribün a schwätzet, den Här Krecké schwätzet, et schwätzten nach zwee aner Députéierten an d'Madame Minister soll schwätzten, a fir dann neutral a korrekt dat heite presidéiert ze kréien, dat ass net esou evident. A wann een esou eng Form vum Discours, wéi mer se heibannen haten eng Kéier kann als Gepoters qualifiéieren, dat fannen ech net schlëmm, dat fannen ech souquer richteg, well et war dat. Et huet awer net viséiert, an do sinn ech sécher, datt ech de President richteg interpretéieren, wat quant au fond vun deenen eenzelne Leit hei zu deem Thema gesot ginn ass.

**M. le Président.**- Ech fanne, datt mer jiddefalls de Metteg eng gutt interessant Diskussiouen haten an ech bedaueren, dass just elo zum Schluss hei op eng Kéier een Duercherneentsteet. Deen ee rifft hei, deen anere rifft do. Dat ass eng Aart a Weis, wou ech iwwerzeegt simm, dass déi Leit, déi dat nokucken, dat net appréciéieren. Wéi gesot, et soll dach een deem aneren nolauschteren an e schwätzte loessen an net dauernd énnerbriechen, denn Gleches erzeugt Gleches. Wann deen een énnerbriecht, da rifft deen aneren och erém an ech fannen, dass een dat an eng Chamber, wou Gesetz solle gemaach ginn, an däer Form net soll maache wéi dat elo geschitt ass.

**M. le Président.**- Ech fanne, datt mer jiddefalls de Metteg eng gutt interessant Diskussiouen haten an ech bedaueren, dass just elo zum Schluss hei op eng Kéier een Duercherneentsteet. Deen ee rifft hei, deen anere rifft do. Dat ass eng Aart a Weis, wou ech iwwerzeegt simm, dass déi Leit, déi dat nokucken, dat net appréciéieren. Wéi gesot, et soll dach een deem aneren nolauschteren an e schwätzte loessen an net dauernd énnerbriechen, denn Gleches erzeugt Gleches. Wann deen een énnerbriecht, da rifft deen aneren och erém an ech fannen, dass een dat an eng Chamber, wou Gesetz solle gemaach ginn, an däer Form net soll maache wéi dat elo geschitt ass.

**M. le Président.**- Ech fanne, datt mer jiddefalls de Metteg eng gutt interessant Diskussiouen haten an ech bedaueren, dass just elo zum Schluss hei op eng Kéier een Duercherneentsteet. Deen ee rifft hei, deen anere rifft do. Dat ass eng Aart a Weis, wou ech iwwerzeegt simm, dass déi Leit, déi dat nokucken, dat net appréciéieren. Wéi gesot, et soll dach een deem aneren nolauschteren an e schwätzte loessen an net dauernd énnerbriechen, denn Gleches erzeugt Gleches. Wann deen een énnerbriecht, da rifft deen aneren och erém an ech fannen, dass een dat an eng Chamber, wou Gesetz solle gemaach ginn, an däer Form net soll maache wéi dat elo geschitt ass.

**M. le Président.**- Ech fanne, datt mer jiddefalls de Metteg eng gutt interessant Diskussiouen haten an ech bedaueren, dass just elo zum Schluss hei op eng Kéier een Duercherneentsteet. Deen ee rifft hei, deen anere rifft do. Dat ass eng Aart a Weis, wou ech iwwerzeegt simm, dass déi Leit, déi dat nokucken, dat net appréciéieren. Wéi gesot, et soll dach een deem aneren nolauschteren an e schwätzte loessen an net dauernd énnerbriechen, denn Gleches erzeugt Gleches. Wann deen een énnerbriecht, da rifft deen aneren och erém an ech fannen, dass een dat an eng Chamber, wou Gesetz solle gemaach ginn, an däer Form net soll maache wéi dat elo geschitt ass.

**M. le Président.**- Ech fanne, datt mer jiddefalls de Metteg eng gutt interessant Diskussiouen haten an ech bedaueren, dass just elo zum Schluss hei op eng Kéier een Duercherneentsteet. Deen ee rifft hei, deen anere rifft do. Dat ass eng Aart a Weis, wou ech iwwerzeegt simm, dass déi Leit, déi dat nokucken, dat net appréciéieren. Wéi gesot, et soll dach een deem aneren nolauschteren an e schwätzte loessen an net dauernd énnerbriechen, denn Gleches erzeugt Gleches. Wann deen een énnerbriecht, da rifft deen aneren och erém an ech fannen, dass een dat an eng Chamber, wou Gesetz solle gemaach ginn, an däer Form net soll maache wéi dat elo geschitt ass.

**M. le Président.**- Ech fanne, datt mer jiddefalls de Metteg eng gutt interessant Diskussiouen haten an ech bedaueren, dass just elo zum Schluss hei op eng Kéier een Duercherneentsteet. Deen ee rifft hei, deen anere rifft do. Dat ass eng Aart a Weis, wou ech iwwerzeegt simm, dass déi Leit, déi dat nokucken, dat net appréciéieren. Wéi gesot, et soll dach een deem aneren nola

**Motion 1****Vote**

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

D'Motioun ass ofgeleent mat 39 Stëmme géint 16 an 3 Abstentiounen.

*Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

*Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber (par M. Norbert Haupert), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Ni-*

*colas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel (par M. Claude Meisch), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jeannot Belling), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas), John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Aly Jaerling.*

*Se sont abstenus: MM. Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;*

*M. Serge Urbany.*

*Da komme mer zur Motioun 2 modifiée.*

**Motion 2 modifiée**

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

**(Assentiment)****Vote**

Wie fir d'Motioun 2 ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Et besteet keen Zweifel, déi grouss Majoritéit ass fir d'Motioun 2.

**Motion 3**

An da komme mer un d'Motioun 3, déi vum Här Graas abruecht ginn ass.

Och e Vote par main levée?

**(Assentiment)****Vote**

Wie fir d'Motioun 3 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Et besteet keen Zweifel, déi grouss Majoritéit ass fir d'Motioun 3.

**Motion 4**

Mir kommen un d'Motioun 4, déi vum Här Henckes abruecht ginn ass.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - E Vote électronique, wann ech glift, Här President.

**M. le Président.- D'accord.**

**Vote**

Déi fir d'Motioun 4 si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 4 ass mat 47 Nee-Stëmme bei 7 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen verworf.

*Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

*Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber (par M. Norbert Haupert), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par Mme Ferny Nicklaus-Faber), Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.*

*Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Renée Wagener;*

*M. Serge Urbany.*

*Dir Dammen an Dir Hären, domat wäre mir um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mueren a fänt um néng Auer un.*

*D'Sitzung ass opgehuewen.*

**(Fin de la séance publique à 19.36 heures)**

**Ordre du jour**

1. 4944 - Projet de loi portant approbation de l'Accord portant création de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

*(Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

2. 5064 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires

*(Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

3. 4970 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye, le 15 août 1996

*(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

4. 4721 - Projet de loi

- portant approbation de la Convention de La Haye du 1er juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance;
- portant nouvelle réglementation des contrats fiduciaires, et
- modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

*(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

5. 4919 - Projet de loi portant modification

- 1) de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice
- 2) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

*(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Luc Frieden, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

**(Début de la séance publique à 9.02 heures)**

**M. le Président.- D'Sitzung ass op.**

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

**(Négation)**

Dat ass net de Fall.

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussion iwwert de Projet de loi 4944 iwwert d'Organisation internationale de la vigne et du vin. Et si schonn agedroen: déi Häre Scheuer, Belling a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement.

1. 4944 - Projet de loi portant approbation de l'Accord portant création de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

**Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

**M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Organisation internationale de la vigne et du vin huet d'Méiglechkeeten ze berode fir der Rieflaus, déi zu därt Zäit dem Wäisecteur vill Misär gemaach huet, fir déser Krankheet Här a Meeschter ze ginn.

Dès Kris iwwerwonnen, sinn am Ufank vum 20. Jorhonnert d'Produktiouen an den Handel vu Wäiner op eng anarchesch Aart a Weis ugewuess. D'Konsequenz dovu war, datt sech ganz schnell esou munche Fusel och als Wäi bezeechent huet an op den europäesche Marché komm ass.

Fir dése Phenomeen wäit gehend

awer ze énnerbannen, si verschidde Kongresser, wéi beispillsweis dee vu Genève 1908 oder vu Paräis 1909 aberuff ginn, fir de Wäinbau an den Handel mat Wäin ze reglementéieren. Mat dése Moossname wollt een deen Auswuchs vun désen negativen Entwicklungen Här ginn.

1916 huet sech eng international Konferenz mat verschidde Wäinproduktiouen slänner, énnert anerem iwwert d'Revisioun vun den Douanestariffer, den Echanget téschent de Staten, esou wéi iwwert d'Asetze vun engem internationale Gremium, zesummegesat, aus verschidde Import- an Exportländer. Dès Konferenz huet sech dorriwwer beroden. Dès Efforten hunn dann 1924 hiren Nidderschlag an der Grënnung vum «Office International du Vin» fonnt, wou Lëtzebuerg als Grënnungsmember fungéiert huet. No dräi Joer konnten déi noutwendeg Énnerschréften zesummebruecht ginn, wouropshin déi konstituéierend Sëtzung de 5. Dezember 1927 iwwert d'Bühn goe konnt.

D'Arrangement iwwert désen Office ass duerch d'Gesetz vum 30. Dezember 1927 ratifizéiert ginn. D'Participatioun vun eisem Land an dësem internationale Gremium iwwert de Wäin an de Wäibau ass zu därt Zäit an deene concernéierte Milieuen op grouss Zoustëmmung gestouss.

Sätdeem ass den Office international de la vigne et du vin eng intergouvernemental Organisations, déi sech virun allem mat den techneschen a wëssenschaftlechen Aspekter vum Wäin a vum Wäibau ausernaner setzt. Dès Bezeichnung ass iwwerregt 1958 iwwerholl ginn, nodeems d'Memberstaaten dat esou décidéiert hunn. Haut gehéieren net manner wéi 45 Staaten - an do muss ech mech liicht verbesseren, ech hinn de schrifteleche Rapport nach eng Kéier no-gelies, do sti 46 Staaten dran. Ech wäert dat dann awer nach redesséiere loassen. 45 State gehéieren déser Organisations un, plus Irland, wat géigewäerteg némmen e Beobachterstatus huet. Donielt sinn awer och Regionen an international Organisations, déi un den Aarbechte vun der OIV deelhuelen.

Déi grouss juristes, ekonomesch an technesch Froe ginn duerch e Konsensmodus an der Vollversammlung ofgeseent. D'Wiel vum President a vun de Vizepräsidenten, vun de Kommissionspräsidenten an de Presidents vun den Énnerkommissiounen, d'Wiel vum Generaldirektor wéi och d'Déci-siounen iwwert de Budget an déi finanziell Zouwendunge vun deen einzelne Memberländer, all dës Décisiounen ginn duerch d'qualifiéiert Majoritéit geholl.

D'Missiounen vun der Organisation sinn adaptéiert a moderniséiert ginn, fir den heitege Pro-

blemstellungen, mat deenen de Wäibausecteur ze dinn huet, op techneschem a wéssenschaftlechem Plang ze begéinen.

- D'Finanzéierung vun der Organisatioun huet sech grondleeënd geännerert. Een Dréttel vum Budget deelt sech op d'Basisstümme vun all Land op, déi aner zwee Dréttel orientéiere sech un dem Produktionsvolume vun deenen eenzelne Wäibaulänner an deeles sech au prorata esou op.

Wat d'Ännérunge vun den Objektiver ubelaangt, esou versteet sech d'OIV als Organisatioun, déi de Memberstaten op techneschem a wéssenschaftlechem Plang zur Säit stéet. Si fungéiert als begleidend Organ bei der ganzer Filière vun der Wäiproduktioun. Dobái kénnt och nach eng verstäerkten Zesummenaarbecht mat aneren intergouvernementalen an Net-Regierungs-Organisatiounen, déi sech mam Wäibau ausernaner setzen.

An dësem Kontext ass et wesentlech datt d'OIV iwwert déi juristesche Responsabilitéit a Kapassitéit verfügt, déi se vun de Memberlänner iwwerdroe kritt. D'OIV versicht des Weideren déi national an internationale Normen, déi et bei der Produktioun, der Weiderveraarbechtung vun de Wäiprodukter a beim Handel vu Wäin a sengen Derivater gëtt, ze harmoniséieren. Och d'Promotioun vum Wäin a sengen Derivater gehéiert zum erweiderten Aufgabefeld vun der Organisatioun.

Fir dësen Objektiver awer och gerecht ze ginn, wéllt d'OIV verstäerk och op d'Fuerschung setzen. D'Ergenntnisser aus dëse Fuer- schungsbeméiunge komme selbst-verståndlech de Memberlänner ze-gutt.

Dat heescht also, datt d'OIV beméit ass fir d'Recommandatiounen un d'Memberlänner weiderzeginn, an dat ènnert anerem an den Domäner vun de Produktionsprozeduren, den önologesche Praktiken, der Definitioun an der Descriptioun vun der Wäiner, der Etikettierung, esou wéi am Beräich och vun den Analysemethoden. Eleng de Comité scientifique et technique kann op d'Mataarbecht vu ronn 800 Expären aus alle Memberstaaten zielen.

Doriwwer eraus ass et fir d'OIV eng absolut Noutwendegkeet fir och um Niveau vun der Authenticitéit vun de Wäiner e gewichtigt Wuert matzeschwätzen. Dat virun allem ass fir de Konsument enorm wichteg. E Konsument, dee selbst-verståndlech iwwert d'Herkunft vum Wäin, deen en dréngt, wéllt informéiert sinn. Dat souwuel um geographesche Plang wéi och um Niveau vun de Wénzerbetriben. Och wéllt de Konsument iwwert d'Lage vun de Wéngerten, wou d'Drauwe wuessen, informéiert sinn. Hei besti schonns eng ganz Rei vun internationale Réglementatiounen iwwert den Handel an iwwert d'Urheberrechter, déi onbedéngt agehale musse ginn.

Last but not least ass d'OIV drém beméit fir och um Niveau vun der Liewensmëttelsécherheet eng aktiv Roll ze spiller, an dat virun allem bei der wéssenschaftlecher Iwweraauchung vun de Produktionsprocédéen.

Aus all dësen Aspekter eraus gëtt ersichtlech, datt d'Aufgabe vun der OIV villfälleg sinn. D'Participatioun vu Lëtzebuerg an dëse Gremiè kann némme vun Notze si fir eise Wäibau. Et ass séier wichteg, datt Lëtzebuerg an esou internationale Gremiè seng Vuen a seng Iddie vertriebe kann.

De Statsrot, Här President, huet keng gréisser Bedenken mat dësem Projekt, gëtt awer ze bedenken, datt Lëtzebuerg an d'Lag kénnt gesat ginn, fir zu engem Budget bázieren, deen iwwert eng qualifiéiert Majoritéit ofgeseent ginn ass, obschonns Lëtzebuerg en negative Vote dozou hat.

De Conseil d'Etat weist awer an dësem Kontext op de Paragraph 3 vum Artikel 5 hin, deen de Memberstaten d'Méiglechkeet beléissst fir national Interessen unzemellen, am Fall wou dës duerch eng finanziell oder budgetär Entscheidung a Fro gestallt sinn. De Statsrot huet och bedauert, datt weder deen neien, nach deen ale Règlement intérieur vun der OIV dem Projet bágeluecht war. Dést Règlement hätt kénnen iwwert d'Gréissenverdrung vun de finanziellen Engagemerter vun deenen eenzelne Memberstate méi Opschloss ginn.

Ofschléissend, Här President, wéll ech nach ervirhiewen, datt d'Agrarkommissioun den Notze vun dësem Projet uerkannt huet. Och d'CSV-Fraktioun ka sech deem uschléissen. Ech hoffen, Här President, ech konnt d'Chamber iwwert d'Aktivitéite vum OIV an engem ausreechende Mooss hei opkläre.

Mam Accord vu menger Fraktioun wéll ech dann och schléissen an lech merci soe fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.** - Als éischte Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem de Rapporteur geschwat huet, ass wierklech net méi esou vill dobaizéfugen. Ech wéll awer trotzdem e puer Remarken zu deem Projet maachen.

De Rapporteur huet den Historique vum OIV gemaach. Et ass en Historique, dee geet bis un den Ufank vum 20. Jorhonnert zréck an e weist, datt och deemoools scho Bestriewunge bestanen hu fir sech um Niveau vun deem Beruff an och um Niveau vun der Kommerzialisierung vum Produkt Wäin zesummen ze sétzen, virun allem well schwéier definéierbar oder net definiéiert war, wat ènnert deem Begréff Wäin ze verstoen ass. An nach haut, wann een a bestémme Regiounen vun der Welt kénnt, da kritt ee Wäin zerwéiert oder et freet ee Wäin, da kritt en eng Zort vu Maggi zerwéiert oder en anert Produkt, wat mat Wäin iwwerhaapt náischt ze doen huet.

#### (Interruptions diverses)

Fait ass, datt dat Bedürfnis bestanen huet, an datt et eng wirtschaftliche Nécessitéit war fir sech zesummen ze sétzen an d'Produkt ze definéieren, d'Technik vun der Produktioun ze definéieren, fir och ze reagéieren op Kränkten, déi opgetratt sinn an de Wéngerten an déi de ganze Secteur bedroft hunn. Also war deemoools d'OIV schoon e ganz wichteg Organ iwwert d'Grenze vun deem Land eraus, wou en ugesideit ass, námlech am Frankräich.

De Rapporteur huet e Rapport gemaach, dee korrekt ass, dee gutt ass. De Minister an den Direkter vum Institut viti-vinicole hunn eis ageweit an d'Geheimnisser vun der OIV, déi fir mech awer och ganz onbekannt waren. Ech wosst, datt et der géife ginn, mä ech si vläicht am Wäibau net esou gebilt wéi déi meesch Kolleegen, déi heibanne sinn. Ech gestinn da meng Onwésenheit an, mä de Minister an den Direkter hunn eis awer much interessant Saache gesot.

#### (Interruptions diverses)

Ech maachen och lifelong learning, mä ech hat d'Impressioun wéi wa munch aner Kolleegen och dovunner profitéiert hättent a wéi wa munch engem eng Luucht opgaangen ass, eng kleng Luucht.

D'Missioune vun der OIV sinn äusserst interessant, a wann een déi éischte Missiou kuckt, esou wéi se definéiert ass, dann erkläert sech doraus schon d'Noutwendegkeet, datt et esou eng Organisatioun muss ginn, well déi éischte Missiou ass, „réunir, étudier et publier les renseignements de nature à démontrer les effets bienfaisants du

vin". Et wier ganz einfach, wann et sech dorobber géif beschränken, mä et gëtt aner Missioune, déi ganz seriö sinn, wéi zum Beispill d'Qualité hygiénique du vin ze garantéieren.

Et gëtt dann och Missioune, déi reng technescher Natur sinn, déi sech mam Commerce befaassen, respektiv mat de Méthodes d'analyses, an domadder féiert een och nees d'OIV zréck u seng Urspréng.

Et gëtt en anere Begréff oder en anerer interessanten Abschnitt an där Konvention, námlech d'OIV soll de Regierunge Propositiounen énnertreeden. D'OIV ass also kee Regierungsorgan, mä et ass en Organ, wat d'Regierunge beréit an zwar am Intérêt vun de Produzenten an och am Intérêt vun de Konsumenten. An deem entspriechen och déi verschidden Unitéiten an déi d'OIV opgedeelt ass.

An dat wier meng Fro un de Minister: Wéi gutt oder wéi intensiv kénne mer nach participéieren un der OIV? Ass et gewënscht, datt mer némme vun Zäit zu Zäit dohinner ginn, wann de Sujet eis passt, wa mer mengen, mir hätten Intérêt dru fir an enger bestémmer Unitéit oder Kommissioun, egal wéi si heescht, ob dat d'Ekonomie ass oder d'Viticulture oder d'Onologie oder d'Dokumentatioun, matzesschaffen,

An dann als Zweet, ech hat am Ufank gesot, datt d'OIV fir mech en onbekannte Land war, wat awer, wann ee sech e bëssen domat beschäftegt, guer net gerechtfertigt ass. Ech mengen, och hei misst ee méi Öffentlechkeetsaarbecht maachen, och fir ze weisen, datt mer net eng Waibauregioun à part sinn, mä datt mer ze doen hu mat engem ganzen Frokomplex, dee sech a munchen anere Länner net anescht stellt wéi zu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gitt jo dovunner aus, datt d'LSAP, schoñ eleng opgrond vun der éischter Missiou vum OIV, natierlich dësem Gesetz zoustëmmt.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Belling agedroen. Den Här Belling huet d'Wuert.

**M. Jeannot Belling (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Project de loi, dee mer haut diskutéieren, ass e wichtige Projekt fir die Lëtzebuerg Wäibau, wéi och fir déi 44 aner Länner, déi der Organisation internationale de la vigne et du vin ugehéieren, dat, well den Accord, deen den Objet vun dësem Gesetzesprojet ass, den Ausdrock vun deem éischte Projekt vun engem Land verstoessen, kénne vun deem Land reportéiert oder blockéiert ginn. D'Matsprooche-recht vu Lëtzebuerg an der grousser internationaler OIV ass also geséchert.

Ech wéll net laang op d'Wichtegkeet vun der OIV agoen, dat hu meng Virriedner gemaach, däer eist Land scho sät 1924 ugehéiert. D'Memberlänner stelle méi wéi 83% vun der Superficie viticole op der Welt a méi wéi 95% vun der internationaler Produktioun an der Consommation vum Wäin.

D'OIV, déi a Kontakt steet mat aneren internationalen Organisatiounen, wéi der Weltgesondheetsorganisatioun oder der Welthandelsorganisatioun, fir némme déi ze nennen, gëtt de Memberlänner d'Richtung un an déi se goe sollen, fir esou wáit wéi méiglech d'Préoccupatioun vun de Wénzer a virun allem de Consommateur Rechnung ze droen.

Si steet deenen aneren Organisatiounen, déi op der Welt an der Wäinindustrie schaffen, mat Rot an Dot zur Säit an ass eng grouss Referenz an der Recherche iwwert de Wäibau an iwwert d'Wäiwirtschaft, déi vun iwwer 800 Expären an de Memberlänner duerchgefouert gëtt.

Virun allem ass et hir Missiou zur Harmonisierung vun de Praktiken an den Normen am internationale Wäibau bázieren an nei Normen auszeschaffen, fir d'Produktioun an d'Commercialisatioun vun de Produkten aus dem Wäibau énnert korrecten Émstänn.

Dat ass kapital, well nach èmmer Produkter op de Maart gelaangen, an dat ass och schon hei gesot ginn, wou ee wierklech net weess wou se hierkommen a wat et iwwerhaapt ass wat ee sech do an d'Gesicht gehäit. Zumdest soll et no Wäi schmaachen, mä dat weess een net èmmer.

De Kampf géint d'Fraude ass also, an esou war et scho bei der Gründung vun der OIV am Joer 1924, eng vun de wichtigste Missioune vun der Organisatioun. Wien d'Fraude bekämpfe wellt, dee muss reglementéieren, Appellationen an Zertifikater verginn, d'Conditions de mise sur le marché, wéi och d'Produktionskonditiounen kloer definéieren, fir dem Consommateur kénnen eng maximal Garantie ze ginn, dass dat wat op der Këschter oder op der Fläsch stéet och wierklech dran ass.

D'OIV gëtt hei d'Richtung un. Si muss et maachen am Dialog mat de Memberlänner an de spezifische Situations vun de Memberlänner Rechnung droen. Et ass menger Meenung no ze évitéieren, dass hei iwwerreglementéiert gëtt, an dass d'Wénzer stånneg mat neien Oploë musse rechne fir conforme ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng vun den Haarterneierunge vum Accord, dass all Décisiounen iwwer Normen, all Resolutionen wéssenschaftlecher, technescher, wirtschaftlecher a juristescher Natur elo am Konsens an der Assemblée générale getraff ginn. De Modus vun der Majorité qualifiée gëtt agesat, wann een de President, de Generaldirekter, de President vun der Kommission oder de Sous-Kommission wielt an och beim Vote vum Budget.

De Statsrot huet a sengem Avis d'Fro gestallt, ob mat deem System do Lëtzebuerg net a Contributiounen gedrängt gëtt, déi mat de Besoinen vun eisem Wäibau náischt ze dinn hunn. Den Accord gesäßt dofir allerdeungs och vir, dass d'Comisiónen, déi géint essentiell Interesse vun engem Land verstoessen, kénne vun deem Land reportéiert oder blockéiert ginn. D'Matsprooche-recht vu Lëtzebuerg an der grousser internationaler OIV ass also geséchert.

Et ass och contraire zu enger Resolution, déi dës Chamber eng Kéier geholl huet, déi sech vläicht méi op Investitionsprojekte bezitt, mä wou een awer kénnt soen, am Prinzip misst all Gesetz wat eng finanziell Inzidenz huet, och ugi wat dann tatsächlich aus dem Stabsbudget all Joers muss fir dee Projet do opbreucht ginn.

D'Kritik vum Statsrot an däer Bezieitung geet, wann och net ganz konkret, dach awer deelweis an dëi Richtung. An et stellt ee sech d'Fro, wie geet schon als Privatpersoun an e Verain, wou hien net weess wéi héich d'Cotisation ass. Et ass eis allerdeungs an der Kommission gesot ginn op Nofro, et wieren ongefíer 11.000 Euro am Joer, losse mer emol soe 450.000 Frang, wéi mer dat nach gewinnt sinn. Do kénnt selbstverständlich nach alles dobái wat zousätzlech Fräe sinn, námlech och d'Käschte vun deene Leit, déi op déi Réuniounen do füren.

Da kénnt déi zweet Fro: Wat bréngt et? D'Fuerschung selwer gëtt net um Niveau vun der OIV gemaach. D'OIV stellt d'Regeln op, déi natierlich netzlech an deelweis och noutwendeg sinn. D'Fuerschung gëtt natierlich an deene groussen Zentre gemaach, do wou de Wäibau eng grouss Bedeutung huet, do wou en och normalerweis eng grouss Tradition huet an et ass esou, och wa mir hei zu Lëtzebuerg am Institut deelweis esou Saache maachen, datt mer awer op d'international Zesummenaarbecht ugewisest sinn. Dat ass awer

ganz sécher net direkt hei d'Fro vun der OIV, mä dat ass méi eng Fro vu bilateraler Zesummenarbecht, wou mer traditionell jo vill mat de Fransousen an och mat Däitschland zesummeschaffen.

Kenne mer eis et leeschte fir net dobäi ze sinn? Et gëtt Länner, ech hunn dat an der Kommissionen och opgeworf, wéi d'USA, d'Madeleine Albright herself huet geschriwwen, si géingen elo austrieden, si hätten es genuch. Anscheinend, ass eis gesot ginn, wéllent se dann awer elo erém bättrieden. Et liest een och, datt Länner mat de Cotisationen esou am Réckstand wären, datt de Fonctionnement vun der Organisatioun seriö a Fro gestallt wär. Da muss ee sech awer och d'Fro stellen: Wat ass dat fir e Veräin a sinn do nach vill aner Länner der Meenung, datt déi Nétzlechkeet dach awer limitéiert wär, wa si hir Cotisationen net bezuelen?

Wat huet de Létzebuerger Wäibau dovun? D'Qualitéit vun eisem Wäin ass, Gott sei Dank, an dat muss een héich unerkennen, an de leschte Jore ganz staark verbessert ginn. Dat ass, wéi ech schonn ugedeit hunn, net de Verdéngsch vun der OIV, mä vun der Verbesserung vun de Methoden, souwuel am Wéngert, wéi am Keller, déi ganz vill op bilateral Zesummenarbecht mat eisen Nopeschlännner berouen.

Wat passéiert, Här President, an der Realitéit hei an eisem Wäiseleur? Mir stelle fest déi lescht Joren an do gëtt et Chiffres à l'appui am Rapport vum Landwirtschaftsmistère, datt eise Maart émmer méi iwwerschwemmt gëtt vu Wäin, vu Wäiprodukter aus der ganzer Welt. Dat geet vu Chile bis Südafrika, ech géing bal soen iwwert den Nordpol, fannt Der alles an de Supermarchéen niewent eisen indigén Wainer leien, schéin opgeamaach zu Präisser, wou de Létzebuerger Wäin a ville Fäll net mathalle kann.

Keen doabausse freet énner wat fir Konditiounen déise Wäi produzéiert ginn ass, an do komme mer op eng Diskussioun, déi vläicht hei e bésen noschwält, mä déi dach awer muss an dësem Zesummenhank gestallt ginn, well et jo hei ém eng international Organisatioun geet.

Här President, bal iwwerall hu mer Regelen, hu mer an eisem Land Normen, Normes de protection, déi applizéiert ginn. Ech fänken u mam Secteur public. Et géing kengem Mensch afale fir ze soen, d'Plaze beim Stat a bei de Gemenge géingen elo international fräi ausgeschriwwen ginn an dee Bëlgelgen kënnnt dann hei déi Plaze kréien. Do krite mer en Opstand, dat géing och net goen.

Mir hunn am Privatsecteur Normen, d'Normes de protection, Gott sei Dank fir d'Arbeitnehmer, déi musse strikt respektéiert ginn. Dat huet derzou gefouert, datt déi Leit, déi als sou genannt Hierschtleit an d'Wéngerte schaffe kommen, och mussen zum létzebuergesche Mindestloun bezuelt ginn. De Wäin, deen awer aus deene Länner hei-hinner kënnnt, do ass kee Mensch, dee freet ob déi Leit, déi dohannen an de Wéngerte geschafft hunn, och hu misse mat deemselwechte Mindestloun bezuelt ginn. Ech mengen doraus ergétt sech eng Situations, déi net richteg ass, déi total an Défaveur vum Létzebuerger Wäibau ass.

Och ökologesch Normen, déi, Gott sei Dank muss ee soen, besonnesch an der Europäischer Unioun an och hei zu Létzebuerger émmer méi contraignant ginn. Eis Wénzer bekloe sech deelweis souguer driwwer, Här Minister, datt se Spréitzmëttelen net däerften assetzen hei zu Létzebuerger, déi awer direkt déi Säit vun eise Grenzen erlaabt sinn. Mä mer wëssen, datt et émmer méi streng gëtt, datt mat groussem Käschtenopwand, mat biologesch Methode geschafft gëtt, wat eng gutt Saach ass.

Et freet awer keen, ob deen chileneschen oder dee südafrikanesche Wäin, deen hei gläichberechtegt niewent dem Létzebuerger Wäin an de Regaler läit, och énnert deene Konditiounen huet misse produzéiert ginn. Dat ass de reelle Problem mat deem de Létzebuerger Wäibau konfrontéiert ass. Hei gëtt ganz däitacht mat zweeërlée Mooss a Gewichter geschafft. Létzebuerger huet en héije Liewensstandard, dat ass gutt, mä mir hunn awer och doraus resultéierend héich Käschten, mir hunn op där anerer Säit e fräie Maart. Dat ass en Nonsense, dat ass e Widderprossoch a sech, woumat eise Wäibau op d'längst net lieue kann.

#### (Interruption)

Et ass virun allem, Här Scheuer, de landwirtschaftliche Secteur, deen dovunner betraff ass.

Dat erkläert sech och aus der Tatsaach, datt déi Länner, déi natierlech bestrieft sinn, an zu Recht bestrieft sinn, fir op d'europäesch Mäert ze kommen, do wou vill Kafkraaf ass, probéieren heihinner ze drécken, well se och net vill aneschters unzebidden hu wéi Basisprodukter, wéi Produkter, déi vum Buedem kommen, déi aus der Agriculture an aus der Viticulture kommen.

An et muss ee sech d'Fro stellen, ob dann, Här Minister, mir hu jo och schonn an der Agrarkommissioun dorriwwer diskutéiert, datt natierlech Drock op d'Europäesch Communautéit gemaach gëtt fir hir Mäert opzemaachen, a wou dann och am Ministerrot gemengt gëtt mir missten dat maachen a mir kënnnt eis do net verspären am Kader vun der WTO. Mä et kann dach net sinn, datt weltwàit d'Entwicklungspolitik op Käschte vun de Baueran a vun de Wénzer gemaach gëtt. Dat geet souwisou an der gesamter Mass vun der Entwicklungspolitik net op.

Den Dokter Radermacher, deen d'lescht Joer bei de Jongbauern a Jongwénzer war, dee sech intensiv mat dår Problematik befasst huet, huet gesot, datt déi entwéckelt Länner kontinuierlech missten 2% vun hirem PIB an déi énnerentwéckelt Länner, fir et emol pauschal ze soen, transférere währing enger ganzer Zäit, fir den Aarmutt aus der Welt ze verbannen. Dat kann net duoduerch geschéien, datt mer exklusiv d'Mäert bei den Agrarprodukten opmaachen.

Et wär gutt, Här President, wann d'OIV an hirem Statut stoen hätt, datt se sech och géing ém déi Problemer bekëmmeren. Mir wëssen awer, datt dat wàit, wàit iwwert d'Missioun vun der OIV, wéi se definiert ass, oder wéi se am Statut festgehalten ass, erausgeet. Dat ass dofir och net de Fall. Mä de Problem bleift bestoan an ech hoffen, datt eis Vertrieder vu Létzebuerger, wa se dann dohinner ginn an iwwer Norme schwätzten, och iwwert déi aner Norme schwätzten, énnert deene produzéiert gëtt, fir datt déi Concurrence déloyale, déi sech an eise Geschäft, an eise Supermarchéen ofspillt, op d'mannst net méi esou schro ass wéi se de Moment ass.

Här President, ech - a mir als Fraktion - si vun der Noutwendegkeet vun der Memberschaft an der OIV net esou schrecklech iwwerzeugt, an och aus däri Situations eraus, déi ech elo geschildert hunn, aus däri Onzefriddheet an aus eisem Désaccord mat der jéztzeger Situation eraus, wëlle mir eis bei désem Projet enthalten.

Ech soen lech merci.

#### Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Et ass keen Diskussiounsridner méi agedroen. Da gi mer d'Wuert un de Wäibau- a Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Här Pre-

sident, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn natierlech ganz vrou, datt mat Ausnahm vun der ADR-Fraktion, déi sech jo wéllt enthalen, dése Projet eng ganz grouss a breet Zoustëmmung hei an der Chamber fénnt. Duerch dése Projet gëtt jo den Accord vum 3. Abrëll 2001 iwwert d'Organisation internationale de la vigne et du vin, den OIV wéi e genannt gëtt, approuvéiert.

Et ass och schonn drop higewise ginn, datt Létzebuerger zu de Gründungsmembere vum OIV gehéiert, an dat zénter 1924, an et ass och drop higewise ginn, datt den OIV scho weltwàit eppes duerstellt, datt e 45 Memberstaten a senge Reien zielt, datt den OIV ronn 83% vum Wäibauareal op der Welt representéiert a méi wéi 95% vun der Weltproduktioun a vun der Weltconsumatioun. Dat e bësse fir de Stellewàert vum OIV ze dokumentéieren. Et ass och kloer, datt den OIV, och wann e vläicht net genügend bekannt ass hei zu Létzebuerger, en intergouvernementalen Organismus ass, dee virun allem e wissenschaftliche Secteur, an technesch Charakter huet. Désen Organismus huet eng international unerkannte Kompetenz an alle Froen, déi iwwert de Wäibau an déi mat dem Wäin ze dinn hunn, an dat esouwuel am Intérêt vun de Produzenten wéi och vun de Konsumenten, dat ass jo hei énnerstrach ginn.

An ech mengen et wär wichteg a wesentlech, datt Létzebuerger an désem internationale Gremium vertratt ass, an ech kann net d'accord si mat den Ausféierungen oder mat der Skepsis, déi den Här Mehlen hei dokumentéiert huet. Ech mengen, mir dierfen eis international net isoléieren, a besonnesch wann een a punkto Welthandel kuckt, da muss ee vrou sinn, datt et Organismus ginn, déi international Kompetenz hunn, wéi den OIV, deen dofir suert, datt de Welthandel nach a gewéssene Regelen an no gewéssene Spillregele funktionéiert, wat de Wäibau an de Wäin ubelaangt.

Ech menge schon, datt et wichteg ass, datt mer an deene Gremien derbäi sinn, datt mer kucken um leschte Stand ze bleiwen, datt mer versiche fir eben och do d'Létzebuerger Intérêten esou gutt wéi möglech ze vertrieben. Mir sinn, dat wéll ech dem Här Scheuer soen, vertratt am Comité exécutif, mir ginn dohinner wa Problemer diskutéiert ginn, wou mer mengen, datt mer eppes kënnnt derbäiléieren, déi wichteg fir eis sinn. Esou zum Beispill an der Problematik vun der Önologie. Also ech menge schon, datt et falsch wier fir aus deem Gremium eraus ze goen.

Den Här Mehlen huet vun Amerika geschwat, ech mengen den Direktor Weydt huet lech an der Komission erkläré woufir d'Amerikaner ee Moment erausgaange sinn, elo awer erém erakommen. Dat huet náischt mat der Kompetenz ze dinn, et huet mat ganz anere méi Terre-à-terre-Problemer ze dinn.

Et ass keen, deen d'Kompetenz vum OIV unzweifelt, dofir mengen ech schon, datt et wichteg wier, datt mer och dokumentéieren, datt mer wélle weider an deem Gremium bleiwen. Ech mengen dofir wär et och wichteg, datt mer dësen Accord vum 3. Abrëll 2001, deen am Fong dem OIV besser Arbeitsergälekeete gëtt, hei an der Chamber guttheeschen.

Et ass nämlech esou, datt elo haut scho 27 Memberstaten dësen Accord ratifiziéiert oder approuvéiert hunn, an deen Accord trétt a Kraaf wann 31 Memberstaten dat gemaach hunn, an dat soll bis spéitsens den 31. Dezember vun dësem Joer de Fall sinn, an et wär net glécklech wa Létzebuerger net do-

zou géif bädroen, datt e mélig-lechst schnell kann a Kraaf trieden.

Et ass och vum Règlement d'ordre intérieur geschwat ginn. Ech mengen de Rapporteur Lucien Clement, deem ech och merci soe fir säi Rapport, huet déi Problematik opgeworf. De Statsrot hat och kuerz dorriwwer geschriwwen. Dee Règlement d'ordre intérieur wäert am Laf vun 2004 veröffentlicht, datt den OIV wéi 12.000 Euro pro Joer, déi wäert, no de Berechnungen, déi gemaach gi sinn, ronn 15.000 Euro pro Joer sinn.

Also ech mengen net, datt dat de Létzebuerger Stat géif ruineieren, a wann elo nach e puer Leit aus dem Wäibauinstitut 2-, 3-mol op Paräis fuere fir do a Réuniounen ze sinn, dann ass dat och eppes wat éischter positiv wéi negativ ass. Dofir sinn ech vrou, datt trotz allem déi meesch Leit hei d'Wichtegkeet unerkennen, fir datt mer an dem OIV vertratt sinn, datt mer do matschaffen, em eng besser Schaffensbasis ginn, an dofir merci fir dee groussen Accord, déi grousse Zoustëmmung, déi dése Projet fonnt huet.

**Plusieurs voix.- Très bien.**

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also of.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4944 ass mat 48 Jo-Stëmmen a 7 Enthalungen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Patrick Santer), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Norbert Haupert) et Claude Wiser (par M. Marco Schank):*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jeannot Belling), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par Mme Simone Beissel), Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Théo Stendebach), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripplinger, John Schummer (par Mme Maggy Nagel) et Théo Stendebach:*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Georges Wohlfart), Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Lucien Lux (par M. Jos Scheuer), Mme Lydia Mutsch (par Mme Lydie Err), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart:*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Renée Wagner) et Mme Renée Wagener.*

*Se sont abstenus: MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen),*

Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5064 iwwert d'Schafung vun der Administration des Services vétérinaires. Et sinn agedroen: den Här Wohlfart, d'Madame Nagel an den Här Mehlen. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorables Här Lucien Clement.

#### 2. 5064 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires

##### Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi an den 80er Joren déi éischter Liewensmëttskandaler opgedeckt gi sinn, do konnt nach kee virausgesinn, datt dat némmen den Ufank vun enger Kette vu Krisen duerstelle géif, vu Skandaler, déi sech als séier schicksalhaft fir déi europäesch Agrarwirtschaft erweise sollten, an déi och Ausmoosseen ugeholl hunn, wéi mer der bis dato nach net kannt hunn.

De Volume vun den Ausmoosse géilt esouwuel fir dee finanzielle Volet wéi och fir dat doduerch verluere gaangend Vertraue vum Konsument an déi verschidden Agrarprodukte. Hormonfleesch, gepanschten Uelecher a Wäiner, Listeriose, d'Fiddere vun den Déiere mat Antibiotiquen, mat Dioxin contaminiert Gefügel, d'Schwéngspesch an net zu Lescht BSE an och d'Maul- und Kluenseuch haten d'Vertraue vum Konsument an déi europäesch Agrar- a Liewensmëtelproduktioun nohalte zerstéiert.

De Secteur selwer an d'Politik op europäeschem wéi och op nationalen Plang ware gefuerert, fir eng Agrarproduktioun ze garantéieren, déi fir de Konsument bedenkenlos ass an déi sech dauerhaft op engem qualitativ héijen Niveau géif halen.

Och zu Létzebuerger huet sech d'Politik misse Gedanke maache fir déi Mesuren an d'Wéie ze leeden, déi d'Vertraue vum Konsument erém hierstelle sollten. Am Juli 2001 huet sech dést Haus mat der Problematik vun der Liewensmëttschécherheet a mat der Zukunft vun der Agrarlandschaft en tant que telle beschäftegt.

Am Rapport vun der parlamentarescher Agrarkommissioun goufen eng ganz Rei vu Pisten opgezechen a Konklusiounen festgehalen, déi haut fir d'Émsetzung vun déser Politik wichteg Bausteng duerstellen. Dat Gesetz, wat mir elo diskutéieren ass eng vun de Suiten, déi mer déser Debatt wëlle ginn.

Et ass gewosst, Här President, datt d'Administration des services vétérinaires um Niveau vun der Santé publique eng ganz wichteg Roll spillet an um Niveau vun Létzebuerger Agrarsecteur net méi ewechzendenken ass. De Volume vun de Kontrollen huet an deene leschte Joren zolidd augmentéiert. Et geet u bei de Kontrollen iwwert die Bientre des animaux um Bauerenhaff selwer. Am Schluechthaus gëtt d'Véi eng zweete Kéier am liewege Zoustand an duerno selbstverståndlech och a geschluechtelem Zoustand kontrolléiert. Och den Transport vum Véi fält énnert d's Kontrollen. Weider Missioune vun der Vétérinairesinspectiounen sinn d'Kontrolle vun alle Liewensmëtten, déi d'origine animale sinn. Dat betréfft iwwert d'Produktioun eraus déi ganz Filières, déi d'Liewensmëtzel a sech

duerchlafen, souzesoen de l'étable à la table.

D'Agrarkommissioun ass am Juli 2001 énnert anerem zum Schluss komm, datt d'Vétérinairesverwaltung net genügend Personal zur Verfügung hätt fir déesen Aufgaben, déi sech an deene leschte Méint nach erwidert hunn, gerecht ze ginn.

2002 huet d'Administration des services vétérinaires hiert Personal zousätzlech mat véier Vétérinaires opgestockt, déi «hors cadre, faute de base légale adaptée» nominiert goufen. Doriwwer eraus wëll ech preziséieren, datt den aktuelle System fir op temporaire Vacataren zréckzegräifen u sech wahr-scheinlech de Stat méi deier gétt wéi Vétérinaire, déi als Fonctionnaire à plein temps agestallt sinn.

De virlerende Gesetzesprojet gesäit vir d'Paragraphen 1 an 2 vum Artikel 5 aus dem Gesetz vum 29. August 1976 iwwert d'Schafung vun der Administration des services vétérinaires ofzeänneren. D'Gesetz vun 1976 ass schonns emol duerch d'Gesetz vum 28. Dezember 1992 iwwert d'Inspektioun vun dem Fleesch an de Fleeschprodukte modifiziert ginn.

Et sinn, Här President, zwou grouss Ännernungen, déi dësem Projet zu Grond leien. Mat dår enger ass d'Gesamtzuvel vun de Plazan an der Carrière supérieure net méi op 14 Unitéite limitiéert, an zum aneren ass d'Gesamtzuvel vun de Laboranten net méi op sechs limitiéert.

Ier ech op dat erwidert Aufgabefeld vun der Administration des services vétérinaires zréckkomme wéll, wéll ech kuerz op d'Antécédent vun dësem Gesetz agoen.

Den 9. Dezember 2002 huet de Landwirtschaftsminister Fernand Boden de Gesetzesprojet 5064 an der Chamber deponiert. An der Sëtzung vum 27. Februar 2003 huet d'Agrarkommissioun hire Rapporteur zu dësem Text designéiert. De Statsrot fir sain Deel huet sain Avis den 3. Juni 2003 ofginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet den 13. Dezember 2002 hiren Avis zu dësem Text ofginn. Den Avis vum Collège des Vétérinaires, op deen ech her-no awer nach eng Kéier wéll zréckkommen, ass den 19. September erakomm. Last but not least huet d'Agrarkommissioun de schrifte-Rapport an der Sitzung vum 18. Juni analyséiert an och adoptéiert.

Ech mengen, datt et wichtig ass ervirzehiewen, datt sech d'Aufgabefeld vun der Administration des Services vétérinaires an de leschte Joren erwidert huet, an dat net némme wéinst de Skandaler, déi déi europäesch Liewensmëttel-branche erschüttert hunn, mä och am Kontext vun der Santé animale ass d'Vétérinairesadministratioun an de leschte Méint virun enorm Erafuerderunge gestallt ginn. Ech denken do beispillsweis un d'Maul- und Klauenseuch, esou wéi un d'Schwéngspesch, d'Gefli-gelpesch. Fir dës Epidemien effikass kenné anzedämmen an och ze bekämpfe waren eng ganz Rei vu Schutzmoosnamen a selbst-verständlech och eng ganz Rei vun zousätzleche Kontrollen noutwendeg ginn, déi vun der Vétérinaires-administratioun hu missen duerchfouert ginn.

An de leschte Joren ass den Handel mat Déieren rasant an d'Luucht gaangen. Et ass eng Tatsaach, datt grad de globaliséierten Handel mat Déieren, deenen hient Fleisch fir de mënschleche Konsum bestëmmt ass, de Risiko vum Ausbroch vun Epidemien nach erhéicht huet an och nach erhéije wäert. Dobái kenné nach en anere Risiko, deen an deene leschte Wochen a Méint d'Aktualitéit bestëmmt huet. Duerch den Ausbroch vum SARS sinn d'Geforen däitlech ginn, déi am Zesummeliewen op engstem Raum vu Mënsch an Déier bestinn. Och wann dës

Krankheet an de leschte Wochen eenergermoossen agedämmt kontt ginn, esou ass d'Menschheet dach awer net gefeit géint d'Apparition vun neien Epidemien, déi sech vum Béisicht op de Mensch iwverdroe kenné.

Fir déser Gefor mat engem effikasse Schutzschiéd entgéint ze trieden, brauchen eis spezialiséiert Agencen an Autoritéiten heiheem an och soss wou an Europa dat néidegt qualifiziert Personal fir déesen Aufgabe kenne gerecht ze ginn.

Och am Domän vum Déiereschutz huet sech virun allem op europäesch Niveau an de leschte Jore villes um legislative Plang gedoen. D'Anhale vun dëse Bestëmmungen erfuerdet dofir verstärkt Kontrollen um Terrain an dat net zu Lescht, well den aktiven Déiereschutz haut e wichtige Bestanddeel am Kontext vun enger integréierter Approche zur Liewensmëttelsécherheet duerstellt.

Zum Schluss wéll ech nach drop hiwiesen, datt aus dësen Aufgabenstellungen eraus d'Noutwendegkeet gewuiss ass, fir op europäesch Niveau, dat heesch an de spezialiséierte Gremié wéi dem Conseil oder wéi der Kommissioun, present ze sinn, fir d'Interessen an d'Uliessé vu Létzburg ze vertrieden.

Mir wéissen alleguer, datt vill, fir net ze soe bal all, Décisiounen op communautairem Plang an dëse Gremié geholl ginn. Zum géigewäertegen Zäitpunkt ass et der Administration des services vétérinaires net méiglech fir émmer an iwwerall Létzburg ze vertrieben, also ass et och aus déser Vue net vu Muttwéll fir d'Administration des services vétérinaires personell op-vestocken.

De Collège des Vétérinaires begrisst ausdrécklech den Objet vun dësem Projet, gétt awer gläch-zäiteg ze verstoen, datt am Kontext vun de ville Kontrollen, déi mussen ausgefouert ginn, et noutwendeg wier, fir och weiderhin op sou genannten Agents sanitaires zréckzegräifen, wéi dat beispillsweis bei der Inspection sanitaire vun der Santé schonns de Fall ass.

Zu gudden Lescht wéll ech ervirhiewen, datt de Statsrot a sengem Avis keng Bedenken zu dësem Projet hat.

Här President, aus all deem ergétt sech fir d'CSV-Fraktiou d'Konklusioun, datt dat hei e wichtige Projekt ass, fir die Konklusiounen, déi mer am Kader vun der Debatt iwwert d'Liewensmëttelsécherheet am Juli 2001 gezunn hunn, och eng praktesch Application ze ginn.

Ech wéll dofir zum Schluss den Accord vu menger Fraktiou ginn a merci soe fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.-** Den Här Georges Wohlfart ass als éischten Diskussiounsriedner agedroen a kritt domadder d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Georges Wohlfart (LSAP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt virop och dem Rapporteur merci soe fir sái schriftelechen a mëndleche Rapport, dee jo, géif ech soen, ons alleguer virgeluecht huet ém wat et hei geet.

Et ass e wichtige Projet, dee mer haut diskutéieren, och wann et vläicht net esou vu jidderengem gesi gétt. Mir hunn an deene leschten zwee Joer an dësem Haus méi wéi eng Kéier iwwert d'Problemer, déi direkt an och indirekt mat der Liewensmëttelsécherheet ze dinn hunn, konnten diskutéieren. Och de Rapporteur huet drop higewisen, dass mer am Juli 2001, no-deem mer an deene Méint virdrun e grouss ugeliuechten Hearing hate mat allen Interesséierte vum Secteur, déi do gelauscht gi sinn, déi hir Kriticke konnten ubréngen an och hir Virschléi, de Rapport

ugeholl ginn ass an der zoustännerger Kommissioun mat enger Rei Konklusiounen an ech mengen dëse Projet de loi ass de logesche Suivi vun deem wat mer deemools hei décidéiert hunn, dat heesch, d'Opstockung vum Personal, dat néidegt ass fir d'Kontrollen um Terrain virzehuelen.

Den Exposé des motifs énnerrsträcht dës Tatsaach zur Genüge. Ech wéll also net heirog agoen, mä ech wéll zwee Punkten ervirsträichen. Och de Rapporteur huet déi zum Deel ugeschnidden.

Ech mengen, d'Globalisation vum Wueraustausch, och um Secteur vun de Liewensmëttel an um Secteur vun dem Transport vun de Béische mat zum Deel, géif ech soen, schonn abstruse Situationsen, wann een némme kuckt wat fir Distanzen heliansdo zréckgeluecht ginn, fir dass do kann iergendwéideen Handel iwwerhaapt enstoen, bréngt et mat sech, dass émmer mäi d'Gefor vun den Epidemien, déi mer an deene leschte Jore kannt hunn, zouhét.

Ech sinn der Meenung, dass een net soll dramatiséieren, mä wann een awer kuckt wéi vill Problemer an der Europäischer Unioun déi lescht Jore waren an och émmer mäi kuerz Intervallen do matgespilt hunn, da weess een, dass d'Suerg vun deene Leit um Terrain, och vun de Veterinärsinspekteren, dass an der Zukunft nei Skandaler virprogrammieret sinn, dass déi net vun der Hand ze weisen ass. Also ass et wichtig, dass mer ons déi néidegt Méttele ginn um Plang vun der Preventioun fir können aktiv anze-gräifen an net némme, wéi dat bis elo zum Deel de Fall war, anzegräfen, wann akut Krise bestanen hunn, déi souwissou de grousse Schued bruecht hu fir de Produzent, mä och émmer erém op en Neits, géif ech soen, d'Vertraue vum Konsument erschüttert hunn.

De Risiko vun neien Epidemien ass also an deene leschte Wochen a Méint och drastesch virun A gefouert gi mat der Problematik vun der SARS, an ech sinn der Meenung, dass, och wa momentan Entwarnung ass, mer erém musse wachsam bleiwe fir an Zukunft ahnleche Situationsen ze begéinen.

Zweetens hu mir virdrun hei diskutéiert iwwert d'Opportunitéit vun der Presenz vu Létzburg a verschiddenen internationalen Organen. Ech wéll net dorobber zréckkommen. Ech sinn der Meenung, dass et wichtig ass, dass mer an Zukunft och zu Bréissel, net némme wéi bis elo selektiv, well mer d'Leit net haten, a verschidde Comitéen derbái sinn, mä dass mer versichen esou gutt wéi méiglech vertrueden ze sinn. Well d'Problematik vun där mer hei schwätze gétt sécherlech net méi kleng wa mer zu 25 sinn. Dat muss ee sech ganz kloer virun Ae féieren an dofir mengen ech, ass et och wichtig, dass Létzburg an deene Gremien zu Bréissel net némme um Niveau Ministerrot, mä och scho virdru present ass, fir u wichtegen Diskussiounen kenneel deelzuhuelen.

Dofir ass et fir mech a meng Fraktiou iwwerhaapt kee Problem, aus deene Grënn, déi ech lech duergeluecht hunn, hei d'Zoustëmmung ze gi vun eiser Fraktiou zu dësem Gesetzesprojet. Dat ass fir mech evident an ech wéll och nach eng Kéier dat énnerrsträchleche wat am Avis vum Collège des Vétérinaires steet, dat heesch, dass se gär hätten, dass am Kader vun dëser Reform se méi Énnerstëtzung kréien duerch d'Agence sanitaire, déi hinné kenné en Deel vun der Aarbecht ofhuelen, well jo émmer mäi Analyse musse gemaach ginn. An ech mengen, wat op där enger Säit an der Divisioun vun der Inspection sanitaire vun der Gesondheet méiglech ass, misst jo och hei an

dësem Fall méiglech sinn. Also wéi gesot, insgesamt e positive Schréit an déi richteg Richtung.

Ech muss awer, Här President, trotzdem ech den Accord vu menger Fraktiou ginn, nach eng Kéier bedauer, dass mer némme a mengen Aen hallef Aarbecht maachen. Ech kritiséieren dat hei net, wat gemaach gétt, mä mir haten an der Diskussioun, déi mer gefouert hunn am Juli 2001 bei der Konklusioun iwwert den Hearing, eng Proposition de loi, et deet mer Leed, dass ech dat nach eng Kéier widderhuelen, vu mengem Kolleg Ben Fayot, iwwert d'Schafung vun der Agence de la sécurité alimentaire. Déi ass momentan op Ais geuecht ginn. Ech sinn der Meenung, dass dat en Organ ass, dat mer roueg kenneen hei zu Létzburg afeieren.

Eischtens wéinst senger onofhänger Stellung vis-à-vis vum Pouvoir politique.

Zweetens wéinst der Berodung, déi et ka maachen, esouwuel am Déngsch vum Produzent, wéi och vum Konsument a wat ech och wichtig fannen, dat ass de wissenschaftlechen Aspekt, wou esou eng Agence de la sécurité alimentaire kenne sécherlech e positiven Aspekt bréngen, alles wat d'Forschung ubelaangt am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet. Ech menge mir sollen och an déi Richtung weider iwwerleean.

Ech weess, dass mer, Här President, an den nächste Wochen nach wäerten de Projet Uni Létzburg diskutéieren. Ech mengen, dat hei wier op jidde Fall e Volet, deen ee kenne roueg mat abannen an déi Diskussioun. Dat mer net eleng alles kenne maachen, däers sinn ech mer bewosst, da solle mer dat am Verbond mat der Groussregioun maachen. Mä op jidde Fall, ech wier vrou, wa mer eng Kéier kenné déi Diskussioun iwwert d'Kreatioun vun dëser Agence vun der Sécurité alimentaire nach eng Kéier ophuelen.

Wéi gesot, ech bréngen awer trotzdem den Accord vun eiser Fraktiou. Merci.

**M. le Président.-** D'Wuert huet elo d'Madame Maggy Nagel.

**Mme Maggy Nagel (DP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt dem Rapporteur merci fir sái mëndlechen a schriftelechen Rapport, an de Kolleg Jeannot Belling huet mer nach un d'Häerz geluecht fir och merci ze soen, well hien dat vergiess hat virdru, fir de Rapport, deen de Rapporteur bei deem Projet de loi vu virdru gemaach huet.

#### (Interruptions)

Wéi de Rapporteur et scho gesot huet ass dee Projet hei vun enger immens grousser Wichtegkeet. A mengen Ae geet et hei net just ém d'Amélioratioun vun enger Administratioun oder ém d'Opstockung vum Personal, also eppes Techniques, mä hei geet et virun allem ém ons aller Gesondheet an ém d'Oppbesserung vum Image vun onser Landwirtschaft, déi an deene leschte Jore schwéier gelidde huet duerch Liewensmëttelskandler an Epidemie bei den Déieren, net ze schwätze vum finanziellen Impakt fir d'Bauer.

Ech erënneren hei némme un d'Schwéngspesch vum leschte Joer, där iwwer 18.000 Déieren zum Affer gefall sinn. Do hu vun onse Matbierger déi wichtig an excellent Aarbecht vun der Veterinärispektioun konnte matverfollegen. D'Missioune vun der Veterinärispektioun sinn zahlreich, si si schonn ernimmt ginn. D'Vermeidung vun Epidemien énnert den Déieren, a besonnesch déi, déi sech op de Mensch iwwerdroe kenneen, d'Kontroll vun den less-wueren aus Déiereproduktiounen, d'Kontroll bei den Déierenimporter um Findel, d'Kontroll vun der Propektioun an dem Wuelergoe vun

den Déieren an natierlech och d'Participatioun un de Réuniounen vun der Europäischer Unioun zu dësen uewe genannten Theme si wichteg.

Ze vermierken ass hei och, datt déi EU-Réglementatioun émmer méi komplex ginn ass. Et ass natierlech esou, datt ee kann esou vill Réglementatiounen erlosse wéi ee wéllt. Et kann ee just um Terrain kontroléieren, ob se dann och wierklech agehale ginn.

D'Aarbecht vun der Veterinärverwaltung um Terrain mécht also e groussen Deel vum Aarbeitsopwand aus. Mä et muss och am Laboratoire geschafft ginn. Analyse müssen duerchgefouert ginn a Konklusiounen aus dësen Analyse musse gezu ginn an esou weider an esou fort.

D'Komplexitéit vun der Aarbecht, déi eng émmer méi grouss Spezialisierung viraussetzt, klémmt also an et läit op der Hand, datt ee méi Leit braucht an och méi forméiert Leit fir deem kenne gerecht ze ginn. Et muss een d'Zäit an d'Formation kréien, fir sech an déi komplex Dossiere kenneen ze knéien, well et muss ee virbereet sinn, fir Entscheidunge kenne schnell a richteg ze huelen.

Well hei geet et ém vill. D'Gesondheet vun den Déieren an de Menschen, d'Vertraue vum Konsument an och d'finanziell Iwwerliewe vun engem Baurebetrieb.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'mannst sät de rezente Liewensmëttelskandler ass gewosst, datt et net méi duer gaangen ass mat der Zuel u Spezialisten, déi d'Gesetz vun 1976 virschreift. D'Administration konnt net waarden an huet du misse Leit hors cadre astellen a Vacatairen Aarbechten op Zäit musse leeschte loessen.

Dës Situationsen, déi weder fir d'Administration am groussen Ganzen, a besonnesch net fir déi Leit, déi hors cadre waren, gutt war, gétt elo behuewen. Dat ass am Fong eng Régularisatioun vun enger Situation de fait, mä eng Régularisatioun, déi méi Sécherheit bréngt a méi Effikassitéit an déi wichtig Administratioun. Si kann also elo besser hiren neie Missioune gerecht ginn.

Natierlech ass et esou, datt elo all nei Poste müssen iwwert de Budget genehmegt ginn.

Wann ech richteg verstanen hunn, ginn déi véier Veterinären, déi d'lescht Joer bägezu goufen, elo automatesch an d'Fonction publique eran. Mir als Demokratesch Partei hu selbstverständliche kee Problem domadder. Mä, da muss dës Regel énnert deeneselwechtes Viraussetzungen och an anere Carrière kenne gällen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si fré, datt de Service vétérinaire elo endlech déi néidegt personaltechnesch Viraussetzung kritt fir seng vill Missioune kenne korrecht ze erfëllen. An dësem Senn bréngen ech den Accord vun menger Fraktiou fir den heitege Projet de loi an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.-** Très bien.

**M. le Président.-** Als leschten Diskussiounsriedner huet den Här Robert Mehlen d'Wuert.

**M. Robert Mehlen (ADR).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie weess wat fir eng Bedeutung d'Déierenhaltung, d'Véihaltung hei zu Létzburg an der Landwirtschaft huet, dee weess och, datt dee Projet hei fir d'Landwirtschaft eng grouss Bedeutung huet. Mä, an dat ass och scho vu menge Virriedner gesot ginn an och vum Rapporteur, deem ech hei och wéll merci soe fir sái Rapport, d'Missioune vun der Veterinärispektioun gi wáit doriwwer eraus.

Si sinn am Laf vun der Zäit émmer méi vaste ginn, ganz besonnesch

am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet. No all deene bedauerleche Skandaler, déi et ginn huet, ob dat Vergëftunge waren, op dat Dioxin war oder ob et Seuche waren, wéi de BSE, deen dobausseen de ganze Randfleeschmaart perturbéiert huet, wou sech herno alldéngs erausgestallt huet, datt déi Saach net esou dramatesch wär fir de Konsument, wéi et am Ufank ausgesinn huet, mä mer wéssen, datt et schwéier Dysfonctionnementer waren, déi dozou gefouert hunn. Dysfonctionnementer um europäischen Niveau, déi zu Sanktiounen am Europaparlament gefouert hunn, wou ganz haart Kritik geäussert gi sinn um Management vu Säite vun der europäischer Kommissiouen. Wou deemoos, Madame Stein, ob et lech gefält oder net, leider e Lëtzebuerger Agrarkommissar mat d'Verantwortung gedroen huet fir dat wat do passéiert ass.

Gott sei Dank sinn d'Léieren aus där Situationsgezu ginn a Gott sei Dank sinn d'Kontrollen, déi absolut noutwendeg sinn an engem System vu Globalisierung, wou ganz besonnesch d'Fuddermëttel duerch d'ganz Welt zirkuléieren a wou, wéi mer an der Dioxinaffär gesinn hunn, Firme keng Skrupel hu fir hir Offäll, déi héich géfteg sinn, énnert d'Fuddermëttel ze mëschen, fir se ze entsuergen. Där Menace, deem Risiko kann den eenzelne Bauer sech net entgéint stellen. Do ass d'öffentlech Hand gefuerert, do musse Kontrolle gemaach ginn.

Mir hunn och an deenen Diskussionsounen, déi mer iwwert d'Liewensmëttelsécherheet haten, festgestallt, datt am Virfeld hei zu Lëtzebuerg eigentlech net genuch Kontrolle gemaach gi sinn, wat d'Krafftudder ubelaangt. Ech hoffen, datt dat sech an der Zwëschenzäit verbessert huet, well et ass notamtment iwwert dee Wee wou praktesch all Skandaler bis elo gelaf sinn a wéi gesot well den eenzelne Bauer keng Chance huet deem ze échappéieren, well déi Analysen, ganz besonnesch, wann een eng Dioxinanalys némme hélt, wann ech gutt informéiert sinn, ém déi 1.000 Euro kascht. Dat kann den Eenzelnen net bezuelen an dofir ass do d'öffentlech Hand gefuerert.

Et sinn awer och aner Aspekter déi matspillen, aner Missiouen, déi op d'Veterinärverwaltung zoukommen, dat ass de Bien-être des animaux, deen émmer méi no vir gestallt gétt, Gott sei Dank. Et ass d'Prevention vun de Seuchen. Ech erlabe mer och aus landwirtschaftlecher Siicht e Wuert dozou ze soen, well leider och duerch den internationalen Trafic net némme vun den Déieren, mä vu Sperma a vun Embryoen, Seuchen, déi mer virdrun net kannt hunn, déi fir de Mensch net geféierlech sinn, mä déi vill Schued an de Baurebeteiber urlichten, importéiert gi sinn, mat deenen d'Beteiber permanent konfrontéiert sinn.

Mir hunn an der Agrarkommissiouen op Initiativ vum ADR emol doríwwer diskutéiert, mä et ass net schrecklech vill geschitt, et wär och noutwendeg, datt mer eng national Strategie géingen entwéckele fir deem Fléau do, deen d'Landwirtschaft vill Geld kascht, dee vill Schued urlich, ganz gezillt a mat enger nationaler Strategie, wou kee Betrib sech kann deem entzéien, entgéint ze trieden. Dat ass an der Vergaangenheit bei anere Seuchen, déi deelweis och fir de Mensch geféierlech waren, wéi d'Tuberkulos, geschitt. Bei deene moderne Seuchen, déi net esou offensichtlech an Erscheinung trieden, mä déi wéi gesot vill Schued urlichen, ass dat bis elo leider net mat dár Konsequenz gemaach ginn. Ech géing wénschen, Här Minister, datt dat an Zukunft géing geschéien.

Alles dat, Här President, geet net ouni, datt een dat néidegt Personal huet. Dat hei si Missiouen, déi aarbechtsintensiv sinn, déi een zu

engem ganz groußen Deel net duerch Maschinnen oder duerch Ordinatoreuren oder wat et émmer kann duerchfieri loessen. Quite datt Laboratoiresprozesser sech automatiséiere loessen, mä d'Kontrollen op der Plaz, d'Prélèvements des échantillons an esou weider, dat muss émmer nach vu Leit gemaach ginn. Dofir si mir d'accord, datt méi Leit hei zur Verfügung gestallt ginn. Net déi entscheidend Fro, awer eng wichteg Fro an deem Kontext ass déi: Muss dat duerch Fonctionnairé geschéien?

Dat ass e generelle Problem, deen och gëschter an deem Débat, dee mer hei gefouert hunn, deelweis zum Virschäi koum. Mir sinn als ADR, contrairement zu deem wat meng Virriednerin gesot huet, net der Meenung, datt een all déi Fonctionioun misst fonctionnariséieren. Mir sinn au contraire der Meenung, datt ee soll eng Politik beim Stat féieren, wou een esou mann wéi méiglech Fonctionnairen huet a wou een esou wäit wéi méiglech Fonctioniounen énnert dem privaten Aarbechtsrecht, wat haut en Aarbechtsrecht ass mat deem all Mensch liewe kann, ech mengen och am Privatsecteur, datt een dat also esou wäit wéi méiglech och énnert dem privaten Aarbechtsrecht kann ofwéckelen.

Mir hunn an dem Document parlementaire gelies, datt déi jétzeg Solutioun mat Vacatairen, déi op d'Stonn bezuelt ginn, méi deier wär wéi d'Feststellung vu Beamten. Ech hoffen, datt dat esou ass, et liicht engem zwar net esou richteg an. Mer wéssen och, datt déi Leit méi flexibel si wéi wa se fonctionnariéisert sinn, dat geet och aus deem Text ervir, mä mer huelen dann emol un, datt dat esou ass, dofir kenne mir mat dár Solutioun liewen, mä, wéi gesot, generell si mer net dár Meenung, datt alles soll fonctionnariséiert ginn, wat an deem Domän hei schafft.

An Zukunft ass den Numerus clausus bei enger Partie Fonctioniounen opgehuewen, dat heescht et gétt iwwert d'Budgetsgesetz gemaach. Ech wéll och e Wuert dozou soen. D'Zuel vun den Agenten, huet de Statsrot jo och gesot, misst an Zukunft iwwert d'Budgetsgesetz...

**M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Neen, neen. Et muss émmer iwwert den Numerus clausus goen. Dat ass d'Budgetsgesetz.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Entschéilegt, ech hu mech schlecht ausgedréckt.

Den Numerus clausus gétt dann am Budgetgesetz geannert.

Mer wéssen awer wéi dat normalerweis leeft. Et ass een Artikel am Budgetsgesetz, wou dra steet, datt an Ofännerung vun deem wat bis elo bestanen huet, déi an déi Poste baikéimen.

Natierlech steet dat dran, mä mir wésser wéi de Budget hei diskutéiert gétt, dat sinn net déi Punkten, déi grouss erausstinn. Dofir wollte mir vun hei aus awer en Appel maachen, datt do schonn drop opgepasst gétt. Wann och op dár enger Sait d'Noutwendegkeet bestéet, datt awer op dár anerer Sait net iwwert d'Zil erausgeschoss gétt.

Mir si leider, Här President, mat enger Entwicklung konfrontéiert, datt de Statsapparat sech émmer méi ausweitet, an datt d'Käschte vum Statsapparat par rapport zum Gesamtbudget riskéieren, ganz besonnesch wann d'Recetten net méi esou klamme wéi an der Vergaangenheit a mer vlächt riskéieren esougeuer hannerzech ze fueren, datt déi Froen en enorm groussen Deel vun esou Budget anhuelen.

Dat gesot, wéll ech wéinst der Noutwendegkeet, déi sech ergétt fir hei ze agéieren, trotzdem den Accord vu menger Fraktiounen bréngen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Boden.

**M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt dése Projet de loi eng ganz breet Zoustëmmung an der Chamber kritt. Et ass vu jiddfer engem drop higewise ginn, datt d'Administration vun de Veterinärsservicer ganz wichtig Aufgaben ze erfëllen huet, dat esouwuel am Beräich vun der Santé publique, vun der Santé animale wéi och vum Déiereschutz an iwwerhaapt vun der intégréierter, géif ech soen, Liewensmëttelsécherheet, also vum Stall bis op den Dësch.

Et ass kloer, datt all dês Beräicher émmer méi eng grouss politesch, mä awer och gesellschaftlich Prioritét kritt hunn. Et si vill Direktiven, Reglementer a Gesetzer, souwuel um europäische wéi um nationale Plang an d'Wéi geleet ginn, an dat wäert ganz sécher esou weidergoen. Doudherch sinn d'Aufgaben an d'Missioune vun der Verwaltung vun de Veterinärsservicer natierlech émmer méi grouss ginn, souwuel, an dat ass hei énnestrach ginn, um preventive Plang wéi och um Plang vun der Berodung, a vi run allem um Plang vun der Kontroll.

Den Här Wohlfart huet op d'Wichtegkeet vun der Preventioun higewisen. Mir wéssen datt d'Veterinärsserverwaltung do eng ganz grouss a wichtig Aufgab ze erfëllen huet. Ech muss soen, datt de gesondheetleche Status vun esem Déierebestand ganz gutt ass. Mir hunn eng generell Epidémio-surveillance agefouert, wou och d'Veterinärpraktiker mat agebonne sinn. Mir hunn iwwert de Sanitel eng ganz gutt Identifikatioun vun de Béischten. Mir maachen eng streng Kontroll um Findel, wat den Import aus Dréttlännner ubelaangt.

Ech menge schon, datt op deem Plang villes geschitt ass. Dat soll natierlech weider ausgebaut ginn an ech sinn iwwerzeegt, datt d'Aufgabe vun der Veterinärinspektion ouni Zweifel an den nächsten Joren nach wäerte weider wuessen. Mir wéssen allegueren, datt d'Liewensmëttelsécherheet an den Déiereschutz nach ze verbesseren an ouni Zweifel auszebaue sinn. Et wäerten och an Zukunft weider Reglementer, Direktiven a Gesetzer an déi Richtung geholl ginn.

Ech wéll drop hiweisen, datt zum Beispill déi Reform vun der Agrarpolitik, déi virun e puer Deeg vum Agrarconseil gestëmmt ginn ass, och weider Akzenter a Richtung Déiereschutz a Liewensmëttelsécherheet setzt. Énner anerem ass de Respekt an d'Anhale vun enger Rei vu Konditiounen an désem Beräich Virbedingung, fir iwwerhaapt kenne direkt Bâihellefen ze kréien.

Ech weess och, datt dës Problemer lech um Häierz leien. Et ass scho méi wéi ees doriwwer geschwatt. Den Hearing, deen hei an der Chamber iwwert d'Liewensmëttelsécherheet war, ass ernimmt ginn. Och do ass émmer drop higewise ginn, datt ee misst d'Personal vun der Veterinärslabo opstocken, fir datt si hiren Aufgabe kenne gerecht ginn. Mir hu versicht, dat en attendant ze maachen. Well awer de legale Kader begrenzt ass, hu mer dat missen iwwer Employés privés maachen. Zum Beispill ass d'Zuel vun de Veterinären ém 4 op 18 opgestockt ginn, obschonn de legale Kader némme 14 Fonctionnairé virgesait. Och am Laboratoire sinn haut néng Laboranten, obschonn de legale Kader der némme sechs virgesait.

Mir hunn also scho virgebaut, fir ebe kenneen deene méi groussen Aufgabe besser gerecht ze ginn. Dëse Projet gétt jo och der Verwaltung d'Méiglechkeet, dodurch datt déi limitéiert Zuel vu Fonctionnairen opgehuewe gétt, fir hire gewuesseden Aufgaben nach besser gerecht ze ginn. Dat war jo ee gemeinsame Wonsch vun eis alleger.

Ech wéll och nach eng Kéier énnesträichen, datt fir jiddfereen, dee beim Stat agestatt gétt, de Numerus clausus spillt. Ech hunn net richteg d'Intervention vun der Madame Nagel verstan, well och déi véier zusätzlech Veterinären hu missen iwwert den Numerus clausus agestatt ginn. Si konnten awer net fonctionnariséiert ginn, well de legale Kader op 14 limitéiert war. Si hu missen Employés privés ginn. Elo kenneen se fonctionnariséiert ginn. Dat ass deen normale Wee, déi émmer muss agehale ginn, an dofir mengen ech schonn, datt dat hei iwwert déi normal Prozedur gaangen ass. Et ass awer berechtigt a gerecht, datt déi do Aufgabe vu Fonctionnairé gemaach ginn, well se direkt mat der Sécherheet ze doen hunn, esouwuel vun den Déiere wéi och vun de Menschen. Et musse Kontrolle gemaach ginn, an déi kenneen am objektívste vu Fonctionnairé gemaach ginn.

Ech géif nach eng Kéier merci soe fir déi breet Zoustëmmung, déi mer hei kréien. Ech wéll och nach eng Kéier soen, datt mer versiche fir weider Schrëtt ze énnershuelen, wat de Veterinärslabo ubelaangt. Mir hunn eng Persoun agestatt, fir d'Accréditation virzebereeden, mä mir wéssen, datt dat awer némme méiglech ass, wann de Veterinärslabo op en neie Site kréint. Ech hoffen, datt dee Site vun Dideleng, wou jo soll eng Integration vun dräi verschidde Laboë kommen: dem Gesondheetslubo, deen vun der Èmwelt a vum Waasser, a vi run allem dann dem Veterinärslabo, datt déi dräi Projeten esou schnell wéi méiglech hei an der Chamber gestëmmt ginn, fir datt mer op deem Plang kenneen d'Accréditation vum Labo kréien, an esou nach besser kenneen am Intérêt vun der Liewensmëttelsécherheet a vun der Déieresécherheet insgesamt schaffen.

Nach eng Kéier merci an der Hoffnung, datt duerch dése Projet an deem Beräich nach kenne weider Efforté gemaach ginn.

**M. le Président.**- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5064 a stëmmen doriwwer of.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5064.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5064 ass mat 53 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Patrick Santer), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauvér, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas (par M. Jeannot Belling), Paul Helminger (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel,*

*MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Renée Wagener.*

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass esou décidéiert.

Den Här Jean-Paul Rippinger freet d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Memberen, déi an der Conférence des Présidents waren, wéssen, datt mer de Muere relativ Schwierigkeiten hu mat der Reilefolg vun de Gesetzesprojekten, well eng ganz Rei Ministere Rendez-vousen hunn, well mer net am Virfeld woussten, datt mer géingen haut de Mueren eng Sëtzung hunn.

Den Här Berger kann eréischt méi spéit kommen, oder wa sái Rendez-vous méi laang dauer, dann ass ofgemaach, datt den Här Frieden hie géing ersetze bei deem Projet. Dofir géing ech virschloen, fir elo d'Projete vum Här Frieden ze huellen an dann déi vum Här Berger hannendrop, wann d'Chamber domadder d'accord ass? Den Här Boden misst fortgoen, hunn ech gesot kritt.

**M. le Président.**- Esou wéi ech d'Saach gesinn, ass et eng Afar vu fénne Minutten, et ass eng Konventioun.

Mir kommen zum Projet de loi 4970, eng Konventioun iwwert de Schutz vun de Waasserzuchvigil. D'Wuert huet de Rapporteur, den Här Emile Calmes. Et ass némme ee Riedner agedroen.

**3. 4970 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye, le 15 août 1996**

**Rapport de la Commission de l'Environnement**

**M. Emile Calmes (DP), rapporteur.**- Effektiv, Här President, geet et hei ém d'Approbatioun an ém d'Exécution vun engem Accord iwwert d'Erhale vun de Waasserzuchvigil am Raum Afrika, Europa an Asien, deen 15. August 1996 zu La Haye énnerschriwwen. Lëtzebuerg huet deen 1997 énnerschriwwen.

Deen Accord erstreckt sech iwwert den integralen afrikanesche Kontinent, iwwert Europa, eng Partie vun Asien an eng Partie arktesch Inseln am Nordoste vu Kanada. E betréfft 117 Länner an et geet ém 170 Zorte Vullen, vun deenen der 85 zu Lëtzebuerg konnten identifizéiert ginn, och eng Partie Kormoranen. Déi do hunn awer náischt mat deebe béisé Kormoranen ze dinn, déi eise Sportféscher d'Féisch ewechbotzen.

Et ass en international juristescht Instrument, wou et a sech just ém de Schutz vun deene Vullen geet. Et muss ee wéssen, datt d'Migratioun vun de Vullen effektiv een universelle Phenomen ass, dee sech iwwer Dausende vu Kilometeren erstreckt an dodurch iwwert d'Grenze vun de Länner ewechfonctionnéiert. Et ass awer esou, datt déi



seng excellent Aarbecht hei féli-citéieren a merci soen, well dat do ass effektiv eng déif schürfend Aarbecht gewiescht.

Mat désem Gesetz reforméiere mer de juristesche Kader vun der Fiducie am Lëtzebuerg Recht a mer akzeptéieren dann och den Trust am angelsächsege. Senn als vollwäerteg Rechtsinstitut hei zu Lëtzebuerg. Bis elo war et jo esou, datt den Trust hei zu Lëtzebuerg beschränkt unerkannt wor, an deem Senn, datt d'Jurisprudenz aus de 60er Joren duerch d'Cour d'appel wuel erlaabt huet, datt ausländesch Trusten sech hei konnten entfalen, mä et ass awer verhënnert ginn, datt d'Trusten hei konnte constitueriert ginn.

Elo féiere mer dann den Trust an no dem Modell vun de Länner vun dem common law. Wéi en do praktiziert gëtt, soll en dann och eriwer kommen an eist nationaalt Recht. Et ass zweifellos sénnov, wann en Instrument, wat internatio-nal sech bewährt huet, och hei fir eis Bankeplaz zougänglich ass. Vlaicht muss een awer, haapt-sächlich wat deen anere Volet vum Projet ubelaangt, d'Fiducie, an de Rapporteur huet ganz Kloer schonn drop higewisen, dår engen Fro e bësse méi wält nogoen, wou hie säi perséinleche Bedenken zum Aus-drock bruecht huet an dee schonn derwäert ass, dass een haart driwwer nodenkt.

Mir hunn et elo net némmen hei mat der Den Haager Konventioun zum Trust ze doen, mä och mat enger Reform vu schonn existéiertem Lëtzebuerg Recht vun der Fiducie. Dëse Kontrakt, deen zénter 20 Joer am Wesentlechen als Contrat bancaire geregelt ass, gëtt uge-pass un d'modern Zait, an énner anerem kënnit dann och am Text mat dran, an dat stoung am Reglement vun '83 net dran, datt e kann opgelést ginn, opgekënnegt gi pour motif grave.

Ech sinn der Meenung, datt prinzipiell dés Méiglechkeet eigentlech mam Wiese vun der Fiducie onver-einbar ass, net esou séier wéinst den initiale Vertragsparteien, mä vi-run allem wéinst deenen, déi duerno dermat ze doe kréien. D'Essenz vun der Fiducie ass jo déi, datt de Fiduciaire mam Patrimoine fiducia-re, deen e géreiert, schafft a sech géintwier Drëtte weider bënnt. Wann de Fiduciant elo de Vertrag vum Gericht opkënnige léisst, dann ass de Fiduciaire schlech drun. Hie bleibt a sengen Obliga-tioune géigenwier dem Drëtte weider gebonnen.

Dat bréngt zweifellos eng Partie Problemer mat sech. Wa mer e Beispill huelen, d'Majoritéit vun deene Contrats de fiducie ginn hei mat de Banken ofgeschloss. Wann elo aus iergendengem Grond dee Kontrakt opgekënnegt gëtt, et ass jo och esou, datt dee Patrimoine net am Bilan vun de Banken erschéngt, dann ergëtt sech e Pro-blème, well da muss en an de Bilan mat erakommen an da stelle sech d'Problemer vun de Ratioen an et stelle sech och nei Steierproblemer. D'Tatsaach ass nun awer déi, datt keng vun deene Situationsen, déi den Exposé des motifs vum Gesetzesprojet opzielt, an der ak-tueller Rechtslag onléisbar wieren. All dése Verhalensweise kenne mer och haut schonn zu engen gericht-lecher Resolution vum Kontrakt Ulass ginn, an zwar dat op der Basis vun dem Droit commun vun de Verträg.

Dat heescht also: Bei engen strikter Applicatioun vum Artikel 7 Ab-schnitt 6 duerch d'Gerichter, stellt sech haut an och an Zukunft kee Problem. Allerdéngs entsteet duerch den neien Text eng gewëssen Onsécherheet, schonn eleng doduerch well d'Opléisung am Text dra steet, wou se a sech net bräicht dran ze stoen, well mer haut schonn d'Opléisungsméig-lechkeeten hunn. An doduerch kënn eventuell eng gewëssen On-sécherheet mat era vis-à-vis vun deene potenziellen Notzer vun der

Fiducie, déi sech d'Fro stellen, wat wuel effektiv énner Motif grave ze verstoën ass a wéi se kann invo-quéiert ginn. Dat kënnit dann och zu engen Ofânnierung vun dem Contrat de fiducie eriwwer op den Trust féieren, wou et jo vill méi schwéier ass do Opkënnegungen ze maachen oder praktesch guer net méi méiglech ass.

Ass et elo awer esou, datt dat hei, datt dee Saz do just soll eng nétz-lech Répétitioun si vun deem, wat haut schonn applicabel ass, a wann een dat als dat ugesäit, da géing ech soen, wär et eng nétz-lech Informatioun fir déijéineg oder eng Warnung un déijéineg déi Abüe wëlle maachen. Wann dat net de Fall ass, da kommen déi Onsé-cherheete mat dran, wou vu Rieds war.

Dès Iwwerleeunge bréngt mech dann och dozou eng extrem res-triktiv Handhabung vun der Résilia-tioune vun engen Fiducie pour motif grave ze erhaffen. Wéi gesot de Projet schaft a leschter Analyse, mengen ech emol, net wierklech en neien Opléisungsgrond vun der Fiducie, mä et kënnit een awer mengen hie géif et maachen - dat ass de Problem -, an dofir mussé mer dann och fir eng richteg Duerstellung vum neie Sachverhalt bei deene Beträffene suergen.

Dat gesot, Här President, bréngt ech nach d'Zoustëmmung vu men-ger Fraktioun zu désem Projet. Merci.

**M. le Président.-** Merci, Här Sauber. Ech ginn d'Wuert dem honorablen Här Klein.

**M. Jean-Pierre Klein (LSAP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci dem Rapporteur fir seng Aarbecht, déi hien an der Kommissioune an désem Dossier gelesen huet, och fir seng Berichter, sief et dee mëndle-chéen oder dee schréftlechen. Ech hunn awer héieren, datt hien net mat allem d'accord ass, wat d'Kommissioune him an de Rapport gesat huet.

Wéi de Rapporteur schonn erklärt huet, geet et an désem Projet ém d'Approbatioun vun der Konven-tioune vu La Haye vum 1. Juli 1985 iwwert d'Loi, déi beim Trust appli-cabel ass, souwéi iwwert d'Uner-kennung vum Trust. An déser Kon-ventioun geet et net drëm fir den Trust, deen d'Länner vum „common law“ kennen, an eist nationaalt Recht anzeféieren, mä d'Ratifiéierung vun déser Konventioun bréngt mat sech, datt eis Gerichter Rege-lén zur hirer Dispositioun kréien, fir Problemer vum internationalem Privatrecht ze léisen, déi sech even-tuell kënnne stellen am Fall wou d'Effete vun engem Trust sech op eisem Territoire verlängeren.

D'Ratifiéierung vun der Konven-tioune ass ausserdeem wichteg fir eist d'Land, well doduerch d'Uner-kennung vun der Lëtzebuerg Fiducie an deene Länner, déi d'Kon-ventioun och ratifiéiert henn, er-lüichtert gëtt. Weider kréien d'Con-trats fiduciaires eng nei gesetzlech Regelung. Bis elo waren déi duerch e groussherzoglech Re-gelung vum 1983 geregelt, wat awer mat désem Gesetz ofge-schaft gëtt.

Dès Regelung ass net komplett nei, mä baséiert op dem grouss-herzogleche Regelung vum 1983. Dat Gesetz, wat mer haut stëm-men, verbessert de Régime juridi-que vun de Contrats fiduciaires. Dés Reform bréngt also mat sech, datt d'Fiducie hei zu Lëtzebuerg consolidéiert gëtt, andeem d'Sécu-rité juridique an déser Matière verstärkt gëtt an déi méiglech Uwendunge vun der Fiducie ver-géissert ginn.

Unhand vun den Ausféierunge vum Rapporteur hu mer gemierkt, datt dése Projet immens technesch ass. De schréftleche Rapport ass in extenso op den Inhalt vum Projet agaangen.

Et ass evident, datt dése Projet wichteg fir d'Attraktivitéit an d'Com-pétitivitéit vun eiser Finanzplaz ass, well virun allem d'Reglementatioun vun de Contrats fiduciaires op ville Punkte verbessert gëtt an och d'juris-tesch Sécherheet verstärkt gëtt, wat de Professionellen aus deem Secteur zegutt kënnnt. An deem Senn ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu désem Projet de loi.

**M. le Président.-** Merci, Här Klein. Als nächst Riednerin ass d'Madame Durdu ageschriwwen. D'Madame Durdu ka leider net hei sinn a se gëtt duerch den Här Bettel vertrueden. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Xavier Bettel (DP), en remplacement de Mme Agny Durdu.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. D'Madame Durdu huet misse wéinst engen net geplanter Saach de Sall verlossen an huet mech gefrot fir hir Ried virzeliesen. Déi Ried ass handgeschriwwen, wann ech heiansdo méi lues sinn, da pardon.

#### (Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur Patrick San-ter huet a sengem excellente schréftleche Rapport, woufir d'Madame Durdu him félicitéiert, den technesch Volet vun désem Projet prezis beliicht, an dofir kann ech drop verzichten nach eng Kéier dorriwwer en Exposé ze halen.

#### (Hilarité)

Et ass net esou einfach, hutt wann ech glift e bësse Gedold.

Ech énnersträichen, datt mer mat désem Gesetz d'Konventioun vu La Haye vum 1er juillet 1985 iwwert den Trust unerkennt an de System vun der Fiducie, déi bis ewell hei zu Lëtzebuerg geregelt ginn ass duerch de Règlement grand-ducal vum 30. Oktober 1972, de Règlement grand-ducal vum 19. Juli 1983 an duerch d'Loi d'habili-tation vum 24. Dezember 1982, adaptéieren. Mat désem Gesetz gëtt d'Fiducie liicht émgeänert an op nei Erkenntnisser ausgerichtet. Doriwwer eraus entsprécht d'Fiducie elo den Artikelen 2 an 11 vun der Konventioun vu La Haye a wäert dann deemno als Trust vun der besoter Konventioun unerkannt ginn.

Den Trust an d'Fiducie sinn zwou juristesche Konstruktioonen, déi Ele-menter vun der Vente, dem Mandat an dem Acte unilatéral an engem System hinn. Den Trust kënnit aus dem angelsächsische Rechtssyste-m. Wann ee weess, wie mat désem zwee Systemer, Trust a Fiducie émgeet, nämlech d'Banken, d'Sociétés d'investissement aus dem Secteur financier, d'Sociétés d'in-vestissement à capital variable ou fixe, etc., da weess een, datt dése Projet vu groussem Wäert fir d'Fi-nanzplaz ass an zur Verbesserung vun der Rechtssécherheit an désem ekonomesch wichtige Be-räich vun eisem Land bädérit. Aus dése Grénn bréngt d'Madame Durdu d'Zoustëmmung vun der DP.

**M. le Président.-** Merci. D'Wuert huet den Här Jacques-Yves Henckes.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi éischté Kéier wéi d'Gesetzgebung iwwert den Trust, iwwert d'Fiducie an ons Gesetzgebung iwwerhaapt abruacht ginn ass, ass et iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal gemaach ginn, dee selwer um Vollmachtegesetz baséiert huet. Dat ass en zimlech exceptionnellé Wee gewiescht, well de Problem ganz schwéier ass. Ech erénnere mech nach, datt deemois an der Commission juridique en Ablack envisagéiert war fir ze

froen, datt e Projet de loi sollt deponéiert ginn, mä d'Regierung am leschte Moment - kuerz virun de Wahlen - awer décidéiert huet, fir iwwert de Wee vum Vollmachtegesetz d'Fiducie an onsen Droit anze-bréngen.

D'Problematik ass bekannt. Mir versichen an onsen napoleo-nesche Rechtssystem angelsäch-sesche Prinzipien ze intégrerien. Dat ass relativ komplex. Wuerfir? Well d'Rechtssystemer anescht sinn an et net émmer einfach ass fir deen Ablack e Joint zwëschent deenen zwee Systemer ze maachen, mä et ass op jidde Fall e wichteg Gesetz fir ons Finanzplaz.

De Projet de loi huet zwou wichteg Neierungen. Déi eng ass, datt en de Champ d'application vun deen, déi kënnit op de Contrat fidu-ciaire opbauen, dat heescht, déi esou Kontrakter kënnne maachen, élargiéiert, an zwar considérable-ment. Bis elo waren et némme d'Banken, awer elo kommen eng zahlreich aner Beräicher dobäi, wéi notamment d'Sicaven, d'Sociétés d'assurances et de réassurances.

Dann e wichtige Punkt, deen de Rapporteur ugeschnitten huet, de Remplacement vum Fiduciaire, entweder op eng provisoires oder op eng definitiv Aart a Weis, an d'virzáig Extensioun vun dem Contrat fiduciaire.

De Rapporteur huet mat Recht drop higewisen, datt speziell déi do zwee Punkte Problemer opwer-en. Et ass evident, datt dat, wann ee gesäit wéi et am angelsächsische Recht ass, dach relativ komplex ass a bedéngt, fir Pro-blème ze éviteren, datt deen, deen e Contrat fiduciaire mécht, elo méi Prezisiounen an de Contrat fiduciaire erasetzt an notamment ganz Kloer seet, wat fir d'Parteien e Motif grave ass a wat fir d'Parteie kee Motif grave ass.

Déi Donnée ginn héchstwahr-scheinlech op Basis vun deenen Dispositiounen, déi an de "fiducia-ry agreements" vun den angelsächsische Kontrakter bestinn, elo och an ons Kontrakter inté-gréiert. Wann dat geschitt, da wäert et sécherlech ganz selte sinn, datt et zu engem Prozess vi-run de Gerichter wäert kommen. Wa sech awer just némme op d'Gesetz referéiert gëtt an déi Det-ailler net virgesi sinn, dann ass et effektiv vu Risiko, esou wéi den Text elo libelléiert ass.

Mer mengen, datt dat elei trotz-deem e wichteg Gesetz ass, well mer, an ech géing soen, datt dat bal deen essentielle Punkt ass, déi Konventioun vun 1985 iwwert déi international Organisatioun a Re-connaissance vun den Trusté mat ratifizéieren. Dat ass e wesentleche Punkt an dofir kënnne mer och den Accord vun onser Fraktioun zu désem Projet ginn.

**M. le Président.-** Merci, Här Henckes an ech ginn dann d'Wuert weider un déi honorabel Madame Renée Wagener.

**Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).-** Här President, mir kënn-déise Projet stëmmen. Merci.

**M. le Président.-** Merci. Duerno ass kee Riednerin méi age-schriwwen an ech ginn dem Här Minister Luc Frieden d'Wuert.

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng vun de Stäerkte vun der Finanzplaz Lëtze-buerg an deene leschten dräi Jor-zéngte war, datt mer e klore juriste-sche Kader haten an hu fir déi eenzel Finanzaktivitéiten, déi sech do dérouléieren.

Mir ännere d'Gesetzer net all Méindes moies. Dat heescht, mir hinn och eng Stabilitéit am Cadre juridique vun de Finanzaktivitéiten, mä mir adaptéieren se do wou et noutwendeg ass, wann nei Instrumen-ter kommen oder et Instrumen-ter am Ausland ginn, déi mir an dár námlechster Form nach net hei

hunn. An et ass genau dat wat mer haut hei maachen, andeem mer deen alen Text, dee Règlement grand-ducal vun 1983 duerch en neit, modernt Gesetz ersetzen. Ech mengen, et géing wierklech sech aschreiwen an d'Politik vun der Re-gierung, déi ass, déi rechtlich Rumm fir d'Finanzaktivitéite permanent ze verbesseren, well do wou et keng Rechtssécherheit gëtt, kann et och keng seriö Finanzplaz ginn.

Heimadder schafe mer nei Méig-lechkeeten an dofir sinn ech vrou, datt hei an der Chamber esou e breeden Accord zu désem Projet sech ofzeechent. Ech soen dem Här Rapporteur Patrick Santer an deenen anere Kollege vun der Commission juridique villmools merci fir déi intensiv Aarbecht.

#### (Hilarité)

Jo, wësst Der, Här Bettel, dat hei ass en Text, deen erém eng Kéier beweist wéi gutt et ass, datt ee fir déi do Saachen esouwiel Responsabilitéen am Finanzministère huet wéi am Justizministère, well et ass e ganz kloren Text, deen e ju-risteschen Text ass, mä deen uge-wannt gëtt vun den Acteurë vun der Finanzplaz an dofir effektiv, den Text war an der Commission juridique. Also deene Kollegen en häerzleche Merci am Numm vun der Regierung.

**M. le Président.-** Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass ofge-schloss a mir kommen zu der Lec-ture vun den Artikelen a stëmmen dann iwwert de Projet de loi of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Nico Loes)

D'Artikelen 1 bis 15 si gelies an ugeholl.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamten Text vum Projet de loi de 4721.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder entale sech.

De Projet de loi ass mat 57 Stëm-men an 1 Abstentioun ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par M. Fred Sunnen), Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Marcel Sauber), MM. Patrick Santer (par M. Nicolas Strotz), Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Claude Wi-seler (par Mme Nancy Arendt);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Nikki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par M. Xavier Bettel), MM. Gusty Graas (par M. Jeannot Belling), Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. John Schummer), Claude Meisch (par M. Emile Calmes), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripplinger (par Mme Maggy Nagel), Marco Schroeck, John Schum-mer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par Mme Mady Delvaux-Stehres), Mme Lydie Err (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Mme Lydia Mutsch (par M. Georges Wohlfart), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen (par M. Jean-Pierre Koopp), Fernand Grei-sen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;*

MM. François Bausch, Robert Garcia (par M. François Bausch), Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Gett d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidier.

Mir kommen dann zur Diskussiou vun deem nächste Projet de loi 4919. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo hu sech folgend Riedner ageschriwwen: déi Häre Mosar, Klein, Bettel, Henckes an d'Madame Wagener.

D'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Patrick Santer.

#### 5. 4919 - Projet de loi portant modification

##### 1) de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

##### 2) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

##### Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat désem Text sinn ech averstanen. Beim Projet de loi 4919 handelt et sech ém déi éischt substanziel Form vun der Légalisation vun den Huissiers de justice.

Dräi Haaptobjektiver gi mam Projet de loi ugepeilt. Et sinn dat d'Formation vun de Huissieren, d'Associatioun téschent Huissieren an d'Reglementatioun vun der Suppléance. Eier ech op dës dräi Punkte méi am Detail aginn, well ech nach ervirhiewen, datt doniewent eng ganz Rei vu punktuellen Adaptatiounen virgeholl ginn, zum Beispill d'Verjährungsfrist vun enger Action disciplinaire, d'Peines disciplinaires, déi géint en Huissier ausgesprach kenne ginn, ginn op deene vum Notariatsgesetz vun 1976 aligniert, d'Cotisationen, déi un d'Chambre des Huissiers de justice bezuelt musse ginn, d'Indikatiounen, déi en Huissier op säin Akt muss maachen oder nach, datt den Huissier seng Énnerschrëft och bei de Verwaltungsgeriichter an net némme wéi bis elo bei den Zivilgeriichter muss hannerleeën.

Den Artikel IV vum Projet leet déiselwecht Flicht, wat d'Hannerleeë vun der Énnerschrëft och bei de Verwaltungsgeriichter ugeet, och den Notairen op. Dofir huet d'Notariatsgesetz vum 9. Dezember 1976 misse geannert ginn.

Elo zu den Haaptobjektiver vum Gesetzesprojet.

Eischens d'Formation vun den Huissieren. Bis haut geet den Ofschloss vun enger Première duer fir an de Stage als Huissier erage-looss ze ginn. Dem Projet de loi no muss elo en Huissier eng ofgeschlossen universitaire Ausbildung vu véier Joer am Droit an de Certificat de formation complémentaire am Droit luxembourgeois opweisen. Dat sinn déiselwecht Bedingunge wéi fir op de Barreau ze kommen.

Durch deen elo noutwendegen Universitéitsdiplom aligniert sech eist Land op déi franséisch a belsch Légalisationen, déi och vun hiren Huissieren eng universitaire Ausbildung verlangen.

D'Kommissioun huet dës supplementar Bedingung, déi och schonn am Rapport sur la justice au Luxembourg vum Här Lucien Weiler vum 27. Abréll 1998 gefuerert gouf, begréisst. Eng universitaire Ausbildung ass an den Ae vun der Kommissioun onbedéngt noutwen-

deg fir et den Huissieren ze erméglechen, déi émmer méi komplex Rechtslag korrekt anzegesinn an d'Pouvoiren, déi d'Gesetz hinne gëtt, a leur juste mesure auszéüber, zumools well an deene leschte Joren d'Influenz vum Europarecht an de Beráicher, déi direkt oder indirekt fir d'Huissiere vu Bedeutung sinn, enorm zougeholl huet an nach zouhuele wäert.

Doniewent, bei de Kritären, déi en Huissier muss erfëllen, gouf d'Nationalitéitsbedingung un déi vum Notariatsgesetz ugepasst. D'Altersbedingung an d'Dispens vum Stage sinn, well mer eng universitaire Ausbildung froen, iwwerflëssseg ginn an de Certificat de moralité gëtt net méi vum President vum Bezirksgeriicht, mä vum Procureur ausgehändegt.

Am Projet de loi Artikel 2 ass festgehalten, datt déi nei Bedingunge fir d'Funktioun vum Huissier ausüben ze können sech némnen op déi Kandidaten uwennet, déi hire Stage nom A-Krafft-Triede vum neie Gesetz ufanke wäerten. Déi, déi elo am Stage sinn, falen net énnert dat Gesetz.

Zweetens d'Associatioun téschent den Huissieren. Der Chambre des Huissiers no belafen sech d'Káschten, déi eng kleng Huissiersetüd all Mount muss droen, op ongefeler 10.000 Euro. Fir et den Huissieren ze erméglechen dës Káschten ze deelen andeems se sech associéieren, gesäßt de Projet de loi express vir, datt esou eng Associatioun zu Stane ka kommen, wat haut an der Praxis awer scho stattfënnt.

Well d'Huissieren awer e spezielle Statut als Auxiliaire de justice hunn, muss d'Associatioun vum Justizminister guttgeheesch ginn. Et siest nach bemierkt, datt némnen Huissieren aus deemselwechten Arrondissement judiciaire, entweder Lëtzebuerg oder Dikrech, sech ze summendoe kënnen.

De Statsrot hat bemängelt, datt de Projet de loi keng Kritäre géif virgesinn op deenen de Justizminister eng Associatioun kennt refuséieren oder autoriséieren. D'Kommissioun war awer der Meenung, datt d'Procédure administrative non contentieuse sech hei uwennet, an datt e Refus vum Justizminister souwissou emmer muss motivéiert sinn.

Dréttens eng nei Réglementatioun vun der Suppléance. De Huissier suppléant muss déiselwecht Bedingunge wéi de Huissier de justice erfëllen. Bis dato sinn d'Huissiers de justice suppléants als Clerc oder als Sekretär an enger Huissiers-Etude oder Affekoten-Etude beschäftegt.

Well mer am Projet de loi elo eng universitaire Ausbildung vum Huissier suppléant verlaangen, kann et méiglech sinn, datt et méi schwéier kíent ginn engem Beruff nozegoen an derniewent Huissier suppléant ze sinn. Mir hunn eis an der Kommissioun laang mat déser praktischer Problematik befasst. De System vun der Suppléance, deen elo am Projet de loi stet, berout op der praktischer Erfahrung, déi iwwert d'Jore gesammelt gouf. Et bleibt awer, datt sech Problemer kíent erginn, wat d'Artikulatioun téschent dem Ausübe vum Beruff vum Huissier suppléant an dem Exercice vu senger Fonction als Huissier suppléant ugeet. Dofir steet am Rapport: «La Commission invite le Gouvernement à trouver une solution applicable en pratique», wa sech esou e Problem géing stellen natierlich, «et si besoin en était, à modifier dans les meilleurs délais la loi du 4 décembre 1990».

Dat sinn d'Leitlinne vum Projet de loi 4919.

D'Commission juridique huet sech awer mat engem weidere Problem, deen d'Huissiere betréfft, befasst, an zwar mat der Zuel vun den Huissieren. Et ginn der genuch, seet d'Chambre des Huissiers de justice. Et ginn der net genuch, seet de Conseil de l'Ordre vu Létze-

buerg. Mir hunn eis eingehend mat déser Problematik a mat den Argumenter vu béide Säite befaasst.

A Frankräich an an der Belsch ginn et proportional méi Huissiere wéi bei eis am Land, mat der Konsequenz, datt et an deene Länner méi Zwangsvollstreckunge gëtt. Mä eng Reform vun der Procédure d'exécution am Senn vun enger Vereinfachung, ouni natierlech d'Garantié vun de Justiciaren unzetaaschten an de Recours op alternativen Modé vu Konfliktlösunge wéi d'Médiation oder den Arbitrage, können och op d'Zuel vun den Huissieren eng Influenz hunn.

Mir befannen eis also an engem Geflecht vu cause à effet, wou et nach eng ganz Rei vun Inconnuë gëtt, wou et do awer elo schlecht wier, fir der Regierung festzeschreiwen d'Zuel vun den Huissieren erop ze setzen oder d'Zuel vun den Huissieren erof ze setzen.

Dofir froe mer an enger Motioun, déi ech elo wäert deponéieren an déi vun alle Fraktioune gedroe gëtt, datt: «...invite le Gouvernement à mener une réflexion approfondie sur les différentes procédures d'exécution et de saisies dans l'optique d'une simplification de ces procédures, ainsi que sur le fonctionnement du système des huissiers de justice, et à reconstruire le nombre des huissiers de justice au vu de l'évolution des affaires de justice et de la réforme précitée des procédures d'exécution et de saisies.»

#### Motion 1

##### La Chambre des Députés,

- considérant le nombre proportionnellement beaucoup plus élevé d'huissiers de justice en France et en Belgique, deux pays partageant le même système juridique que le Luxembourg, avec pour conséquence un nombre plus important d'exécutions forcées;

- considérant que les multiples procédures d'exécution et au-delà l'ensemble de la procédure judiciaire pourraient être simplifiées pour les adapter aux besoins des justiciables;

- considérant qu'une telle réforme en profondeur aura naturellement des répercussions sur le nombre des huissiers de justice;

- considérant que la croissance constante du nombre des affaires portées en justice, si elle se confirme malgré l'introduction de la médiation ou d'autres méthodes alternatives de résolution des litiges, et nonobstant une simplification de la procédure, ne sera pas sans influence sur le nombre des huissiers de justice nécessaires au bon fonctionnement de la Justice;

##### invite le Gouvernement à

- mener une réflexion approfondie sur les différentes procédures d'exécution et de saisies dans l'optique d'une simplification de ces procédures, ainsi que sur le fonctionnement du système des huissiers de justice, et

- reconstruire le nombre des huissiers de justice au vu de l'évolution des affaires de justice et de la réforme précitée des procédures d'exécution et de saisies.

(s.) Patrick Santer, Xavier Bettel, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein, Renée Wagener.

Nach eng Kéier dës Motioun, vun alle Fraktioune gedroen. Dat gesot bidden ech lech, am Numm vun der Commission juridique, den Text wéi en lech virläit ze stëmmen.

Ech soen lech merci.

#### Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Als éischt Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ufänke well ech meng Interventioun mat engem Merci u mäi Fraktiounskolleeg Patrick Santer, deen op seng gewinnt souverän a kompetent Manéier eis esouwuel en excellente schrifteleche wéi och mëndleche Rapport virgeluecht huet. Well dës Rapporten op eng detailliéert Manéier déi eenzel Aspekter vum Dierwiechteschberuff belichten, brauch ech also net méi op déi verschidde Punkte vun dësem Projet anzeugen, mä ka mech limitiéieren op zwee Voleuten, op déi ech hei nach eng Kéier well kuerz agoen. Dat éischt ass d'Problematik vun den Huissiers suppléants an dat anert d'Fro vun der Zuel vun den Dierwiechtern.

Wat den éischt Punkt betréfft, ass et jo esou, an de Rapporteur huet dat och scho virdrun a sengen Ausféierung preziséiert, datt an Zukunft also all Dierwiechter muss eng Formation universitaire hunn, déi duerch d'Cours complémentaires ofgeschloss gëtt. Dës Konditioun wäert sech also an Zukunft och op d'Suppléanté vun den Dierwiechtern applizieren, wat allerdéngs riskéiert an der Praxis zu Problemer ze féieren. Bis elo ass et jo esou gewiescht, datt meeschents dës Suppléanten d'Stagiairen aus deenen eenzelnen Dierwiechtesch-Etudé waren, esou dass dése System eigentlech zu enger allgemeiner Zefriddheet funktionéiert huet.

Eng éischt Fro, déi ee sech an désem Kontext muss stellen, ass natierlech déi, ob eis Prozeduren, besonnesch um Niveau vun der Zoustellung vun allméiglechen Akte respektiv Exécutiounsprozeduren, net ze vill schwéierfälleg sinn, an ob een net hei misst am Senn vun enger méi grousser Vereinfachung verschidde Prozeduren iwwerdenken.

De Justizminister huet eis an der zoustänneger Kommissioun eng Rei Propositionen op den Dësch geluecht, wéi a wou esou eng Vereinfachung vun de Prozedure kénnt an d'A faassen. Fir hei némme ee konkret Beispill ze huelen: Wann d'Scheedungsprozedur an Zukunft soll esou reforméiert gi wéi dat elo am Projet de loi, deen déposéiert ass, virgesinn ass, wäerten eleng an déser Matière eng ganz Rei Zoustellung vun den Akten ewechfalen.

Dir gesitt also, datt d'Fro vun der Zuel vun den Dierwiechtern enk zesummenhängt mat där iwwert d'Vereinfachung vun enger Rei vu Gerichtsprozeduren, vun deenen ee se och net oftrene kann. Et schéngt mer deemno an enger gewëssener Logik ze sinn, datt ee fir d'éischt deen Exercice mécht, am Detail ze kucken, wéi a wou een dës Prozedure vereinfacht, ier ee sech dann eng Philosophie iwwert d'Zuel vun den Dierwiechtere mécht.

Ech si mer och bewosst, dass d'Diskussiou heiriwwer keng einfach wäert ginn, well d'Eropsetze vun där Zuel vun den Dierwiechtere forcément zu enger méi grousser Konkurrenz géif zwéischen den Dierwiechtere féieren an domadder d'Exécutiounsprozeduren och risikiere méi energesch bedriwwen ze ginn, wat sécherlech zur Konsequenz kíent hinn, datt mer an Zukunft nach méi Faillitë géife kréien an och vläicht méi Haushalter géife ruinéiert ginn.

Op där anerer Sait hu besonnesch awer d'Affekoten oft Problemer fir en Dierwiechter ze fannen, deen nach eng Zoustellung mécht, wat och net onbedéngt zum guude Fonctionnement vun eisem Justizwiese báidréit. Et dierf een dann och net vergiessen, datt, wann d'Zuel vun den Dierwiechtern an de leschte Jore méi oder wéineger stabel bliwwen ass, déiselwecht Zuel vun den Affekoten sech vervéifacht huet.

Wann een d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg mat där vun eisen Notenschläpper verglaicht, esou muss ee feststellen, datt d'Zuel vun den Dierwiechtern an der Belsch an a Frankräich substanziel méi héich ass, wat natierlech dann och d'Zuel vun den Zwangsexécutiounen vergréissert.



an der Kommission och opgeworf, d'Fro vun deenen Huissieren, déi haut schonn am Beruff sinn, wou jo eigentlech bei verschiddeñen zumindest en Ënnerscheed entsteet zu deenen Huissieren, déi dann deemnächst agestallt ginn. Do muss ee sech natierlech d'Fro stelle wéi een déi Diskrepanz kann an de Grëff kreien, ob eng Formation continue organiséiert gëtt.

D'Zuel vun den Huissieren, och dat ass schonn hei gesot ginn, ass a Fro gestallt. Mir sinn deene Leit hirer Meenung, déi mengen, datt se ze niddreg wär. Mir kruten an der Kommission och gesot, dass zum Beispill a Frankräich oder an der Belsch, déi en ähnlache System hu wéi mir, déi Zuel proportional vill méi héich ass par rapport zu der Bevölkerung.

Et muss ee sech och Froe stellen, wann ee liest, dass vun deenen 19 Huissieren, déi mer am Land hunn, der zwee zuostanneg si fir de ganzen Distrikt Dikrech a 17 fir Létzebuerg. Do stellen sech mir awer ganz kloer Froen. Dat wor vläicht nach adaptéiert un d'Situatioun vi run 10, 20 oder 30 Joer, mä mëtterweil kenne mer awer eng Entwécklung vum Norde vum Land, wou ee ka feststellen datt d'Bevölkerungszuelen extrem staark an d'Luucht ginn, oder jiddefalls méi staark wéi an anere Géigenden. Esou datt ee sech d'Fro ka stellen, ob dat doten nach der Situatioun ugepasst ass.

D'Fro stellt sech awer och, ob een haut nach fir bestëmmten Akten a Modifikatiounen Huissieré braucht. Déi Fro ass virdrun och vum Här Bettel opgeworf ginn. Kéint een do net eng ganz Rei Saachen op anere Weeér léisen? Ech hunn heiansdo d'Gefill, wann ech déi Texter gelies hunn, dass dat eng Prozedur ass, déi nach aus dem 19. oder ech weess net wéi engem Jorhonnert staamt an déi a ville Fäll eigentlech guer kee Sénn méi mécht, ausser vläicht dann deem, engem Beruffsstand en Akommes ze erlaben.

D'Problematik vum Tarif, dass eng Rei vun Tariffer scho relativ héich sinn, an dass se da géifen an d'Luucht eventuell goen, wa mer eppes géifen un der Zuel vun den Huissieren änneren, stellt sech natierlech. D'Fro stellt sech awer, ob de System u sech net misst a Fro gestallt ginn.

Mir kruten an der Kommission och gesot, dass a Frankräich an och an Däitschland aner Systemer existéieren. Zum Beispill an Däitschland gëtt déi Aarbecht do vu Statsbeamten erledegt, an dat ass wierklech eng Fro, déi ech hei wéilt opwerfen, ob et net méi sénnvoll wär op dee Wee ze goe wéi eis däitsch Noperen dat maachen. Dat hätt de Virdeel, dass de Stat selwer kann de Volume vun der Aarbecht mat der Zuel vun deenen noutwendegen Aarbeitskräften an deem Beräich ofstëmmen. Et wär och vläicht méi bëllég. Et wär méiglech méi eng grouss Kontroll iwwert den Aarbeitsstil vun deene Beamtnen a Beamten, déi dat da géife maachen, ze kreien, an dorobber kommen ech vläicht herno nach eng Kéier zréck. Et wär och méi einfach ze iwwerpréife wéi eng Mo-

difikatiounen iwwerhaapt haut nach noutwendeg sinn, an et kéint ee vläicht och déi sozial Situatioun vun deene Leit, déi hei beträff sinn, anesch berücksichtege wéi dat duerch Leit, déi dat als liberalen oder quasi liberale Beruff maachen, ka geschéien.

Mir hunn zu Létzebuerg am Fong eng Aart hybride System. Engersäits gëtt verlaangt, dass ee Létzebuerguer muss sinn, et sinn eigentlech déiselech Konditiounen quasi wéi fir e Statsbeamten, vläicht sinn se esouguer nach e Krack méi streng, well et ém déi Statsbeamten da geet, déi müssen haut nach Létzebuerguer sinn, an deem neien Text ass dat och esou ageschriften. Déi Fro ass awer och opgeworf ginn, ob een eigentlech muss, fir deen doten Job auszéuben, d'Létzebuerguer Nationalitéit hunn, an ech mengen och, datt se um europäeschen Niveau diskutéiert gëtt. Et iwwerascht net, datt d'Létzebuerguer Regierung dat awer esou festgehalen huet.

Op dår anerer Sait gëtt dann op den Akt bezueilt wéi soss an engem liberale Beruff. Et gëtt dann erëm iwwerweisseg Limitatiounen, wou d'Fro och opgeworf ginn ass, ob déi Limitatiounen eigentlech kompatibel mat eiser Constitutioun wär. Et gëtt Tariffer, déi a verschidde Fäll fixéiert sinn, an aneren net. Et gëtt eng Altersgrenz vun 72 Joer, wéi bei den Notairen. Et kann ee sech och d'Fro stellen, ob dat bei deem dote Beruff esou sénnvoll ass.

Op alle Fall ass dat e System, deen ee schwéier kann aklasséieren, mä deen awer eng ganz Rei vu Froen opwerft, a wéi gesot, wann déi Motioun hei ugeholl gëtt a wann d'Regierung invitieréiert gëtt fir weider Reflexionen iwwer eise System ze féieren, da géife mer ganz staark recommandéieren sech ze iwwerleeën, ob een net an deem heite Fall emol eng Kéier a Richtung vun enger Verstaatlechung vun deem Beruff sollt goen.

Ech kéim dann nach op zwee méi punktuell Aspektér vum Projet ze schwätzen. Bei deem éische wéilt ech mech direkt outeñ als Mataarbechterin vun enger Wochenzitung. Mir hunn nämlech doriwuer geschwat a wéi enger Form, dass verschidden Décisiounen publiziert misste ginn.

Am éischen Text, dee mer virgëuecht kritt hunn, do stout, dass dat sollt an zwou, mengen ech, oder verschiddeñen Dageszeitungen a Périodique geschéien. Deen Text ass op Wonsch vum Conseil d'Etat ofgeännert ginn, wou dann elo just nach festgehalte ginn ass, dass dat Journaux solle sinn. Do stellen sech némme méi zwou Froen. Dat éisch ass déi vun der Semantik, well Journaux, wann ee sech e bësse mat der Wëssenschaft ausernaner setzt vun de Bicher an den Zeitungen oder de Périodiques, fir méi prezis ze sinn, da weess een, dass Journaux net onbedéngt e Quotidien heescht, wéi dat de Conseil d'Etat behaupt huet. Da misst een eigentlech wierklech dohinner schreiwen «dans différents quotidiens» oder «dans deux quotidiens». Dat ass net de Fall an ech stelle mer d'Fro, wann ee géif

wéinst dår doter Terminologie viru Gericht goen, ob een dann net awer géif Recht kreien.

Déi zweet Fro ass déi, firwat dat eigentlech esou agegrenzt gëtt. D'Regierung hat dat jo am Ufank net wéllés, dat ass sécherlech en Nodeel fir Wochenzeitungen, an d'Argument, dass dat onbedéngt misst an enger Dageszeitung publiziert ginn, doriwuer lësst sech diskutéieren, vu datt mer och eng ganz Rei vun aneren Avisen an Texter hunn, déi och a Wochenzeitunge publiziert ginn.

Dee leschte Punkt, Här President, betréfft d'Kritikke vis-à-vis vum Huissiersstand. Den Här Klein hat virdru schonn op déi Problematik higewisen. Dee ganze soziale Kontext, an deem mer hei oft dra sinn, huet d'Kommission am Fong op der Sait gelooss. Ech hat deen Thema och an der Kommission opgeworf, ob mer net missten iwwert déi reng technokratesch Aspekter vun deem Projet hei erausgoen an eis och a Kenntnis setze vun der Situatioun, wéi se dobaussen um Terrain ass, eventuell mat Leit schwätzen, déi déi Situatiounen méi konkret kennen.

Ech denken u Services endettement oder Sozialarbechter, Sozialarbechterinnen, vläicht sinn och an de Gemenge Leit, wéi den Här Klein dat ugeschwat huet, déi do méi matkréien. Dat ass awer ofgeleent ginn, an ech denken, dass et awer e ganz wichtige Sujet gewiechs wier mat deem mir eis als Commission juridique och hätte sollen ausernaner setzen.

Een Thema ass zum Beispill dat vun der Conciliatioun, ob een net kann awer nach op aner Weeér goe wéi deen, deen da schlussendlech émmer erëm usteet, datt d'Leit virun d'Dier gesat ginn an hient Hab und Gut mat hinne mat.

D'Fro hätt sech och hei gestallt iwwert déi heiansdo exorbitant Tariffer, ob déi wierklech émmer adaptéiert sinn. Ech bedauere ganz staark, dass mer deen Effort net gemaach hunn. Mir hunn aner Beräicher, wou mer Leit an d'Kommissioun ruffen. Ech fannen, dass dat oft ganz selektiv geschitt.

Här President, trotz dése Remarcken, wéi gesot, wäerte mer dése Projet mat stëmmen, well en eng Rei vu punktuelle Verbesserunge bréngt. Mir énnerstéttent all déi Leit, déi méi wáit goen a méi eng fundamental Reform vun deem System wénschen.

Ech soen lech merci.

**Une voix.. - Très bien.**

**M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Justizminister Luc Frieden.**

**M. Luc Frieden, Ministre de la Justice.-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och am Numm vun der Regierung e Merci un de Rapporteur Patrick Santer an un déi aner Kolleggen aus der Commission juridique, déi dése Projet analyséiert hunn an hei diskutéiert hunn.

Fir d'Regierung huet dése Projet zum Haaptzil, fir d'Organisationen an d'Formation vun den Huissiers

de justice ze verbesseren. Ech stellen hei fest, aus deenen Débaté vun de Moien, datt dat déi grouss Zoustëmmung am Parlament fénnt.

Ech mengen, datt dee Beruff, souwéi vill aner Beruffer, haut mat enger méi komplexer juristescher Aarbecht konfrontéiert ass, wéi dat vläicht am leschte Jorhonnert de Fall war, an dofir mengen ech gi mer hei e Schrëtt, besonnesch wat d'Organisation a wat d'Formation ubelaangt, méi wáit wéi an der Vergaangenheet. Ech mengen, et ass e gedde Schrëtt fir dee Beruffsstand besser ze outilléieren, dår komplexer Aarbecht können entgéint ze trieden.

Da sinn haut de Moien hei eng Rei Observatiounen gemaach iwwert d'Prozeduren. Am Numm vun der Regierung huellen ech gären déi Motioun un. Ech wéll lech just soen, datt déi Vereinfachung vun der Prozedure liicht an engem Débat an der Chamber gesot gëtt, mä an der Émsetzung vill méi schwierig ass.

Mir hunn am Justizministère e Groupe de travail mat Affekoten, mat Riichter, dee schonn eng länger Zait dorunner schafft an deen net richteg weiderkéint, an dofir, wann ech d'Recht hätt eng Motioun och dem Parlament virzeleeën, da géing ech d'Commission juridique invitieréieren och der Regierung bis, losse mer soen, zum Beispill Oktober, November eng Rei Suggestiounen ze maachen, well do, grad och an dår Kommission, ganz vill Affekoten dra sinn, déi och géinge breet Énnerstëtzung fannen.

Ech stellen nämlech oft fest, datt esoubal een iergendeng Prozedur ännert, een aneren am Grupp seet: Mä dat do ass da géint d'Rechter vun deem heiten oder deem doten. Den Equilibre fannen ass also ganz schwierig. Ech schieben domadher net d'Aarbecht zréck vum Exécutif op de Légalitatif, mä ech wär dankbar fir Suggestiounen, déi an deem dote Kontext kénnten am Kadre vun deenen Aarbechten, déi d'Regierung mécht fir eng Vereinfachung vun de Prozeduren ze realiséieren, eng breet Énnerstëtzung am Parlament fannen.

Ech hunn op jidde Fall wéllés bis Enn vum Joer eng Rei vun deene Procédures d'exécution an e Projet de loi anzebauen. A wéi gesot, wa mer do kénnte gutt Suggestiounen virgëuecht kreien, déi eng breet Énnerstëtzung vum Parlament kénnte fannen, net vun engem oder deem aneren Deputéierten némnen, da wär dat hellefräich an dofir géing ech lech schonn am Viarais e Merci soen, grad esou wéi ech merci soen, datt dése Projet hei esou eng breet Zoustëmmung am Parlament fénnt.

**M. le Président.- D'Diskusioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Article vum Projet de loi 4919 a stëmmen doriwuer of.**

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholle.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 4919.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 4919 ass mat 55 Jo-Stëmmen ugeholl.

**Ont voté oui:** Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert (par M. Fred Sunnen), Nico Loes, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wieler (par M. Patrick Santer);

Mme Simone Beissel (par M. Jeannot Belling), MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helmlinger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger (par M. John Schummer), Marco Schroell, John Schummer et Théo Stenderbach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Jean Asselborn), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Jean-Pierre Klein), Mme Lydia Mutsch (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Jean Huss), Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass esou décidéiert.

Mir hunn nach d'Motioun 1 virleien, zu dår de Minister elo grad Erklärungéen gien huet.

#### **Motion 1**

Mir maachen e Vote par main levée.

#### **Vote**

Wie fir d'Motioun 1 ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hien-wen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, d'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm. Déi nächst Sitzung ass de Mëttag a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 11.45 heures)**



**Ordre du jour**

1. Communications
2. 5082 - Projet de loi complétant la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire
- (*Rapport de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*)
3. 4818 - Projet de loi portant approbation de l'Accord cinématographique entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Française et des Annexes 1 à 5, signés à Cannes, le 18 mai 2001

**5025 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002**

**Présentation d'un bilan sur l'industrie cinématographique luxembourgeoise par M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications**

(*Rapport de la Commission des Media et des Communications - Discussion générale - Lecture du texte des projets de loi - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel - Motion*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Anne Brasseur et M. François Biltgen, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.31 heures)**

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

**(Négation)**

Dat ass net de Fall.

**1. Communications**

Ech wollt der Chamber folgend Kommunikatiounen maachen:

1) En date du 2 juillet 2003, des représentants des organisations APESS, FEDUSE/CGFP, SEW/OGB-L ont remis la pétition N° 253 pour des structures de participation authentique au sein des lycées et lycées techniques.

2) Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, a déposé en date du 3 juillet 2003 le projet de loi N° 5174 portant création de Maisons d'Enfants de l'Etat.

Mir hunn als éische Punkt um Ordre du jour d'Diskussioun vum Projet de loi 5082 iwwert d'Ersetze vun de Schoulmeeschteren a Léieren. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn age-schriwven: déi Häre Wiseler, Zaussi, Bettel, Henckes, Garcia an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorable Madame Agny Durdu.

**2. 5082 - Projet de loi complétant la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire**

**Rapport de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports**

Mme Agny Durdu (DP), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun ongefíer engem Joer stonge mer hei an der Plénierie an hunn diskutéiert iwwer e Projet de loi, wou mer probéiert hunn d'Situatioun vun de Chargés de cours ze regulariséieren. Ech erënneren drun, datt mer am Kader vun deem Projet de loi festgehalen haten, datt d'Chargés de cours, déi bestëmmten Ausgangspositionen hätten an nach géife Cour-

ginn. Do waren dräi Problemer opgeworf ginn, déi mer mam Ministère diskutéiert hunn an eng Antwort drop kritt hunn.

Deen éische Punkt, deen den drëtte Punkt ass vun der Reform, déi kennt: Wann d'Carrière reconstituéiert gëtt, wat ass bei de Chargéen, déi némme eng halfe Tâche hate bei de Gemengen, well bis dato gouf et jo am Fong geholl beim Stat keng halfe Tâchen?

Mir hunn eis iwwert déi Problematik informéiert, hunn eis berode ge-looss a kruten erkläert, et wier wichteg, datt de Projet de loi 5082 gestëmmt géif awer d'Entrée en vigueur nom Projet de loi 4891 kéim, dee jo hei an der Plénierie den 30. Abrëll gestëmmt ginn ass. Deem komme mer haut mat dësem Vote no. Well jo dës Mise en vigueur méi spéit ass wéi déi aner kënnen also och halfe Poste berechent ginn an der Reconstitutioun vun der Carrière.

E véierte Punkt: Wéi gëtt sech verhale mat der Obligation oder mat der Exigenz vum Stage, well am Prinzip, een dee fréisch bei de Stat erakënn, huet eng Stagezäit vun zwee Joer ze respektéieren? Do hu mer de Règlement grand-ducal vum 28. Juli 2000 analyséiert. Do ass virgesinn, datt de Minister kann op de Stage renoncier. Mir kruite vum Ministère erkläert, datt si bei deene Chargéen, déi an d'Reserve nationale kommen, op dee Stage waerte renoncier.

Deen drëtte Punkt vun der FNCTT-FEL, respektiv dee fënnefte Punkt, dee mir op dës Aart a Weis regléieren, dat war déi Fro vum double échelon, dee bestëmmte Chargéen haten. Hei war d'Fro: Wéi geet et elo mat de Chargéen, déi an d'Reserve kommen, déi do déi Garantie net kréien? Och do ass eis vum Ministère de l'Education nationale en Avant-projet de modification du règlement grand-ducal vum 28. Juli zoukomme gelooss ginn, deen expressément festhält, datt d'Chargés de cours hire Benefiss vum Echelon behalen, souwält en hinnen an hiren ale Gemengen zegutt komm ass.

Op der Base vun all deene Renseignemer hunn ech mäi Rapport geschriwen, an dee Gesetzestext ass fixéiert gi fir an eng öffentlech Sëtzung. Mä, Gott sei Dank, huet awer en Députéierten, deen net an eiser Kommissioun ass, deen awer méi prezis d'Gesetzestexter liest, festgestallt, datt am Projet de loi 4891 de Paragraph 6, op dee mer eis beruffen, fir all déi Avantages ze accordéieren, émgeannert gouf. Dorophin ass d'Regierung esou wäit gaangen, datt se en Amendement gouvernemental gemaach huet, deen de Conseil d'Etat och positiv aviséiert huet, an dofir fannet Der zu dësem klenge Projet de loi e Projet de rapport complémentaire, esou datt mer also mëttlerweil gewëss kenne sinn, datt déi fënnef Punkten, déi ech vi-raus opgezielt hunn, deene Chargés de cours, déi an d'Reserve nationale erakommen, och zoukommen.

Ech däerf informationshalber vläicht soen, wéi vill Leit ongefíer interesséiert sinn. Zu deem Zäitpunkt, wou ech den éische Rapport geschriwen hunn, hate 65 Leit hir Demande gemaach fir an d'Reserve nationale, an dem Secteur vum Primaire. Dovunner ware 35 Leit vun dësem Projet concrétiert. Am Préscolaire ware 16 Leit, déi gefrot hate fir an déi Formatioun eran ze kommen. Zwee waren der do concernéiert vun dësem Projet.

No deene leschten Informatioune schéngt et esou ze sinn, datt 70 Leit den Test bestanen hunn, also d'Konditiounen erfelle fir an d'Re-

serve nationale eran ze kommen. Dat ass e positiv Resultat a mer kënnen deene Leit némme bonne chance fir d'Zukunft wënschen.

Ech wollt nach soen, datt dést Ge-setz réckwierkend op den 1. Juli ass, esou datt all déi Leit, déi an d'Reserve nationale kommen, och ofgeséchert sinn.

Ech gesinn Diskussiounen an de Reien. Do menge Leit, ech hätt mat Absicht de Numm vun deem Députéierten net genannt, deem de Benefiss zoukënn, datt dee Mëssel, dee mir gemaach haten, konnt behuewe ginn. Dat war den Här Urbany.

Merci all deene Leit, déi hei geschafft huren. Ech wéll nach kuerz eppes soen. Ech géif wierklech drëms bidden op der Base vun därf Erfahrung, déi mer elo erém gemaach hu mat dësem Projet de rapport complémentaire, datt eng Evaluatioun vun dësem Gesetzesprojet gemaach gëtt um Enn vun dësem Joer, fir wann nach aner Kannerkränkten - wéi en dat emol kënn esou émschreiwen - sollden dra sinn, dass déi kënnnten ausgebügelt ginn.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

M. le Président.- Als éischen Diskussiounsriedner huet den Här Claude Wiseler d'Wuert.

**Discussion générale**

M. Claude Wiseler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et ass e relativ technesche Projet, dee mer haut analyséieren, an ech wéll och net méi op all déi Detailer agoen, déi d'Rapportrice elo wierklech am Detail hei erkläret huet. Ech soen hir merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rappor.

Et war keen Text, deen esou einfach war. Et war éischter eng Schwéiergebuert, déi mer an der Kommissioun do haten, mä ech muss awer soen, datt wahrscheinlich d'Explikatioun déi ass, datt et an därf heiter Matière net evident ass, fir all Detail esou hinzeréieren, datt duerno fir déi verschidde Situations, déi sech stellen, dat Ganzt och passt. Ech hoffen, datt désen Text elo alle Situations ge-recht gëtt a mer domat, wann am September déi nei Leit an hirer neier Funktioun ufánken, iwwert de Bierg sinn.

E puer Wuert zur Situations. Wéi mer virun ongefíer engem Joer dat Gesetz vum 25. Juli 2002 gestëmmt hunn, war u sech den Drock vu bausse grouss. Et stonge souger Leit dobausse virun der Trap. Dái eng wore fir den Artikel 16, déi aner hu géint den Artikel 16, esou wéi en elo am Text stéet, re-vendiquéiert. Deenen engen ass et net wáit genuch gaangen, deen aneren ass et ze wáit gaangen, an et war net evident fir eng Solution ze fannen, déi an der Mëtt war, déi korrekt a gerecht war.

Duerno ass et och esou un de Gemengeréit gewiescht an all deene Gemengen, déi mer hei hunn, déi mat deem Problem befasst waren, fir a villen a laangen Diskussiounen och an hirer Gemeng d'Application vun deem Gesetz ze maachen, well do huet eng gewësse Fräiheet bestanen. Dái eng hunn den Artikel 16 utiliséiert fir Contrats à durée indéterminée hire Leit ze ginn, déi aner hunn et net gemaach. Doranner besteet jo och d'Autonomie communale.

D'Situatioun war och, éier dat d'Gesetz bestanen huet, net evident. Mir hate laang Joren Diskussiounen virdrun. Mir waren och mat enger Rei Gerichtsprozeduren, mat enger Rei Uerteeler befasst a Solutiounen hu misse fonnt ginn, déi awer net némme juristescher Natur waren, mä och Solutiounen, déi de pedagogeschen Aspekt beinhalt huren, an déi zwou Saachen zesummenzesetzen, fir dann

nach eppes Gereimtes ze maachen, ass nun net émmer evident.

Zwee grouss Weeér sinn opgemaach ginn. Dat eent war de Wee op déi Formatioun en cours d'em-ploi ze maachen, déi duerno an d'Reserve sollt féieren an den zweete Wee war d'Méiglechkeet fir d'Gemengen, well si haten nom Gesetz nach émmer de Choix, fir de Leit, déi Employés privés waren, e Contrat à durée indétermi-née ze ginn an déi Méiglechkeet hunn d'Gemenge während engem Joer gehat an einstweile si mer och nach an därf Period, wou d'Gemengen déi Méiglechkeet hunn, an zwar bis zum 25. Juli 2003 ass déi Possibilitéit nach op.

Du sinn eng ganz Rei Décisiounen geholl ginn. Déi eng Gemengen hunn esou décideert, déi aner anescht. Ech weess, datt mir an der Stad Lézzeburg, well ech do den Dossier besser kennen, ronn een Drëttel vun deenen 150 Leit, déi mer als Chargéen haten, e Contrat à durée indéterminée ginn hunn an och nach nodeem mer dat gemaach haten am Juli vum leschte Joer, während dem Joer deen een oder deen aneren Härtefall nach nogekuckt hunn, fir deem och nach e Contrat à durée indéterminée ze ginn.

Un der Formatioun waren och, fir duerno an d'Reserve ze kommen, eng ganz Rei Leit interesséiert, déi awer, denken ech, net all konnten erakommen, well d'Zuel eben dést Joer aus verständleche Grénn och op 100 limitéiert war, an d'Madame Durdu huet elo u sech déi Zuele genannt vun de Leit, déi einstweilen nach amgaange sinn et ze pakken.

Zwou Froe wollt ech stellen. Déi gehéieren zwar net direkt zum Projet. Dat éisch ass, wéini elo d'Resultater eraus sinn, respektiv wéi d'Resultater sinn, wéi vill Leit elo definitiv kënnen an d'Reserve kommen, wa se dat da géing wielen, nodeem se d'Formatioun ofgeschlossen hunn a wéi et elo d'nächst Joer weidergeet, wéi vill Poste mer nach d'nächst Joer maachen, fir erém supplementar Leit an déi Réserve eran ze huelen, dat heescht déi, déi kënnen déi Formatioun machen.

Iwwert déi Formatioun huet ee vill Gudden an et huet een och eng Rei manner gutt Saachen héieren. Do fir mengen ech éischts, datt déi Formatioun wichtig an noutwendig war, well se awer de Leit d'Méiglechkeet ginn huet, fir eng Rei pedagogesch Aspekt an deene Courses ze léieren. Op därf anerer Sait ass et och ganz kloer, well et eng Formation en cours d'emploi war, datt et net émmer esou evident war fir Leit, déi awer eng ganz Tâche haten.

Dofir denken ech, datt et wesentlech ass, datt een no engem Joer, elo wou déi Formatioun leeft, och de Bilan mécht vun därf Formatioun, kuckt wat gutt war, kuckt wat manner gutt war a vläicht Konsequenzen draus zitt fir déi nächst Promotioun vu Leit, déi dodra ginn, och aus de Feeler geléiert hunn an deene kann eng Formatioun ubidden, déi nach amélioréiert ass par rapport zu deem wat war.

Den Text, deen haut ofgestëmmt gëtt, regelt also d'Transitioun esou wáit wéi dat méiglech war a probéiert all déi Problemer, déi nach am alen Text waren, an d'Madame Durdu huet se opgezielt, dann och auszebigelen an désem Text, mä wéi gesot, och an enger Rei anere Gesetzestexter, notamment am Statut, wou schonn eng Rei Saache geregelt sinn an och iwwert de Wee vu Règlements grand-ducalen, wou den double échelon zum Beispill soll geregelt ginn a vun der Exigence vum Stage, wou d'Ministesch eis gesot huet, datt se géing drop renoncier, esou datt ech denken, datt elo all déi Problemer vun der Transitioun vun engem System op deen aneren domat

missten, souwält wéi et méiglech ass, an d'Rei bruecht gi sinn.

Zum Ofschloss vun deem wat ech wollt soen, wéll ech awer nach op eppes opmierksam maachen, wat och d'Madame Durdu zweemol am hirem Rapport, an deem éische Rapport an am Rapport complémentaire, geschriwwen huet a wat och vun der Kommissioune ganz kloer an däitlech éinnerstéttzt ginn ass, dat ass, datt mer sollen um Enn vun dësem Joer, wann elo déi Transition geschitt ass, a wa mer wéssse wéi se geschitt ass, a wa mer gesinn, ob nach Problemer oder ob keng Problemer do sinn, einfach d'Evaluatioun maachen, de Bilan maachen a wa mer gesinn, datt nach deen een oder deen aneire Problem do war an d'r technesch komplizéierter Matière, datt mer dann och d'Méiglechkeet ginn, wéi gesot, déi Evaluatioun ze maachen an och d'Konsequenze vun d'r Evaluatioun ze zéien, falls dat noutwendeg wier. Dat wéssse mer jo elo momentan nach net.

Et ass an deem Senn, wou et selbstverständliche ass, datt meng Fraktioune och dësen Text wäert stëmmen. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.-** D'Wuert huet elo den Här Marc Zanussi.

**M. Marc Zanussi (LSAP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut iwwer e Projet de loi, deen eigentlech, wéi et virdrun och vun der Madame Durdu gesot ginn ass, eng Nobesserung ass vun deem Gesetz, dat mer am Juli 2002 iwwert d'Chargeé gestémmt hinn. Ech wéll op dëser Plaz direkt der Madame Durdu merci soe fir hire Rapport, deen dës Kéier fir si émsou méi ustrendend war, well et déi eng oder déi aner Modifikatioun nach en cours de route huet ginn an dofir merci fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport.

Ech wéll awer dës Geleeënheet trotzdeem benotzen, fir nach eng Kéier op d'Position vun der LSAP an deem doten Zesummenhank bei der Diskussioun vum Gesetz vun 2002 hinzuweisen. Mir hinn als Fraktioune deemoos scho gesot gehat, dass dee Projet de loi iwwert de Knéi gebrach ginn ass, an dass deemoos mat deem Gesetz eng Chance verpasst ginn ass fir de Problem vun der sozialer Ofsécherung vun de Chargéen definitiv ze liesen.

Mir hinn als Fraktioune probéiert gehat an der Kommissioune iwwert de Wee vun engem Amendement an herno och hei an der Plénière iwwert de Wee vun engem Amendement ze hellefen dee Problem ze liesen. Deem ass net Rechnung gedroe ginn. Deen Amendement, dee mir deemoos proposéiert hinn, hätt dozou gefouert, dass d'Chargeé eng aarbechtsrechtliche Ofsécherung kritt hätten. Deen hätt och dozou baiagedroen, dass kengem qualifizierte Enseignant eng Plaz ewechgeholl gi wier an en hätt virun allem dozou gefouert, dass deen Text net nei Leit motiviéert hätt an d'Richtung vum Chargé ze goen, well keng Chance bestanen hätt fir eng fest Plaz ze kréien.

Deen Amendement, dee mer formuléiert haten, krute mer och nach eng Kéier confirméiert op enger Table ronde, wou d'Madame Durdu an den Här Wiseler vum Landesverband mat dobäi waren, an en hätt och de Konsens vun de Ge-werkshafte fonnt, déi un deem Projet do matgeschafft hinn. Dat ass net geschitt an ech wollt hei op dëser Plaz nach eng Kéier déi Fro stellen, déi eigentlech vun der Madame Durdu gestallt ginn ass a gewënscht ginn ass, dass dat Gesetz vun 2002 nach eng Kéier sollt bilanzéiert ginn an deen Termin, dee genannt ginn ass vun ausganks dëses Joers, wollt ech och vun der Madame Ministerin héieren, ob dat eng Propos wier oder en Datum wier, dee vun der Regierung géing akzeptéiert ginn, fir

dann Ausgangs dëses Joers nach eng Kéier iwwert dat Gesetz do ze diskutéieren an déi Onzouläng-lechkeeten, déi dra sinn, probéieren iwwert deen dote Wee dann eraus ze huelen.

Mir hinn op d'r Table ronde héieren, dass et nach aner Problemer géitt. Si si virdru vum Här Wiseler schonn ugeschnidde ginn, d'Bilanz ze maache vun deene Weiderbildungscourses, d'Fro och ze stelle vun der Zuel vun de Leit, déi déi Weiderbildungscourses do kënnen maachen an Ähnleches méi. Do géitt et nach eng Rei vum Diskus-siounen, déi eiser Aschätzung no noutwendeg sinn.

Op den Text, dee mer haut hei diskutéieren, ass d'Madame Durdu schonn agaangen. Effektiv géitt et 37 Persounen, déi an der Fro vun der Anciennetéit méi wéi 12 Joer hinn a mat deem Gesetz, wat mer elo hei schafen, solle mer jo deem dote Problem baikommen. Dat Gesetz huet dozou gefouert, oder hätt dozou gefouert gehat, dass eng Rei Leit Akommesverloschter gehat hätten an d'Léisung vun deem Problem vum Temps partiel, d'Tat-saach, dass dat an deem viregte Gesetz net virgesi war, huet dann dozou gefouert, dass mer mat dësem Gesetz hu misse waarde bis den neie Statut vum Fonctionnaire gestémmt ginn ass an domadder och déi Fro vum Temps partiel ka geléist ginn.

Déi Fro vum Stage ass ebenfalls vun der Madame Durdu ugeschwat ginn an do ass et effektiv esou a mir géinge jo dann als Kommissioune kollektiv d'Regierung invitieréen dofir ze suergen, dass dee Stage do suppriméiert géitt, an dann déi lescht Fro, an dat ass déi vum duebeln Echelon. Et muss een heibai bemierken, dass wierklech awer dem Landesverband e grousse Verdéngsch un deene Korrekturen hei zoukénnt, well déi hand-wierklech Feeler, déi an deem Text dra waren an déi awer zu relativ vil- len, ongéklaech Situations ge-fouert hätten, sinn eigentlech behuewe ginn duerch d'Opmierksam-keet vun de Vertrieder vum Lan-desverband a schlussendlech dann nach eng Kéier duerch d'Op-mierksamkeet vum Här Urbany, deen dann och den Text eng zweete Kéier nach huet kenne korrigéieren.

Wat déi Fro vum duebeln Echelon ubelaangt, do géitt jo an Aussicht gestallt, dass iwwert de Réglement grand-ducal eng Léisung sollt erbälgefoert ginn, fir déi Leit net ze schiedegen, déi duerch déi Formatioun, déi se maachen, an d'Reserve erakommen. Elo hu mer als Kommissioune eng Kéier e Réglement grand-ducal oder en Avant-projet de réglement grand-ducal virgeluecht kritt, dee mer allerdéngs a senger leschter Versioun net méi als Kommissioune gesinn hinn, wat eigentlech jo och net anormal ass, mä, an do wollt ech awer d'Ministerin haut de Mët-teg interpelléieren driwwer, dass mer zoudroge ginn ass, dass dee Réglement grand-ducal, deen elo virläit, awer och dozou féiert, dass déi Chargeéen, déi dee Moment wou se an d'Reserve nationale integréiert ginn, awer en Akommes-verloscht vu vu bis zu 6.500 Euro an der Period vun deenen nächst-drei Joer am Verglach zu hirer Carrière, déi se gehat hätten, wa se bei de Gemenge bliwwen wieren.

Dat ass eng Kritik, déi mer zoudroge ginn ass an déi d'Madame Brasseur wahrscheinlech och kennt, déi aus dem Bréif staamt, deen de Landesverband den 2. Ju-ni un de Ministère geschéckt huet an drop opmierksam gemaach huet, an dofir dann hei och elo meng Froen:

Éischtens d'Position vun der Madame Ministerin zu deene Bemérkunge vum Landesverband an deen Bréif vum 2. Juni.

Zweetens ass et méiglech a senn-voll, dass mer an der Kommissioune nach eng Kéier iwwert dee Réglement

grand-ducal ze schwätzze kréien ier en op den Instanzewee-ként an eng Ausso vun der Ministerin vläicht ze héieren, déi awer dohi sollt goen, dass déi Leit, déi eng zousätzlech Formationen gemaach hinn an an d'Reserve nationale kommen, dass awer kee Réglement grand-ducal ka geholl ginn, egal wéi en ausgeséit, deen als Konsequenz hätt, dass d'Chargeéen da manner Revenu hätté wéi se virdrun hadden? Wéi dee Réglement grand-ducal am Detail soll ausgesinn, dat misst ee kucken. Mä ech wier awer frau, wann ech opgrond vun deem Bréif an deene Suergen, déi do ausgedreickt ginn, hei nach eng Kéier eng Ausso vun der Madame Ministerin an deem doten Zesummenhank kënnt kréien.

Eng weider Fro, déi sech stellt, wou ech frau wier wann ech eng Änt-wert kënnt kréien, ass déi vum Statut vun deene Leit, déi an d'Reserve nationale kommen am Zesummenhank mat der Pensioun. Weess d'Ministerin, dass déi Leit, déi iwwer 55 Joer sinn an déi an d'Reserve nationale kommen, net méi kënnten an de Statut vum Fonctionnaire kommen, well d'Gesetz vum Employé de l'Etat net geänner ginn ass an dat Gesetz misst op e puer Punkte geänner ginn? Dofir also och meng Fro: Weess d'Madame Ministerin vun d'r doter Problematik a wat ass fir Stellung dozou? Dat wier och an dësem Zesummenhank interessant ze wéssen.

Als Konklusioun mengan ech awer soen ze kënnten, dass déi Aar-becht, déi hei am Zesummenhank mat deem Gesetz gemaach ginn ass, eis als Fraktioune Recht géitt, doduerch dass ee wierklech den Androck huet, dass dat Gesetz iwwert de Knéi gebrach ginn ass, dass et inhaltlech net ausgeräift war an och handwierklech eng ganz Rei vu Feeler enthalten huet, a mir géingen dann der Regierung wénschen, dass se an Zukunft bei esou Projete méi eng glécklech Hand huet.

Ech soen lech merci fir Är Op-mierksamkeet.

**M. le Président.-** Als nächste Riedner huet den Här Claude Meisch d'Wuert.

**M. Claude Meisch (DP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätzten net allze-laang, nodeems mer e Projet de loi zur Regularisierung vun der Situatioun vu ville Chargés de cours hei am Land gestémmt hinn, erém eng Kéier iwwert deen dote Sujet. Dat weist, datt et e komplexe Sujet ass. Et weist virun allem, datt et e Sujet ass, deen eng Rei vun Domäner vun der Lëtzebuerger Politik betréfft, notamment d'Educatioun, an awer och all déi Gesetzer a Réglementer, déi ronderém d'Fonction publique gëllen an do kënnt jo och dees Problem hier, deen elo hei mat dësem Gesetz soll regularisert ginn.

Ech wéll aganks der Rapportrice, der Madame Agny Dudru, merci soe fir dee Rapport, dee se hei gemaach huet. Et war sécherlech keng einfach Aufgab. Si hat jo awer och schonn op d'r anerer Säit den éische Rapport iwwert d'Gesetz vun de Chargeéen gemaach, esou datt mer et hei mat engem Rapporteur ze dinn huet, deen awer lues a lues zum groussen Expär an d'r doter Matière géitt.

Et si laang Diskussiounen hei am Land ginn, a meng Virriedner hinn et och scho gesot, iwwert d'Problematik vun de Chargeéen. Et ass laang diskutéiert ginn iwwer eng juristesch Onsécherheet, déi an deem doten Domän geherrscht huet an dës Regierung huet de Mérite, datt se mat deem éische Projet, wéi awer och elo mat deem zweete Projet fir kloer Verhältnisser

gesuergt huet fir vill Chargés de cours hei am Land an dat absolut zu Gonschte vun de Chargés de cours, a jo och dëse Projet nach eng Kéier kloer dohinner geet, datt déi Rechter, déi d'Chargeés de cours bis ewell hadden, ganz kloer confirméiert gi sinn. Et ass also net, datt déi Leit do hir Rechter be-schnidde kritt hätten.

Et wier effektiv interessant ze héieren awéiwäit dat Gesetz vun de Chargeés de cours bis elo scho Répercussionen um Terrain fonnt huet, wéi d'Formation continue ge-notzt ginn ass, wéi vill Leit elo kënnten an d'Reserve nationale kommen an ech si frau, och do schonn an der Kommissioune gehéiert ze hinn, datt mer bis Enn dës Joers konkret Chifferen, eng konkret Evaluatioun um Dësch wäerten hinn, esou datt mer den éische Bilan vum Gesetz kenne maachen.

Dat gesot, géing ech nach den Accord vu menger Fraktioune bréngan an dann awer och hoffen, datt mer mat dësem Gesetz eben elo déi Si-tuation do definitiv gekläert hinn, an datt net nach weider Fäll op-kommen, wou mer eis nach eng Kéier missen de Chargeés de cours unhuelen, op jidde Fall an deem Senn wéi mer et haut gemaach hinn.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.-** Als nächste Riedner huet den Här Jacques-Yves Henckes d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten als ADR dat Gesetz hei kritiséiert, well much Onzoulänglechkeeten am Gesetz wieren a keng Problemer géinge geléist ginn, a mir gesinn all Dag méi, datt mer Recht hadden. Et kënnt elo eng Verbesserung vum Text. Et muss een absolut unerken-nen, datt elo der Anciennetéit soll Rechnung gedroe ginn, mä ech mengan et ginn nach Problemer, déi net geléist sinn. Ech ginn als Beispill de Problem vum Congé de maternité.

Dass eng Persoun, déi d'Konditiounen erféllt fir an de Pool ze kommen, gesot kritt vum Ministère, datt well se Congé de maternité héchst-wahrscheinlech misst an deem Pool do beantragen, et deen Ablack net méiglech wier fir se un-zestellen, well dat net virgesi wier an et ass virun d'Urgoide gi fir sech nees erém bei hirem Employeur als Employée privée unzemeille bis nom Congé de maternité. Ech mengan, dat ass keng gutt Si-tuationen an ech wollt d'Madame Ministerin froen, ob se gewëllt ass fir dees Problem do unzegoen.

En zweete Problem, deen net gekläert schéngt ze sinn, ass dee vun der Pensioun. Wat fir e Régime ass applicabel? Deen neie Régime? Deen Ablack géing et fir déi eenzel Leit net vill Changementer bréngen, oder de Régime transitoire? Och do wier ech frau, wann d'Madame Ministerin ons kënnt soe wat fir e Régime vum Pensioun dann elo finalment gëllt fir déi, déi kënnten an de Statut vum Fonctionnaire kommen.

#### (Interruption)

Wann en als Employé de l'Etat her-no ka mat 55 Joer eng Optio-un huelen, dofir froen ech, wéi déi Donnéeën dann do sinn. Ech froe just némme wat dat fir pratesch Konsequenzen huet.

En anere Problem, deen net geléist ass, ass dee vum Droit d'élection active et passive bei de Sozialwahlen. All déi Employés privés au service de l'Etat et de la commune hinn déi konstitutionell an déi legal Rechter, déi hinnen zoustinn, fir gläich behandelt ze ginn. Déi missen allegueren d'Recht hu fir aktivt a passiiv Wahlrecht bei de Sozialwahlen ze hinn. Dat ass net de Fall.

An enger Question parlementaire hinn déi eenzel Ministere mer dat bestätigt. Als Antwort, si kënnen net un Delegatiounswahle partici-

pieren. Anscheinend ass viru Joren de Problem eng Kéier ausgekla-mert gi vum Gesetzgeber, mat enger spezifischer Mentioun. Si kíemen nach eng Kéier dorobr zréck, mä de Problem ass säithier net geléist ginn, an elo hänken dowéinst och Prozesser op de Geriichter un. Dofir wier ech frau, Madame Ministerin, wann Der ons kënnt soe wat d'Regierung gedenk fir deen Employés privés bei Gemengen a Stat d'Recht ze ginn, fir aktiv a passiv u Sozialwahlen am Hierscht kënnen ze parti-cipieren. Et sinn anscheinend 4.000 bis 5.000 Leit, déi concernéiert sinn an ech muss éierlech soen, datt et zimlech skandaléis ass, datt, obwuel een elo esou laang drop opmierksam gemaach huet, bis elo kee Minister sech dofir als zoustanneg erkläret huet an een deem aneren d'Schold géitt.

Déi aner Donnéeën, déi interessant wiere gewuer ze ginn, hu meng Virriedner hei scho gesot. Dofir wéll ech se just kuerz rappeléieren. Wat huet d'Gesetz elo bruecht? Wéi vill Leit sinn augenblécklech an deem Pool virgesinn? Wéi vill sinn der erakomm, oder kommen der eran? Wéi ass d'Zuel vun den Enseignan-ten, déi zur Dispositioun stinn, den Enseignants brevetés par rapport zu den offene Plazzen als Schoulmeeschter an de Gemengen? Wéi resolvéiert sech dee ganze Problem?

Dat Eenzegt wat mir feststellen ass, datt elo déi meeschti Gemengen brevetéiert Personal hinn, Leit, déi am Pool sinn, a Leit, déi am Contrat d'employé privé sinn, à durée déterminée oder à durée indéterminée. A bei deenen, déi à durée déterminée sinn, do gesáit een, datt och Recoursen augenblécklech virun de Geriichter festleien, well verschidde Gemengen Droch op d'Leit gemaach hu fir hire Contrat à durée indéterminée, dee se duerch d'Gerichter unerkannt ha-ten, nees erém als Contrat à durée déterminée ze énnerschreiwen, mat der Massgab, datt wa se dat net géinge maachen, se géingen entlooss ginn.

Ech mengan, dat ware Methoden, déi net gutt sinn. Do huet den Här Innenminister ganz vill dozou bai-gedroen, datt sech d'Aarbeitsklima téschent den ezelne Compo-santé vun dem Enseignement ver-schlechtert huet, an d'Gesetz wat gestémmt ginn ass, vun der Majoritéit, ass e schlecht Gesetz, bleibt e schlecht Gesetz, well et de Problem net léist. Hei ass eng Verbesserung punktueller Natur, mir kënnten eins dofir aus deene prinzipiellen Iwwerleeungen net mam Gesetz d'accord erklären, well et awer eng Verbesserung ass, wäerte mer ons grad wéi beim éische Gesetz enthalten.

**M. le Président.-** Als nächste Riedner huet elo d'Wuert den Här Garcia.

**M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).-** Här President, wéi scho gesot ginn ass, handelt et sech hei èm eng Nobesserung vun deem Gesetz vu virun engem Joer, an ech wäert der Tentatioun net erleien, wéi verschidderen vu menge Virriedner, fir schonn a vorauseilen dem Gehorsam eng Diskussioun ze anticipéieren, déi mer sollen Enn dës Joers féieren. Ech wäert da vun der Geleeënheit profitéieren, eventuell fir Enn dës Joers op de Bilan vun deem èmstriddene Gesetz zréckzukommen.

**M. le Président.-** Als leschten Diskussiounsriedner huet elo den Här Serge Urbany d'Wuert.

**M. Serge Urbany (d'éi Léenk).-** Merci, Här President, de Problem vun de Chargeé-de-courses ass jo bekanntlecherweis op e gravé Mangel u Léierinnen a Schoulmeeschteren zréckzeféieren, dee sech während Joren a Jor-zéngten accumuléiert huet.

En ass vun deene verschidene Regierunge geléist ginn, an e géitt iwwregens och haut nach geléist,

well och haut ginn nach Chargé-de-coursen agestallt, op déi einfachst Manéier, duerch d'Ästellung vun deenen énnerschiddlechste Leit, mat engem Privatkontrakt op Zait.

Déi Leit hunn net de Brevet als Léierpersounen, si hunn awer op där anerer Säit déi villfälteg Kompetenzen an Erfahrungen, déi néideg si fir dee Beruff kënnen auszeüben. Déi Leit waren och wëllkomm a si si gebraucht ginn, well soss hätt de Schoulsystem net funktionéiert a wier zesummegebrach op ville Plazan.

D'Chargé-de-coursen, ech huelen elo d'Ziffere vun där Debatt vum leschte Joer, dat waren 18% vun den Enseignanten am Préscolaire, 27% am Primaire, a souguer 50% am Enseignement spécial, also grad do wou déi gréissste Problemer sinn, hunn déi Chargé-de-coursé sech ganz dacks erëmfonnt, grad do wou et néideg gewiescht wär fir dat qualifizéiertst Personal ze hu bei deene Kanner mat deene meeschte Schwierigkeiten.

Well nom Aarbechtsrecht awer e Contrat à durée déterminée net méi wéi zwee Joer kann daueran a sech dann automatesch an e Contrat à durée indéterminée émwandelt, sinn eng ganz Partie vu Chargé-de-coursen duerch d'Gerichter regulariséert ginn an all deene Jore vu virdrun, bis dann e Gesetz komm ass, ech mengen et war 1991, wat gesot huet d'Gemeinge sinn deen Employeur am Land, ee vun deene wéinegen niewent dem Stat, dee Leit kann astelle mat onendlech laangen Aarbechtsverträg, op Dauer vun engem Joer, onendlech laang hanneenen.

Et gétt haut zwar nach Chargé-de-coursen, deenen hir Kontrakter, och nach eng Zait nodeem dat Gesetz ugeholl gi war, nach net en règle waren, an déi also eigentlech missten e Contrat à durée indéterminée kréien. Dat ass hei och diskutéiert ginn am Juni 2002 bei deem sou genannte Regularisierungsgesetz, an do ass gesot ginn, mer stellen eng Partie vun deene Leit an, énner relativ restriktive Bedingungen, déi kréien dann d'Méiglechkeet als Employés publics an eng Réserve de suppléants ze kommen, a fir all déi aner huet d'Regierung gesot, d'Gemeinge kënnen opgrond vun hirer Autonomie maache wat se wëllen. Si huet d'Gemengen also eleng geïlooss mam Problem, ob se sollten déi Leit astellen oder net, a si huet iwwregens och déi Leit eleng geïlooss fir eventuell, wann d'Gemengen dat net wollten, zu hire Käschten e Prozess unzefänken.

A senger leschter Ried hei an der Chamber huet den Aloyse Bisdorff den 19. Juni 2002 en Amendement zum Gesetz erabreucht, dee virgessinn hat, dass all Chargé-de-coursé mat méi wéi dräi Joer Anciennetéit an engem eemoleger Measure sollten agestallt ginn als Employé communal, an domat wieren op d'mannst déi Reschproblemer vum Dësch gewiescht, déi sech nach aus der Iwwergangsphas vum Gesetz vun 1991 erginn hunn.

Deen Amendement ass leider hei ofgeleent ginn, mat 56 Nee-Stëmmen an der Enthaltung vum Här Scheuer. En Amendement vum Här Zanussi, dee Chargeé wéinstens eng Garantie ginn hätt bei eng aner Gemeng schaffen ze goen, wann hire Kontrakt net verlängert ginn ass, ass och ofgeleent ginn.

Amplaz dovunner ass eng «Kann-Bestëmmung an d'Gesetz komm: D'Gemengen, déi wëllen, kënnen hir Chargéen astellen als Employé privé no engem Joer, si mussen dat awer net. An esou wéi een héiert, géïfen och haut nach eng Partie vu Chargé-de-coursé ginn a verschidene Gemengen am Land, dorënner och verschidde gréisser Gemengen am Land, énner anerem och - souwält ech héieren hunn - d'Gemeng Esch, deenen hir Situations nach émmer net regulariséiert wier. Ech mengen...

### (Interruption)

Wat glift?

### (Interruption)

Jo, et gétt der nach, anscheinend.

### (Interruptions)

M. le Président.- Fuert virun, Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Ma Dir sidd vläicht da besser placéiert an der Gemeng Suessem, wann ech héieren, dass et do och esou de Fall ass, fir dat do duerchzeféieren. Gutt.

Mä ech mengen den Hannergrund vu ville Retizenzen, déi et gétt vis-à-vis vun där Kategorie vu Salariéen, ka verschiddearteger Natur sinn. Ech mengen, dass ganz dacks och derhannert déi berech-tegt Suerg ass ém eng gréiss-méiglech Qualifikatioun vum Personnel enseignant, a souguer heiansdo d'Angscht virun enger gewesser Form vu Privatiséierung am Schoulsecteur. Mä ech mengen awer, dass déi Bedenken net däerfen een dovun ofhalen d'Aarbechtsrecht ze applizéieren.

Et ass natierlech am Intérêt vum Service public, en eenheetleche Corps vun Enseignanten ze kréien, mat enger méiglechst harmoniséierter Bildung a Weiderbildung, an dofir ass och a mengen Aen déi kruzial Fro d'Organisation vun enger seriöser Weiderbildung an Zukunft - déi Oplag misst awer och gëlle fir d'Enseignanten, déi brevetéiert Enseignanten - a vun engem zweete Bildungswee, fir de Brevet als Schoulmeeschter oder als Léierin nozemaachen. Dozou géïfen dann awer och zum Beispill seriö Décharge während der Aarbechtszeit gehéieren, fir dee Brevet kënnen nozemaachen.

Dovu si mer awer menges Wëssens - ausser dass d'Madame Minister eis eppes Bessere beliéert - nach zimlech wäit ewech. Un esou en zweete Bildungswee schéngt de Moment nach net geduecht ze ginn, an dat verstéet een och wann een zum Beispill gesái, dass emol bei de Schoulmeeschteren net dru geduecht gétt eng seriö initial Ausbildung vu véier Joer vun engem universitaire Niveau anzeféieren an deem neien Universitéitgesetz, wou awer grad d'PISA-Studie gewisen huet, wéi wichteg dass eng héich Qualifikatioun vum Schoulpersonal ass, wat d'Resultater her-ho an der Schoul ugeet.

Dat Gesetz awer, wat mer elo de Mëtten hei votéiere wäerten, stellt also déi Chargé-de-coursen, déi deemoools am Juni 2002, virun engem Joer also, an d'Reserve de suppléants opgeholl gi sinn, a verschidde Punkte gläich mat deenen aneren Employés publics, an an deem Senn ass dat Gesetz natierlech e Fortschrëtt a gétt och an deem Senn vu mir hei gestémmt.

Ech wëll mech mengersäits och nach eng Kéier bei der Madame Durdu bedanke fir déi problemlos Zesummenarbecht, déi mer do haten, an där Fro do, wou mer e bësse Statsrot hu misse spille, deen eng Missiouen et jo eigentlech gewiescht wär, fir dat doten ze kontrolléieren, a well awer et fir mech och ganz kloer war, dass kee politesche Wëllen do derhannert war, déi Leit elo do auszeschléisse vun deene Virdeeler, déi hinne jo sollte mat deem Gesetz hei verschafft ginn, a wou jo en Deel erëm ewechgeholl gi wier, wann déi Bestëmmungen esou an d'Gesetz stoe komm wieren, war dat fir mech selbstverständlech och kee politesche Fall, mä et war e Fall, deen huet misse geléist ginn, virun der öffentlecher Sitzung, am Interesse vun deene beträffene Leit.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Erzéiungsministesch d'Mme Anne Brasseur.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.- Här Henckes, dat sinn dräi allgemeng Froen, déi net némnen énnert de Kader vun der Education falen. Dat dépasséiert wier-lech de loin meng Kompetenzen. Ech géing, Här President, wann Dir domat d'accord sidd, froen, dass dem Här Henckes déi Antwerte schrifftlech iwwerreecht ginn, well ech wëll mech net op en Terrain

*Formation professionnelle et des Sports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech bei der Chamber entschéllegen, well ech e Projekt déposéiert hinn, zejoert, deen och votéiert ginn ass, dee Lacunen opgewisen huet, déi wuel technescher Natur waren. Duerno hunn ech e Gesetz nogebessert, an och do, an deem Gesetz, wor den Text esou, wann Dir als Chamber deen Text esou gestémmt hätt, dass da Leit, déi hätté këinne vu Moosname bénéficiéieren, net hätté kënnen dovu bénéficiéieren, well den Text, esou wéi ech en der Regierung proposéiert hinn, a wéi en och déposéiert ginn ass, einfach verschidde Evolutionen an den Texter net Rechnung gedroen huet. Dofir wëll ech mech entschéllegen, et ass e Feller fir deen ech d'Responsabilitéit selbstverständlech iwwerhuelen.

Ech wëll dem Här Urbany villmools merci soe fir déi Interventions, déi hie gemaach huet bei der Madame Durdu, an ech wëll mech och bei der Madame Durdu als Rapporteur an als President vun der Kommission vun der Education nationale bedanken, dass si och esou séier reagéiert huet, well soss hätté mer hei e Gesetz gestémmt, wou mer Leit pénaliséiert hätten, well deen Text, deen ech hei déposéiert hat, deem net Rechnung gedroen huet.

Dat deet mech soen, dass mer Texter hinn, déi an hirer Komplexitéit émmer méi zouhuelen an et ganz schwierig ass, dat iwwerhaapt ze iwwerkucken. Et ass gesot ginn, dat wier drop zréckzeféieren, dass mer d'lescht Joer d'Gesetz hei iwwert de Knéi gebrach hätten.

Ech muss lech soen, wa mer dat Gesetz, fir d'Situatioun vun de Chargés de cours emol endlech an Ugréff ze huelen, d'lescht Joer net gestémmt hätten, da wier d'On-gewëssheet vun enger Partie vu Leit nach virugaangen, well dann hätte mer keng Formation këenne maachen, dann hätte mer e ganzt Joer verluer, well et kann een an der Education émmer némme par année scolaire fueren, well et anesch net dran ass, an dofir war et mer dru geleeén d'lescht Joer e Gesetz hei ze stëmmen, wat mer jo och dunn zesumme gemaach hinn, fir dass déi Formation fir déi Chargés de cours konnt am November ulafen.

D'Délai ware wierlech serréiert, mä mir gong et dräm emol endlech no Jorzéngten On gewëssheet ze probéieren e bëssen Uerdnung hei dran ze bréngen, wat net einfach war. Ech hinn et an der Kommission gesot, hinn et hei op déser Tribün widderhol, dass ech net sécher wier, ob d'est Gesetz all Problemer géing léisen, an ech wier souguer iwwerzeegt, dass verschidde Leit hei net kënnite Satisfaction kréien, well et si vill verschidde Cas de figure opgetaucht. Beispillsweis hu Gemenge Leit reçrûtiert, déi de Premièresexamen net haten. D'Majoritéit war awer mat mer d'accord fir ze soen, et muss een de Premièresexamen hinn, dat ass e Minimum fir an de Genoss heivun ze kommen.

Déi Leit, déi hu sech selwer jo net agestallt, mä et si Gemengen, déi déi recrutéiert hinn, an ech muss lech soen, dass et mer um mënschleche Plang wierlech déck deet deenen net kënnite Satisfaction ze ginn, mä Regelen après coup ze fixéieren, wéi dat hei geschitt, ass ni flott, mä dat ass eng Situation, déi ech virfonnt hinn, well déi am Laf vun de Jorzéngten esou erugewüss ass.

Ech fannen et am Fong och bedauerlech, dass ee sech muss mat esou formalen Aspektet am Fong ofginn, an een dann déi Zait net huet fir sech ém d'Schoul selwer, ém de Contenu selwer ze këmmern, wat a sech méi wichteg ass, mä et brauch een awer Leit, déi en-

gem hellefen d'Contenuen émze-setzen. Duerch dést Gesetz hu mer probéiert deem Rechnung ze droen.

Ech wëll elo net op de Contenu vun dësem Projet agoen. D'Madame Durdu huet dat als Rapporteur ganz gutt gemacha.

Et sinn e puer Froe gestallt ginn. Et ass gefrot gi wéi vill Leit hinn elo Gebrauch gemaach vun dësem Gesetz. Mir hate 449 Demandé kritt. Also 449 Chargés de cours wollte vun déser Mesure benefisiéieren. Mir haten awer, och aus praktesche Grénn, d'Zuel wéint de Formationen op 100 limitéiert a mir hu gesot, duerno gétt d'Zuel pro Joer duerch d'Loi budgétaire fixéiert.

Et sinn der 80 am Primaire ugeholl ginn an 20 am Préscolaire. Et si 57 Leit am Primaire, déi d'Formation zu Enn bruecht hinn a 16 am Préscolaire. Dat heescht, datt net all déi Plazan, déi hätté kënnen an Usproch geholl ginn, och an Usproch geholl gi sinn.

D'lescht Woch hat ech d'Méiglechkeet deene Leit fir Attestatioun ze iwwerreechen, an hu mat enger ganzer Partie Leit geschwat. Déi wéssen, dass dat do hire Problem net léist, mä dass se awer frou sinn eng Sécuritéit ze hinn, well dat sinn zum Deel Leit, déi awer haaptsächlech Dammen, et ware just zwee Hären derbäi - ganz oft eleng sinn - dat ass hire Revenu - an e gewëssenen Alter hinn - et waren der ganz vill vu menger Generationen derbäi -, a wann déi muer hiren Emploi als Chargé géinige verléieren, dann hätten déi ganz grouss Schwierigkeiten an engem anere Secteur énnerdaach ze kommen, esou dass sech do wierlech um mënschleche Plang och Problemer ofgezeechent hinn, wou een als Patron, an dat ass d'öffentlech Hand, ob et d'Gemeinde sinn oder de Stat, awer muss fir d'Leit suergen, well nach eng Kéier, déi Leit si geholl gi well net genuch Brevetéierter do waren.

Den Här Urbany huet gesot: Bei deene Kanner, déi déi gréissste Schwierigkeiten hinn, sollte Brevetéierter enseignéieren. Dat géing ech mir och wënschen a jiddfereen heibannen. Mir wéssen awer, dass d'Praxis heiansdo anesch ausgesait, an dass just duerch d'Autonomie an de Gemengen, duerch Permutationsgesetz Klassen iwwerbleiben, wou net brevetéiert Enseignanten, dat da musse maachen. Dofir hei nach eng Kéier en Appel un d'Léierpersonal, dass se wierlech bei der Verdeelung vun de Klassen, emol deenen, déi e Brevet hinn, sollen d'Prioritéit ginn, wou et am schwierigsten ass.

Et sinn och Froe gestallt ginn iwwert de Règlement grand-ducal, deen elo e Projet de règlement grand-ducal ass. Et ass ganz kloer, dass mer net kënnite zouloosen, dass d'Leit eng Perte de salaire hinn. Dat huet awer náischt ze di mat extralegalen Avantagen, déi déi eng oder déi aner Gemeng kann hire Leit accordéieren. Dat ass net Partie intégrante vum Salaire, an deem ka keng Rechnung gedroe ginn. Ech sinn awer ganz gäre bereet, dass d'nächst Woch, Madame Presidentin, nach eng Kéier ee vu menge Beamten an d'Kommissionen kënnit, fir lech dat nach eng Kéier ze explizéieren - wann der Zait hutt -, fir dass Der énnerebreit kritt.

Et ass gesot ginn an zu Recht, et soll eng Evaluationen gemaach ginn. All Gesetz muss émmer erëm op de Métier geholl gi vun Zait zu Zait, well wa mer e Gesetz hei stëmmen, da weess een net wéi et an der Application ass. Ech géing lech Folgendes proposéieren. Elo hinn déi Leit, déi déi éischt Formation gemaach hinn, fir Attestatioun kritt. Si kënnent sech an d'Reserve des suppléants mellen. Den Délai de candidature hate mer op de 4. Juli fixéiert, esou dass mer gesinn, wéi vill Leit sech mellen, well eng Partie Leit sinn an de Gemengen, hinn e Contrat à durée

indéterminée do a wëllen och do bleiwen, esou dass ech ganz gären an d'Kommissioun komme fir no der Rentrée Opschloss ze ginn, wou mer dru sinn. Ech si bal sécher, dass ech souwisou eng Kéier mat deem Gesetz muss erëm hei-hinner kommen, well d'Problemer sinn nach net all geléist.

Ech géing all deene merci soen, déi hei eng Hand mat ugepaakt hinn. Hei geet et net drëm fir partipolitesch Geplänkels ze maachen, hei geet et drëm fir eng Situation, déi a Joren erugewüss an opgelaft ass ze regulariséieren, awer net d'Situatioun tout court, well dat ass esou en allgemeine Begräff, mä hei sinn eenzel Schicksaler hannendrun an et muss een och d'Approche vun der Mënschlechkeet walte loessen, well et sinn net déi Leit, déi gefrot hinn, Chargé ze ginn. Mir hu se als öffentlech Hand all zesumme gebraucht a mir waren och frou fir déi geleeschten Déngschter.

Selbstverständlech wäerte mer dann och kucken, ob déi Formation, esou wéi se bis elo gelaf ass, déi ass, déi gebraucht gétt. Och do si menger Meenung no wierlech nach Verbesserungen ze maachen. Déi Verbesserunge soll een dann och virhuelen. D'nächst Joer wäert d'Zuel duerch de Budget festgeluecht ginn an ech wäert proposéieren, dass dat erëm 100 Leit ginn, well mir wäerten déi Leit brauchen an da kënnen déi och eng Zousazformationen maachen.

Ech mengen, domat hätt ech op all d'Froe geantwert. Nach eng Kéier e grousse Merci un all Intervenanten. Ech si frou, dass wéinstens fir déi do Leit fir Situations regulariséiert gétt. Leschten Enns, an dat ass dat Allerwichtegst, dat ass am Intérêt vun onsem Schoulsystem, dat heescht am Intérêt vun de Kanter, déi ons Schoule besichen, si mer de Kanner schéllég, dass se en uerdentlechen Enseignement kréien, en Enseignement vu Qualitéit. Dat kann een némme maachen, wann ee Leit huet, déi motivéiert sinn an déi eng uerdentlech Préparatioun hinn.

Dëse Leit ass dat elo erméiglecht ginn. Fir deenen hiren Engagement soen ech villmools merci, well et ass net evident als erwuessene Mënsch op eemol erëm d'Schoulbank ze drécken, eng Epreuve ze maachen. Déi hei, déi hinn dat geommaach. Deenen esou grouss Merci, an ech ginn lech Rendez-vous an der Kommission no der Rentrée, fir dat do nach eng Kéier ze kucken.

Merci villmools.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Mme Ministerin, ech hat e puer Froe gestaltt, op déi Dir vergiess hutt ze äntworten an dofir wéilt ech déi nach eng Kéier widherhuelen.

Wéi ass et mat dem Congé de maternité fir déi Dammen, déi et betrëfft, an déi am Pool sinn? Wéi ass et mam aktiven a passive Wahlrecht fir Delegatiounen? Dat ass notamment wichteg, wa SchoulorGANISATIONEN an esou weider diskutéiert ginn, an och fir Personalproblemer ze léisen. Wéi ass de Régime de pension vun deem Personal, wat elo ugéstallt ass?

Merci.

M. le Président.- Madame Ministerin.

Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.- Här Henckes, dat sinn dräi allgemeng Froen, déi net némnen énnert de Kader vun der Education falen. Dat dépasséiert wierlech de loin meng Kompetenzen. Ech géing, Här President, wann Dir domat d'accord sidd, froen, dass dem Här Henckes déi Antwerte schrifftlech iwwerreecht ginn, well ech wëll mech net op en Terrain

avancéiere vun deem ech näischt verstinn.

Ech soen lech merci.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Ech constatéieren, datt mer elo dräi Ministeren hunn, déi net kompetent sinn, den Aarbechtsminister net, de Minister vun der Réforme administrative net, den Déngén net. Ech wëll just némme froen, wann d'Regierung eng Kéier ee géing erausfannen, wien da kompetent ass.

**M. le Président.**- An ech constatéieren, dass d'Discussion générale elo ofgeschloss ass.

Den Här Minister Biltgen freet d'Wuert nach.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.**- Här President, also ech hunn zwar en décke Bockel, mä ech kann net all Topeschkeet am Raum stoe loosen.

Et gëtt emol éischtens en Énnerscheed téschent kompetent an zoustänneg. Ech sinn effektiv net fir alles zoustänneg, an den Här Henckes ass net fir alles kompetent.

#### (Hilarité)

Déi Fro, déi den Här Henckes hei gestallt huet iwwert d'Delegatiounen, dat ass eng reell Fro. Wann den Här Henckes natierlech seng Texter liest, da stellt hie fest, dass dat net eppes mat Kompetenz ze dinn huet, mä dass et eppes ze dinn huet mat Texter.

Mir wësse ganz genee, wa mer d'Delegatiounsgesetz kucke wat elo ass, dass et do e Vide juridique gëtt, e Vide juridique fir Leit, déi am privatrechtliche Statut sinn, an déi bei de Gemenge schaffen. Dee Vide juridique kann d'Madame Brasseur net combléieren, einfach als Ministesch, dee kann ech net combléieren, dofir musse mer d'Texter änneneren. Déi Texter déposéiere mer deemnächst als Avant-projet de loi, wou ech gesot hunn, dass ech dee fir d'éischt géing de Sozialpartner awer och der Chamber ginn, fir sämtlech Texter émzeänneren iwwert d'Delegatiounen, iwwert d'Comités mixtes an esou weider. An deem Text waerte mir eng propper Antwort dorobber ginn, fir dass mer an Zukunft keng Vides juridiques méi hunn.

Mä deen heite Projet war bestëmmt net deen, wou een elo ka punktuell eppes änneneren. Dat muss generell tranchéiert ginn an et muss gesot ginn, an dat musse mer politesch décidéieren, déi eng Leit falen entweder énnert d'Représentatioun vum Statut, an déi aner falen énnert d'Représentatioun vum Privatrecht, an dat wäerte mer maachen, well do ass effektiv eng Lacune.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, ech constatéieren, dass ech kompetent genuch war, well de Minister seet elo, datt meng Fro berechtegt ass, an datt de Problem richteg ass.

Ech sinn elo frou, datt den Här Aarbechtsminister sech als zoustännege erwisen huet. Ech constatéiere just némmen, datt hie bis elo inkompetent war fir en uerdentlecht Gesetz ze presentéieren an all deene Méint wou mer driwwer debattéieren.

**M. le Président.**- Dir Dammen an Dir Hären, domadder ass d'Discussion générale ofgeschlossen.

Mir kommen elo zur Lecture vun den Artikelen.

Den Här Jaerling freet nach d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).**- Ech kann dat verstoe wat den Här Minister hei gesot huet, mä mir haten awer schonn hei Interventiounen, wou Kloer higewisen ginn ass op dee Problem do. Et gëtt scho sät Joren heiroph higewisen, a mir waarde scho sät Joren drop, dass eng Reform vum Delegatiounsgesetz

setz kënnt, wou déi Problemer do geléist géife ginn. Mir hate gehofft, dass dat nach virun dësen Delegatiounswahle géif kommen. Et ass net geschitt, Här Glesener. Och an der Kommissiou hu mer op déi Problemer opmierksam gemaach.

Also et ass richteg, de Problem ass do, mä de Problem ass scho länger bekannt, an den Här Henckes huet en an désem Zesummenhank nach eng Kéier opgeworf, well jo awer an deem Pool do iwwer 400 Leit dra sinn, déi keng Vertriedung hunn. Dat heesch, et ass en neit Instrument geschafe ginn, dat all Kéiers erëm dee Problem opwerft, an dofir huet den Här Henckes awer mat Recht drop higewisen, dass dee Problem do scho sät Jorre bekannt ass, an dass näischt geschitt ass, an dass et héich Zäit gëtt. Mir hate gehofft, dass dat nach kënnt virun den nächste Wahlen kommen. Dat wär ideal gewiescht.

**M. le Président.**- D'Diskusioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 2 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of iwwert dat virleidend Gesetz.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass mat 50 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank (par M. Norbert Haupert), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Nikki Bettendorf, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helmlinger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroeck (par M. John Schummer), John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mandy Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Jean Huss et Mme Renée Wagner;*

*M. Serge Urbany.*

*Se sont abstenus: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussiou vun de Projets de loi 4818 an 5025, zwee Accorden am Filmberäich mat Frankräich a mat Däitschland. Déi Projete ginn an enger Diskusioun behandelt. An désem Kader presentéiert den Här Minister François Biltgen och de Bilan vun eiser Filmindustrie.

D'Riedezaass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn agedroe bis elo den Här Mosar, déi Dammen

Delvaux, Beissel, déi Häre Greisen a Garcia.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deene bëide Projeten, den hororables Här Jean-Marie Halsdorf.

#### 3. 4818 - Projet de loi portant approbation de l'Accord cinématographique entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Française et des Annexes 1 à 5, signés à Cannes, le 18 mai 2001

#### 5025 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002

#### Présentation d'un bilan sur l'industrie cinématographique luxembourgeoise par M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications

**M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat de Projets de loi 4818 an 5025 geet et dréims zwee Accords cinématographiques legislativ ze veranckeren. A sech eng Routine, an dach sinn esou Accorden e Filetsstéck vun deem neie wirtschaftleche Crénau, déi sät Ufank vun den 90er Joren niewent RTL an der SES en dréit Standbeen am Medieberäich sollt ginn. De létzebuergeschen cinématographesche Secteur ass aktiv, en ass kreativ an e weist eng héich Qualitéit.

De Fong an désem Beräich, deen 1990 geschaافت gouf, gouf 1999 restrukturéiert an déi fiskalesch Regimer fir Zertifikater goufen téschent 1988 an 1998 fit gemaach fir Investor am audiovisuelle Beräich ze föderen. Haut soll jo och Bilanz gezugginn, an dat mécht fir eis Partei de Kolleg Laurent Mosar.

Ech wëll mech als Rapporteur op dës zwee Projets de loi an dës Accorde beschränken. Mat esou Accorde geet et am Besonneschen dréim am Detail d'Modalitéit vu Koproduktioune téschent Länner ze regelen. An désem Fall sinn et da Frankräich an Däitschland. Et soll awer gewosst sinn, datt et esou bilateral Accorde scho sät 1994 gëtt, an zwar mat der Provénz Québec. An och sät 1996 hu mer en Accord mat Kanada. Wann een dann zousätzlech weess, datt den Accord mat Frankräich aus dem Joer 2001 ass an do énnerschriwwen gouf, gesäit ee ganz kloer e gewëssene privilegierte Partenariat mat franséischsprachende Länner.

Déi bilateral Diskussioune sinn och nach amgaange mat Länner wéi Groussbritannien oder der Schwäiz, a weider Accorde sinn an der Maach mat Irland an Éisträich.

D'Tatsaach, datt Létzebuerg déi europäesch Konventionen iwwer cinématographesche Koproduktioune schonn am Joer 1996 énnerschriwwen oder ratifiziéiert huet, an zwar als eent vun deene éischt Länner, dréikt kloer de Welle vum Létzebuerg Stat aus, fir konsequent

am Beräich vun de Koproduktioune virzegogen.

D'Modalitéite vun esou bilateralen Accorde sinn zum Beispill d'Dauer vum Accord oder och de prozentuale Participatiounsschlüssel. Dës variéiere vu Fall zu Fall. Fir Frankräich zum Beispill gëtt den Accord fir zwee Joer gemaach mat enger Reconductio tacite, an d'Participatioun läit téschent 10 an 90%.

Fir Däitschland ass d'Dauer op onbestëmmten Zäit an d'Participatioun läit téschent 20 an 80%. Den Accord mat Kanada war op fénnef Joer gemaach ginn, mat enger Reconductio tacite, an do louch och d'Participatioun téschent 20 an 80%, an den Accord mam Québec war op dräi Joer gemaach ginn, och mat enger Reconductio tacite, an d'Participatioun louch och téschent 20 an 80%.

Am Kontext vun esou bilateralen Accorde gëtt jo och e Comité mixte agefouert. En iwwerwaacht d'Dispositiounen aus dem bilateralen Accord. Ech verweise hei fir weiter Detailer op de Projet de loi a besonnesch och op de Projet de loi 4818 mat Frankräich, wou an den Annexé villes nozeliesen ass.

D'Tatsaach, datt dës Koproduktiounen eng duebel Nationalitéit kréien, dat heesch, datt de Film an deem anere Land als Nationalprodukt ugesi gëtt, erlaabt eng besser an eng méi liicht Agliddierung an de Réseau vun der Distributioun an deem anere Land.

Et soll een awer och wëssen, datt d'Finanzierung éischtens iwwer Zertifikater geschitt, déi bis zu 30% steierlech ofsetzbar sinn, an dës Hélfel soll a sech am Fong geholl dat erëgmënn, wat zu Létzebuerg hei engagiert gëtt oder ausgi gëtt fir eng Koproduktioune, an zweeten iwwer Aides sélectives an deen nationale Fong geschitt fir d'Ensterzung vun audiovisuelle Produktiounen, engem Fong, dee jo jährlech iwwert de Budget gespeist gëtt. Dat ass en anert Element, an dést ass am Fong geholl dee kulturellen Afloss oder déi kulturell Hélfel.

Ech hat virdru gesot, et wär e Filetsstéck, an dat sinn déi Konventionen, well si halen de Secteur a Bewegung, an et ginn och Grënn firwat ee soll esou bilateral Accordé maachen. Deen éischten ass deen, eisen nationale Maart u sech ass ze kleng, fir datt mer eleng kénten hei cinématographesche Produktioune finanzierer, an dofir goufen och bis dato systematesch Koproduktioune gemaach.

En anere Grond ass deen, dass d'Létzebuerg Producteuren am Fong geholl sech besser um europäesche Maart positionéiert kréien, an dass doduerch hiren Aktionsradius ausgeweit gëtt. Ech gëif souguer soen, mir kréien do duerch en Transfert vu Kompetenzen an Experienze bei eise Koproduktiounen, wann auslännesch Techniker hei op Létzebuerg kommen.

En drëtten Avantage ass deen, dass dës Produktioune e Plus fir eis Ekonomie bedeuten, well do duerch Leit heihinner kommen, a besonnesch am Horeca-Beräich gëtt dat Mehreinnahmen.

Véiertens, d'Avantage vun nationale Mesuré kënnen, ech hat et scho virdru gesot, an deenen zwee Länner wouergeholl ginn, an dat iwwer privat an öffentlech Finanzierung, wat also och e Plus gëtt an der Finanzierung vum Projet.

Fénnefstsens, déi administrativ Barrieren sinn oft heefeg, also sinn heefeg a komplex, an dat gëlt besonnesch am Kontext Frankräich, well déiselwecht zum Beispill Létzebuerg émmer considéréiert hinn als eng Aart trojanesch Päerd, gëif ech soen, zu amerikanischen Koproduktiounen.

E sechst Argument ass, dass déi europäesch Konventionen iwwer cinématographesche Produktiounen am Fong geholl just e generelle Ka-

der gëtt an d'Erwaardungen, déi d'EU-Autoritéiten an esou multilateral Konventionen gesat hinn, sinn net erfëllt ginn, an dofir mécht et och Sénn esou bilateral Konventionen ze maachen, an dëst ass och de Wonsch vun de Producteuern hei zu Létzebuerg.

Wéi ass et elo mat de franséischen a mat den däitsche Kinoproduktiounen? De Portrait vum däitschen a franséische Kino am Réckbleck wëll ech hei net méi maachen, dee kann een nolies am schrëftleche Rapport. Erlaabt mer awer kuerz nach ze kucke wéi eng Koproduktioune mer gemaach hinn téschent Létzebuerg an Däitschland an téschent Létzebuerg a Frankräich.

Wat Létzebuerg a Frankräich ugeet, goufe bis dato 31 Filmer a Koproduktioune gemaach, an zwar scha 16 Stéck sät dem Joer 2000, am Ganze mat 8 verschidde Socitéiten, dovunner huet Samsa Films eleng 20 Filmer gemaach, an Delux productions 3 Filmer.

En éischt Film gouf gemaach am Joer 1992, dat war de Film «Abacadabra», an deen zweeten och an deemselwechte Joer, deen heesch «Je pense à vous», dat ass dee vun de Gebrider Dardenne. An am Joer 2003 kann ee feststellen, dass de Moment dräi Filmer an der Maach sinn. Dee bekannteste Film, deen hei zu Létzebuerg da mat als Koproduktioune gemaach ginn ass, ass ouni Zweifel dee vun «Une liaison pornographique» mam Nathalie Baye aus dem Joer '99. Dëse Film war wierklich e grosse Succès, mä trotzdem ass et némmen duer gaange fir 50% vun den Investkäschten eranzebréngten.

Wat elo d'Koproduktiounen téschent Létzebuerg an Däitschland ugeet, goufe bis dato 14 Koproduktioune gemaach. Hei huet besonnesch d'Carousel Picture Company sechs Filmer opzeweisen, an Delux productions véler. Hei war den éischt Film am Joer 1996, dat ass de Film «The American Werewolf». Zwee Filmer ginn och elo 2003 gebucht, deen een heesch «Globi, der gestohlene Schatten».

#### (Hilarité)

Et ass en Animatiounfilm vu Monopoli Productions. An deen zweeten, deen huet och e léiwen Numm, deen heesch «Pipermint, das Leben möglicherweise». Dat ass e Film vun Tarantula Létzebuerg.

Also gesidd Der, och do ass am gaang sech munches ze dinn, an ech gëif soen, wat grad Däitschland ugeet, hu mer ganz gutt Relationen mat Nordrhein-Westfalen. Et ass ee privilegierte Partner vu Létzebuerg, an dat besonnesch och mam Besuch vun eisem Statsminister am Joer 1999, wou de Jean-Claude Juncker beim Landesvor sitzenden Clement, d'Énnerschreift war den 28. Oktober '99, de Kontrakt énnerschriwwen huet.

Nach e puer Wieder iwwert de spezifische legislative Wee vun désen zwee Projeten. De Projet 4818 gouf am Joer 2001 énnerschriwwen. Den Dépôt war den 28. Juni 2001, den Avis vum Statsrot de 16. Abrëll 2002. De Rapporteur gouf désignéiert den 11. September 2002 an de Rapport ugeholl den 12. Juni 2003. Hei hu mer am Fong geholl 23 Méint gebraucht an elo kann ee soen, d'Reconductio tacite vun désem Projet steet schonn aus, déi wäert déemnächst falléig sinn. Nieft de generellen Avantage vun engem bilateralen Accord, déi ech jo virdrun opgezeechent hinn, mécht et och Sénn mat Frankräich désen ze maachen, an do gëtt et e puer Elementer.

1. Frankräich ass eisen éischtens Noper, an iwwert d'Groussregioun ergi sech hei weider Méiglechkeiten zesummenzeschaffen.

2. Frankräich ass a sech e Symbol vum europäesche Film an et mécht also Sénn mat hinne wierklich eppes ze maachen.

phesch Koproduktioune bâigetrueden, wat mir hei zu Létzebuerg scho '96 gemaach haten. Esou erkennt Frankräich och keng Länner un, déi keng bilateral Accord mat hinnen hunn, an dofir bréngt dése bilateralen Accord ganz kloer méi Dynamik, nei Dynamik an dése Beraich téschent Létzebuerg a Frankräich.

Zum Projet de loi 5025. Dëse gouf jo am Joer 2002 énnerschriwwen. Den Dépôt war den 12. September 2002. De Statsrotsavis koum den 10. Dezember 2002. De Rapporteur gouf genannt de 16. Januar 2003 an de Rapport ugeholl den 12. Juni 2003. Hei huet d'legislativ Prozedur also néng Méint gedauert. Och diésen Accord wäert eis also munches bréngen, well bis dato hate mer nach net ganz vill Koproduktioune mat Dâitschland. A grad mat Dâitschland, wou déi eenzel Länner eng grouss Autonomie hunn, bréngt esou en Accord sécherlech vill, an dat am Besonneschen, wéi ech et scho gesot hunn, mat Nordrhein-Westfalen, wou mer jo scho gutt Relatiounen hunn.

Här President, net némme well de Statsrot keng Observatiounen zu deenen zwee Projets de loi ze maachen hat, mä och well d'Kommissioun erkennt wéi wichtig dës Accord si fir eisen audiovisuelle Site auszubauen, recommandéiert d'Kommissioun der Chamber des Projeten ze stëmmen.

Ech bréngen heimat och den Accord vun der CSV an ech soen lech merci fir Ar Opniersksamkeet.

**Plusieurs voix.-** Très bien.

**M. le Président.-** Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Laurent Mosar agedroen.

#### (Interruptions)

Entschélllegt, Här Minister. Dir hutt Recht. D'Wuert huet den Här Minister François Biltgen.

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ganz symptomatesch, dass mer iwwert de Kino schwätzen, wou mer «la dernière séance» si fir des Woch. An ech si ganz frou, dass d'Chamber menge Wonsch nokomm ass fir dës Diskussioun mat deenen zwee Projeten hei, déi Konventione ratifizieren, mateneen ze verbanne fir e klenge Bilan ze zéien iwwert déi bal 15 Joer elo Filmproduktiounshellem zu Létzebuerg.

Dir hutt den Exposé ausgedeelt kritt. Ech hoffen och, dass d'Press e kritt huet.

#### (Interruption)

D'Press huet en net kritt. Da géif ech de Greffe bidden och der Press eng Kopie dovunner ze ginn, well dat mech nämlech dispenséiert fir elo wierklech hei e Bilan mat allen Zifferen an esou weider ze bréngen, mä just eng Partie politesch Saachen dozou ze soen.

Ech hunn an der Bäilag Kulturissimo vun dëser Woch en Interview gesi mam Marie-Claude Beaud, wou dat seet: «Le choix qui a été fait d'investir dans la culture a été le bon. La récompense reçue ne peut que ratifier ce choix.» - Et geet ém Venedeg - «Je dirais aussi qu'un petit pays peut plus facilement réaliser une telle politique qu'un grand. Voyez ce qui s'est passé en économie. Quand il y a eu la crise dans la sidérurgie, le Luxembourg a réalisé ce que ses voisins n'ont pas réussi. Il a fait basculer l'économie vers d'autres secteurs, les banques, les médias, et c'est précisément grâce à une telle occasion qu'il est possible de faire une politique culturelle innovante.»

Dir Dammen an Dir Hären, dat doften zielt elo net fir de Kino eleng, dat zielt fir d'Kultur insgesamt an och fir de Kino. Dat ass wierklech e gudde Statement iwwert dat wat Létzebuerg Regierungen zénter

'88 versicht hunn ze maachen: Nämlech zu Létzebuerg eng kulturell Dimensioun ze ginn, déi glächzäiteg och eng Roll gespillet huet vu wirtschaftlecher Diversifizierung.

Wuerfir hu mer elo haut och kinomésseg eng kleng kulturpolitesch Bedeutung erreecht? Engersäits éischtens, an dat wëll ech och hei soen, dank de Pionéier, déi mer zu Létzebuerg hadden. Et gouf schonn an den 80er Joren eng ganz Partie vu Pionéier: Producteuren, Techniker, Acteuren, déi eppes gemaach hunn. Ganz vill hu sech missen expatriéieren an d'Ausland fir iwwerhaapt kënnen am Kinosberäich täteg ze sinn. Mä déi hu Mérien an dofir war et jo och esou, dass d'lescht Joer d'Madame Hennicot an ech selwer am Numm vum Groussherzog eng Partie vun deene Pionéier ausgezeichnet huet fir Nationalfeierdag. Och dat wäert dést Joer erém eng Kéier geschéien.

Zweetens mengen ech, dass mer awer och der Régierungspolitik vun deene leschte Joren a vun deene sukzessive Regierungen et ze verdanken hunn, dass eppes geschitt ass. Eigentlech ass 1988 d'Startschossjoer, wou mer ugefaangen hunn zwou Zorte vun Héllegen op de Wee ze ginn. Dat eent, direkt Baihellefir Filmer, dat sinn dann haapsächlech Filmer, déi éischter e kulturpoliteschen oder méi u Létzebuerg gebonnenen Akzent hunn.

Zweetens awer och, an dat huet e grousse Succès ausgemaach, d'Certificats d'investissement audiovisuel, wou mer '98 d'Gesetz reforméiert hunn. Dat sinn also Steierrecetten op déi de Stat verzicht, fir dass zu Létzebuerg eppes geschéie kann.

Nämlech ginn et och nach haut Kriticken an och dat huet mech bewogen, fir eng Diskussioun hei ze féleren, fir déi Kriticken ze kucken. D'Kriticke soen: Dir geheit d'Suen zu der Fénger eraus. Dir schaft e Secteur subventionné, an et geschitt net all zevill fir d'Létzebuerg, et si méi Ausländer, déi dovu profitéieren. Dofir wéilt ech fir d'éischt nach eng Kéier zréckgoen op d'Objektiver vun esou eng Filménnerstétzungspolitik.

Éischten Objectif ass, fir Létzebuerg en aneren Image de marque ze ginn, wéi just dee vun eng Spuerbecks.

Dat Zweet ass d'Diversification économique, fir hei en neie Secteur ze schafen. 1988 war d'Iddi ganz konkret, an déi Iddi ass nach haut richtege, fir niewent der CLT, wéi se deemoos geheesch huet, haut RTL, an der SES en drëtte Pfeiler ze schafen, wou Contenué géife produzéiert ginn, wat fir déi Eenzel och kéint interessant sinn. Dat war d'ursprünglech Iddi. Dat ass eng Iddi vun Diversification économique, an och déi bleift haut nach gülteg.

Drëttens war natierlech d'Iddi, fir eppes fir déi Létzebuerg Kulturschaffend ze maachen, fir och deenen eng Méiglechkeet ze ginn zu Létzebuerg sech ze entfalen, net onbedéngt an d'Ausland mussen ze goen, an natierlech och méi eng grouss Masse critique ze kréien, fir net némme Pionéier ze hunn, mä enger Partie Létzebuerg eng Perspektiv ze bidden, an doduerch méi jenk Létzebuerg, déi Talent hunn, ze héllegen, fir an d'Filmproduktioun eriwwer ze wiesselen, amplaz an aner Beruffer ze goen an dann als Amateur ze schaffen.

Op d'Fro, hu mer haut eng gewësse Visibilitéit, géif ech mat Jo äntwerten. Ech hat d'Geleenheet zu Cannes ze sinn um Filmfestival, wou mer e bescheidene Stand hatten, awer trotzdem Pignon sur rue, wou mir vill Leit gesinn hunn. Eleng dat ass wichteg, dass d'Leit gesinn, dass zu Létzebuerg eppes geschitt, och wann net jiddfere weess, dass „Les liaisons pornographiques“ e Film ass, deen haapsächlech e Létzebuerg Ko-produzent hat. Et war e belsche Réalisator, an dofir mengen d'Belsch, et wär e belsche Film. Et

war eng franséisch Haaptdarstellerin, an dofir soen d'Fransousen, et wär ee franséische Film. Iwwregens huet och d'Schwäiz mat an d'Produktioun investéiert. Mir hunn also eng gewësse Visibilitéit.

Wéi wäit si mer mam Secteur économique? Wa mer kucken, wat mer hunn, hu mer eng ronn 40 Produktiounsgesellschaften, emol méi grousser, emol méi klenger, déi eng ronn 100 permanent Ugestallter hunn, 50 Sociétés de services spécialisés, 3 Sociétés de distribution a 4 Animatiounsgesellschaften, déi insgesamt eng 80 Leit beschäftigen.

Wa mer da kucken, wat mer elo wierklech vun einheimeschen, ech schwätzen net némme vu Létzebuerg, Filmschaffende mëttlerweil henn, dann ass dat och beachtlich. Et sinn eng 37 Réalisauteuren, dovunner 29 Létzebuerg, eng 40 Acteuren, déi een émmer erém rémfénnt. Mir hunn eng 450 Techniker, dovunner der 380, déi zu Létzebuerg wunnen an 250, déi Létzebuerg sinn, déi zu Létzebuerg schaffen.

Eleng déi Zuel ass en Zeechen, dass et gutt war, fir an deen dote Secteur ze investéieren, well mer och hei enger Partie Einheimeschen d'Méiglechkeet ginn an dem Secteur ze schaffen. Déi schaffen natierlech net némme zu Létzebuerg. Déi schaffen och an der Groussregion. Doduerch dass zu Létzebuerg Filmer produzéiert ginn, henn déi Techniker eng Méiglechkeet eranzekommen, léiere Leit kennen, an déi embauchéieren se fir aner Produktiounen. Dat ass schonn e gewëssene Succès, an op dee Succès solle mer stolz sinn.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, wéi stellen ech mer d'Zukunft vir? D'Zukunft ass selbstverständliche déi, dass mer dee Secteur musse behalen. Et muss een einfach wëssen, dass alles wat Konscht a Kultur ass, dass dat émmer licht fragiliséiert ass, an dass ganz licht eppes ka fortkommen. Ech wéll och dofir ganz däitlech soen, dass ech net der Meenung sinn, mir missten elo nach esou vill méi Steierzuersuen direkt oder indirekt an déi Produktiounen pomperlen, fir hei eppes Artificielles opzebauen.

Ech weess och, dass et méi spektakulär fir d'Press an och fir d'Leit dobaussen ass, wann iergendwou eng Strooss gespaart ass an iergendee Stand do ass, oder virun allem wann e ganz bekannten Hollywood-Schauspiller oprétt. Dat gehéiert dozou, mä dat ass awer fir mech net den Zweck vun der Übung. Dat bréngt u sech keen direkte Mehrwäert. Et bréngt natierlech Steiersuen, wéi den Här Halsdorf et gesot huet, deem ech nach eng Kéier merci soe fir sain excellente Rapport.

Déi Leit schlafen hei, iessen hei, an esou weider. Dat ass gutt. Mä fir de Secteur selwer, dat wat d'Regierungsphilosophie ass, bréngens esou Saache rose wéineg. Dat wat eis eppes bréngt, dat ass, wa mer einheimesch Leit henn, Producteuren, Réalisateuren, Acteuren, Techniker, déi hient Liewen hei kenne maachen. Dat ass dat, wat eis eppes bréngt. Dofir war och déi ursprünglech Iddi 1988 eigentlech net déi, fir Fräiliichtproduktiounen ze maachen, mä fir Studioe virun allem Postproduktioun ze maachen. Iwwregens, dat wat an Animatiounsfilmé geschitt, dat ass och ganz vill.

Dat ass, d'Iddi fir d'Zukunft, dat wat mer hunn, solle mer halen. Mir sollen elo net en artificiell Secteur hei opriichten, well mir muss kucken, dass dee Secteur dat verkrafft. Mir solle kucken, dass mer mat däi Vitesse de croisière, déi mer elo hunn, a mat däi gewëssener Masse critique, déi mir elo hunn, deene

Leit eng Garantie gi fir këinne weider an deem Secteur ze schaffen, an dass mer eis nach weider en Numm maachen.

Nämlech kann ee vill iwwer Filmer schwätzen. Vill Filmer ginn awer e Flop. Vill vun lech ware mat Begeeschterung zu Venedeg zu Esch. Just, dee Film hutt Der nach net gesinn, well dee Film nach kee Keefer fonnt huet. Mä et waren awer och positiv Saachen derbäi. Normalerweis ass et an der Welt esou, dass mussen zéng Filmer op d'mannst gedréint ginn, an an Amerika ass dat net aneschters, fir dass een iwwerhaapt an d'Kiné kennt. Dat ass de Risiko, dee bei dár ganzer Saach ass. Vill Filmer, déi gedréint ginn, fannen herno kee richtige Publikum. Dat mussen mer wëssen an domadder mussen liewen. Dat ass le risque du métier. Dofir ass d'Filmindustrie och net ze verglächte mat iergender anerer normaler Industrie. Et ass schonn eppes aneschters, well eben dat Kulturelt derbäikënnt, dat Künstlerecht, a mir kënnen - an ech kommen nach eng Kéier op déi Frozéck - dee Secteur net einfach liberaliséieren an Europa wéi iergendeen anere Secteur.

Wéi gesot, mir mussen dat hale wat mir hunn, an dat mat eise Méttele verschaften. Dat bréngt och mat sech, dass mer mussé Prioritéit setzen. Dir wësst, dass de Filmfong e Conseil d'administration huet an énnen drénnner e Comité de lecture. Mir hunn émmer dofir gesuert, dass am Comité de lecture onofhängeg Leit sätzen, déi och net Beamten dierfe sinn, dass iwwerhaapt keng Instruktionsdo kommen. Déi Leit am Comité de lecture kënnen och Feeler maachen, mä mir halen drop en onofhängege Gremium ze henn, deen d'Pabeiere kuckt, d'Szenario kuckt, d'Dialoger kuckt, an deen dann eng onofhängeg Meeting ofgett, wou hie mengt, dat dote kéint e gudde Film ginn oder net. Dat solle mer och an Zukunft bâibehalen, mä mir mussé Prioritéit setzen, an do kënnnt d'Politik eran, d'Madame Hennicot, well hei sinn zwee Ministeren zoustänneg, de Premier Minister, deen ech vertrieben, an d'Kulturministresch.

Déi zwee Ministere mussé Prioritéitslösche fixéieren, an et ass evident, dass wa méi Projete komme wéi mer Suen hunn, dass d'Prioritéit muss si fir eppes, wat éischter Retombéeen huet fir Létzebuerg, virun allem fir d'Létzebuerg Kulturschaffend. Dat schéngt mer evident ze sinn. Esou funktionéiert dat.

Beim Punkt fir d'Zukunft ass ze kucken, wéi mir déi Létzebuerg Kulturschaffend nach méi kënnen förderen. An deem Sénn hu mer décidéiert fir elo am Hierscht, am Oktober, fir d'alleréischte Kéier e Létzebuerg Filmpräis auszeppelin. Dat gétt ganz bescheiden. Dat soll och bescheide sinn. Dat soll an eise Moosse sinn. Mir sinn net Hollywood a mir wëllen net Hollywood ginn, mä et ass eng Méiglechkeet fir Létzebuerg Film-schaffend, oder besser gesot Film-schaffend vu Létzebuerg zu Éiere kommen ze loassen, an deenen doduerch eng gewëssen Héllef ze ginn - e Filmpräis, dat ass émmer gutt, wann et op enger Carte de visite steet -, fir an d'Distributiounscircuiteen eranzekommen, och fir Suen ze kréien, wa se musse Fonc-siche goen. Dat ass also en neit Element, wat mer wëlle maachen.

Ech sinn dofir frou, dass d'Kulturministresch och Bauteministresch ass, a mer dat Evénement an der Rotonde zu Bouneweg kënnen ofhalen, an ech wär nach méi frou, wa ganz vill Leit aus der Chamber géifen dohinner kommen.

Den drëtte wichtige Punkt, wou ech mengen, dass fir d'Zukunft mer eis mussen driwwer Gedanke maachen, wéi mir dat verstärken, dat ass d'Formatioun. Et gétt eng Partie Ausbildungen zu Létzebuerg. Ech mengen awer net, dass dat, wat mir elo zur Zait maachen,

duer geet, an do misste mer eis Gedanke maachen, ob een dat net och kéint an der Groussregion maachen. Elo némme zu Létzebuerg Ausbildung ze maachen, weess ech net, ob dat duer geet, mä mir mussen, wa mer nach gäre méi Leit d'Méiglechkeet ginn an all deene Beraicher ze schaffen, wou nach Aarbeitsplätze geschafe ginn, e bësse méi op d'Formatioun Wäert leeën.

De véierte Punkt ass eigentlech deen, mat deem mir haut de Mëttel ugefaangen hunn, Här Halsdorf, dat sinn d'Koproduktiounen. Mir hu ganz gutt Erfahrung ge-maach mat Koproduktiounen. Et ass ganz schwierig zu Létzebuerg, fir en eegestännege Film ze maachen. De „Club des chômeurs“, dat war en typesch létzebuergesche Film, hat och ganz vill Succès, ass awer éischter rar. Mir sinn ze kleng, fir dass mer elo némme géifen, ech nennen dat emol pauschal Kachkéis-Bouneschlupp-Filmer maachen.

Dat eleng geet net duer. Mir müssen also och Filmer maachen, déi dorriwer eraus kënnen distribuéiert ginn an do hëllefen d'Koproduktiounen ganz vill, well ee jo da Partner huet, wou een dann an eng gewëssene Produktioun kennt. Iwwregens ass et ganz schwierig ze definéiere wat e Létzebuerg Film ass. Ech mengen et ginn The-men, déi Létzebuerg Themen sinn, dofir muss et net onbedéngt e létzebuergesche Film sinn.

Et gétt ee Film vun deem an der leschter Zäit relativ vill geschwat gouf. Dat ass de Film Black Dju. Dat ass e Film mam Philippe Léotard, an et ass dovunner geschwat ginn, well ee François Léotard e Buch geschriwwen huet iwwer säi Brudder, dee Schauspiller war, dee gestuerwen ass, de Philippe Léotard a gesot huet: „Mai Lieblings-film, dat ass de Black Dju.“

Dat ass e Film, deen ass vun engem Létzebuerg Réalisateur, dem Paul Cruchten, vun engem Létzebuerg Producteur, SAMSA-Film, produzéiert ginn an dat ass e Film, deen op franséisch ass. Et ass awer e Film, deen eng Thematik uschwätzt, déi eng Létzebuerg Thematik ass, nämlech Kapverdianer, déi hei op Létzebuerg kommen an hei verluer sinn. Also ech mengen, dofir e Létzebuerg Film just némme mat Létzebuerg Sprooch glächzestellen, do wär ech e bësse skeptesch. Wichtig ass, dass een do muss eng gewësse Flexibilitéit bréngen.

Wichteg sinn also nach eng Kéier d'Koproduktiounen an do hu mer mam Québec ugefaange gehat a Kanada a mir sinn och nach a Gesprächer mat Irland a mat Éisträich. Fir eis war extrem wichtig, an dat huet den Här Halsdorf scho gesot, Frankräich.

Wuerfir? Well eben d'Fransouse ganz chauvinistesch waren an eng ganz Partie franséisch Produzenten, déi wollte mat Létzebuerg Kolleegen zesummeschaffen, et net fäerde bruecht henn, fir zou-gelooss ze ginn. Well a Frankräich d'Schauspillergewerkschafte gefaart henn do géif Dumping-Präisser zu Létzebuerg kommen, wat ech mer wierklech net ka virstellen, well eng ganz Partie vun aneren Interesse bâikomm sinn an do ass, ech géif bal soen, zéng Joer laang ganz vill diskutéiert ginn, virun allem eis Produzenten hu ganz vill gemaach fir lues a lues Frankräich ze iwwerzeuge mat eis ofzeschleissen an och politesch hu mer de Service des Médias et des Communications, an ech selwer als Minister, relativ vill Droch gemaach, fir zu deem Accord ze kommen, dee mer virun zwee Joer zu Cannes énnerschriwwen hunn.

Dat gétt de Létzebuerg Produzente méi Méiglechkeet fir eben esou Geschäfter ze maachen. Well wann Der e bëssem d'Ziffere kuckt, mir hunn eng Partie Létzebuerg Produzenten, déi mëttlerweil Ofleëer gemaach henn an anere Länner. An ech mengen, dass dat

richteg ass. Ofgesinn dovunner, dass mer zu Létzebuerg net vill anere Choix hunn, mengen ech, dass et och richteg ass an europäischer Hinsicht. Wa mer wierklech wëllen eppes fir den europäische Film maachen ass d'Koproduktioun just dat Bescht, well doduerch dass et eng Koproduktioun ass kënnst ee scho vill méi liicht a Circuiten, an déi eenzel Länner eran, an de Film reest einfach vill méi an e kritt méi eng Masse critique. Dat ass de ganzen Ennerscheid téschent dem amerikanische Film mam europäischen. Bei dem amerikanische Film ass vill méi eng grouss Masse critique wéi bei dem Létzeburger.

Dat bréngt mech zu dem fénneft a leschte Punkt. Dat ass d'europäesch Politik. Mir hunn d'Kommissärin, d'Viviane Reding, émmer énnerstëtzzt an hiren Initiativen, wéi zum Beispill de Programm Media Plus, fir eben ze kucken, dass an Europa mer kënnen Héllefe ginn un déi eenzel Leit. A mir hunn och beim Viviane Reding eng Virspricherin fonnt, wann ech dat emol kann esou soen, fir innerhalb vun der europäischer Kommission drop opmierksam ze maachen, dass een d'Filmproduktioun net kann esou liberaliséiere wéi een anerer kann, wann ee wéllt liberaliséieren.

De Problem ass nämlech, mir si jo net dat eenzept Land wat Héllefe gétt direkt an indirekt, dat maachen och nach anerer. An d'Kommission hat déi doten Héllefen um Kicker, well se gesot huet, dat sinn Aides de l'Etat an hei si mer an enger Industrie, an hei dierft Der keng Aides de l'Etat ginn. An do ass et drém gaang fir d'Spécificité culturelle festzeéen. Do huet d'Kommission sech zu engem Kompromésspabeier duercherongen, mat deem mer kenne liewen, wou ech och géif mengen, dass eis Héllefen do fir de Moment net a Gefor si mat deem Kompromésspabeier. Et muss een awer kucken, dass dat och, an ech erënneren un d'Debatt, déi Der den Dénichdeg hat nom Konvent, esou weidergeet.

Mir hunn zurzäit en Artikel an dem Traité, et ass den Artikel 151 (4), dat ass just deen, op deen ee sech ka beruffen, fir ze soen, majo d'Länner müssen hei nach eng Kompetenz hunn, fir national Filmhéllefe kënnen ze ginn. Wann den 151 (4) net géif an déi nei Konstitutioun iwwerholl ginn, wär dat ganz schlecht fir déi ganz europäesch Filmproduktioun. Fir de Moment, mengen ech, ass net virgesinn, dass se soll gestrach ginn, mä ech wéll dat awer hei mat op de Wee ginn, och fir d'Vertieder vun der Chamber.

En anere Punkt, deen natierlech e bësse wéi deet, dat ass deen, deen elo awer am Text ass, nämlech dass fir alles wat Aussenhandel ass, d'Majorité qualifiée spilt, an dass d'Kommission do verhandelt. Dat ass eng énnerschwelleg Gefor fir GATS-Verhandlungen an aner Verhandlungen, déi géife kommen. Ech wéll dat och hei soen. Mir sollen dat also wierklech suivéieren.

#### (Interruption)

Ech ginn och dovunner aus, Här Fayot, dass mer eng Partie kulturinteresséiert Leit hunn, déi do baggere fir deem Anhalt ze gebidden.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat war elo ouni Zifferen, well ech hoffen, dass d'Press mëttlerweil och d'Ziffere krut. Nach émmer net. Da maache mer dat. Ouni Zifferen, e bëssen e politesche Bilan, wéi ech e gesinn. Ech mengen, dass dat wat vun '88 un an d'WEE geleet gouf, dat Richteg war, an ech hunn lech och d'Weiche gewise wéi mer an Zukunft wëllen do weidergoen an ech hoffen, dass dat kënnst e Sukkurs fannen, woubäi ech awer och hoffen, dass nach vläicht déi eng oder déi aner gutt Iddi hei opkënnt, déi mer da selbstverständliche mat opgräifen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- Als éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. Den Här Mosar huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Premier Jean-Claude Juncker huet a sengen leschten Deklaratiounen zur Lag vun der Nation dem Thema vun der ekonomescher Diversifikatiounspolitik e grousst Gewicht zoukomme gelooss. Hien huet énner anerem vun „enger responsabilier a raisonnable Nischepolitik“ geschat, déi sech virun allem an de Kader vum Standuert Létzeburg selwer, mä awer och an de Kader vum eenheetlechen europäische Maart integréiert.

Eng „intelligent an europadénglech Besetzung vu Qualitätsnischen, deenen hiren Ameublement“ e bestännegen an nohaltege Wuessum séchert, d'Schafung vu Valeur ajoutée, ouni Landverbrauch an ouni Aarbechtsmaartexplozioun“. Dat war énner anerem en Deel vun de wirtschaftleche Prioritéiten, déi de Premier opgezeechent huet.

Et geet an de kommende Joren drëm fir d'Standuertvirdeeler vun eisem Land, mat deene mer ville Länner e gudde Strapp viraus sinn, deene schmackhaft ze maachen, déi zu Létzeburg hir Aktivitéiten entwéckele wëllen, an déi Secteuern, déi mer zu Létzeburg hunn an déi gutt Resultater opweise kënnen, niewent deene bekannten Nischen, wéi beispillsweis d'Finanzdéngschtleeschungen, ze consolideren oder och souguer auszubauen.

D'Beméunge fir der Létzeburger Ekonomie zu neie Standbeener ze verhellefe sinn awer net nei. No der Stolkris ass den Déngschtleeschungssecteur virun allem um Niveau vun de Banken an den Assurancé konsequent ausgebaut ginn, wat mat sech bruecht huet, datt den Déngschtleeschungssecteur drái Véirel vum PIB an émmerhin 83% vun eiser Aarbeitskraaft ausméicht.

An den 80er an an den 90er Joren huet d'Regierung awer ugefaange fir eiser Ekonomie weider Diversifikatiounsméiglechkeeten ze ginn, an et war grad an déser Zäit wou eist Land ugefaangen huet sech an de Secteure vun de Medien esou wéi an der audiovisueller Produktioun ze investéieren.

Haut kenne mer soen, an den zoustännege Kommunikatiounsmiester huet et och scho virdru gesot, datt mer eng fest Gréissi sinn op der weltwäiter Medielandkaart,

mat de Medierisen SES an RTL Group, a mat enger ganzer Panoplie vu Sociétéiten an Entreprises, déi hir Aktivitéiten an der Medienbranche a ronderém dés zwou Gruppen entwéckelt hunn, déi haut an deem Mooss mat Létzeburg verbonne sinn, wéi et an der Zäit d'ARBED war.

Wa mer vum Mediestanduert Létzeburg schwätzen, da komme mer net derlaantscht fir och déi audiovisuell Produktioun am Kader vun déser Debatt méi genau ze beiliichten. Ech wéllt dofir och meng Zäit notze fir e klengen Tour d'horizon an désem zukunftsäegen Dossier ze maachen an zu gläicher Zäit dés kleng Success story fir de Standuert Létzeburg als Ulass huelen, fir e puer méi fundamental Froen an Iddien opzegräifen, fir datt och an Zukunft dése Secteur sech weiderentwéckelt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Laf vun den 80er Jore konnt e legislativen a reglementaresche Kader geschafe ginn, deen den audiovisuelle Secteur niewent RTL an SES als dréttgréisssten am Mediesecteur etabléiere soll.

De Filmfong huet an der Erfollegstory vun der Létzeburger Filmindustrie e groussen Undeal, also déi Ariichtung, déi énnert der Regie vum Kulturministère an dem Kom-

munikatiounsmiisterie all déi Progrämer mat de finanziellen Instrumenter geréiert fir Produktiounen a Koproduktiounen zu Létzebuerg ze promouvéieren. Et ass kloer, datt de Filmsecteur bei eis zu Létzebuerg ouni déi finanziell Héllefe vum Stat net iwwerliewensfäeg wier. Et ass grad esou kloer, datt de Secteur momentan nach net dat erabréngt, wat u finanzielle Méttelen an de Secteur gepompelt gétt. Ech mengen, datt een hei ganz kloer muss betounen, datt d'Filmproduktioun zum kulturelle Liewe vum Land gehéiert an domadder d'Héllefen un d'Filmproduktioun net kënnen d'Ambitiounen hunn, fir integral déi finanziell Recetten ze généreréieren, déi iwwert de Wee vun der Filmhéllef an dëse Secteur investéiert ginn.

Dést wéllt awer net heeschen, datt d'létzebuergesch Filmproduktioun exklusiv iwwert de Wee vu Subventione ka finanzéiert ginn, an ech verwiere mech och dofir géint Demanden, déi elo fuerderen iwwert d'Filmhéllef, awer och iwwert d'Accords bilatéraux, fir Filmer quasi 100%ge vu staatleche Gelder finanzéiert ze kréien. Och hei muss en Deel Eegerisiko beim Produzent oder de Produzente bleiwen, well soss komme mer jo an déi Situatioun, datt mer hei eng staatlech finanzéiert Filmproduktioun kréien, an déi kéint an désem Fall jo dann net méi privat gedroe ginn, mä misst da sécher iwwert den CNA lafen. Ech pladéieren also ganz kloer dofir, datt mir op deem age-schloene Wee vun de finanziellen Héllefe bleiwen an eis hei och net vum Ruff no enger quasi integraler Subventioun vu létzebuergesch Filmer impressionéiere loassen.

Här President, et ass awer zweifelsouni fir eist Land vu grousser Wichtegkeet, fir d'Image de marque opzwären, an de Minister huet et och scho virdrun hei beount, d'Filmproduktioun ass a wäert och an Zukunft an désem Kontext e wichtegt Instrument duerstellen, fir eis no baussen ze verkafen, well de Secteur haut schon en integrale Bestanddeel vum Létzeburger Kulturlieu representéiert. Ech begréissen dofir och ausdrécklech d'Iddi vun der Organisatioun vun engem létzebuergesch Filmfestival, deen den nächsten Oktober hei fir d'éisch soll iwwert d'Bühn goen. Dëse Filmfestival schéngt mer en ideale Vehikel ze sinn, fir létzebuergesch Filmproduktiounen, souwuel an eisem Land wéi awer och iwwert d'Grenzen eraus, besser ze vermaarten.

De Bilan, dee mer haut aus den Erfahrungen aus de leschten 10 bis 15 Joer virleien hunn, léisst sech wierklech weisen, an dat virun allem bei de sou genanntene Certificats d'investissement audiovisuel, déi 1988 an d'Liewe geruff gi sinn, esou wéi bei de verschiddenen Héllefen fir Produktioun, Koproduktioun, beim Ausschaffe vun Dréibicher oder fir d'Distributioun, déi vum Filmfong geréiert ginn. Ech brauch déi Zuelen net am Detail ze analyséieren, an deene Pabeieren, déi eis fir de Mëttég virgeluecht gi sinn, ka jiddfereen déi Zuelen am Detail noliesen.

Aus désen Zuele geet awer ervir, datt de Secteur net eréischt an de Kannerschong ass, mä datt Létzebuerg en interessanten a fiable Partner bei internationale Produktiounen duerstellt. Am Kontext vun dëse positiven Entwicklunge kontnen sech an de leschte Joren net mässer wéi 16 Produktiounsfirmen zu Létzebuerg etabléieren, mat 650 Employéen, dovun iwwer 250, déi an der Animation tätig sinn. Si all verfügen entre-temps iwwert en Know-how, dee mat deem aus dem Ausland duerchaus konkurréiere kann. Kee Wonner also, datt si och am Ausland emmer méi heefeg fir

Produktiounen hei zu Létzebuerg sollicitéiert ginn. Et ass deemno kloer, datt sech de Métier vum Filmproduzent och an de leschte Jore ganz besonnesch staark entwéckelt huet.

Et muss duerfir am Kader vun der Consolidéierung vun der Filmbranche hei zu Létzebuerg driwwer nogeduecht ginn, fir och um Niveau vun der Formation Zukunfts-perspektiven ze erschleissen. Grad am Kader vun der zukünftiger Uni Létzebuerg, komme mer net derlaantscht fir eventuell op Héichschoulniveau ze préifen, ob ee Filiären am Art cinématographique kéint an d'Liewe ruffen. De Filmstanduert Létzebuerg kéint duerch seng Proximitéit e wichtigen Atout am Kontext vun der praktescher Émsetzung vun theoreschem Wéssen duerstellen, an dat métteis Stagen oder Séminair.

Mä net némmen de Secteur selwer profitéiert vum Ausbau, e gudden Deel vun den accordéierten Héllefen, sief et sous forme vun de Certificaten, steierleche Vergénschungen oder aus selektiven Héllefen vum Stat, wanderen erém indirekt zréck an d'létzebuergesch Wirtschaft. Et si virun allem kleng Handwiersbetreiber an den Horesca-Béräich, déi vun de Produktions- an Dréiaarbechte virun allem hei zu Létzebuerg profitéieren. Et brauch ee sech némmen auszerechnen, wat et beispillsweis en gem Hotel bréngt, wa während Deeg eng ganz Filmcrew do énner-bruecht gétt.

Trotz dëse villversprechenden Zuelen, muss een awer nach feststellen, datt de Létzeuberger Marché et nach émmer net erlaabt fir eleng eng Produktioun ze finanzéieren. D'Kooperatiounssaccorden, esou wéi mer se de Mëttén hei vum honorable Jean-Marie Halsdorf virgestallt kritt hunn, spilleen an désem Kader eng wichteg Roll fir Létzebuerg als Filmstanduert dauerhaft ze etabléieren.

Kooperatioun bestinn an der Haapsaach mat franséischsprachige Partneren, wéi zum Beispill Frankräich, Kanada oder der Region Québec. Mä och mat anere Länner bestinn Accorden oder lafe Verhandlungen, fir dés an allernächster Zukunft zu engem glécklechen Ofschloss ze bréngen. An désem Kontext wéllt ech och de Kommunikatiounsmiester froen, wat fir eng laangfristeg Strategie virlässt, fir eventuell en Netzwerk mat Partneren opzebauen. Wat fir eng Accordé sti virun hirem eminenten Ofschloss? Wéi stéet et an Zuelen ausgedréckt mat der Émsetzung vun deene scho bestoenden Ofkommen?

Här President, et ass kloer, datt mer de Létzeuberger Filmsecteur némmen am Ausland promouvéieren kënnen, wa Létzebuerg och op internationale Festivale present ass. Ech wéllt an désem Kontext némmen op de Festival vu Cannes hiweisen, wou Létzebuerg dést Joer mat enger Rei vu Koproduktiounen vertrueden war, och op der Berlinale war Létzebuerg an de leschten zwee Joer vertrueden a konnt duerch verschidde Produktiounen op sech opmierksam maachen, wéi beispillsweis duerch de priméierte Kuerzfilm vum Dan Wiroth «Eré Méla Méla». Last but not least war Létzebuerg op der 59. Mostra internationale d'art cinématographique zu Venedeg, wou zwou Létzeuberger Produktiounen an den offizielle Selektiounen vertrueden waren.

En anere Punkt, deen ech an déser Debatt wéllt opgräifen, ass d'Létzeuberger Participatioun an europäische Programmer. Als Beispill wéllt ech Eurimages huelen, e Programm vum Europarat, deen Héllefe fir Koproduktiounen a fir d'Distribution zur Verfügung stellt. Ech wollt an désem Kontext d'Fro operwerfen, Här Minister, ob domadder all Participatiounsméiglechkeiten an europäische Programmer ausgeschöpft sinn, an ob um Niveau

vun der europäischer Kommissiou nach Programmer existéieren, wou Létzebuerg dra vertrueden ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll awer hei och zwou méi kritesch Iwwerleeungen ubréngen. Déi éisch betréfft d'Kontrollméglichekeiten, déi de Filmfong huet, am Kader vun der Produktioun vu Filmer, wou Létzebuerg als Land Koproduzent ass. Ech denken hei, an de Minister huet et virdrum ugeschwat, un de wahrscheinleche Flop vum Film „Le passage secret“, dee wahrscheinlech ni wäert an d'Distribution kommen. Ech kennen d'Grénn net, mä ech huelen einfach emol un, datt en ze schlecht ass.

Wann een awer do trotzdem gesait, datt dee Film méi wéi 30 Milliouen Euro kascht huet, also méi wéi 1,2 Milliarden al létzebuergesch Frangen, an och weess, datt mir iwwert e Filmfong do méi wéi fënnef Milliouen Euro dran investéiert hunn, esou muss ee sech dach trotzdem hei eng Rei vu Froe stellen, well hei sinn esouwuel natierlech vun den Haaptproduzente wéi vum létzebuergesch Stat sécherlech dann eng Rei vu Milliouen an de Sand gesat ginn. Wann een op dár anerer Sait awer weess, datt iwwert de Wee vun den Héllefen, wéi gesot, eng Rei vun esou Milliouen falsch investéiert gi sinn, muss een also d'Fro vun enger besserer Kontroll stellen, déi vläicht esou Investissementer évidéiert hätt.

Fir net falsch verstanen ze ginn, well ech nach eng Kéier betounen, datt et natierlech an der Filmproduktioun, an de Minister huet et och scho virdru betount, émmer erém Flope ginn, géint déi kee gewappnet ass, an och déi grouss amerikanesch Produzente ginn émmer erém mat esou Filmer konfrontéiert, an et können also och net a fortiori d'létzebuergesch Produktiounen sinn, déi émmer e grouss Succès duerstellen.

Ech wéll och an deem Kontext betounen, datt hei sécherlech keng Responsabilitéit op de Filmfong zoufalt, dee jo a sech absolut keng Interventiounsméiglechkeiten huet an deen némmen iwwert de Remboursement vu gewesenen Dépenses intervenéiert. Nach muss ee sech allerdéngs awer d'Fro stellen, wéi et méiglech ass, datt trotzdem fir létzebuergesch Verhältnisser, fir esou een enorm héije Budget, dach deelweis hei énner-abenteuerleche Bedéngungen e Film produzéiert ginn ass, an ech wär dofir och frô vum zoustännege Minister vläicht nach eng Rei vun Explikatiounen ze kréien.

A vläicht kënnt hie mir och soen, ob et net hei méiglech wär zousätzlech Kontrollméglichekeiten virze-gesinn, wann zum Beispill, wéi dat jo hei de Fall war, de Budget initial, dee jo a sech virgesi war, largement dépasséiert ginn ass. Ech stelle mer d'Fro, ob een do net zum Beispill këint e Clignant festleéen, deen, wann ebe beim initiale Budget e gewéssene Pourcentage géif dépasséiert ginn, automatesch nach eng Kéier déi Fro vun dem Remboursement vun Dépenses erém géif zousätzlech kontroléiert ginn.

Eng aner kritesch Bemerkung betréfft d'Televisionproduktiounen. Wéi een aus de Statistike kann erauslesen, muss ee feststellen, datt d'Televisionproduktiounen a méi speziell Showévémenter némmen ganz selten an de Genoss vun Héllefe staatelecher Sait kommen, well se ganz einfach de Wee op Létzebuerg scheien. Et schéngt mer wéi wann dat steierlech Émfeld an désem Fall vläicht net géif dier goen, fir esou Televisionproduktiounen op Létzebuerg ze kréien. Dat schéngt mer awer ém-sou méi bedauerlech ze sihn, wann een a Betrucht zitt, datt besonnesch den RTL Group iwwer RTL Däitschland jo ganz vill Televisionshowé produziert, déi och international en enormen Erfolg hunn,

wann ech elo némmen un déi ganz bekannten Televisiounsshow RTL Superstars denken.

An do muss een natierlech dann d'Fro stellen, firwat den RTL Group, deen awer trotzdeem e wichteg Standbeen nach émmer hei zu Létzebuerg huet, net mat méi Engagement versicht Televisiounssproduktiouen hei op Létzebuerg ze kréien. Ech sinn doven iwwerzeegt, dass emol fir d'alleréischt mer missten e Motor hei op Létzebuerg kréien, deen esou Televisiounssproduktioune kéint initierien, an dat misst eigentlech an dësem Fall och den RTL Group sinn. Ech weess, dass emol émmer erém an der Vergaangenheit Engagemerter vun deene Responsable vum RTL Group geholl gi sinn, fir sech mat méi Engagement esou Televisiounssproduktiouen zu Létzebuerg hinzegginn. Bis elo schéngt dat nach net an deem Mooss paséiert ze sinn, dofir wár ech och frou, wann de Minister eis herno kéint dozou verschidden Explikatiounen ginn.

Zesummeaassend wéll ech nach eng Kéier op e puer Iwwerleeungen zréckkommen, déi meng, esou wéi menger Fraktioun hir Meenung am beschten erémpigelen.

Éischtens: Et muss ee préifen, ob een d'Plafonge vun de Certificats d'investissement audiovisuel net ganz ofschafe soll, fir dass evenuell nach méi Produktiouen an de Genoss vun dëse steierleche Virdekkende kommen.

Zweetens: Dat Kooperationsnetz, wat d'Regierung amgaangen ass op d'Been ze setzen, soll an de kommende Méint a Jore weider ausgebaut ginn, fir eist Land op der cinématographescher Landkaart dauerhaft als fest Grésst kënnen ze etabléieren.

Drëttens: Um Niveau vun der Ausbildung sollen d'Medien am Generellen an d'Filmbranche am Spezielle méi Berücksichtigung fannen. Am Rapport vun der Mediekommissioun iwwert die Bilan vum 1991er Gesetz iwwert d'elektronesch Medien, hate mer schonn op dës Noutwendegkeet higewisen, an dat virun allem am Kontext vum wuessenden Afloss vun den Informations- a Kommunikatiounstechnologien a vun den Entrepreisen, déi sech an dësem Secteur bei eis zu Létzebuerg etabléiert hinn.

De Produktiounsstanduert Létzebuerg ass haut e Secteur, wou jonk Leit Perspektive kënnen entwéckelen, wann déi néideg Formatiounsfiliéren an eise Schoulen, awer vi runn allem op Héichschoulniveau bestinn. D'Uni Létzebuerg soll désen Atout opgräfen an an de kommende Joren déi entspreichend Formatiounen opbauen.

Véiertens: De Secteur verschlängt haut grouss Zomme fir Produktiounen, déi sécherlech um kënschtlechen Niveau den internationale Vergläch net ze scheie brauchen, déi awer um finanzielle Plang némmen an deene seltenste Fäll gewënnerbréngend sinn. Dofir ass et wichtig, dass Létzebuerg un de Programmer, déi vun den internationale Gremien an Organisatiounen ausgeschafft ginn, aktiv deelhëlt, fir déi néideg Fonge vläicht och iwwert dee Wee zesusammenzebréngen.

Fënneftens: D'Efforten, déi um Niveau vun der Presenz vum Létzebuerg Filmsektor am Ausland op internationale Festivaler gemaach gi sinn, hu rezenterweis déi néideg Unerkennung bruecht. Dat ass déi richteg Strategie, fir de Secteur no bausse visibel ze maachen a fir op Standuertvirdeeler vu Létzebuerg opmiersam zu maachen.

Sechstens: Last but not least, wéilt ech awer do unhaken an op e puer Iddiën, wat déi steierlech Moosnamen ubelaangt, méi detailliéiert agoen. Létzebuerg huet am Kontext vu senger Standuertpolitik émmer de steierlechen Aspekt privilegiert an domadden a sech gutt Erfarunge gemaach. Verschidde Nischen, déi mer mat der Zait er-

schloss hunn, bréngen eis haut och nach signifikativ Steierrecetten an d'Statskeess, währenddeems se gläichzäiteg bestëmmten Aktivitéiten op eisem Territoire fördern.

Wat elo d'Filmindustrie ubelaangt, denken ech, dass een emol soll eng Pist ausloten, an zwar déi vun der steierlech favorabler Behandlung vun der Gestiou vun Autorerechter. All audiovisuell Produktiou, all Film, dee gedréint gëtt, fält énner ville Gesichtspunkten énner d'Autorerechter. Wá mir et géife färdeg bréngen duerch d'Schaffung vun engem steierlech gënschtege Kader fir d'Gestiou vun Autorerechter en Zentrum vun dëser Aktivitéit ze ginn, dann hätte mer eis en interessanten Zousazsektor zu der Filmindustrie a sech erschloss. Natierlech kann een esou e Régime némmen op Gesellschafoten a méi prezis op Kapitalgesellschaften applizéieren.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dat bréngt mech dann och dozou fir d'Iwwerleeung unzereggen, ob mer net sollten eis Holdinggesetzgebung esou modifiziéieren, dass d'Gestiou an d'Exploitation vun Autorerechter e gesellschaftliche Objet vun enger Holdinggesellschaft kéinte sinn. Bis elo kënnen se dat net, wat a sech erstaunlech ass, well d'Breveten an och d'Exploitation an d'Gestiou vu Breve te jo énner Holdingsobjete falen, an da misst eigentlech an därselwechter Logik et och méiglech sinn en anert intellektuell Recht, nämlech d'Autorerecht, och énner esou en ähnleche fiskale Regime falen ze loessen. Domadder hätte mer dann en Instrument geschaافت, wat mat Sécherheet all deenen eng interessant Standuertalternativ géift ginn, déi mat der Exploitation vun den Droits d'auteur ze doen hinn.

Ech géift mer wünschen, Här Minister, dass mer dës Iwwerleeung vläicht séier an och eingehend kënnste féieren. Et muss och elo net onbedéngt de Wee iwwert d'Holdinggesellschaft sinn, mà ech mengen, dat wär op jidde Fall e Modell, deen een emol eng Kéier kéint méi seriö iwwerleeén.

Am selwechte Steierkontext wéll ech dann nach eng Kéier umrieken, dass AOL an Amazon sech an eisem Land etabliere wäerten, well se bei eis e favorabelt Steierémfeld virfonnt hinn. Létzebuerg gëtt domadden en Zentrum vun Internethéngschleeschungen, wou d'Potenzialitéiten, menger Meenung no, nach net ausgeschöpft sinn.

An dësem Senn wéilt ech nach eng aner Iddi opgräfen, nämlech ze kucken, fir um Niveau vum Internet eng Rei vu steierlechen Avantagen ze schafen, fir beispillsweis d'Vervielen vun audiovisuelle Produktiouen iwwert den Internet ze promouvéieren. Och dëst schéngt mir eng Méiglechkeet ze sinn, fir zousätzlech d'Mediastandbeen Létzebuerg weider auszebauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst sinn e puer Pisten, déi meng Fraktiou an ech selwer dem Kommunikatiounsmister wollte mat op de Wee ginn. Ech denken, dass et sech heibai ém émsetzbar Moosnamen handelt fir de Secteur weider auszebauen oder op d'mannst ze consolidéieren. An deem Senn géift ech lech merci soe fir År Opmiersksamkeet.

**M. le Président.-** Als nächst Diskussiounsriednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux-Stehres huet d'Wuert.

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn haut zwee Punkten um Ordre du jour, zwee Accords de coproduction, ee mat Däitschland an ee mat Frankräich. Ech wéll direkt virauschécken, dass d'sozialistesch Fraktioun hiren Accord gëtt zu désen zwee Accorden.

De Minister huet profitéiert vun der Geleeënheet, fir e Bilan iwwert d'Filmindustrie zu Létzebuerg ze maachen. Ech kann elo net soen, ech hätt et vu Spannung net ausgehalen, fir dee Bilan ze héieren, mà ech mengen, et war awer eng gutt Iddi, fir dass mer de Mëttet déseen Débat an der Chamber kënnen hunn.

Ech si mat enger ganzer Rei vun Aussoe vum Minister d'accord, énner anerem dass et gutt ass, dass mer eng Filmindustrie zu Létzebuerg hinn, dass mer se sollen halen a kucken opzebauen. Ech sinn och mat där Ausso d'accord, dass Filmer maachen ouni Aiden zu Létzebuerg, an ech géift mengen a ganz Europa, net ka funktionéieren, dass mer also musse gutt oppassen, dass mer eng europäesch an och eng national Filmproduktiou behalen.

Et sinn awer eng Rei Nuancen, déi ech zum Minister sengen Aussoe muss formuléieren. En gros kann een et esou resuméieren, och déi Texter, déi ee liest vum Ministère, dass mer eng lieweg Filmindustrie hinn. An da gëtt opgefouert, wat alles zu Létzebuerg leeft, an dass et gutt ass, dass mer Koproduktiou maachen, well dat eis et eraabt e ganze Koup Problemer ze lésen.

Déi zwou Saachen, mengen ech, si mat Nuancen ze genéissen. Fir d'éischt emol d'lieweg Filmindustrie. Wéi dat éischt Gesetz gestëmmt ginn ass 1988 iwwert d'Tax Shelter, wou d'Certificats audiovisuels agefouert si ginn, do war ech zwar net an der Chamber, mà ech ka mech awer erénnernen, dass dat verkäfft ginn ass als eng Lex CLT, an dat sollt d'CLT dozou ureize fir selwer an d'Produktiou eranzeklammern, an doduerch géift dann eng einheimesch Filmproduktiou enstoen.

Et huet sech awer erausgestallt, dass d'CLT net interesséiert war, fir Filmer ze produzéieren, a si ass manifestement haut nach émmer net staark interesséiert fir an d'Filmproduktiou eranzeklammern. Allerdéngs hunn awer auslännesch Firmen erausfonnt, dass et finanziell interessant war zu Létzebuerg Filmer ze dréinen, well se kënnste vu steierlechen Avantagé profitéieren.

Am Laf vun de Jore sinn eng ganz Rutsch international prestigiéis a manner prestigiéis Filmer zu Létzebuerg gedréint ginn. Dat huet villen Awunner vum Land eppes bruecht: Firmen, déi als Prestataire de services opgetratt sinn, Techniker, déi op de Produktiounen konnte mat-schaffen, heiansdo ass och e Létzebuerg Acteur an enger Nieweroll opgetaucht, ganz vill Létzebuerg oder besser gesot Einheimescher, fir mam Minister ze schwätzen, hinn als Statiste mat-gemaach a ware begeeschtet dobai ze sinn. Da gouf et nach eng Rei méi oder manner VIPen, déi frou ware sech mat ganz bekannte Stars fotograféieren ze loessen.

D'Fro sief awer eraabt, ob eng sporadesch Presenz vun der internationaler Filmszen zu Létzebuerg, automatesch en Effet d'entraînement huet op d'Létzebuerg Produktiou an ob doduerch automatesch eng Létzebuerg Filmindustrie entsteet. D'Antwort dorobber ass ganz sécher neen. Dofir gëtt et jo och de Filmfong, deen am Fong dës Industrie an dës Produktiou soll énnerstétzten.

Da gëtt gefrot vu ville Leit, wat sinn dann d'Retombée fir Létzebuerg vun deene ganzen Aiden, déi steierlech an déi direkt, déi mer ginn? Do gëtt et éischtens den allgemeng ekonomeschen Aspekt, da gëtt et den Aarbeitsmaart, an da gëtt et dat Kulturell.

Op den ekonomeschen Aspekt well ech net méi zréckkommen. Iw-

erall liese mer, dass 50% vun den Aiden erém zréckfleissen, déi meeschte an den Horesca-Secteur. Dat ass sécher gutt, mà et ass jo net d'Zil vun der Filmförderung fir d'Horesca ze subventionéieren.

Deen zweete Volet ass dee vum Aarbeitsmaart a vun der Entwicklung vun neie Beruffer. Ech sinn och d'accord, dass ee soll an nei Formatiounen, vläicht imaginativ, investéieren, net némmen op der Uni, mà och op aneren Niveauen, wou kann eng Ausbildung gi sinn. Ech mengen, et ass positiv wa jonk Leit a manner jonk Leit Perspektive kréien, fir eng ganz Gamme vun interessante Beruffer, déi mam Film ze dinn hinn, technescher, kreativer, Zeechner, ech wéll se net allegueren opzien. An de Raporte stéet, dass mer ongféier 450 Techniker hei zu Létzebuerg hinn.

Et ass awer esou, dass déi grouss auslännesch Boiten, wann déi op Létzebuerg kommen, ganz oft hir technesch Equipé scho matbréngen, an da brauchen se nach punktuell Leit aus der lokaler Szen, fir dobai ze sinn. Da wësse mer och, dass e Film dréinen normalerweis eng Saach vun e puer Wochen ass. Währing därf kuerzer Zäit gi ganz vill Leit gebraucht. Da sinn der nach e puer an der Postproduktiou beschäftegt, an da setzen der ganz vill do ze waarden, dass erém den nächste Film gedréint gëtt. Dat heescht, et ass also e Problem vun der Ofsécherung vun deene Leit, déi an deem Secteur schaffen. D'Regierung huet dat jo och festgestallt. Ech denken, dass dofir e Projet de loi déposéiert ginn ass, deen de Statut vum Artist an domadder och vum Intermittent du spectacle soll nei organiséieren. Ech wéll dee Projet hei net diskutéieren, ech hu just eng Remarque ze maachen, déi sech dann un de Minister, dee Gott sei Dank och nach Aarbeitsminister ass, riicht, dee mer déi da ka vläicht direkt beantworten.

De Projet gesait nämlech vir eng Derogatioun zum Aarbeitsrecht, wat de Contrat à durée déterminée ugeet. Well de Contrat fir d'Intermittents du spectacle soll op dräi Joer kënnen ausgedehnt ginn, während am normalen Aarbeitsrecht dat jo net méiglech ass. Ech fannen dës Derogatioun äusserst bedenklich an ech verstinn haapsächlech net firwat se nouwendeg ass, well jo just am Kinossecteur, am ganzen audiovisuelle Secteur d'Produktiouen kuerzweg sinn. Da gesinn ech net firwat ee méi eng laang Durée braucht fir déi Kontrakter.

Esou dass ech dat doten net age-sinn, an ech menge just, wann een den audiovisuelle Secteur, de Secteur vum Kino wéllt promouvéieren, a wann ee wéll Perspektiven opmaachen, dass d'Leit sollen doranner schaffe fir interessant Beruffer ze hinn, da mengen ech, dass mer awer och schéleg sinn, dass déi Leit, déi an deem Secteur solle schaffe goen, sozial gutt ofgeséchert sinn, an ech mengen, dass een déi Firmen, déi jo zum gréissen Deel vun öffentleche Gelder liewen an hir Filmer net kënnste maache wa se keng öffentlech Hélefe géife kréien, misst obligéieren sech justement, précisément un d'Aarbeitsrecht ze halen, an net hir Leit schlecht ofzesécheren.

Den drëttent Aspekt vun de Retombée fir Létzebuerg op d'Land ass dann dee kulturellen. Esou wéi et richteg ass, dass ee Musek, Literatur, Danz, Molerei, Theater, Skulpturen an esou weider énnerstézt, si mer och der Meenung, dass een am Beräich vun der Kinokreativitéit d'Artiste sollt énnerstézt. Et muss méiglech sinn, dat war jo och den Zweck vum Filmfong, dass e Crateur, deen zu Létzebuerg lieft, och zu Létzebuerg ka Kino maachen, iwwer all Sujet selbstverständliche, mà awer och muss hie kenne Létzebuerg als Sujet vun engem Film huelen, wat net heescht, dass e muss e Létzebuerg Film maa-

chen, well hei zu Létzebuerg gëtt menges Wessens no méi wéi eng Sprooch geschwat, esou dass e Létzebuerg Film sech net do-duerch charakteriséiert, dass d'létzebuergesch Sprooch huet.

Wann ee Loscht huet iwwer Létzebuerg, iwwert dat Land, iwwer seng Bizarriéen, iwwer seng Kontradiktiouen, iwwer seng Freedens, seng schéi Saiten, seng traureg Saiten e Film ze maachen, misst dat zu Létzebuerg méiglech sinn, an dat, mengen ech, soll en och énnerstézt. Dann därfte mer och net erwaarden, dass all Film e Meeschterwierk gëtt. De Minister huet d'Chiffere genannt. Et ass eng Fauschregel, dass vun zéng Filmer een e Succès gëtt. Dat ass zu Létzebuerg wahrscheinlich net anescht wéi am Ausland. Allerdéngs ass d'Ennerstézung vun der Kreatioun am Kino méi kompliziert wéi an aneren artistesche Secteuren, well fir e Film ze maachen, vun däri Zäit bis an d'Idi huet, bis e gemaach ass, ass immens vill Zäit eriwwer. Et braucht ee vill Suen, vill Leit, eng gutt Equipe an d'Finanzierung bleibt also émmer e risege Problem vun däri ganzer Industrie.

Neirdéngs ginn dann elo d'Koproduktiouen do als e Mëttel duerstell, niewent den Aiden, fir déi Finanzierung do méi einfach ze maachen. A ganz bestëmmt huet d'Koproduktiou Avantages an och e gewëssenen Intérêt. D'Iddi vun der Koproduktiou gëtt jo och op europäesch Niveau vun der Kommissioun a vun der Kommissarin ganz staark promouvéiert, och mat der Iddi fir den europäesch Film ze fördern, well wa Koproduzenten aus verschidde Länner deeselwechte Film matfinanzieren, da sinn d'Chancé méi grouss, dass e franséische Film herno och an Däitschland gewise gëtt, an émgedréint, en däitsche Film a Frankräich.

D'Koproduktiou ass also e gutt Instrument, wat mir énnerstézt. Et därf awer net esou sinn, dass ee muss emol fir d'éischt e finanzielle Genie am Ingeniering sinn, fir kënnen eng Koproduktiou op d'Been ze setzen, an dass et méi wichtig ass, wéi ee finanziell jongliert, wéi dass een an der Kreatioun gutt ass.

Well d'Koproduktiouen, dat wësse mer, bréngt jo awer och eng ganz Rei Problemer mat sech, vu dass e puer Partner sech müssen op e gemeinsame Projet eens ginn, wat jo vun all Sait Kompromésser verlaagt. Et ass zimlech kloer, dass deen, deen déi meeschte Sue mat an dat Déppen do bréngt, och d'Décisioun am meeschten influenziert. An do geet et ém d'Acteuren, déi matspillen, et geet ém d'technesch Equipe, et geet ém d'artistesch an d'finanziell Maîtrise vun engem Film.

D'Létzebuerg Koproduktiouen gesellschaftsche si meeschte an deene Projete minoritar Koproduzenten. An der Moyenne, loosse ech mer soen, stellen d'Létzebuerger 15-20% duer, wat d'Finanzierung ugeet, heiansdo méi, och alt manner. Dat heescht, si hinn am seltenste Fall d'Maîtrise artistique a financière vun engem Film. An ech mengen, et kann och en akzeptéieren, minoritaire Partner ze sinn, an enger Koproduktiou. Iwwer Joren entsteet jo eng Zesummenarbeit, an heiansdo huet dann en Däitschen oder e Fransous e flotte Projet, dat klémmt ee mat eran als Létzebuerg, awer an der Hoffnung, dass dann och eng Kéier e Létzebuerg Projet vun engem Däitschen oder vun engem Franséische matfinanziert gëtt.

Dat kann och fir verschidde Gesellschaften interessant sinn, well an de Koproduktiouen verdéngt ee jo och Suen. Dat erlaabt der Gesellschaft och finanziell ze iwwerliewen, bis se erém en eegene Projet huet, mat deem se kann op de Maart goen.

Mä ech mengen d'Zil vun de Koproduktiouen ass et jo awer net

einfach, dass Létzebuerg just am Générique erschängt. Et muss jo méi sinn, fir dass mer just als Partner dobäi sinn, an heiansdo gi mer souguer vergies am Générique, loossen ech mer soen. Dat ass sécher net den Zweck dovunner. Et muss also méiglech sinn, dass och emol eng létzebuergesch Gesellschaft e majoritaire Koproduzent ass, fir dass en ebe just déi finanziell an artistesch Maitrise am Film behält.

Mä d'Létzebuerges Gesellschafte verfügen awer oft net iwwert déi finanziell Moyenen au départ, déi hinnen et géifen erlaben als majoritaire Produzent anzeklammen, net wéi déi aner Länner, wéi jo da Produzenten aus grousse Länner, déi oft Recetté verkaufen, déi Suen hunn, well se d'Rechter virun un d'Televisioun verkaaft hunn, oder déi vun den Distributeuren Avances sur recettes kréien, wat zu Létzebuerg wéinst deem klenge Maart jo ganz schwiereg ass.

Dofir eng Fro un de Minister, wat den Outil de financement ugeet. Ech weess, dass säit enger Zäit vun engem Projet geschwatt gëtt, eng Iddi, déi lanciert ginn ass vun der Banque européenne d'Investissement a vun der europäischer Kommissioune, «i2i», wann ech mech net ieren, an do war och eng Iddi ausgeschafft gi fir zu Létzebuerg eng Finanzierungstruktur ze schafen, Luximages, mat dräi Partner, also d'Banque européenne d'Investissement, de Stat, also déi öffentlech Gelder, an da privat Partner, an déi Struktur géif am Fong de Létzebuerges Produzenten Avances sur recettes accordéieren, fir dass se méi grouss kënnten a Koproduktiounen era-klammen.

Dat kënnt et hinnen erméiglechen, dass se hir Rechter fir e Land, fir Frankräich zum Beispill, fir dat némme ze nennen, well dat jo dat interessant ass, net scho missen un e franséische Koproduzent of-zetrieden, ier der Film verkauft ass. Selbstverständliche kann dat némme funktionéieren, wann déi Avances sur recettes erëm zréckfléien, esou dass am Fong e Fong géif geschaافت ginn, dee géif Sue virstrecken, fir dass Létzebuerger kënnte méi eng grouss Part an dat Déppen do mat erabréngen.

Déi Initiativ géif och bedéngent, dass Létzebuerges Produzentgesellschaften sech missten zesum-mendinn a sech konzertéieren, well se zesummen sech mussen eens ginn iwwert déi Projeten, déi sollen do finanziert ginn. Dat wär jo eng gutt Saach. Och einfach némmen, wann d'Létzebuerges Gesellschaf-te géifen e bëssen zesummerécken a sech besser géifen ofschwätzen, well wa mer héieren, dass am Hierscht sechs Filmer zur gläicher Zäit hei zu Létzebuerg gedréint ginn, da fannen ech dat net just e Modell vu gudder Zesummenar-becht a Kooperatioun, wann een deem aneren d'Techniker ewech-héilt, déi puer, déi mir souwisou némmen zu Létzebuerg hunn, déi dann e puer Méint do setzen an erëm náischte ze maachen hunn.

D'Iddi ass also, meng Fro un de Minister ass: Ech mengen, dass déi Initiativ do náischte gétt wann net e volontaristescht Wuert vum Stat do gesot gëtt, fir ze soen: Da kommt mir maachen dat elo zesummen. An eigentlech ass meng Fro un de Minister, wéi wáit et mat dár Initiativ do ass, oder ob mer déi kënne ver-giessen an an d'Geschicht vun der kuerzer Filmindustrie hei zu Létze-buerg leeën.

An da wéilt ech nach e leschte Punkt opwerfen, Här President, och wa mer princiell d'Iddi vun der Koproduktioun énnerstéitten, da mengen ech, dass et och misst méiglech sinn e Film ze montéieren, ouni forcéiert ze sinn e Koproduzent onbedéngent derbäi ze hunn.

Et gi Filmer, déi esou typesch létzebuergesch sinn, dass a priori en auslännische Koproduzent se ganz bizarre fénnt, an dass deen eigentlech net drun denkt fir mat

eranzeklammen. Wat net heesch, dass de Film sech net eventuell herno awer och kënnt am Ausland verkaufen. Och an deene grousse Länner ginn d'Filmer fir d'éischt national gekuckt, a wa se da Succès hunn, da kommen se an déi aner Länner. Mir probéiere jo direkt an d'Ausland ze goen. Mä ech men-gen och, hei zu Létzebuerg misst et méiglech sinn en typesch Létzebuerger Film ouni Koproduzent missen ze produzéieren.

Ech mengen dat leschte Beispill vun engem typesch Létzebuerger Film, dat ass de «Club des chômeurs», Dir hutt e selwer genannt. 10% vun de Leit hei zu Létzebuerg hunn dee gesinn, déi eng fannen e flott, déi aner fannen en net flott, ekonomesch ass e sécher net rentabel, well eise Marché net kann déi Suen aspilleen. Ech mengen et wär awer kulturell a gesellschafts-lech interessant esou Filmer ze erméiglechen a se ze énnerstéitten, fir dass se eng Chance hunn op de Létzebuerger Maart ze kommen.

An ech hunn och an deem Sénn, Här President, eng Motioun, déi ech da wéll déposéieren.

#### **Motion 1**

##### *La Chambre des Députés,*

- considérant le soutien apporté par les autorités luxembourgeoises au développement d'une industrie cinématographique au Luxembourg;

- considérant le succès rencontré par certains films «made in Luxembourg», qui ont pour objet des «Luxemburgensia»;

- considérant que des coproducteurs potentiels d'autres pays de l'Union Européenne ne s'intéressent guère à des thèmes purement nationaux et ne se précipitent donc pas, a priori, pour participer au financement de tels films dans les langues en usage dans notre pays; invite le Gouvernement

- à permettre, par des moyens appropriés et suffisants, le financement de projets de films sur des thèmes d'intérêt luxembourgeois sans obliger le producteur à s'associer à un partenaire - coproducteur d'un autre pays de l'Union Européenne.

(s.) Mady Delvaux-Stehres, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Georges Wohlfart.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschtern.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel. Madame Beissel, Dir hutt d'Wuert.

■ Mme Simone Beissel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld vu menger Interventioun wéll ech och dem Här Halsdorf merci soe fir seng zwee excellent Rapporten, esou gutt mëndlech wéi schrifftlech, zu deenen zwee Gesetzesprojekten. Et handelt sech jo hei engersäits ém den Accord cinématographique téschent Létzebuerg a Frankräich, anersäits ém den Accord de co-production audiovisuelle mat Däitschland. Ech wéilt och vun déi Plaz aus dem Här Minister Biltgen merci soe fir sái breet gefächerte Bilan iwwert d'Létzebuerger Filmindustrie, deen eis haut weist wou mer stinn a wou Problemer sinn a wat fir eng Perspektiven sech opdoen.

Här President, déi zwee Accorden hunn als Haaptobjektiv d'Koproduktioun am Filmberäich ze vereinfachen an deemno och ze stimuléieren. Eng Koproduktioun erlaabt et de Filmproduzenten, déi meeschters vill Geld engagéieren, vun deene finanziellen Avantagen, déi op nationaler Basis unerkant ginn, ze profitéieren a se och ze cumuléieren.

De Létzebuerger Filmproduktiounen erlaben dës Accorden ouni Zweifel eng Diffusioun iwwert déi

national Grenzen eraus. Déi Létzebuerger Filmer bleiwen net an den nationale Kinoë confinéiert, wat se jo ekonomesch méi lievensfæg mécht. Hinne maache sech weider Marchéen op, an net déi mannst. Dës Accorden, déi haut zur Debatt stinn, si mat eisen zwee gréisseren Noperen ausgeschafft ginn, Däitschland a Frankräich, déi sécher eng énnerschiddlech awer wichteg Roll an der europäische Filmlandschaft spiller. Béid Länner haten hir Glanzzäiten an der Filmgeschicht zu verschiddene Perioden, déi jo deelweis u Krich an u Regimen ugegliddert waren an och un hir national Traditiounen, hunn awer haut nach e bedeutende Stellewært och an der internationaler Skala.

Déi zwee Projeten droen deemno zu enger Stimulatioun vun den audiovisuellen Aktivitéiten an der cinématographescher Industrie hei zu Létzebuerg bai.

Här President, ouni wéllen op den Historique vun der Létzebuerger Filmindustrie anzegoen, meng Virriedner hunn dat scho gemaach, kann een awer trotzdem, am Kontext vum Minister Biltgen senger Bilansprésentatioun, e puer Aspekte vu senger Entwicklung nach eng Kéier belichten.

Mam éische Certificats-Gesetz vum 13. Dezember 1988 ass déi ganz Saach emol richteg un d'Rulle bruecht ginn, andeems auslännesch Produzenten an d'Land gelackelt goufen. Et dierf een awer net vergiessen, dass scho virdrun interessant Létzebuerger Produktionen, zwar mat ganz bescheide-ne Méttelen, entstane sinn. Eng professionell Filmindustrie gouf et virdrun nach net, konnt sech awer lues a lues durch de Kontakt mat auslännische Vollprofien entwéckelen.

Net ze vergiessen och eist Gesetz vum 11. Abrëll 1990, mat deem de Fonds national de soutien à la production audiovisuelle an d'Liewe geruff gouf. Dëse Fong énnerläit esouwuel dem Ministère, deen den audiovisuelle Secteur a sengen Attributiounen huet, wéi och dem Kulturnistère. Seng Haaptmissioun ass d'Promotioun vum audiovisuelle Produktiounsektor.

Dés Politik huet sécherlech seng Früchte gedroen, wann ee bedenk, dass sech déi national Film-szeen an deene leschte Jore staark professionaliséiert huet an ouni Zweifel eng gewëss international, an national nationlech, Notoriétéit kruft. Esou existéieren, wéi mer et scho gehéiert hunn, mä ech mengen et mécht Spaass fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen, eng ronn 40 Produktiounsgesellschaf-ten, déi ongefeler 100 Leit beschäftegen, ém déi 50 Sociétés de services spécialisés, 3 Distribu-tionsgesellschaften, méi wéi 400 Techniker a 37 Réalisateur. Och si säit 1988 iwwer 250 audiovisuell Wierker entstanen. Dat léisst sech weisen. Woubäi ee muss bemierken, dass d'Zil sécherlech ni wor, aus Létzebuerg en neit Hollywood ze maachen. D'Zil war bestémmt och net an dësem Secteur eng Ni-schepolitik ze bedreiwen, och wann an der Logik vun der Diversification économique esou konnt e weideren ekonomesche Créneau geschaافت ginn, e Créneau, deen och Producteur d'emploi fir Létzebuerg a fir Leit, déi zu Létzebuerg liewen, geschaافت huet.

Allgemeng kann een d'Film-branche an insgesamt den audio-visuelle Secteur net énnert stren-ge a reng ekonomesche Kritären énnert d'Lupp huelen. Och wa gewëss eng Produktioun wa méig-lech soll rentabel sinn, a viabel, dat heesch lievensfæg sinn, esou handelt et sech dach, an haapsächlech a Létzebuerg, mä ech géing och mengen an europäischer Siicht, virun allem em en

héichrangege kulturell a manner ém e reng kommerziell Produkt, wéi dat zum Beispill oft an den USA de Fall ass.

Här President, heiansdo héiert een dobaussen d'Kritik - an och Verschiddener vu menge Virriedner sinn dorop agaangen -, dass dem Létzebuerger Stat, duerch seng Steier- a Subventionspolitik, zu Gonschte vun der Filmindustrie, en décke Batz Suen duerch d'Fange-re géif rénnen. Dës Usiicht ass menger Meenung no awer ze relativiséieren. D'lescht Joer goufe fir 40,6 Milliouen Euro Certificats d'investissement audiovisuel (CIAV) erstallt. 30% vun désem Montant sinn als «non-recette fiscale» ze betruchten, deemno 12,8 Milliouen Euro. Et kann een dervun ausgoen, dass op d'mannst 50% vun dése bal 13 Milliouen Euro sech awer direkt an der Létzebuerger Wirtschaft erëmfannen, sieft dat am Horesca-Secteur oder bei anere Commercen oder awer bei nationale Betriben, speziell am Secteur vum Artisanat, zum Beispill bei Schräiner, déi dauernd hellefen déi Saachen opzerlichen, déi prioritar Opträg kréien.

Wat elo déi reng finanziell Hélfel fir Létzebuerges Produktiounen betréfft, esou louch déi d'lescht Joer bei ronn 3,7 Milliouen Euro. Eng staatlech Subvention vun der nationaler Filmindustrie ass náischt Aussergewéinleches an Europa, bien au contraire. Ouni dës Subventione kënnt ganz einfach den europäische Kino der amerikanische Konkurrenz iwwerhaapt net standhalen. Doniewent ginn eng ganz Partie vun europäische Filmer vu gréisseren Televisioun-schaïné matfinanzieré, wat jo leider hei zu Létzebuerg net de Fall ass.

Op europäeschem Plang spillt och den EU-Programm MEDIA eng wichteg Roll. Heimat geet et en amont, bei der Formation, an en aval um Niveau vun der Distributioun an der Diffusioun vun europäische Wierker. Finanziell géift do interveniéert am Sénn vun enger gestärkter Compétitivitéit. Dës Efforte kënnen awer némme produktiv sinn, wann zousätzlech op nationaler Basis finanziell Héllefe virgesinn a gi sinn.

Här President, d'Politik, déi mat de Certificats-Gesetzter an duerch de Fonds national de soutien à la production audiovisuelle instauréiert gouf, huet vill Positives bewirkt, net némme fir déi national Film-branche, mä dorivwuer eraus fir d'Kultur an d'Image de marque vun eisem Land. Dëse System soll, menger Meenung no, nach virun appliziert ginn. Meng Suerg ass awer, an dat ass och virdru schonn ugeklungen, dass de System soll beschtméiglech dobaussen international bekannt ginn, dass esou vill wéi méiglech Leit aus der Film-branche wëssen, wat zu Létzebuerg an deem Secteur besteet.

D'Regierung soll och virufueren, esou wáit wéi dat méiglech ass, bilateral Koproduktiounsaccorde mat anere Länner ze négociéieren. Mir hu gehéiert am Rapport, dass Négociatiounen amgaange si mat Éis-träich an Irland. Ech fannen dat eng gutt Saach an hoffen, dass nach aner potenziell Partner sech op deem Gebitt fannen. Esou kënnt onse Létzebuerger Filmsecteur virun a mécht sech lues a lues méi sécher, och méi staark an do-duerch méi attraktiv, och dat lues a lues op der ekonomescher Sät.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci fir d'Nolauschtern a bréngen heimat den Accord vu menger Fraktioun.

■ M. le Président.- Merci, Madame Beissel, den nächste Riednerin ass den Här Greisen. Här Greisen, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Fernand Greisen (ADR).- Merci Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt all deen, déi un deenen zwee Projete matgeschafft hunn, merci fir Är Aarbecht.

De Rapporteur huet a sengen zwee Berichter déi Ofkommen erkläret, a grad esou wéi meng Virgänger hei op der Tribün d'Entwicklung am Secteur duer-gestellt. A menger Interventioun kann ech mech dofir kuerz faassen a just e puer Iwwerleeunge vir-droen, déi fir den ADR dorriwwer eraus wichtig sinn.

No deene bilateralen Ofkomme mat Kanada a Quebec sinn déi heilen Ofkomme fir Koproduktiounen eréisch Nummer dräi a véier, déi zu Létzebuerg an d'nationaalt Recht émgesat ginn. Och wann eist Land am europäische Ver-glach nach an de Kannerschong stécht, esou muss een awer fest-stellen, dass déi einheimesch Film-industrie an deene leschte Joren en Opschwonk erleift huet. Leider ass awer och festzestellen, dass, vun eenzelnen Ausnahmen of-geissen, bal keng Filmer a Létzebuerg Sprooch gemaach ginn oder iwwer Létzebuerger Themen. Dofir huet de Stat ganz einfach net Sue genuch.

Erfreelecherweis hu sech létzebuergesch Produktiounen, haapt-sächlech a franséischer Sprooch, an Europa awer méttlerweil en Numm gemaach. Dat ass ze begriissen an dofir kann een dës Au-teuren némme félicitéieren. Dofir musse mer awer déi bilateral Ze-summenaarbecht och no dësen Ofkomme mat Frankräich an Däitschland nach weider a sou-quer méi énnerstéitten, an dat net némme fir déi létzebuergesch Produc-tiounen, mä allgemeng wéinst dem europäische Film insgesamt.

Déi zoustänneg Kommissarin an der Europäescher Kommissioune huet drop higewisen, dass och wann déi amerikanesch Produktiounen dominéiere géifen, dës den europäische Film vum kulturelle Gesichtspunkt aus net erersetze kéint. Deem kann een némme báistemmen. Leider ass et awer esou, dass wéinst dár kultureller a sproochlecher Diversitéit, déi wuel e grouses Virdeel an Europa duer-stellt, d'europäesch Produktiounen et schwéier hunn an deenen aneren europäische Länner e breede Publikum ze fannen. Niewent de sproochleche Barrièren ass et awer och eng Fro vum Budget.

Well also déi europäesch Produktiounen sech meeschters net duerchgesat kréien, müssen nach weider Efforten an dës Richtung énnerholl ginn. D'USA hunn och kee Grond, fir esou eng europäesch Politik ze kritisieren, well si besetze jo elo scho 75% vum europäische Maart, an dat well de Maart fräi ass. Op dár anerer Sät ass et awer esou, dass europäesch Produktiounen némme en Undeel vun 3,6% um amerikaneschen Maart hunn, well do, am Géigesaz zu der EU, kommerziell Moossna-me bestinn, déi de facto eng Grenz fir europäesch Filmer duerstellen.

Dass mir et hei mat engem reelle Problem ze dinn hunn, deen nach laang net aus der Welt geschaافت ass, beweist eng Resolution vun der Regionalversammlung Europa aus der Assemblée parlementaire de la Francophonie. Dés Resolutioun vum 20. November 2002 weist, dass mer an der grousser Aufgab, déi europäesch Filmproduktioun vis-à-vis vun den Amerikaner ze stärken, anscheinend nach net ganz wáit komm sinn. Dést géitt engem ze denken, wann ee weess, dass mer zénter zéng bis 15 Joer schonn iwwert dës Pro-blematis schwätzen, anscheinend leider ouni konkret Resultater.

Dir Dammen an Dir Hären, den ADR huet op déser Tribün den 22. Mäerz 2001 an der Debatt iwwert d'elektronesch Medien op dëse ganz delikate Punkt opmierksam gemaach an et ausdrécklech be-grisst, dass déi sou genannten Exception culturelle duerchgesat gétt. Ech wéll an deem Zesummenhang un eng Motioun erénnernen, déi mir als ADR, den 22. Mäerz hei an der Chamber virbruecht hunn. Dora gouf d'Regierung opgefuer-

dert, dem Drock vun Amerika net nozeginn an de Maart net méi grouss fir amerikanesch Produktiounen opzemaachen.

Den ADR huet an därselwechter Motioun d'Regierung opgefuerdet sech dofir anzeseten, dass europäesch Produktioune méi op d'Televisioun komme wéi bis elo, a weider Ustreuungen ze énnerhuele fir europäesch Produktiounen ze förderen a souguer ze verduebeln.

De Minister war deemoos mat der Zilsetzung vun déser Motioun absolut d'accord, huet sech och averstanen erkläert mat der Fuerderung, dass mer méi europäesch Programmer maache missten.

Dir Dammen an Dir Hären, dës zwee Gesetzer stinn also am selwechte Kontext, an dofir erënneren ech hei nach eng Kéier un dës Motioun an hoffen, dass sech déi zoustänneg Mediekommissioune nach eng Kéier mat där Problematik beschäftegt, well se virdru méi oder wéineger roueg énnergaangen ass.

Den ADR stëmmt dëse Projet a mécht en Appel, déi lafend Verhandlungen esou séier wéi méiglech ofzeschleissen an nei Verhandlunge mat aneren europäesche Länner an Ugrëff ze huelen, fir esou d'Positioun vum europäesche Film ze stäerken.

Zum Bilan vun eiser Filmindustrie zum Schluss nach zwou méi negativ Säiten aus déser Branche, déi et gëllt ze verbesseren. An de Berichter vum Minister a vun der Kommissioune steeet, an dat ass och hei gesot ginn, dass de Secteur vill Profit mat sech géif bréngen, dëst besonnesch fir kleng a méttel Betriber aus dem Bauhandwierk. Ech huelen un, domat ass haapsächlech de Bau vu Kulisse gemengt, d'Ariichten an d'Ofspäre vu Gebitter, Gebailechkeeten a Stroossen.

Dir Dammen an Dir Hären, do gëllt et awer op de Buedem vun der Réalitéit zréckzekommen, an dat weisen ech hei an zwee Beispiller op.

Deen éische Problem: Wat de Bau vu Kulissen ubelaangt, wat jo náischt aneschters ass wéi e Chantier, dee bei eis énnert d'Bestëmmunge vum Gesetz „chantier temporaire et mobile“ vun 1996 fält, do géif ech mir wénschen, dass eis einheimesch Firmen d'ëselwechte Virdeeler, respектив Facilitéite beim Kulissebau kréische wéi déi auslännesch, déi oft keng Autorisatioun henn, keng Kommodosprozeduren a keen Aarbechtsrecht anzeahale brauchen. Hei misst och, an dat europawäit, versicht ginn, deen onmënschleche System vu schäinselfstännege Mataarbechter a Cascadë vun Énnerfirmen, Leihfirmen, an esou weider, ofzeschafen.

Och d'Ausso, dass d'Hotelbranche hei esou déck profitéiert, kann ech net deelen. D'Realitéit ass déi, dass 99% vum technesche Personal, inklusiv d'Statisten, an onwierdege Container wunnen, a vläicht een oder deen anere Star an engem Luxuswunnmobil.

Am Zesummenhang mam Ofspäre vu ganze Géigenden an Autobunnen, froen ech mech, ob de Profit, deen de Ministère gesäit, duer geet fir de Betriber den Ausfall ze bezuelen, wa grad an de Spëtzestonnen d'Zoufahrt zu de Betriber gespaart ass. Beispill Collectrice du Sud, nach net laang hier. Do stinn da Mataarbechter am Stau a kommen ze spéit op d'Aarbecht, Lieferanten a Clientes mussen eng aner Kéier erëmkommen oder grouss Émwéewéi maachen. Alles dat geet op Käsche vun de Betriber, de Stat helleft deenen net. De Bilan ass also net esou positiv. Ech froe mech, wou déi Statistiken hierkommen.

Zum Schluss nach eng Kéier de Jo vum ADR zu désem Projet. Merci.

**M. le Président.**- Här Greisen, merci. Als leschten age-schrifwene Riedner huet den Här Garcia d'Wuert.

**M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).**- Merci Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng stëmmen dës zwee technesch Ge-setzer, déi och an der Kommissioune schonn net zu wahnsinngene Diskussiounen an Debatten Ulass ginn henn. Eise Programm heibannen, „accords croisés“, wär wahrscheinlech vill méi kuerz ginn, wann net de Minister nach e massive Werbeblock fir sech selwer ageschoben hätt, deen erém eng Kéier beweist, dass wann ee Werbung aschiebt, een net onbedingt d'Aschaltquote muss niddreg ha- len.

Et ass natierlech kloer, dass de Bilan vun dem Minister vun der Industrie cinématographique eesäitig an eendeiteg positiv ass. Ech denken, an déi meesch Riedner a Riednerinne virdrun henn dat och gewisen, dass dee positive Bilan a groussen Zich och gedeelt géit vun deenen anere Parteien a Fraktioune, och wa sécher net alles eng golde Palm ass, wat hei an dem flackerne Käerzelicht vun eisem Soapstudio an der Chamber gla-mourt.

Ech well dofir eng halfe Dose vläicht Themen uschneiden, allerdéngs némme ganz kuerz, fir e puer Froen opzeweferen. Déi éischte Fro ass schonn hei e puer mol opgedéch ginn, nämlech déi vun der Relatioun téshent dem Input an dem Output vun där neier Industrie.

De Minister mécht en impressio-nante Bilan. 40 Produktioungesell-schaften, dräi Studioen, véier Pro-duktiounsgesellschaften am Beräich Animation mat dräi Studioen, 50 Zoulivverfirmaen, dräi Distributiounspoeten an esou weider an esou fort. Dat ass schén a gutt, má et wär vläicht och net oninteressant e bësse méi eng prezis Input-Output-Rechnung ze maachen, och wann dat schwierig ass. Mä an der Vergaangenheit si mer e bësse geschiedegt ginn.

Ech erénnere mech, an engem anere Secteur sinn heiansdo grouss Firmae mat bis zu zwou Milliarden anciens francs subventionniert ginn a si henn 30 Aarbechtsplätze geschaافت an et ass ni ausgerechent ginn, wat déi Subven-tiounen oder Steiererliichtungen eigentlech bruecht henn. Émmerhin sinn an dësem Beräich d'Retombéeën um Aarbechtsmaart scho méi héich wéi zum Beispill bei enger Firma wéi Kronospan, déi e bal zwou Milliarden ancien francs krut.

Wann een awer, wéi am Bericht vum Minister steeet, als Rétombeées économiques Benefissee vun Horeca, vu Reesbüroen a vu Grande-surfacen nennt, dann ass dat e bëssendürfteg, well déi Retom-béeë fale souwisou bei all deenen aneren Aktivitéiten och un. A wa sech géif hero bei engem méi de-tallierter Bilan erausstellen, dass all Pizza, déi op e Plateau an der Paus vun engem Tournage gecal-lé gëtt, wann déi géif mat 100 Euro subventionniert ginn, da wär dee Bilan sécherlech net esou positiv. Mä ech ginn dovunner aus, dass dat net esou ass.

Mä trotzdem war et net schlecht wann ee géif eng Kéier e bësse méi eng approfondiéert Etud maache wat eigentlech vun öffentlecher Sait an déi Industrie gestach ginn ass a wat eigentlech konkret dobái erauskomm ass.

Den zweeten Aspekt ass dee vun de Succèsen a vun den Échecen. De Minister huet a senger Léscht natierlech haapsächlech d'Success stories opgezielt, an et ass awer och logesch, a jiddfieren huet sech dat och erwart, dass et och e puer Flopen an och e puer manner Success stories an deem Beräich gëtt.

«Pas tous les petits films sont bons», war en Interview mam Di-rekter vum Filmfong am Land vum Dezember 1999 iwwerschriwwen, a sät dem «Tod in Venedig», vun der Produktioune Secret Passage

kann een och vläicht soen: «Pas tous les grands films sont bons.»

An dofir wär et vläicht awer interes-sant ze héieren, iwwert dee wahnsinngene Projet, deen d'Massen zu Pilgerfahrten op d'Terres Rouges mobiliséiert huet, fir do e puer Dealer gewuer ze ginn, déi vläicht da maner agréabel si wéi déi Success stories.

Wéi vill Sue sinn an deem Projet hänke bliwwen, dee jo anscheinend kee Keefer fénnt, well et e schrecklech langweilege Film ass? Wéi vill öffentlech Gelder sinn do eragefloss? Gétt dee Site nach spéider genotzt? Ginn do herno déi onsglech Donna Leon-Serié gedréint oder ginn do herno Piz-zabäckeren agestallt, déi dann do fir Animationen solle suergen?

Dat stellt och déi kruzial Fro, ob vun der Distribution vun deene Filmer, déi zu Lëtzebuerg gedréint si ginn oder wou Lëtzebuerg seng Fangere mat am Spill huet, an et ass oft hei och monéiert ginn, dass heiansdo eng Visibilitéit an der Pre-sentatioun vun deene Filmer vu Lëtzebuerg als mat, wéi soll ech soen, verantwortlech oder kompetent Land feelt. An et gi Schwierig-keete sécherlech fir am Ausland Distributeuren an Téleeën ze fanne fir déi Filmer énnerzebréngent.

Et ass zwar scho gesot ginn, dass de Filmfong zwar op Festivale mat engem Stand present ass, mä et geet net duer, dass do d'Leit d'Leit mat engem Crémant am Grapp er-waarde bis e Keefer kennt. Ech mengen, dass déi Aarbecht, déi do muss gemaach ginn, wahrscheinlech méi eng gedéllag Aarbecht ass, méi eng konsequent Lobbyaarbecht. Et misst ee sech vläicht iwwerleéen, ob een entweider zesumme mat engem anere Land wéi der Belsch oder selwer en eegene Büro opmécht, deen da méi eng kontinuierlech Aarbecht vu Promotioun a Marketing mécht.

En drëtte Punkt, deen ech wollt opwerfen, ass den Impakt op den Aarbechtsmaart an d'Aarbechts-konditionen an deem Secteur. Den Impakt op den Aarbechtsmaart vun deem neie Secteur schéngt jo net ganz onbedeitend ze sinn: 100 Persoune an de Pro-duktiounsfirmaen, 80 Techniker an Technikerinnen an dem Animatiounenberäich, 450 Techniker an Technikerinnen insgesamt. Dovunner 380 Résidenten an 250 richtege Lëtzebuerger.

Par rapport kann een dat natierlech och relativéieren, ech wéll drun erénnener, dass an deene leschte Joren zu Lëtzebuerg zwëschent 12.000 a 16.000 nei Aarbechtspla-zen netto geschafe si ginn, dann ass dat vläicht manner impressionant, quantitativ. Allerdéngs sinn déi Aarbechtsplätze qualitativ interessant, bewegen se sech dann trotzdem an engem Secteur, deen éischte innovativ ass, nei ass an deen och ganz kreativ ass. Ech erénnerner drun, dass mer zu Lëtzebuerg wierklech an dem Beräich vun de kulturellen a vun de kreativen Aarbechtsplazen nach vill No-huelbedarf henn. Ech erénnerner drun, dass an dem Bilan vun dem Gesetz iwwert d'Artistes indépendants an d'Intermittents du spec-tacle steeet, dass et zu Lëtzebuerg genau 36 unerkannten Artistes indépendants gëtt an 23 Intermit-tents du spectacle, wat jo och net schrecklech impressionant ass bei enger Gesamtzahl vun Aarbechts-plazen iwwer 200.000.

De Beräich vum private Cinéma a vum Audiovisuel ass par définition en dereguléierte Beräich mat vill Freelance, mat vill Contrats à durée déterminée an och mat ganz ville Méglechkeete fir Abüen ze maachen, déi och schonn den Här Greisen hei ugédit huet. Ech den-ken, dass dem Här Biltgen als Aar-bechtsminister oft d'Schudder-en

eroflafen an hie wahrscheinlech och muss erkennen, dass et keng optimal strukturéiert reguléiert Léi-sunge fir dee Secteur ka ginn.

En amendéiert Gesetz zu den Intermittents du spectacle bréngt zu-mindest an deem Beräich e puer Verbesserungen, och wann d'Associatioun vun de Betraffenen, déi heesch ATAC, allerdéngs némme mat engem «t», nach vill un deem Gesetz ze rouspétierent huet.

Wat de Statut vum Artiste indépendant ugeet, do wäerte mer jo och nach am Hierscht drop ze schwätzze kommen. Do wäert et trotzdem och mat deem amendéierte Gesetz relativ onattraktiv bleiwe fir als Individuum sech énnert deem Statut hei unerkennen ze loessen, well énner anerem och déi Period vu Stage vun drai Joer nach émmer bâibehale gëtt.

Véierte Beräich, wou ech wollt kuerz e puer Remarke maachen, dee mer awer och schonn hei bei der Debat iwwert d'neit Mediege-setz, wat jo émmer nach um Instan-zewee ass, schonn opgeworf henn a wat och den Här Mosar hei nach eng Kéier zitéiert huet, ass den nationalen Televisiounsberäich. Mir haten deemoos bei den Debatten och an der Kommissioune gesot, et wär vläicht interessant wann een déi Förderpolitik, déi am Beräich vun dem Kino ass, och kéint op Televi-sionsproduktioune mat engem kulturellen Inhalt ausdehnen.

Do wär natierlech RTL e privilégiéierte Partner gewiescht, mä och net deen eenzegen. Et ass jo drëm gaange fir déi zousätzlech Televisiounskanal net némme mat Blöd-sinn ze fellen, mä och mat soziokulturelle Programmer. Deemoos war och d'Iddi esouguer selwer, men-gen ech, aus de Reie vun der Re-gierung komm, fir amplaz Emis-siounen ze subventionéieren, wat mer jo elo indirekt mat RTL maachen, Produktiounen ze énnertézen, wat da méi direkt Retombéeën op de visuelle Standart zu Lëtzebuerg hätt, also net némme op d'Cinéma-Produktiouen, mä och op d'Televisiunsproduktiouen. Do kéint een zum Beispill virgesinn entweder e jährleche Budget fir Programmer vum Service public no gewësse Kritären: Identitéit, Integritéit, Educatioun, Educatioun a Kultur, oder iwwert e Fong, dee kann en anere sinn oder deeselwechte sinn, fir do op der Basis vun agereechnete Projete Suen ze verdeelen.

Do wär natierlech RTL e privilégiéierte Partner gewiescht, mä och net deen eenzegen. Et ass jo drëm gaange fir déi zousätzlech Televisiounskanal net némme mat Blöd-sinn ze fellen, mä och mat soziokulturelle Programmer. Deemoos war och d'Iddi esouguer selwer, men-gen ech, aus de Reie vun der Re-gierung komm, fir amplaz Emis-siounen ze subventionéieren, wat mer jo elo indirekt mat RTL maachen, Produktiounen ze énnertézen, wat da méi direkt Retombéeën op de visuelle Standart zu Lëtzebuerg hätt, also net némme op d'Cinéma-Produktiouen, mä och op d'Televisiunsproduktiouen. Do kéint een zum Beispill virgesinn entweder e jährleche Budget fir Programmer vum Service public no gewësse Kritären: Identitéit, Integritéit, Educatioun, Educatioun a Kultur, oder iwwert e Fong, dee kann en anere sinn oder deeselwechte sinn, fir do op der Basis vun agereechnete Projete Suen ze verdeelen.

Do wär natierlech RTL e privilégiéierte Partner gewiescht, mä och net deen eenzegen. Et ass jo drëm gaange fir déi zousätzlech Televisiounskanal net némme mat Blöd-sinn ze fellen, mä och mat soziokulturelle Programmer. Deemoos war och d'Iddi esouguer selwer, men-gen ech, aus de Reie vun der Re-gierung komm, fir amplaz Emis-siounen ze subventionéieren, wat mer jo elo indirekt mat RTL maachen, Produktiounen ze énnertézen, wat da méi direkt Retombéeën op de visuelle Standart zu Lëtzebuerg hätt, also net némme op d'Cinéma-Produktiouen, mä och op d'Televisiunsproduktiouen. Do kéint een zum Beispill virgesinn entweder e jährleche Budget fir Programmer vum Service public no gewësse Kritären: Identitéit, Integritéit, Educatioun, Educatioun a Kultur, oder iwwert e Fong, dee kann en anere sinn oder deeselwechte sinn, fir do op der Basis vun agereechnete Projete Suen ze verdeelen.

Do wär natierlech RTL e privilégiéierte Partner gewiescht, mä och net deen eenzegen. Et ass jo drëm gaange fir déi zousätzlech Televisiounskanal net némme mat Blöd-sinn ze fellen, mä och mat soziokulturelle Programmer. Deemoos war och d'Iddi esouguer selwer, men-gen ech, aus de Reie vun der Re-gierung komm, fir amplaz Emis-siounen ze subventionéieren, wat mer jo elo indirekt mat RTL maachen, Produktiounen ze énnertézen, wat da méi direkt Retombéeën op de visuelle Standart zu Lëtzebuerg hätt, also net némme op d'Cinéma-Produktiouen, mä och op d'Televisiunsproduktiouen. Do kéint een zum Beispill virgesinn entweder e jährleche Budget fir Programmer vum Service public no gewësse Kritären: Identitéit, Integritéit, Educatioun, Educatioun a Kultur, oder iwwert e Fong, dee kann en anere sinn oder deeselwechte sinn, fir do op der Basis vun agereechnete Projete Suen ze verdeelen.

Do wär natierlech RTL e privilégiéierte Partner gewiescht, mä och net deen eenzegen. Et ass jo drëm gaange fir déi zousätzlech Televisiounskanal net némme mat Blöd-sinn ze fellen, mä och mat soziokulturelle Programmer. Deemoos war och d'Iddi esouguer selwer, men-gen ech, aus de Reie vun der Re-gierung komm, fir amplaz Emis-siounen ze subventionéieren, wat mer jo elo indirekt mat RTL maachen, Produktiounen ze énnertézen, wat da méi direkt Retombéeën op de visuelle Standart zu Lëtzebuerg hätt, also net némme op d'Cinéma-Produktiouen, mä och op d'Televisiunsproduktiouen. Do kéint een zum Beispill virgesinn entweder e jährleche Budget fir Programmer vum Service public no gewësse Kritären: Identitéit, Integritéit, Educatioun, Educatioun a Kultur, oder iwwert e Fong, dee kann en anere sinn oder deeselwechte sinn, fir do op der Basis vun agereechnete Projete Suen ze verdeelen.

éischter déi grouss Medien énnérstézt gi sinn, déi d'Diffusioune assuréieren, während déi kleng Medien, déi oft d'Kommunikatioun zwéschent de Leit assuréieren, éischter négligéiert ginn.

Ech nennen e puer Beispiller. Am Beräich vun der geschriwwener Press gi métllerweil 80% vun der Aide à la presse un zwee Verlags-haiser. Am Beräich vun de Radioë gesäit et esou aus, wéi wann dat neit Mediegesetz eng Oplockerung vun den Antimonopolbestëmmunge fir déi grouss Radioë géif mat sech bréngen, an dass et gläichzäiteg en Ausdréchne vun den as-sociativen a multikulturellen Initiati-ve géif ginn. An als lescht Beispill ginn och kaum Efforte gemaach fir eng kohärent Mediepedagogik an de Schoulen ze maachen. D'Schüler an d'Jugendlecher kéinte jo emol zu kritesche Bierger a Bierge-rinnen erzu ginn, an dat passt au-toritär motivéierte Politiker natier-lech net an de Krom an da mécht ee léiwer Förderung vu Fun duerch eng grousszügeg gefördert Unter-haltungsindustrie.

Siwenten a leschte Punkt, dat féiert mech dann zu de Qualifikatiounen, déi awer net némme eng professionell Qualifikatioun soll sinn, mä och eng citoyenne Qualifikatioun vun Accès zu de Medien. Dat war schonn émmer eist Haaptuleies an ech hu bestëmmt hei an de leschten zéng Joer zwielefmol den Brecht seng Formel vun den Distri-butiounsmëttelen, déi ee soll a Kommunikatiounsmëttelen verwandelen, hei benutzt. Et müssen awer och nieft dár grousser Professionalisierung an alle Beräicher vun de Medien Nische ginn, fir dass d'Bierger a Biergerinnen och kénne mediémisseg täteg sinn an net némme an enger Stellvertreterde-mokratie kennen Zuschauer an Zu-schauerinne sinn.

Dofir fannen ech et heiansdo e bëssen, wéi soll ech soen, houleux, wann een elo Medien énnérstézt, déi convivial Medien, an als Lobbyist bezeechent gëtt, well déi Politiker, déi sech fir d'Interesse vun de grousse Medien assetzen, wëlle sech jo och net als Lobbyist be-zeechne loessen, mä éischter als Champion vun der audiovisueller Industrie zu Lëtzebuerg.

Dofir fuerdere mir nach eng Kéier d'Regierung op, fir endlech e kohärent Konzept vu Mediepedagogik an der Schoul, awer och an der Ju-gendaarbecht auszeschaffen. Et gi jo schonn eenzel Initiativen, wéi den Uelzechtkanal, wéi d'Graffiti-Sendungen um Radio ARA, oder déi Schoul-Radioen zu Dikrech, Waltz an op anere Plazen.

Rezenterweis huet

während sechs bis acht Joer. An den USA wäerten se ongeföier 10.000 bis 50.000 Librairien a Medieirmafa futti gemaach hunn, mat 100.000 Aarbechtsplazen. Si hu Verlagshaiser énner Drock gesat mat Fuerderunge fir aner Margen ze kréien. Amplaz 30% 50%. Si hu Verlagshaiser dozou bruecht verschidden Titelen net méi ze publizieren, well se sech eben net iwvert deen dote Medium verkafen, hunn also en direkten Impakt och op d'Angebot vu Bicher, vu Videoen a vun anere Medien.

A schlussendlech hu se an hire Bebriber, wou jo schonn duerch si vill manner Aarbechtsplaze geschaافت gi sinn, haapsächlech Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, Aarbechtskonditiounen, déi ee bei McDonald's a bei anere Firmaen erémfénnt. Dofir wollt ech dat just als kleng Remarque soen, vu dass net alles, wat an de flackernde Lüsteren hei glänzt, eng golde Palm huet.

Ech soen lech merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Minister François Biltgen.

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen dann nach e Klengen Ofspann hei zu deem Film, andeem ech e besselchen aginn op déi eenzel Saachen, déi gesot goufen, woubäi ech awer wéll virun allem d'Geleeënheet benotze fir allen Intervenantë merci zie soe fir déi ganz konstruktiv a kritesch Bäiluechten. Ech mengen, dass dat just ass wat ech einfach wollt, dass mer eng Kéier derduerch ginn a soe wat gutt ass, och Sugestioone ginn iwer Saachen, déi ee kéint aneschters maachen oder wou ee kéint higoen. Ech wäert versichen, ouni eppes wéllen ze vergiessen, mä trotzdem kuerz ze bleiwen, op déi eenzel Saachen anzegoen.

Eng Fro, déi émmer erém kénnt, dat ass déi vun de Suen. Méi Suen, manner Suen, alles bezuelen, náisch bezuelen. Ech wéll dee Komplex emol fir sech huelen. Woubäi ech nach eng Kéier wéll drop hiweisen, dass mer zwee verschidden Instrumenter hunn. D'Madame Beissel hat dat iwwregens ganz gutt selwer gesot.

Ech soen et nach eng Kéier: Certificats audiovisuels. Dat si keng direkt Héllefe vum Stat, dat ass eng Steierrecette op déi de Stat verzicht, dat sinn 30% non-value. Et kann een op där enger oder op där anerer Säit Tableaux opmaachen. Déi eng soen: Also alles kréie mer eran. Déi aner soen: Et kénnt guer náisch eran. Dat ass müsseeg. Et muss ee sech fir mech just d'Fro stellen, wa mer net op déi Steierrecette verzichten, géife mer awer déi Recette kréien? Well da géife jo déi Suen iwwerhaapt net op Létzeburg kommen, esou dass een dat emol och muss vu virera soen. All de Rescht, ginn ech gären zou, et kann een émmer soe wéi vill Leit sinn an Hotelen, wéi vill Leit sinn hei an do, ech wéll mech dofir net op déi Diskussion aloossen. Mä fir mech ass et wichtig hei ze soen, dass een déi Suen net och zu Létzeburg hätt, wa mer kee Steierregime hätten.

Dat wat eng direkt Ausgab ass vum Stat, dat ass déi direkt Héllefe. Dat si Steierzuelersuen, déi direkt an eng Produktioun ginn. Dat ass awer de klengsten Deel. Dat meesch geschitt iwwert d'Certificats audiovisuels an dee mannst Deel geschitt iwwert d'Direktbahléfelen. Dat emol gesot.

Da stellt sech námlech d'Fro, déi och den Här Mosar opgeworf hat, mat dem Plaffong bei de Certificats audiovisuels. Mir si just der Meening, et soll een domadder virsichteg émgoen. An ech kommen dann direkt op dat Beispill zréck, Här Mosar, wat Der richteg hei

duergeluecht hutt, dat vu Venedeg. Wa mer námlech de Plaffong ganz grouss opmaachen, da riskiere mer, dass mer riseg Produktioune kréien, déi da ganz vill hei accaparéieren, ouni dass awer do déi néideg Retombéeën do fir Létzeburg kommen. Dat ass eppes, woufir mer skeptesch sinn, a mir maachen och éischter dégressiv Hélfen no uewen. Mir sinn net der Meening, hei solle grouss Superproduktioune iwwert d'Certificats audiovisuels kommen.

Dir hutt geschwat vun de Kontrollmechanismen. De Problem ass, Dir sot et och, de Fong ass net Produzent, de Fong kuckt de Scénario, mä de Produzent ass een, dee vu bausse kénnt an deen eng gewésse Seriositéit muss hunn. Hei war zum Beispill am Venedegfilm, dat war d'Firma Delux, dat ass eng Duechtergesellschaft vun RTL an dat ass eng Firma, déi scho schrecklech vill zu Létzeburg gemaach huet, och Filmer, déi scho Präisser kritt hunn oder op d'mannst a Selektiounne komm sinn, esou dass een dat huet missen hinhuelen wat do ass. Dat huet engem gutt geschéngt.

Elo ass natierlech déi Fro komm, bei der Verlängerung, wou oo ee mol gesot ginn ass: Mir hunn iwwerzunn. Fong, méchs du och nach mat? Do stellt sech dann déi nächste Kéier bei engem ähnleche Fall d'Fro, ob mer dann net soen: Neen, Dir kritt no dem initiale Plang a wann Dir lech vercalculéiert hutt, dann ass dat eriwwer.

Zu dem Venedegfilm wéll ech awer nach Folgendes soen, well een e puer aner Saache muss mat dobäi huelen. Éischtens sinn eng ganz Partie Saachen do schief gelaf an d'Firma selwer ass intern géaudit ginn an do ass och villes geschitt, well och, ech mengen, d'Mammenhaus RTL sech net wéllt soe loosen, dass do net émmer alles riecht leeft, mä dat kénnt awer heiansdo vir, dat soll een och dofir net dramatiséieren.

Ech wéll awer nach eng Kéier soen: Deen, deen hei Sue verluer huet, dat ass RTL, well déi hu 70% vun deem Ganze gedroen a bei eins ass et d'Moins-value de recettes, mä bei hinne waren et wierklech Ausgaben, déi à ce stade net ganz an de Sand gestach goufen, well et sinn aner Saachen, wat ee muss bei deem ganzen Dénge positiv kucken, námlech fir eisen Image de marque huet dat ganz vill bruecht. Déi Kulissen, déi do zu Esch waren, hunn eis en Image de marque bruecht, well mer dat och konnte verkafen als Kompetenz, als Know-how.

Da war ech als Aarbechtsminister extrem frou, well ech in Deal foont hat mat deene Leit. Virdrun ass gesot ginn, ech weess net méi wien et gesot huet, déi bréngent hir Techniker all mat. Dat ass richteg, an déi wollten och esou vill Permis de travail vun Techniker vun eis, a mir hunn dat du gekuckt, d'Administration de l'Emploi huet mat Delux dat gekuckt a gesot, wat fir eng sinn et, déi Der wierklech hei net fannt, a fir de Rescht huelt Der se hei. Esou dass och hei Leit geholl gi sinn an et goufen eng ganz Partie vun Demandeurs d'emploi, déi haten do praktesch eng Mise au travail, wann ech dat emol esou kann nennen, mä déi hu mer do erageschleist an déi hunn och do eppes geléiert, esou dass dat och eng positiv Retombée war, well ech mengen, dass een och eng Partie Leit kéint dohinner kréien.

Mir hunn oft jonk Leit, déi keen Diplom wéllt maachen, awer zwou rietser Hänn hunn, a just an deem dote Secteur brauch een der net mat décken Diplomer, well e Schräiner wéllt alles aus Holz maachen, an dee muss awer heiansdo Holz aus Steng maachen, oder e Steen aus Holz maachen. Et fénett ee bestémmt Leit mat zwou rietser Hänn, déi ee kénnt an deem Secteur asetzen.

An dann ass et esou, dass op deem Site, esou laang en nach ka

bestoent, an dat huet eppes mat Sécherheit op der Aarbechtsplatz ze dinn, eng ganz Partie vu Produktioune nach do gemaach ginn. E leng am Juli/August gëtt während véier Wochen do gedréint. Am September gëtt während véier Woche gedréint. Am Oktober/November fénnef Wochen. Nach bis de Mee 2004 gëtt eng ganz Partie vu Produktioune do gemaach. Dat geet vum Klengem zum Groussen. Dat geet iwwer Publicitétspoten, Filmer. Et geschitt do eppes.

Dat gesot, war dat e Film iwwert dee vill geschwat gouf, a well vir-dru vill driwwer geschwat gouf, gëtt och elo vill driwwer geschwat, dass et e Flop ass, mä deen, dee Suen do bágeluecht huet, dat war Delux, respektiv d'Mammefirma vun Delux. Vun dem Gesamtbudget vun 30 Milliounen Euro sinn der 17,5 zu Létzeburg ausgi ginn. Och dat muss ee bëuechten. Dat ass net eng Rechtfertegung, an déi Léier, déi mir dorauz gezunn hunn, dat ass, dass déi nächste Kéier, wann eng Rallonge gefrot gëtt, mer nee soe vun Ufank un a soen, passt op wéi Der calculéiert, well mir ginn némme bis e bestémmte Plaffong mat, mir können net iwwerzien, well mir hu Contrainte vis-à-vis vun eise Steierzueler.

Dat iwwert déi dote Geschicht. An deemselwechten Zesummenhang géif ech dann op d'Madame Delvaux kommen, déi hei geschwat huet vu Koproduktioune a vu Létzeburger Filmer.

Dat, wat Der verlaagt an der Motioun, Madame Delvaux, dat maache mer. Et ass net esou, dass mir némme Koproduktioune un-huelen. Ech kommen nach eng Kéier op d'Koproduktioune zréck. Mir hu selbstverständliche Budget fir Létzeburger Filmer. Wann Der scho kommt mat dem Film „Revanche des chômeurs“, wou jo eng gewésse Polemik an der Press war, ass et esou, dass de Filmfong - an ech wéll aganks do soen, dass en en onfhängegt Organ ass, an ech als Minister net do dra schwätz wéll, an dat soll och esou sinn, well wa bis d'Ministeren ufänke sech dran ze méschen, da geet et net méi - 500.000 Euro un Direkthélfel fir dee Film bereetgestallt huet.

Dat ass deen déckste Montant, dee fir e Film bis elo bereetgestallt gouf. Dat sinn 20 Milliounen aler Frang. Dat ass net grad en Dréttel vun dem Gesamtkaschtepunkt vun der „Revanche des chômeurs“. Dee Film kann nach eng Kéier op deeselwechte Montant zréckgräifen iwwer Certificats audiovisuels, esou dass méi wéi d'Halschent vum Káschtepunkt vum zukünfte Film iwwer direkt an indirekt staatech Héllef gedeckt ass. De „Club des chômeurs“ hat manner kritt. „La revanche des chômeurs“ kritt méi, gëtt awer och méi deier.

Dat ass e groussen Effort a mer kommen natierlech an d'Diskus-sion, ob mer sollen iwwer esou Montanten nach erausgoen. Do muss een awer e bësse skeptesch sinn, an do kommen ech op dat zréck, wat den Här Mosar gesot huet, et muss nach émmer e gewésene Risiko sinn. Hei si ganz grouss Efforte geschitt, an dofir ass et och falsch ze soen, et géif náisch geschéien, well se kee Produzent foont hättent. Dat ass falsch. Si kréien en décke Montant, mä iwwer méi wéi d'Halschent erausze-goen, fir dann de Film ganz als Stat ze finanziereren, do wéllt ech awer skeptesch sinn, well da musse mer d'Kritare ganz aneschters festleéen. Ech mengen, dass à ce stade dat net dee richtige Wee wär.

D'Diskussioun ass natierlech op-komm wéint de Koproduzenten. D'Madame Delvaux huet e richtige Problem opgeworf, dee vun de Minoritären. Soulaang ee minoritär an enger Produktioun ass, kann ee

manner zum Beispill de Regisseur imposéieren oder d'Acteuren. Dat ass eng Schwierigkeit. Dofir, an elo kénnt d'Verwiesseling, hu mer Instruktiounen gi fir ze soen, ma jo, kommt mir kucken, ob mer net kénnen den Haaptkoproduzent kréien, fir dann do méi ze hellefen, Haaptkoproduzent, un deem déi aner da knätschen a soen, dat an dat hätt ech awer nach gäre méi wéi Létzeburg.

Dat hu mer gemaach op Wonsch vun der ULPA, an ech fannen dat och richteg. Dat war e richteg Uleies, wat d'ULPA hat, wat Der och jo de Mëttég virbruecht hutt. D'ULPA, dat ass d'Vereenegung vun de Filmproduzenten zu Létzeburg, mä dat kann een natierlech némme maache fir d'Koproduktioune, an et ass e bëssen do wou e Quiproquo komm ass, esou dass ech mengen, dass dat, wat Der verlaagt, mer géife maachen, esou dass fir mech eigentlech déi Motioun net falsch ass, mä si ass sans objet, et sieft dann Dir géift esou wáit goe fir ze soen, de Film misst 100% finanzieré ginn. Do hätt ech manifestement Schwierigkeiten.

Da wollt ech op de Punkt agoen europäesch Fongen, Netz vu Koproduktioune. Mir versichen esou vill wéi méiglech aus den europäesch Fongen erausze-huelen, wat interessant ass, well mer vill vun Ausbildung geschwat hunn. Eng Partie Saachen zu Létzeburg lafen iwwert de Lycée technique des Arts et Métiers, och iwwert de CNA, a mir hunn eng europäesch Initiativ zu Létzeburg an der Weiterbildung. Dat ass d'Initiativ „Strategics“. Do stellt sech d'Fro, wéi wáit een nach ka weidergoen. Mir si selbstverständliche, wéi den Här Mosar et gefuerert huet, be-reet fir alles dat auszeschöpfen, wat mer können, an dat maache mer och.

D'Netz vu Koproduktioune ass vu Koriedner hei ugesprach ginn. Bei engem Deel vu Länner brauche mer keng Koproduktions-bilateral Accorden, well déi an deem multilateralen Accord dra sinn. Do, wou mer bilateral Accorde brauchen, dat ass mat verschidene Länner, wou mer privilegiert zesumme-schaffen, an dofir si mer hannert Eisträich an hannert Irland fir mat deenen eppes ze maachen. E Land, wat och fir eis interessant wär, dat ass d'Schwáz. Mir haten déi gefrot, mä d'Schwáz seet mer, dir braucht iwwerhaapt keen. Leeft alles optimal am Multilateralen. Dat ass richteg esou. Si soe weider, mer wéllen och net mat aneren ee maachen, mir maachen némme dat Multilateraalt, esou dass een net e bilateraalt Netz brauch, mä mat deem multilateralen Netz huet ee ganz vill ofgedeckt.

Zum Aarbechtsrecht an den Aarbechtsplazen huet den Här Garcia geschwat. Dee Secteur ass een, wou natierlech engem Aarbechtsminister d'Hoer gären zu Bierg stinn, wat désem Aarbechtsminister awer net ka geschéien.

#### (Hilarité)

Dofir ass et jo gutt, dass ech Aarbechtsminister sinn.

Dass mer an deem neie Projet iwwert den Intermittent du spectacle eng Ouverture maache fir Contrats à durée déterminée, huet eppes domat ze dinn, dass ech léiwer hu mir maache Contrats à durée déterminée wéi mir hu «faux indépendants», well an deem Secteur do gëtt et jett «faux indépendants». Dat ass eppes, wat mech extrem stéiert. Dat ass och net émmer einfach an deem Secteur erausfan-nen, well do gëtt et och vill echt Indépendanten. Et ass ons eng Kéier virkomm bei enger Firma, wou énner villen eng Botzfra war a mir eis gesot hunn, déi wäert jo awer e CDI hunn, awer neen, déi war Indépendant.

De Problem ass net déi Klausel, dass ee kann op dräi Joer goen, Madame Delvaux, dat ass net fir mech de springende Punkt. Ech si

bereet mat lech dat nach eng Kéier ze diskutéieren, mä et ass eng aner Klausel am Gesetz, déi fir mech méi wichtig ass, an zwar d'Verlängerung vun de CDDen. Just an deem dote Secteur huet een, wéi Dir et richteg sot, oft Oprátrag vun dräi, sechs, néng Méint, an dertéschent eng Paus, emol manner, emol méi grouss.

D'Leit kréien haut éischter e faux Indépendantekontrakt wéi e Contrat à durée déterminée, an dat aus deem ganz einfache Grond, dass wa se der dräi hannereneen hu mat enger klenger Paus, dann ass et rechtlich gesinn e Contrat à durée indéterminée. Dat wéllen a kénnen déi Firmen net maachen. Dofir ass fir mech dee wichtigsten Artikel, deen awer och hefteg diskutéiert gëtt, zu deem ech als Aarbechtsminister awer stinn, deen, fir ze soen, et kann een an deem dote Secteur Contrats à durée déterminée maachen, well ech méi vrou sinn, dass déi Leit emol e Salariatskontrakt hunn a si si gemellt bei der Sécurité sociale a beim Unfall, wéi mir sinn do an esou Zones d'ombre. Ech wéll net soen, et ass wéi d'Horesca, mä et ass och e Secteur, wou et schwierig ass einfach ze soen, elo ass «droit commun».

An deem Secteur gëtt gedréint zu onméiglechen Zäiten, an ech wär vrou, an dat wier mäi gréissste Wonsch, wa mer eng Kéier géif en e Gesamtgesetz maachen iwwert d'Aarbechtsbedingungen an deem Secteur, wou ee muss Exceptionen maachen zu bestehende Gesetzer. Dat heiten ass fir mech en éischté Schrëtt dohin. An deem Senn hunn ech och émmer versicht Kontakt ze kréie mat deene verschidenden Associatiounen. Ech hunn d'ULPA genannt. Et gëtt ATAC an et gëtt nach eng drétt Associatioun, déi professionell Interesse verteidegt.

Dat zum Aarbechtsrecht. Da waren e puer Iddi vum Här Mosar. Den Här Greisen hat dat gesot vun de Chantieren.

Et ass net esou, dass eng ausländeresch Firma sech net bräicht u Ge-setzer ze halen, wou eng Létzeburger Firma sech muss drun halen. Au contraire, wann Der elo e bëssen d'Zeitunge gelies hutt, hutt Der gemerkt, dass nom Détachementsgesetz, wat a Krafft ass, d'ITM ganz äerdegt ass, fir just déi ausländeresch Gesellschaften ze quetschen an et kann een net soen, wann ee géif an dem audiovisuelle Secteur schaffen, bräicht ee sech net u Gesetzer ze halen. Och do muss ee sech u Gesetzer halen.

Da kommen ech zum Schluss, déi Iddi, déi den Här Mosar lancéiert hat, d'Gestioun vun den Autorechte, fir do eppes ze maachen. Et ass eng Iddi wou mer schonn e puermol och driwwer diskutéiert hunn, an ech mengen et ass och eppes wou mer solle wierklech weiderfueren. Ech weess net wou mer erauskommen, mä et ass eppes wat wierklech kéint fir d'Land eng interessant Nisch sinn.

E Wuert awer zu deem wat gesot ginn ass iwwer AOL an Amazon. AOL an Amazon sinn haapsächlech, awer net némme, wéinst der TVA komm, well et gi Plazzen an Europa wou d'TVA méi niddeg ass wéi zu Létzeburg. Et huet och fir Amazon an AOL matgespillet, dass mer aner Avantagen hunn. Wéi zum Beispill d'Main-d'oeuvre, wéi zum Beispill eng SES, déi hei ass, wéi zum Beispill iwwerhaapt all Datenautobunnen, esou dass een - dat ass och fir Létzeburg an Zukunft wichtig - eleng mat Steiera-vantagen net schaffe soll, well do ginn et der émmer, déi nach kenne méi bëllieg sinn. Mir musse mat anere Kompetenze schaffen a mir sollen dat machen, wat de Premier eigentlech genannt huet „Niches de compétence goen“, manner wéi an „Niches de souvenraineté“ goen.

Ja, Madame Delvaux?

**(Interruption)**

Ah, Luximage. Pardon, elo hat ech awer eppes vergiess.

Also, Luximage ass eppes wat effektiv am Kader kéint lafe vun der Initiativ «i2i» wéi dat heesch - dat däerf een net «i two i» nennen, dat heesch «ei two ei» -, dat huet d'Madame Reding zesumme mam Philippe Maystadt lanciéert a mir hunn als Létzebuerg dat direkt énnerstëtz, an d'Madame Reding sot och si wier ganz interesséiert, wa mer zu Létzebuerg kéinten esou e Fong maachen. Wat se och dozou bewogen huet fir mam Philippe Maystadt hei a mat mir zesummen eng Réunioun ze maachen, wou mer d'Banken an d'ULPA geruff hunn.

De Problem, deen hei ass, dat ass deen üblechen: Bezilt de Stat alles oder náischt? Mir hunn zu Létzebuerg, an dat ass een Nodeel vu Létzebuerg insgesamt, op der Bankeplaz kee Wéllen, an an désen Záite wahrscheinlich nach männen wéi virdrun, fir hei e Risiko ze huelen. Dat heesch, dat misst zum Dréttel fonctionnéieren an d'Banken hätte gär hiren Asaz total ofgeséchert vum Stat. An dat kann et net sinn, dass deen heite Stat dat alles bezilt, da si mer an därfalscher Hypothees.

Ech sinn awer gäre bereet déi Diskussion nach eng Kéier opzehuelen, well ech hu mer selwer d'Méi gemaach fir se ze kréien. Mä, an dat hu mer och beim Capital à risque, obwuel mer beim Capital à risque jo déiselwecht Législatioun hu wéi hei bei de Certificats audiovisuels, Létzebuerg ass e Land, wou et ganz schwierig ass Capital à risque ze fannen. Et fénnent een ès, mä et ass ganz schwierig ze fannen, an hei hu mer Banke fonnt, déi investéiere ganz vill vun hire Suen an Amerika an d'Filmproduktiounen, mä fir do op Létzebuerg wierklech en Hoff ze kréien, esou wáit si mer leider nach net, an dat ass dat wuerfir dee Projet Luximage bis elo nach net duerckomm ass.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt ech náischt vergiess hunn. Anerefalls huelt mech mat den Oueren an ech äntwerten lech drop.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, d'Discussion générale ass domadder ofgeschlossen. Mir kommen elo zur Lec-

ture vum Article unique vum Projet de loi 4818 a stëmmen driwwer of.

Den Text vum Gesetzesprojet fannt Der am Document parlementaire 4818<sup>2</sup>.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also of iwwert dee virlerende Projet.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4818 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Marie-Josée Frank);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);*

*M. Serge Urbany.*

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidier.

Da maache mer elo d'Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5025.

**Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)**

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also elo och iwwert dee Projet of.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5025 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Patrick Santer), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par Mme Nelly Stein), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Marie-Josée Frank);*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;*

*MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Marc Zanussi), Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch);*

*M. Serge Urbany.*

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidier.

**Motion 1**

An dann hu mer nach eng Motioun, déi d'Madame Mady Delvaux age-reecht huet. Ech menge jiddfereen huet den Text virleien. Ass e Vote électronique verlaangt? Oder maache mer e Vote par main levée?

**(Assentiment)**

Et ass also par main levée.

**Vote**

Wien derfir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Jo, et ass e ganz klore Vote. D'Motioun ass mehrheetlech verworf.

Domadder hätte mer eisen Ordre du jour esou wáit erledegt an elo kénnt nach den Ordre du jour fir den 8., 9. an 10. Juli.

D'Presidentekonferenz, an hirer Sitzung vu géschter, huet folgenden Ordre du jour virgeschloen.

En Dënschden den 8. Juli um dräi Auer hu mer

1. eng Froestonn un d'Regierung;

2. d'Question avec débat 32 vum Här Laurent Mosar;

3. de Projet de loi 5102, e Gebai vum Centre de recherche Henri Tudor;

4. de Projet de loi 4954 iwwert d'Repressioun vun der Finanzéierung vum Terrorismus;

5. de Projet de loi 5018 iwwert d'Veraltung vum Enregistrement;

6. de Projet de loi 5022, e Steierof-kommes téschent Létzebuerg an Trinidad;

7. de Projet de loi 5043 iwwer eng Kapitalerhéijung vun der Banque européenne d'Investissement.

E Méttwoch um halwer dräi hu mer

1. d'Projets de loi 5136 bis 5142, d'Bäitrétsverträg vun deenen neien NATO-Länner;

2. de Projet de loi 4929 iwwert d'Finanzéierung vun de Kläranlagen.

En Donneschden, och um halwer dräi, hu mer

1. de Projet de loi 4836, eng Konvention iwwert den internationale Flugtransport;

2. de Projet de loi 4874, en Zousaz-protokoll iwwert d'Sécherheit vun der ziviler Aviatioun;

3. de Projet de loi 4941 iwwert den TGV-Est.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidier.

Domadder, Kolleginnen a Kollegen, wäre mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass d'nächst Woch a fänkt um dräi Auer un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.30 heures)**

**Sommaire des séances publiques**

Dépôt d'une proposition de loi

page 785

Interpellation de M. Jeannot Krecké sur la politique du Gouvernement concernant les services publics

pages 785-803

4944 - Projet de loi portant approbation de l'Accord portant création de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin, signé à Paris, le 3 avril 2001

pages 803-805

5064 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires

pages 805-807

4970 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie, fait à La Haye, le 15 août 1996

pages 807-808

4721 - Projet de loi

- portant approbation de la Convention de La Haye du 1<sup>er</sup> juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance;

- portant nouvelle réglementation des contrats fiduciaires, et

- modifiant la loi du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers

pages 808-810

4919 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice

2) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat

pages 810-812

Communications

page 813

5082 - Projet de loi complétant la loi du 25 juillet 2002 concernant le remplacement des instituteurs de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire

pages 813-816

4818 - Projet de loi portant approbation de l'Accord cinématographique entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Française et des Annexes 1 à 5, signés à Cannes, le 18 mai 2001;

5025 - Projet de loi portant approbation de l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, signé à Berlin, le 14 juin 2002

et

Présentation d'un bilan sur l'industrie cinématographique luxembourgeoise par M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications

pages 816-823



Chambre  
des Députés

LUXEMBOURG

# Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsday vun 19:00 Auer un

# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMpte rendu N° 19 / 2002-2003

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2129	Mars Di Bartolomeo	Ravitaillement en carburant des transporteurs internationaux
2130	Mars Di Bartolomeo	Fermeture de la pharmacie d'Oberkorn
2163	Renée Wagener	Exposition universelle 2005 à Aichi (Japon)
2166	Marc Zanussi	Contrôle des licences d'exportation
2179	Jean Huss	Entreposage de substances radioactives à Bertrange jusqu'au début des années 1980
2181	Aly Jaerling	"Girls' Day"
2186	Jean Huss	Etude relative à la contamination des poissons
2197	Agny Durdu	Charges extraordinaires pour parents d'enfants intellectuellement précoces
2202	Jean Huss	Conditions de travail des enseignants
2204	Aly Jaerling	Conditions d'accès à la pension
2205	Gast Gibéryen	Avancement des travaux minimisant le bruit autoroutier à Bettembourg, Livange et Peppange
2207	Jean Huss	Norme d'accréditation ISO 17025 pour les laboratoires
2211	Ben Fayot	Propos du Secrétaire américain adjoint à la Défense Wolfowitz sur l'isolement du Luxembourg sur la scène internationale
2215	Gusty Graas	Origine véritable des œufs (étiquetage)
2216	Gusty Graas	Sécurisation des cartes d'identité
2217	Ben Fayot	Mise en valeur de l'oeuvre d'Edward Steichen
2222	Xavier Bettel	Défaillances du système informatique au Centre Pénitentiaire de Schrassig
2223	Jacques-Yves Henckes	Construction de l'Hôpital du Kirchberg
2224	Mars Di Bartolomeo	Diminution du forfait pour les intolérants au gluten
2226	Alex Bodry	Délivrance des cartes d'identité
2227	Marco Schank	Fermeture des autoroutes E411 (Arlon-Bruxelles) et E25 (Liège) sur une durée de trois ans
2236	Marc Zanussi	Site Internet de la compagnie Luxair
2242	Renée Wagener	Organisation des retours assistés de personnes réfugiées déboutées
2243	Robert Mehlen	Mesures répressives à l'encontre des laboureurs travaillant les dimanches et les jours fériés
2246	Marc Zanussi	Consultation des résultats provisoires des corrections des examens de fin d'études secondaires au serveur de l'Education nationale
2254	Mars Di Bartolomeo	Changement d'opérateur téléphonique
2269	Alex Bodry	Document d'orientation "Vision d'avenir 2020"
2271	Ben Fayot	Double nationalité
2277	Mars Di Bartolomeo	Taux de TVA réduit
cf. 2289	Marco Schank	Prise en charge thérapeutique des personnes toxicomanes
2279	Laurent Mosar	Harmonisation des taux de TVA pour les disques
2289 cf. 2277	Gusty Graas	Conservation de l'ancienne gare de Noertzange
2291	Ben Fayot	Application de la loi luxembourgeoise en matière de contrat de travail

Question 2129 (3.4.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le ravitaillement en carburant des transporteurs internationaux:

De plus en plus souvent des poids lourds voulant se ravitailler en carburant à la station de service de l'aire de Berchem sur l'autoroute Luxembourg-Dudelange provoquent des bouchons et représentent un danger non négligeable.

En effet, les files d'attente s'étirent jusqu'à l'embouchure de l'autoroute.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre si cette pratique est conforme à notre code de la route?

Ne faudrait-il pas dévier les poids lourds à partir du moment où la capacité de la station service risque d'être dépassée?

Réponse (25.4.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

Dans sa question, l'honorable député fait référence à la situation dangereuse générée sur l'autoroute A3 (Luxembourg-Dudelange) à la hauteur de l'aire de service de Berchem par des poids lourds en file d'attente en vue de leur ravitaillement en carburant.

Il s'enquiert, d'une part, sur la conformité de l'arrêt de ces véhicules sur la voie publique avec la législation routière et, d'autre part, sur la possibilité de dévier les poids lourds au cas où la capacité de l'aire de Berchem risque d'être dépassée.

Selon l'article 164 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (code de la route), «...l'arrêt d'un véhicule (ou d'un animal) est interdit en tout endroit où il est susceptible de constituer un danger pour les autres usagers ou de gêner sans nécessité la circulation...». En plus, l'article 156 sous 7. de l'arrêté grand-ducal précité dispose que «l'immobilisation d'un véhicule est interdit sur les chaussées, les accotements et les chaussées d'accès d'une autoroute, sauf sur les aires de parage et les aires de service indiquées par les signaux prévus à l'article 107».

Il s'ensuit que l'immobilisation des poids lourds dans les conditions et circonstances telles qu'évoquées par l'honorable député n'est pas conforme à la législation routière parce que contraire aux articles 164 et 156 sous 7., précités.

Dans le cadre du projet CITA dont une des finalités consiste à informer les usagers de la route sur la fluidité du trafic et sur les dangers éventuels sur les tronçons qu'ils s'apprêtent à utiliser, notamment en vue de la prévention d'accidents et d'une meilleure gestion du trafic, les conducteurs sont régulièrement mis en garde sur le risque d'embouteillage à la hauteur des aires de service en période de grand afflux.

En vue de remédier à la situation actuelle et d'améliorer la sécurité routière aux endroits en question, l'Administration des Ponts & Chaussées procédera prochainement à l'aménagement d'une voie lente entre l'échangeur de Livange et l'aire de Berchem en direction de Luxembourg.

Les voies de décélération et d'accélération des entrées et sortie de la station de service de l'aire de Berchem située sur l'autoroute A3 en direction de la France seront également réaménagées dans le sens d'une amélioration de la sécurité.

L'exposition universelle 2005 aura lieu au Japon, placée sous le thème „un monde en harmonie“.

- Le Luxembourg va-t-il, comme dans les années passées, participer à cette nouvelle exposition universelle qui s'annonce?
- Si oui, où en sont les préparatifs, à deux ans de l'ouverture de l'exposition? Y a-t-il déjà eu des concertations entre les ministères concernés?
- Quelles sont les orientations du projet luxembourgeois qui doit s'inscrire dans le cadre de la protection de l'environnement et de la recherche d'une coexistence harmonieuse de l'être humain avec la nature?
- Par souci écologique et économique, et plus spécifiquement vu le sujet de l'exposition, ne faudrait-il pas se baser sur un concept qui utilise des matériaux et des structures respectueux de l'environnement et réutilisables?
- Y a-t-il d'ores et déjà un commissaire désigné pour diriger le développement de la contribution luxembourgeoise à l'exposition?
- Qu'en est-il de l'exécution technique? Sera-t-elle prise en charge par des firmes privées?
- Quel budget est prévu pour le financement du projet?

Réponse (24.7.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

Le Luxembourg ne participera pas à l'exposition universelle qui se déroulera en 2005 dans la préfecture d'Aichi au Japon.

Cette décision a été prise en conseil de gouvernement le 4 juillet 2003 en raison des coûts considérables pour les finances publiques qu'aurait impliqué la participation. Ces coûts étaient d'autant plus élevés qu'une participation sur un stand commun de l'UE ou du Benelux, hypothèses envisagées dans les mois passés, s'est révélée impraticable.

Le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de l'Economie ont étroitement coopéré pour évaluer le dossier.

Question 2166 (2.5.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le contrôle des licences d'exportation:

L'hebdomadaire Lëtzebuerger Land du 2 mai 2003 cite un article publié dans le New York Times le 13 avril dernier, sur le rapport délivré par l'ancien gouvernement irakien au Conseil de Sécurité des Nations Unies. D'après cet article respectivement d'après ledit rapport, l'Irak aurait importé 650 tonnes de gaz moutarde en provenance de Luxembourg.

Compte tenu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Madame la Ministre des Affaires étrangères:

Le Ministère des Affaires étrangères a-t-il effectivement délivré une ou plusieurs licences qui ont permis l'exportation de 650 tonnes de gaz moutarde à destination de l'Irak?

Dans l'affirmative:

- (a) A quelle date ces licences ont-elles été émises?
- (b) Le Ministère était-il au courant de la nature des produits chimiques destinés à être exportés vers l'Irak, en d'autres termes était-il au courant qu'il s'agissait en l'occurrence de gaz moutarde?

De manière plus générale, quelle est la procédure de contrôle quand une licence d'exportation est demandée pour des exportations à destination de zones de conflit et/ou de pays sous embargo?

Le Gouvernement était-il au courant que le rapport délivré par l'ancien régime irakien faisait mention de 650 tonnes de gaz moutarde en provenance de Luxembourg?

Dans l'affirmative, des démarches ont-elles été entreprises pour éclaircir l'affaire?

Réponse (24.7.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:*

Le gaz moutarde auquel la question parlementaire fait référence est un produit inscrit au tableau I des produits chimiques visés par la Convention sur les armes chimiques et est de ce fait considéré comme «arme chimique» dont toute utilisation est interdite.

Le Ministère des Affaires étrangères n'a délivré aucune autorisation d'exportation vers l'Irak pour un produit contrôlé ou prohibé depuis l'instauration de l'embargo en 1990.

Aucune licence n'est délivrée pour l'exportation vers des destinations sous embargo général. Actuellement, l'Irak est le seul pays sous embargo général, mais des dérogations étaient prévues par des résolutions du CS de l'ONU et des règlements du Conseil de l'UE.

Pour les destinations considérées comme «sensibles» (p.ex. dans des zones de conflit régional ou de tensions), les autorités luxembourgeoises exigent l'introduction d'une demande de licence d'exportation avec un «certificat d'usage final», ceci même pour des produits qualifiés de peu sensibles.

Le Gouvernement n'a eu connaissance des faits allégués qu'à travers la presse, l'ensemble du rapport dont il est fait mention n'étant accessible qu'aux seuls membres permanents du Conseil de Sécurité.

Finalement il faut souligner qu'il n'y a pas de «producteur» de gaz moutarde au Luxembourg.

- Quel est le résultat de cette recherche?

Réponse (11.7.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Depuis 1975, deux établissements disposent ou disposaient d'une autorisation pour la détention de substances radioactives sur le territoire de la commune de Bertrange.

De 1987 à 1993, la société Luxdiagnostic s.à.r.l. disposait d'une autorisation pour l'importation, le stockage et la distribution d'iode-125 d'une activité maximale de 100 microCuries. L'iode-125 est un radioélément à demi-vie courte, couramment utilisé dans les laboratoires biomédicaux. Les quantités d'iode-125 stockées à Bertrange étaient minimales et le stockage de ces quantités ne présente pas de problème du point de vue de la radioprotection. Même en cas d'incendie, le rejet intégral des 100 microCuries d'iode-125 dans l'environnement n'aurait pas mis en danger la santé des riverains. La société Luxdiagnostic a déménagé en 1993.

L'Administration des Ponts & Chaussées détient en ses dépôts à Bertrange plusieurs sources radioactives. Il s'agit de sources scellées, intégrées dans des appareils mobiles utilisés de temps à autre sur des chantiers. Les contrôles effectués par la Division de la Radioprotection ont montré que le stockage de ces sources radioactives ne présente aucun danger, ni pour le personnel de l'Administration des Ponts & Chaussées, ni pour la population de Bertrange.

Après l'accident de Chernobyl en 1986, l'Administration des Ponts & Chaussées avait, en ses dépôts à Bertrange, mis à la disposition des sociétés en charge de l'échange de filtres provenant de climatisateurs, une benne fermée, destinée au stockage temporaire de ces filtres, devenus radioactifs suite aux retombées provenant de cet accident nucléaire. Ces filtres restaient stockés pendant plusieurs semaines à Bertrange et après la décroissance des radioéléments à courte demi-vie, ces filtres étaient évacués vers un dépotoir pour matières inertes. Le stockage temporaire de ces filtres n'a présenté aucun danger pour la population.

Les dangers potentiels résultant du stockage passé ou actuel de sources radioactives sur le territoire de la commune de Bertrange ne saurait expliquer une augmentation des cas de cancer au sein de la population.

Suite à des rumeurs persistantes concernant un taux élevé de cancers au sein de la population, le collège échevinal de la commune de Bertrange avait demandé à la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé en décembre 2002 d'entamer des mesures de la radioactivité pour identifier une éventuelle source d'exposition aux rayonnements ionisants.

Le programme de mesure établi par la Division de la Radioprotection consistait:

- à enregistrer pendant presque trois mois de façon continue en six emplacements différents le débit de dose gamma de l'air ambiant,
- à procéder à des mesures de radon en six habitations différentes,
- à prélever des échantillons de sol et de végétation pour en déterminer le taux de radioactivité.

L'eau potable distribuée dans la commune de Bertrange provient de la SES de Koerich. Ces eaux sont intégrées dans un programme de surveillance de la radioactivité dans le cadre d'une directive de la Commission européenne.

Actuellement, l'évaluation de ce programme de mesure de la radioactivité est encore en cours. Cependant, certains éléments d'information sont disponibles:

- Les mesures en continu du débit de dose gamma de l'air ambiant, qui sont un indicateur approprié pour apprécier le taux de radioactivité dans l'environnement, ne révèlent pas de taux de radioactivité élevé. Les taux enregistrés pendant presque trois mois correspondent à la moyenne nationale.

- Déjà en 1992, dans le cadre d'un programme national de mesure du radon dans les habitations, 25 mesures de radon furent effectuées en différentes maisons à Bertrange. Suivant cette campagne, le taux en radon dans les habitations de Bertrange correspond à la moyenne régionale, c'est-à-dire 50 Becquerels/m<sup>3</sup> d'air.

- Dans le cadre des programmes de mesure des retombées radioactives après l'accident de Chernobyl, des échantillons de sol furent prélevés à travers le pays pour en déterminer le taux en césum-137. Dans la région de Mamer/Bertrange, ce taux s'élève à ca 5.000 Becquerels/m<sup>3</sup>, ce qui correspond à la moyenne nationale. Il s'agit du taux en césum-137 cumulé par les retombées radioactives suite aux essais d'armements nucléaires atmosphériques et des retombées radioactives suite à l'accident de Chernobyl.

- Le taux de radioactivité de l'eau potable distribuée par la SES dans la commune de

Bertrange correspond à la moyenne nationale.

Ces éléments d'information indiquent que le taux de radioactivité enregistré à Bertrange ne présente aucune particularité.

La Direction de la Santé n'a pas procédé à ce stade à une analyse détaillée du nombre de cancers dans la commune de Bertrange. Du point de vue épidémiologique, seules les doses dépassant 100 milliSievert seraient susceptibles d'entraîner une augmentation significative des cancers au sein d'une population exposée. Or, il est à exclure que la population de Bertrange ait subi des doses de cet ordre de grandeur puisqu'une telle exposition ne serait pas susceptible de passer inaperçue. Une éventuelle augmentation du nombre de cancers au sein de la population de la commune de Bertrange ne saurait être détectée par une simple comptabilisation du nombre des cancers, mais devrait faire l'objet soit d'une étude cas-témoins, soit d'une étude de cohorte. Or, une telle étude impliquerait des centaines, voire des milliers de personnes pour obtenir un résultat significatif. En l'occurrence il n'y a aucun élément objectif pouvant justifier pareil déploiement de moyens.

Cependant, par acquis de conscience, je viens de charger mes services de voir, à l'aide du registre morphologique des tumeurs, si les cas signalés ces dernières dix ou vingt années, fournissent un indice quelconque dans le sens d'une prévalence accrue de cancers dans la localité de Bertrange.

Question 2181 (9.5.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le «Girls' Day»:

Gëschter gouf, mat Énnerstëtzung vum Erzéiungsministère a scho fir d'zweet, e sougenannte «Girls' Day» ofgehalen. Meedercher am Alter téscht 12 a 17 Joer hu misse schoulfräi kréien, wa se wollten e Betrib kucke goen. Dofir gouf hinnen och en offiziellen Dispense-Formulaire zur Verfügung gestallt;

doranner gouf dëse schoulfräien Dag just fir Meedercher esou erkläert: «Pour les jeunes filles, cette journée représente une chance pour leur orientation professionnelle et une possibilité de nouer les premiers contacts en vue d'éventuels stages pratiques.»

Dès Initiativ werft eng Rei Froen op:

- Wéi wierkt et sech op d'Psych vun de Jongen aus, wa se sou oppen a mat staatlecher Énnerstëtzung an den Eck gedréckt ginn?
- Wat gouf dësen Dag fir d'Bouwe gemaach?
- Hunn d'Jongen téscht 12 a 17 Joer - am Géigesaz zu de Meedercher - hire Routine-Schouldag missen ofsätzten?
- Hunn eis Jonge kee Recht op eng „chance pour leur orientation professionnelle“ an eng „possibilité de nouer les premiers contacts en vue d'éventuels stages pratiques“?
- Wat soll dès Diskriminéierung vu männleche Kanner opgrond vun hirem Geschlecht?

Réponse conjointe (11.7.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:*

D'Initiativ vum CID-Femmes, dee vum Fraeministère énnerstëtzzt gëtt, setzt d'Motiouën ëm, déi de 6. Lenz 2002 vun der Chamber uegholl ginn ass, an déi virgesäit, dass progressiv de Projet „Gläichheet deelen“ an der ganzer Schoul ageféiert gëtt.

De «Girls' Day» ass eng vu villen Aktiounen, déi Meedercher a Jongen op de Choix vun hirer Formation an hirem Beruff virbereeden. An de Lycées techniques ginn zwësche 7<sup>ème</sup> an 9<sup>ème</sup> Schnupperstagen a Betrib, Betriebsvisiten a Visiti vu Foiren weí «work-life» fir Jongen a Meedercher organiséiert. D'Schüler an d'Schülerinnen aus dem Secondaire classique informéieren sech haapsächlech op der „Foire des étudiants“ iwwer Studien a Beruffer. Bei deenen Aktioune musse mer berücksichtigen, dass Meedercher a Jongen énnerschiddlech Astellungen a Virstellungen hunn, wann se Ausbildung a Beruffer wielen, an duerfir och Aktioune maachen, déi sech méi spezifesch u Jongen oder u Meedercher riichten.

Well et d'Zil vum „Girls' Day“ ass, de Meedercher d'Beruffswelt ze weisen, an do haapsächlech Beruffer mat Zukunft, déi net onbedéngt déi klassesch Beruffer sinn, an deener ee meeschters d'Frae fénnt, huet den Unterrechtsministère och dëse Projet énnerstëtzzt.

No dem Amsterdamer Vertrag ass all Land, dat dësen énnerschriwwen huet, verflucht géint Diskriminatiounen géintiwwer deem engen oder deem anere Geschlecht virzegegon. De „Girls' Day“ ass eng präventiv Moosnam géint Diskriminatiounen géintiwwer de Fraen um Aarbechtsmaart. Do bestinn On-gläichheeten, déi zum Deel duerch de Choix vun Ausbildung a Beruffer kommen, wéi dëst an der Etude vum Fraeministère iwwer d'Loungläichheet zu Lëtzebuerg 2002 beluecht gouf.

De „Girls' Day“ war e ganz normale Schouldag fir Jongen a fir Meedercher. Just déi Meedercher, déi un enger Aktivitéit deelgeholl hunn, déi am Viraus mam SPOS a mat der Schouldirektioun ofgeschwatt war, ware vum Unterrecht fräigestallt. Och wann dem CID-Femmes seng Aktivitéiten haapsächlech fir Meedercher waren, war et all Schoul fräigestallt, op deem Dag Aktivitéiten ze organiséieren, un deene ganz Klasse konnten deelhuelen, wéi zum Beispill Gespréicher mat Leit aus der Beruffswelt an der Schoul.

Question 2186 (14.5.2003) de M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) concernant l'étude relative à la contamination des poissons:

A l'automne 2000, une campagne de pêche avait été menée sur les rivières Alzette, Sûre et Moselle dans le but d'évaluer la contamination des poissons par les polychlorobiphényles (PCB), par les dioxines (PCDD) et les furanes. L'analyse des 36 poissons prélevés - anguilles, gardons, truites de rivière, goujons - avait révélé une contamination notable des poissons par les dioxines et surtout par les PCB, et la publication de l'étude effectuée par le bureau «Bio-monitor» avait suscité de vives réactions du public et des milieux intéressés.

En date du 4 juillet 2002, la Chambre des Députés avait adopté une motion relative à cette problématique comportant plusieurs requêtes à l'adresse du Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais donc savoir:

1. Est-ce que le Gouvernement a fait effectuer une nouvelle étude relative à la contamination des poissons en y incluant d'autres systèmes fluviaux du pays afin d'arriver à une vue générale représentative de l'ensemble du réseau hydrographique du pays?
2. Dans le contexte d'une telle étude, a-t-il été tenu compte d'autres contaminants potentiellement toxiques pour l'homme ou écotoxiques pour le milieu aquatique, par exemple les métaux lourds, les pesticides et les micropolluants organiques persistants?
3. Si une telle étude a été effectuée, quels en sont les résultats? Un an après les discussions y relatives à la Chambre des Députés, l'opinion publique et les députés ne seraient-ils pas en droit de connaître les résultats de cette nouvelle campagne d'analyses?
4. Comme l'ouverture de la saison de la pêche va se faire dans quelques semaines, ne faudrait-il pas renseigner le public et surtout les adeptes de la pêche au sujet de la co-mestibilité des poissons de nos cours d'eaux?
5. Si les résultats des analyses étaient partiellement préoccupants, ne faudrait-il pas définir des directives en vue de la restriction éventuelle de la consommation de poissons pris dans les cours d'eau contaminés, au moins pour les populations à risque (enfants, femmes enceintes)?
6. Dans une telle hypothèse, qu'est-ce que le Gouvernement a entrepris et que veut-il entreprendre pour réduire, voire éliminer à la source la pollution des eaux par toutes ces substances? Le Gouvernement, à l'instar des institutions européennes responsables, dispose-t-il d'une stratégie pour réduire la présence des micropolluants toxiques présents dans les poissons et dans l'alimentation humaine?
7. Réponse commune (25.7.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur* et de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé*:

  1. En complément à l'étude sur la contamination des poissons par des polychlorobiphényles (PCB), des dioxines (PCDD) et des furanes (PCDF) réalisée en 2000 sur cinq sites de prélèvement de la Moselle (1), de l'Alzette (2) et de la Sûre inférieure (2), le Ministère de l'Intérieur a commandité cette année une étude comparable sur un ensemble de cette fois-ci

13 sites d'échantillonnage, à savoir sur l'Altett (1), la Clerve (1), l'Eisch (1), la Mamer (1), la Syre (1), l'Our (2), la Sûre supérieure - y compris le Lac d'Esch/Sûre - (3), la Wark (1) et la Wiltz (2).

2. Dans le cadre de cette étude, il a également été procédé au dosage de certains métaux lourds reconnus pour leurs toxicité et écotoxicité, en l'occurrence le mercure, le cadmium et le plomb.
3. J'aimerais d'abord rappeler que l'étude de 2000 faisait ressortir une contamination certaine des anguilles de la Moselle par les PCB et par les PCDD/PCDF, alors que les niveaux de contamination des poissons de l'Alzette et de la Sûre inférieure étaient légèrement plus faibles. Les résultats enregistrés lors de la récente étude montrent d'abord que tant le cadmium que le plomb restent indétectables dans tous les poissons analysés et que le mercure a certes été décelé dans tous les poissons mais en des concentrations suffisamment faibles pour ne pas compromettre la comestibilité de poissons d'aucun des cours d'eau.

En ce qui concerne les teneurs en PCB et en PCDD/PCDF, les valeurs enregistrées, tout en n'atteignant pas celles mesurées dans la Moselle, sont inquiétantes dans l'Our, en aval de Vianden, et dans la Wiltz; ailleurs, elles restent à des niveaux variables mais reflétant plutôt une contamination ubiquitaire. Le rapport complet est joint en annexe et pourra être consulté au greffe de la Chambre des Députés.

4. Des recommandations sur la comestibilité des poissons sont en élaboration et seront portées à la connaissance du public et, surtout, des pêcheurs sportifs après que nos services auront discuté ces recommandations avec les autorités compétentes allemandes; cette concertation s'impose vu le caractère transfrontalier, voire condominium, de la Moselle, de la Sûre et de l'Our, et n'a malheureusement pas encore conduit à une position commune.

Au vu de l'appreciation toxicologique qui se dégagera de la concertation avec les autorités allemandes, des recommandations sur la consommation de poissons seront publiées. En attendant, en application du principe de précaution, le Ministère de la Santé déconseille la consommation de poissons pris dans la Moselle et recommande de ne pas consommer plus d'une fois par mois des poissons provenant de la Sûre moyenne et de la Sûre inférieure, de l'Alzette, de la Clerve, de l'Eisch, de la Mamer, de l'Our, de la Syre, de la Wark et de la Wiltz.

5. Dans tous les cas où la contamination des poissons pourra être attribuée à des sources de pollution ponctuelles, et donc en principe identifiables, le Gouvernement prendra tout de suite les mesures qui s'imposent pour maîtriser voire arrêter les rejets. Dans les cas d'une contamination ubiquitaire par un ensemble de sources diffuses ou dispersées, ce qui sera sans doute le cas pour la majorité des cours d'eau, les mesures à prendre réclameront probablement une approche multisectorielle dans les domaines des eaux usées, de sites contaminés, de rejets dans l'atmosphère, de l'utilisation de produits chimiques, etc.. Toujours est-il que le Gouvernement s'est donné un outil réglementaire approprié, sous forme du règlement grand-ducal du 28 février 2003 arrêtant un programme de mesures visant à réduire la pollution des eaux superficielles par certaines substances dangereuses.

exemple frais de maladie), le contribuable a évidemment droit à la déduction d'un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires au sens de l'article 127 L.I.R..

Il n'est pas prévu de considérer de façon générale les dépenses de parents d'enfants intellectuellement précoces comme charges extraordinaires. Il n'est cependant pas exclu dans l'un ou l'autre cas d'espèce que des frais supplémentaires, autres que des frais d'entretien et d'éducation, incombant à des parents d'enfants intellectuellement précoces, sont à considérer comme charges extraordinaires dans la mesure où les limites de l'alinéa 4 de l'article 127 L.I.R. sont dépassées, si ces frais sont extraordinaires et inévitables.

Les parents d'enfants intellectuellement précoces se voient souvent obligés d'envoyer ceux-ci à l'étranger dans des écoles privées spécialisées, ce qui peut entraîner des dépenses conséquentes.

Or, le législateur a rendu fiscalement déductibles certaines dépenses considérées comme inévitables et indépendantes de la volonté du contribuable. Sont notamment considérées comme charges extraordinaires les dépenses d'entretien de parents nécessiteux reposant sur une obligation matériel, juridique ou morale.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre d'Etat:

- Est-ce que, selon Monsieur le Ministre, il serait envisageable de rendre fiscalement déductibles les dépenses de parents d'enfants intellectuellement précoces considérant qu'il s'agit en l'occurrence de charges extraordinaires?

Réponse (21.7.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable députée Agny Durdu qui aimeraient savoir s'il était «envisageable de rendre fiscalement déductibles les dépenses de parents d'enfants intellectuellement précoces considérant qu'il s'agit en l'occurrence de charges extraordinaires?», j'aimerais apporter les précisions suivantes.

Depuis des années, la politique familiale des Gouvernements luxembourgeois se fait par le biais des allocations familiales et non pas par des déductions fiscales qui, vu le tarif progressif de l'impôt sur le revenu, bénéficieraient davantage aux personnes à revenus élevés qu'aux personnes à faibles revenus. Il s'ensuit que les frais d'entretien et d'éducation des enfants sont globalement et forfaitairement pris en compte soit par la modération d'impôt de 900 € par an accordée pour tout enfant qui fait partie du ménage de ses parents, soit par un abattement de revenu pour les enfants qui ne font pas partie du ménage du contribuable, mais qui sont entretenus et éduqués principalement à ses frais, abattement ne pouvant être supérieur à 3.480 € par année.

Quant à l'obtention, pour frais de scolarité, d'un éventuel abattement pour charges extraordinaires au sens de l'article 127 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), abattement accordé pour des frais privés si ces frais sont inévitables, extraordinaires et réduisent d'une façon considérable la capacité contributive du contribuable, les dispositions des articles 123 et 127bis L.I.R. disposent que cet abattement est exclu pour les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle des enfants donnant lieu à l'octroi, soit d'une modération d'impôt pour les enfants qui font partie du ménage du contribuable au sens de l'article 123 L.I.R., soit d'un abattement pour enfants à charge suivant l'article 127bis L.I.R.. Pour des charges extraordinaires autres que les frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle occasionnées par les enfants (par

exemple frais de maladie), le contribuable a évidemment droit à la déduction d'un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires au sens de l'article 127 L.I.R..

Le Ministère de la Santé/Direction de la Santé est concerné par le phénomène du burn-out dans le secteur des soins, où une récente étude a révélé l'existence d'un syndrome de burn-out chez 4-6% des travailleurs.

Le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports concerné par le phénomène chez les enseignants s'informe régulièrement par le biais d'études et de documentations étrangères dans le domaine du bien-être à l'école. Il est au courant du contenu de l'étude «Stress und Burnout: Seelische Gesundheit im Beruf» de Prof. Dr. med. Joachim Bauer, Freiburg.

Réponse à la question 1:

Les services des ministères concernés sont au courant que le syndrome de burn-out est souvent mis en évidence par des études internationales concernant essentiellement les travailleurs du secteur des soins et du personnel enseignant.

Le Ministère de la Santé/Direction de la Santé est concerné par le phénomène du burn-out dans le secteur des soins, où une récente étude a révélé l'existence d'un syndrome de burn-out chez 4-6% des travailleurs.

Le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports concerné par le phénomène chez les enseignants s'informe régulièrement par le biais d'études et de documentations étrangères dans le domaine du bien-être à l'école. Il est au courant du contenu de l'étude «Stress und Burnout: Seelische Gesundheit im Beruf» de Prof. Dr. med. Joachim Bauer, Freiburg.

Réponse à la question 2:

Actuellement, des données spécifiques sur le «burn-out» chez le personnel enseignant à Luxembourg ne sont pas disponibles.

Cependant, une consultation nationale des enseignants intitulée «Votre école et vous» est en cours. Le sujet du «burn-out» n'est pas visé directement, mais, dans le contexte du bien-être à l'école, un certain nombre de questions touchent implicitement au «burn-out» et dégageront certainement des informations pertinentes. Les résultats de cette étude seront publiés au cours du premier trimestre de l'année scolaire 2003-2004.

Réponse à la question 3:

Pour les besoins du personnel enseignant et socio-éducatif, le SCRIPT offre dans le cadre de la formation continue des supervisions et du coaching ainsi que des activités portant sur la gestion du stress, la prévention du suicide, les aspects socio-communicatifs, la gestion de l'hétérogénéité, le travail en équipe, les aides aux élèves difficiles et en difficultés.

Certaines études scientifiques et représentatives effectuées dans les «Länder» allemands et notamment une étude récente de l'université de Fribourg (Breisgau) ont révélé que 34% des enseignant-e-s de la région seraient touchés par le syndrome du «burn-out» et 19% seraient carrément très souffrants nécessitant des traitements médicaux.

Dans ce contexte, j'aimerais soulever les questions suivantes:

1. Les responsables de la politique de l'éducation et de la politique de la santé publique sont-ils au courant des contenus de ces études?
2. Dans quelle mesure des phénomènes de «burn-out» et de maladies ou invalidités chroniques existent-ils au niveau du corps enseignant de notre pays? Vos ministères ont-ils fait effectuer de telles analyses ou études et quels en sont les résultats?
3. Comme il n'y va pas seulement du problème de conditions de travail adéquates et de la sauvegarde de la santé du personnel enseignant, mais aussi de la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants dans des conditions parfois difficiles, ne faudrait-il pas procéder de façon ciblée et plus globale à de telles études afin de discuter des conséquences éventuellement nécessaires?

Réponse commune (29.7.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

Remarque préliminaire:

Les services du Ministère de la Santé n'ont compétence, en matière de médecine au travail, que pour le secteur privé. La médecine du travail dans le secteur public est de la compétence du Ministère de la Fonction publique.

Réponse à la question 1:

Dès Leit mat 40 Versécherungsjoen och tatsächlech an d'Pensioun goen ze loessen, hätt ausserdeem e positiven Niewenreffekt op den Arbechtsmaart. Dofir folgend Froen:

1. Gesäit den Här Minister hei net och e Gerechtegekeetsproblem?
2. Wéivill Assuréen énner 57 Joer hunn, gestaffelt no Joergang, schonns 40 Renteversecherungsjoen?
3. Wier et net ubruecht, d'Zuel vu 40 Versécherungsjoen als primäre Kritär, besonnesch bei Schichtarbeiter, fir de Rentenanträtt ze huelen?

Réponse (11.7.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Den Här Deputierte schéngt virzeschloen, datt eng Pensioun némmen op Grond vun deenen obligatoires Versécherungszaite soll accordéiert ginn an datt soll no engem Mindestalter gekuckt ginn.

Elo ass et awer esou datt d'Gesetz virgesait, datt den Zugang zu enger Pensioun vun enger Altersbedingung a vun enger Stagebedingung ofhängt. De Pensiounsalter huet nämlech eng ganz grouss Wichtegkeet well en eng direkt Awirkung op d'Dauer vun der Pensioun huet an domat op hir aktuariell Käschten.

Den Här Deputierte weess bestëmmmt och, datt Létzebuerg schon elo de Kritik vu verschidenden internationalen Instanzen ausgeset ass well d'Bedingunge fir hei am Land eng Pensioun ze kréien an deenen hiren An zevill gënschteg sinn. D'Regierung huet net wélls, an déser Matière nach weider ze goen.

Dofir huet et och kee Wäert, op désem Gebitt statistesch Studien ze maachen.

Question 2205 (2.6.2003) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'avancement des travaux minimisant le bruit autoroutier à Bettembourg, Livange et Peppange:

En réponse à ma question parlementaire du 19 février 2002 concernant la lutte contre le bruit provenant de l'autoroute A3 qui amoindrit la qualité de vie des habitants de Livange et de Peppange, Madame le Ministre répondait à ma sous-question 5 que «L'administration des Ponts et Chaussées a été invitée à présenter de suite un projet pour l'aménagement d'un écran antibruit aux abords des localités de Peppange-Livange.» Il semble en effet qu'entre-temps les travaux y relatifs démarrent, ce qui est à saluer.

Pourtant, si on prend l'autoroute concernée, on constate que le rétrécissement de la voie ne commence qu'à la hauteur de la station d'épuration de Bettembourg, ce qui signifierait que, depuis le pont d'autoroute de Bettembourg jusqu'à la hauteur de cette station, il n'y aurait pas d'écran antibruit, tandis que sur le côté de Bettembourg de ce tronçon d'autoroute il en existe un. Il est donc à craindre que, même après l'installation de l'écran antibruit, les citoyens habitant à l'entrée de Peppange continuent à souffrir de la pollution sonore émanant de l'autoroute. Cette crainte est confirmée par l'information reçue du conseil communal de Roeser, que, tel que prévu, le projet ne protégerait pas la localité de Peppange.

Cette inquiétude m'oblige à revenir sur ce problème de pollution sonore:

1. Pour quand l'écran antibruit projeté sera-t-il, selon la programmation actuelle des Ponts & Chaussées, opérationnel?

2. Est-ce que cet écran protégera toute la localité de Peppange du bruit émanant de l'autoroute A3 ?  
 3. D'où et jusqu'où exactement cet écran sera-t-il érigé?

Réponse (11.7.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable député M. Gast Gibéryen, je puis fournir les précisions suivantes :

Point 1:

- L'écran antibruit sera achevé pour la mi-octobre 2003.

Point 2:

- L'écran en question est dimensionné pour protéger la localité de Livange. Une analyse du site de Peppange a montré que les nuisances acoustiques auxquelles les riverains de l'autoroute A3 sont exposés, restent sensiblement en dessous des valeurs limites applicables aux nouvelles infrastructures.

L'étude de bruit a montré qu'à l'horizon 2010 et en considération d'une autoroute à trois voies (plus défavorable que la situation actuelle), les valeurs limites seront seulement dépassées pour deux maisons de Livange situées à moins de 150 mètres de l'autoroute. Les premières maisons de Peppange sont éloignées de plus de 600 mètres de l'A3.

Point 3:

- L'écran commence 400 mètres au sud du viaduc de Livange et s'arrête à la culée nord de celui-ci.

**chel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

S'agissant du Laboratoire national de Santé (LNS), les éléments de réponse suivants peuvent être fournis.

Le LNS comporte plusieurs divisions, qui réalisent des analyses de laboratoire sur des prélèvements effectués sur l'homme, sur des substances chimiques, sur des médicaments et sur des denrées alimentaires.

Contrairement à ce que semble l'admettre l'honorable parlementaire, il n'y a pas d'obligation générale d'accréditation prévue par la réglementation communautaire. En fait la directive 93/99/CE limite cette obligation aux analyses de laboratoire faites sur des denrées alimentaires. En obtenant l'accréditation ISO 17025 en mai 2003 pour son unité de laboratoire de la division du contrôle des denrées alimentaires le LNS s'est mis en conformité avec la prédicta directive.

Indépendamment de cette accréditation obligatoire, le LNS a entamé la procédure pour l'obtention de l'accréditation dans deux autres domaines. L'audit pour l'obtention de l'accréditation de l'unité d'inspection de la division du contrôle des denrées alimentaires est prévu pour la fin de l'année. L'audit pour la division qui s'occupe du contrôle des médicaments est prévu pour début 2004.

S'agissant du Laboratoire de médecine vétérinaire, une demande d'accréditation est en cours pour le contrôle des denrées alimentaires d'origine animale.

Quant au Service de contrôle de la qualité de l'air, il évalue, notamment avec le réseau de télécontrôle, les niveaux d'un certain nombre de polluants présents dans l'air ambiant. Les polluants dioxyde de soufre, dioxyde d'azote et oxydes d'azote, les poussières PM10, le plomb dans les poussières en suspension dans l'air ambiant, l'ozone, le benzène et le monoxyde de carbone sont particulièrement concernés.

A des intervalles réguliers, la Commission de Bruxelles organise des campagnes de contrôle dans un laboratoire spécialisé et accrédité afin de vérifier si les Etats membres maîtrisent l'étalement correct des analyseurs. Chaque Etat membre doit ainsi prouver si les mesures fournies par ses analyseurs sont correctes afin de permettre une évaluation valable de la qualité de l'air et le respect des normes en vigueur, inscrites dans les différentes directives européennes.

Jusqu'à présent, le Luxembourg a réussi à prouver dans ces campagnes internationales son aptitude à étailler correctement ses analyseurs mesurant la qualité de l'air ambiant.

S'agissant enfin du laboratoire des Services de la gestion de l'eau, celui-ci prépare actuellement son accréditation selon la norme internationale ISO 17025. Cette accréditation est nécessaire au vu des exigences de la directive européenne 98/CE/83 relative aux eaux destinées à la consommation humaine et plus particulièrement des critères définis dans son annexe auxquels les laboratoires effectuant des analyses de l'eau potable doivent répondre.

Les locaux abritant actuellement le laboratoire des Services de la gestion de l'eau, du fait de leur vétusté et de leur étroitesse, mais également du fait de l'absence d'un système de type «marche en avant» de l'unité de bactériologie (circulation en sens unique évitant une contamination croisée des échantillons à analyser), répondent de moins en moins aux exigences d'un laboratoire moderne. L'installation prochaine de deux containers permettra de débloquer provisoirement la situation.

Réponse (11.7.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé*, M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement* et de M. Mi-

Le recours à la solution des containers a rendu nécessaire la scission de l'accréditation en deux étapes: La première partie, prévue pour le mois de décembre prochain, concernera uniquement les paramètres chimiques de l'analyse de l'eau et l'autre partie, relative à la détermination des paramètres microbiologiques de l'eau, ne pourra être envisagée qu'après une période de fonctionnement de 6 mois dans les containers.

Question 2211 (4.6.2003) de M. Ben Fayot (*LSAP*) concernant les propos du Secrétaire américain adjoint à la Défense Wolfowitz sur l'isolement du Luxembourg sur la scène internationale:

Selon une dépêche de l'agence de presse AFP, le Secrétaire américain adjoint à la Défense Paul Wolfowitz aurait qualifié la France et le Luxembourg de pays «isolés» sur la scène internationale, suite aux positions prises lors de la guerre en Irak.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'Etat:

- Est-ce qu'il partage ce sentiment?
- Compte tenu que M. le Ministre a eu l'occasion de rencontrer le Président américain lors de son dernier séjour à St Petersbourg, est-ce qu'il s'est entretenu avec M. Bush à ce sujet?
- Dans l'affirmative, est-ce que M. le Ministre d'Etat peut me communiquer la teneur de ses propos?

Réponse (21.7.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*:

L'honorable député se réfère à une dépêche de l'agence de presse AFP, d'après laquelle le Secrétaire américain adjoint à la Défense aurait qualifié la France et le Luxembourg de pays «isolés» sur la scène internationale vu leurs positions prises lors de la guerre en Irak.

J'aimerais tout d'abord souligner que le Gouvernement luxembourgeois ne partage pas ce sentiment d'«isolement». Qui plus est, lors de mon entretien avec le Président des Etats-Unis, ce dernier m'a donné des assurances quant à la poursuite des relations amicales entre nos pays.

Question 2215 (11.6.2003) de M. Gusty Graas (*DP*) concernant l'origine véritable des œufs (étiquetage):

L'émission télévisée RTL «Den Nol op de Kapp» du 9 juin dernier fait état d'irrégularités dans le marquage et dans la qualité des œufs. Il semble en effet que certaines livraisons d'œufs marqués comme provenant de production luxembourgeoise, proviennent en réalité de productions étrangères et ont seulement été packagés au Grand-Duché.

L'émission pose la question comment cette manière d'aveugler le consommateur peut être enrayer. Un agent des Douanes interviewé par le journaliste de RTL y répond qu'il n'existe pour l'instant aucune réglementation permettant d'interdire de telles pratiques ni de retracer la provenance d'un œuf. Cette situation ne devrait être clarifiée qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation européenne.

**Q 111**

Le fonctionnaire parle même d'une «loterie» pour le consommateur, qui tombera ou non sur des vrais «Létzbuerguer Landeeér». Vu la consommation importante d'œufs dans la consommation privée comme dans la production alimentaire, il est évident que ces propos ne sont guère rassurants pour le consommateur final, soucieux de sa santé.

J'aimerais dès lors savoir:

- Si Monsieur le Ministre peut confirmer qu'il n'existe pour l'instant aucune base légale permettant aux services des Douanes luxembourgeoises de retracer l'origine véritable des œufs.
- Si Monsieur le Ministre peut confirmer qu'il n'existe pour l'instant aucune base légale permettant aux services des Douanes luxembourgeoises de sanctionner des entreprises vendant des œufs de production étrangère, mais y apposant des étiquettes signifiant l'origine luxembourgeoise des produits.
- Quelle est exactement la nouvelle réglementation entrant en vigueur au niveau européen le 1<sup>er</sup> janvier prochain et est-ce qu'elle remédiera véritablement à la situation actuelle?

Réponse (21.7.2003) de M. Ferdinand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

L'honorable M. Gusty Graas se réfère à une émission télévisée du 9 juin 2003, qui a fait état d'irrégularités dans l'étiquetage des œufs mis en vente dans une grande surface et qui a mis en doute l'existence d'une réglementation efficace en matière de commercialisation des œufs, pour poser un certain nombre de questions à cet égard, questions qui appellent les réponses suivantes.

Si on ne saurait nier qu'il s'agit dans le cas cité d'une induction en erreur du consommateur quant à l'origine des œufs offerts en vente, toujours est-il que les commentaires et déclarations des présentateurs, en faisant état d'une réglementation nationale insuffisante en matière de mise sur le marché des œufs, étaient à la fois exagérés et erronés.

C'est ainsi que la commercialisation des œufs se place dans le cadre de la loi du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels et est réglementée plus particulièrement par le règlement grand-ducal du 9 mai 1973 concernant la commercialisation des œufs et par le règlement (CEE) modifié no 1907/90 concernant certaines normes de commercialisation applicables aux œufs et le règlement (CEE) modifié no 1274/91 établissant les modalités d'application du règlement (CEE) no 1907/90.

Ce dispositif national et communautaire, dont l'exécution et le contrôle sont de la compétence commune du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Agriculture, permet notamment la retracabilité de l'origine des œufs à partir du producteur au collecteur ou commerçant de gros par la tenue obligatoire d'un registre renseignant les achats, les ventes et les stocks d'œufs, indications qui permettent aux instances de contrôle de retracer:

- les dates et les quantités des œufs collectés,
- les noms et adresses des producteurs,
- les dates et les quantités d'œufs livrés au centre d'emballage.

Bien plus, le règlement (CE) no 5/2001 exige qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 tous les œufs de table sont à pourvoir d'un code désignant à la fois le numéro distinctif

du producteur et le mode de détention des poules pondeuses (p. ex. détention en cage, sur sol ou à l'extérieur ou production biologique). Cette échéance a été choisie pour permettre aux producteurs et à la chaîne de commercialisation de s'équiper d'une technique performante et adaptée pour satisfaire à ces nouvelles exigences.

Ce même règlement impose, par ailleurs, qu'à cette échéance les emballages doivent porter les mentions suivantes:

- le nom ou la raison sociale et l'adresse de l'entreprise qui a emballé ou fait emballer les œufs,
- le numéro distinctif du centre d'emballage, la catégorie de qualité et la catégorie de poids des œufs,
- le nombre d'œufs emballés,
- la date d'emballage.

A noter que ces indications obligatoires peuvent être complétées par des indications sur l'état de fraîcheur, le mode d'alimentation des poules et l'origine des œufs.

Quant au problème de la protection du consommateur et celui de la sanction de l'étiquetage erroné ou trompeur, je voudrais renvoyer aux dispositions du règlement grand-ducal du 14 décembre 2000 concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que de la publicité faite à leur égard. Il résulte des articles 15 et 26 que l'étiquetage d'une denrée alimentaire ne doit pas être de nature à induire l'acheteur en erreur, notamment quant à sa nature, ses qualités, son identité, sa durabilité et son origine et que toute infraction à cet égard est susceptible d'être punie des peines édictées par l'article 2 de la loi du 25 septembre 1953 précitée. De même, l'article 19 du règlement (CEE) no 1907/90 habilité l'organisme de contrôle qui a constaté une non-conformité à la réglementation communautaire à interdire la commercialisation des œufs concernés.

J'ajoute que pour garantir la bonne qualité des œufs offerts en vente, la réglementation communautaire impose aux Etats membres de procéder régulièrement à des analyses pour contrôler la salubrité et la teneur en résidus. Au Luxembourg, toutes ces analyses se sont révélées négatives.

A la lumière de ces explications il m'importe, partant, de souligner que contrairement à certaines affirmations faites lors de l'émission télévisée du 9 juin 2003:

- il existe dans notre pays une réglementation précise en matière de commercialisation des œufs,
- actuellement la transparence du commerce des œufs est donnée par la traçabilité du producteur au centre d'emballage, traçabilité qui sera étendue jusqu'au consommateur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- toute induction en erreur du consommateur est susceptible d'être sanctionnée pénalement et les œufs concernés peuvent être retirés du commerce par les agents contrôleurs.

Question 2216 (11.6.2003) de M. Gusty Graas (*DP*) concernant la sécurisation des cartes d'identité:

En 1996 le taux de perte et vol des cartes d'identité représentait en France 1%, tandis qu'il atteignait en 2002 un taux de 8,2% (voir Le Figaro du 10 avril 2003). Les services de police soupçonnent que ces cartes d'identité volées ou perdues sont en fait recyclées avec ou sans l'assentiment du propriétaire dans les filières de faux docu-

ments. Elles seraient ensuite utilisées frauduleusement ou falsifiées. Ainsi le Gouvernement français réfléchit très sérieusement à supprimer la gratuité totale de la carte d'identité. Dans ce contexte j'aime-rais poser les questions suivantes:

- Quel est le taux de perte ou de vol des cartes d'identité au Luxembourg?
- Est-ce que des cartes d'identités luxembourgeoises perdues ou volées sont utilisées pour obtenir des certificats usurpés?
- Est-ce qu'on ne peut pas encore faire plus infalsifiable et sécurisée la carte d'identité?

Réponse (14.7.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Le nombre de cartes d'identité déclarées volées ou perdues auprès de la Police grand-ducale a presque triplé entre les années 2000 et 2002 en passant de 191 à 522 documents disparus. Néanmoins, il n'existe que peu de cas où des cartes d'identité luxembourgeoises déclarées volées ou perdues sont utilisées à des fins frauduleuses. Les faits rapportés à la Police grand-ducale ne dépassent en effet pas la dizaine par an. Il serait par ailleurs possible de sécuriser davantage la carte d'identité luxembourgeoise en y intégrant notamment les données biométriques du propriétaire.

Question 2217 (10.6.2003) de M. Ben Fayot (*LSAP*) concernant la mise en valeur de l'oeuvre d'Edward Steichen:

En 2004, on fêtera le 125<sup>e</sup> anniversaire de la naissance d'Edward Steichen. En 2005, ce sera le cinquantenaire de la composition par Steichen de *The Family of Man*. En 2005 notre pays occupera la présidence de l'Union européenne.

Plus généralement, après des années d'oubli, le grand photographe américain d'origine luxembourgeoise Edward Steichen semble enfin connaître depuis la fin des années quatre-vingts un sort plus digne de son talent. Il est bien connu que notre pays héberge cinq collections différentes d'œuvres de Steichen qui ont mis longtemps à être mises en valeur à leur juste valeur. *The Family of Man* et *The Bitter Years* installés au château restauré de Clervaux avec un appareil critique de première qualité sont de la compétence du CNA, la collection d'œuvres personnelles de celle du Musée d'Histoire et d'Art. Par ailleurs, la BCEE possède une collection d'œuvres de Steichen de même que la Ville de Luxembourg.

Récemment on a appris que le Ministère de la Culture a demandé fort opportunément à l'UNESCO de reconnaître *The Family of Man* comme document de la Mémoire du Monde, gigantesque manifeste contre la guerre plus que jamais d'actualité.

Il reste que des particuliers amateurs fervents de l'œuvre de Steichen et le grand public se demandent si ces anniversaires qui s'annoncent ne pourraient pas faire l'objet d'une promotion plus poussée de l'art du maître américain. Si l'Etat n'est maître que de trois collections, il serait pourtant utile qu'il entre en dialogue avec les autres propriétaires pour mettre en valeur l'ensemble de l'œuvre de Steichen sur notre territoire.

A cet égard, qu'en est-il de la conservation de la dernière maison Steichen à Mondorf? Est-il bien prévu d'installer *The Bitter Years* dans l'enceinte du nouveau bâtiment du CNA, comme annoncé dans la réponse à une question parlementaire en octobre 1999? Quelles sont les manifestations prévues par le Ministère de la Cul-

ture en 2004 et en 2005 autour de l'anniversaire de la naissance de Steichen et de la composition de *The Family of Man*? D'aucuns ont proposé un timbre spécial, une *Family of Man Symphony*, une rencontre mondiale de la jeunesse en 2005, etc. Le Ministère de la Culture est-il en train de préparer des initiatives pour ces échéances proches et lesquelles?

Réponse (21.7.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

En réponse à la question parlementaire de M. le Député Ben Fayot, je voudrais d'abord rappeler quelques faits et ensuite apporter des informations nouvelles:

Ma réponse à la question parlementaire N° 38 posée en 1999 par l'honorable député Astrid Lulling au sujet de la destinée future du patrimoine Edward Steichen (*cf. compte rendu N° 1/1999-2000*) avait déjà été très explicite à ce sujet: elle avait fait état de la situation à l'époque concernant les responsabilités liées aux différentes parties de ce patrimoine et elle avait esquissé des pistes pour le mettre davantage en valeur.

L'actuelle question me donne donc l'occasion d'apporter des précisions supplémentaires à ma première réponse, précisions qui se sont dégagées au fur et à mesure de l'évolution du dossier et des perspectives ouvertes entre-temps dans le cadre de la construction du nouveau bâtiment du CNA.

D'abord en ce qui concerne la collection *The Bitter Years*, entre-temps restaurée, les premiers plans du nouveau bâtiment avaient fait apparaitre la possibilité d'une installation des 200 panneaux dans la nouvelle enceinte.

Entre-temps, le Service des Sites et Monuments Nationaux a proposé de mettre l'ancien Château d'Eau, à Dudelange près du futur CNA, sur la liste de l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Des pourparlers sont en cours avec Arcelor et le Laminor de Dudelange pour transférer ce monument industriel ainsi que la batisse annexe dans les compétences de l'Etat. Les photos de *The Bitter Years* y trouveraient ainsi un lieu d'exposition permanent magnifique et sans égal pour mettre en lumière toutes les facettes de cette collection riche de l'histoire américaine et de la photographie documentaire humaniste des années trente. Les plans, présentés en conférence de presse au Luxembourg ainsi que dans le cadre de l'exposition organisée par le CNA à la Fondation Carlos de Ambergues à Madrid en mai 2003, sont en phase de préparation et je suis confiante que les travaux de restauration des bâtiments en question puissent commencer en 2004. En parallèle, le CNA réfléchit sur les paramètres de cette installation, qui sera tout aussi attrayante que *The Family of Man* au Château de Clervaux.

Question 2222 (13.6.2003) de M. Xavier Bettel (*DP*) concernant les défaillances du système informatique au Centre Pénitentiaire de Schrassig:

Ce matin, un nouvel incident technique a eu lieu au Centre Pénitentiaire de Schrassig. Ainsi, une fois de plus les portes sont restées bloquées pendant plus de 45 minutes.

De ce fait, certains gardiens n'ont pas pu quitter leur poste, certains avocats ont dû patienter pour pouvoir quitter l'enceinte de la prison.

A la question parlementaire N° 2056 du 25 février 2003 concernant des faits analogues (*cf. compte rendu N° 14*), Monsieur le Ministre m'avait répondu que «malgré une défaillance du système informatique, les portes électriques

ont pu être déverrouillées mécaniquement, de sorte à permettre, avec certaines restrictions, un déroulement quasi-normal des activités dans la prison.»

Je me permets cependant d'informer Monsieur le Ministre que ce matin, je me trouvais parmi les personnes bloquées dans l'enceinte de la prison et que la seule réponse que nous avons obtenue a été: „Il faut attendre que le système se remette en marche“.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien d'incidents techniques liés au système informatique du CPL ont eu lieu en 2002 et depuis le début de l'année 2003?

- Combien d'heures supplémentaires ont été prestées par les gardiens de prison du fait de ces incidents?

- Si Monsieur le Ministre ne pense pas qu'il serait urgent de trouver une solution à ce problème et qu'il envisage peut-être un nouveau système informatique au CPL.

Réponse (21.7.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

1) Les installations techniques et informatiques du CPL (caméras, portes électriques, gestion informatisée des techniques du bâtiment, chauffage, ventilation, alarmes, alarmes incendie, interphones, parlophones, etc...) sont d'une envergure telle que des pannes sont de temps à autre inévitables. Les pannes légères qui sont les plus fréquentes sont réparées par le service d'entretien technique de l'Administration Pénitentiaire. Les pannes plus lourdes, heureusement rares, doivent être réparées par une firme extérieure spécialisée.

Faute de statistiques, l'Administration Pénitentiaire est dans l'impossibilité de donner un chiffre précis du nombre de ces pannes.

2) Il est difficile, voire impossible, d'évaluer le nombre d'heures supplémentaires prestées dans ce contexte, dans la mesure où la plupart des pannes ont lieu durant les heures normales de travail et sont réparées tout de suite par le personnel technique de l'Administration Pénitentiaire dont la mission est précisément de surveiller et d'assurer la maintenance des installations techniques et informatiques.

3) A préciser d'abord qu'il ne s'agit pas d'un système informatique, mais d'une panoplie de systèmes informatiques complexes.

Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de le souligner à plusieurs reprises, les dispositifs de sécurité, y compris informatiques, sont régulièrement revus et adaptés au progrès de la technique.

Question 2223 (17.6.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (*ADR*) concernant la construction de l'Hôpital du Kirchberg:

Der Bau des «Hôpital de Kirchberg» wird im Rahmen des Gesetzes vom 21. Juni 1999 «autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers» durch den luxemburgischen Staat finanziert.

Die ursprünglich für den Bau veranschlagten rund 101,2 Millionen Euro sollen laut Presseberichten anscheinend durch Irregularitäten bei Ausschreibung und Auftragsvergabe in wesentlichem Masse überschritten werden.

Hierzu möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Kann Frau Bauenministerin diese wesentlichen Kostenüberschreitungen bestätigen, und wenn ja, kann Frau Ministerin mich über die genauen Gründe für diese Kreditüberschreitungen informieren?

2. Kann Frau Bauenministerin diese Irregularitäten bei Ausschreibung und verschiedenen Auftragsvergaben bestätigen? Worin bestehen Sie und welche Kommentare will die Regierung hierzu abgeben?

Réponse (21.7.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Madame la Ministre des Travaux publics me transmet pour compétence la question parlementaire N° 2223 que l'honorable parlementaire Monsieur Jacques-Yves Henckes lui avait adressée.

Il convient de relever que le maître de l'ouvrage, à savoir la Fondation François-Élisabeth, est un établissement d'utilité publique, donc de droit privé. L'Etat n'a été en aucune façon associé aux opérations de soumission et d'attribution des travaux.

Quo qu'il en soit, je n'ai aucune connaissance d'éventuelles irrégularités commises à l'occasion des prédites procédures.

Il est certes exact qu'un avant-projet de loi portant deuxième modification de la loi de financement de 1999 tend à porter la participation de l'Etat au coût de construction de l'Hôpital du Kirchberg à un maximum de 113.261.353 euros, au lieu du montant initial de 4.085.587.000 Flux. Ce réajustement n'a cependant rien à voir avec de quelconques irrégularités. Il est dû avant tout à de nouvelles exigences en matière de sécurité, à la prise en compte des nouvelles technologies et de l'évolution de la médecine et à la transformation en surfaces opérationnelles de surfaces prévues initialement comme étant de réserve.

De toute manière la Chambre aura l'occasion de s'exprimer lors de l'examen du projet de loi.

Question 2224 (17.6.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*) concernant la diminution du forfait pour les intolérants au gluten:

Au cours de sa journée d'information, l'Association luxembourgeoise des intolérants au gluten a critiqué le fait que le forfait mensuel de 85 €, attribué aux personnes concernées pour l'acquisition d'aliments sans gluten, a été réduit à 45 € par l'Union des Caisses de Maladie en novembre 2002. Or, il n'existe pas de traitement médicamenteux à la maladie coeliaque. Suivre un régime sans gluten est le seul traitement connu. Ce régime doit être suivi scrupuleusement par l'individu intolérant au gluten, pendant toute la durée de sa vie. En effet, même l'ingestion d'une petite quantité de gluten peut dégrader la paroi intestinale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cette diminution du forfait?

- Quelles sont les raisons qui ont amené l'UCM à procéder à une réduction du forfait de presque 50%? Est-ce que cette mesure est approuvée par le Ministre?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'attribution de ce forfait s'inscrit dans le cadre de la médecine préventive et devrait en tout cas être poursuivie, d'autant plus que le coût des traitements curatifs est largement supérieur?

Réponse (25.7.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

D'après les renseignements fournis par l'Union des Caisses de Maladie, la moyenne des factures présentées pour produits sans gluten (montants bruts engagés par les patients) dans le cadre de la législation appliquée par l'assurance maladie, s'échelonne depuis 1999 comme suit:

46,10 € / mois

43,51 € / mois

50,07 € / mois

58,44 € / mois

49,52 € / mois

L'ajustement de l'écart entre ces montants et la hauteur du forfait ne peut pas être considéré comme anormal si l'on note que le forfait actuel de 45,00 € par mois est du même ordre de grandeur que celui valable en France (enfants de moins de 10 ans: 33,81 € par mois et adulte: 46,10 € par mois) et que l'assurance maladie en Belgique ne prévoit pas de prise en charge.

L'article 17 du Code des assurances sociales impose à l'assurance maladie une prise en charge des prestations dans les limites de ce qui est jugé suffisant et approprié. La mesure faisant l'objet de la question parlementaire a été introduite avec effet au 1er novembre 2002 et la refixation du forfait à 45 € par mois a été décidée en tenant compte d'une part du fait qu'il s'agit de prendre en charge un surcoût alimentaire par rapport aux besoins de nutrition de base d'une personne non atteinte d'une maladie nutritionnelle et d'autre part de garder un rapport raisonnable avec la moyenne des dépenses effectives.

Il est un fait que le montant des factures introduites pour le remboursement peut varier fortement par patient et par mois. Comme l'appréciation de l'atteinte de la limite du forfait peut se faire sur un intervalle de six mois (soit l'équivalent de 270,- €), la pratique de remboursement de certaines caisses de maladie peut conduire à ce qu'une personne protégée qui, pour un mois donné présente une facture isolée portant sur un montant inférieur au forfait fixé, n'épuise pas la totalité de ses droits.

Dès lors l'Union des Caisses de Maladie s'emploiera auprès de caisses de maladie à ce que celles-ci adoptent une pratique de remboursement envisageant un report du solde non consommé d'un mois donné au crédit de la période semestrielle en cours, ce de manière à ce que les malades puissent profiter d'un remboursement maximum. Les malades auront dès lors intérêt à grouper leurs factures pour une période semestrielle et compenser ainsi la moins-value des mois où les achats d'aliments sans gluten sont inférieurs au montant forfaitaire mensuel.

En considération du fait qu'un des seuls moyens thérapeutiques pour rencontrer la maladie coeliaque est constituée par l'administration d'aliments sans gluten, ce problème ne relève pas de la médecine préventive proprement dite et n'est pas susceptible de constituer une mesure à intégrer dans un des programmes de médecine préventive visés à l'article 17 du Code des assurances sociales.

Question 2226 (19.6.2003) de M. Alex Bodry (*LSAP*) concernant la délivrance des cartes d'identité:

La délivrance des cartes d'identité luxembourgeoises constitue un service public important offert aux citoyens.

Une administration moderne et performante doit pouvoir assurer un fonctionnement correct et rapide de ce service.

Or, selon une circulaire ministérielle du 9 décembre 2002 concernant le planning pour la délivrance respectivement la production des cartes d'identité, le rythme de délivrance va nettement diminuer par rapport à l'année précédente.

Un seul déplacement par mois est prévu alors qu'auparavant les intervalles étaient de trois semaines. Pendant tout le mois d'août 2003 aucune production de cartes d'identité ne pourra se faire selon les voeux du Ministère.

Quelles sont les raisons de service public qui ont amené le Ministre à changer les modalités de délivrance des cartes d'identité par rapport à 2002?

Est-ce que le Ministre estime qu'il est dans l'intérêt d'une bonne administration d'imposer aux usagers du service public des délais d'attente allant jusqu'à deux mois pour se voir délivrer une carte d'identité luxembourgeoise?

Ne faudrait-il pas réviser la circulaire précitée en vue de la rendre conforme à ce que les citoyens peuvent légitimement attendre d'un service public correspondant aux besoins des usagers?

Réponse (21.7.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

L'arrêté grand-ducal du 30 août 1939 portant introduction de la carte d'identité stipule dans son article 1<sup>er</sup> que «les administrations communales sont tenues de délivrer à toute personne âgée de plus de 15 ans, de nationalité luxembourgeoise, et non munie d'un passeport remontant à moins de 5 ans une carte d'identité et d'inscription aux registres de population.»

Il en résulte que le moyen primaire d'identification des citoyens reste toujours le passeport et que la carte d'identité n'est en fait que le moyen accessoire d'identification pour les personnes ne disposant pas d'un passeport valable pour l'une ou l'autre raison.

Comme le souligne à juste titre l'honorable député, une administration moderne se doit d'assurer un fonctionnement correct de tous ses services, ce qui implique également le respect de certaines procédures élémentaires de sécurité surtout dans la production, le transport et la délivrance de pièces d'identité. Pour le détail de ces différentes procédures je renvoie à ma réponse à la question parlementaire de l'honorable Emile Calmes du 20 janvier 2003 (*cf. compte rendu N° 11*).

Dans le cadre de l'optimisation des mesures de sécurité en matière de cartes d'identité les communes sont tenues de faire parvenir les documents servant à la production de nouvelles cartes d'identité luxembourgeoises par porteur à mes services et sont également tenues de faire retirer les nouvelles cartes d'identité au Ministère de l'Intérieur par un agent communal. Dans le souci de ne pas trop perturber les services, surtout des différentes communes, j'ai jugé opportun de proposer une seule production par mois. La nouveauté dans ma circulaire du 9 décembre 2002 consistait dans le fait que le planning des cartes d'identité luxembourgeoises a été fixé pour toute l'année 2003, alors que dans le passé le planning ne pouvait se faire que par trimestre. De ce fait les communes avaient bien le temps de prévenir à temps leurs citoyens de leurs communes des dates de production des cartes d'identité et des délais d'attente pour la fourniture de la nouvelle carte d'identité.

Du fait que la carte d'identité luxembourgeoise contient de plus en plus d'éléments de sécurité, il est évident que le temps de production augmente également. Pour l'instant le délai de production est de plus ou moins 15 jours ouvrables, ce qui fait en tout, avec l'organisation du transport sécurisé du Gouvernement luxembourgeois, qui est mis gratuitement à disposition des communes, un délai de production total de 4 semaines. Un deuxième argument pour la production mensuelle est le fait que les agents communaux n'ont besoin de se déplacer qu'une fois par mois pour déposer les documents servant à la production des cartes d'identité et en même temps de reprendre les cartes produites du mois précédent.

J'estime également que les citoyens luxembourgeois disposent tous du civisme nécessaire et qu'ils comprennent la nécessité des mesures dont le gouvernement voudrait entourer la procédure de délivrance des pièces d'identité dans un contexte européen et international de plus en plus sensibilisé aux mesures de sécurité.

Tout un chacun sait que la durée de validité des pièces d'identité est limitée dans le temps (qu'il s'agisse du passeport ou de la carte d'identité) et il appartient dès lors à tous les acteurs concernés d'adopter une attitude responsable, ce que le gouvernement a essayé de faire en sécurisant autant que faire se peut toute la procédure.

Il est bien entendu que les communes qui ne sont pas satisfaites du service offert gratuitement et gracieusement par le gouvernement et par mon département en particulier sont libres d'opter pour un système qui leur convient mieux.

Pour finir j'ai le plaisir de vous communiquer que suite à une forte demande des communes, mes services ont arrangé avec la firme productrice des cartes d'identité luxembourgeoises une production supplémentaire pour le mois d'août 2003. La date a déjà été signalée aux administrations communales par voie de circulaire.

Question 2227 (19.6.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant la fermeture des autoroutes E411 (Arlon-Bruxelles) et E25 (Liège) sur une durée de trois ans:

En automne, les autoroutes E411 vers Arlon-Bruxelles et E25 vers Liège seront complètement fermées pour cause de travaux s'étendant sur une durée envisagée de trois ans. Par conséquent, la route nationale belge N4 allant d'Arlon vers Martelange et Bastogne connaîtra inévitablement une augmentation sensible du trafic. Ceci entraînera inévitablement des embouteillages considérables, notamment à Martelange, où beaucoup de personnes rencontreront des problèmes pour accéder sur la N4. Il est à souligner que les résidents de cette région ne disposent pas d'autre option que d'emprunter la N4 pour rejoindre leurs lieux de travail se situant majoritairement à Luxembourg-Ville.

Il faut par ailleurs rappeler que depuis vingt ans, la discussion sur le remplacement de l'intersection à Perlé par la construction d'un pont donnant accès à la N4 n'a toujours pas abouti à un projet concret. La construction d'un tel pont constituerait cependant un certain remède aux nombreux accidents graves survenant chaque année et donnerait ainsi un plus en matière de sécurité pour les voyageurs utilisant cette route.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre des Transports:

- Pouvez-vous me fournir plus d'informations sur les travaux s'imposant sur les autoroutes E411 vers Arlon-Bruxelles et E25 vers Liège? Peut-on prévoir des phases durant lesquelles un trafic restreint pourrait toutefois emprunter les deux autoroutes?

- Quelles sont les conséquences de ces travaux pour le réseau routier luxembourgeois et sur les villages frontaliers en particulier? Quelles sont les précautions que le Gouvernement entend prendre pour faire face à cette situation?

- Est-il envisagé que les autorités belges aménagent certaines intersections afin de garantir un accès rapide et sûr à la N4? Est-ce que le Gouvernement a entamé des négociations à ce sujet avec les autorités belges? Quelle est votre position en ce qui concerne la construction d'un pont qui remplacerait l'intersection de Perlé vers la N4 dans l'intérêt d'un accès plus sûr à la N4?

Réponse (11.7.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

La question de l'honorable député a trait à l'intention des autorités belges de procéder dès l'automne prochain à l'entretien constructif des autoroutes E411/E25 et de fermer à cet effet pendant toute la durée des travaux une voie de circulation pour chaque sens sur toute la longueur du chantier.

Ce projet soulève la question de savoir quels seront les effets du chantier, en particulier, sur la circulation entre les capitales belge et luxembourgeoise et, en général, sur le trafic empruntant le réseau routier luxembourgeois.

D'emblée je voudrais rappeler qu'il s'agit ici d'un dossier touchant à la gestion routière qui est de la compétence de Madame la Ministre des Travaux publics.

Ses services m'ont confirmé que sauf des contacts informels pris avec les responsables du CITA, les autorités belges ne se sont pas concertées avec les instances gouvernementales luxembourgeoises ou l'Administration des Ponts et Chaussées en vue des décisions intervenues.

A la demande de la Confédération du Commerce mes services ont pourtant convoqué une réunion de concertation entre les instances luxembourgeoises concernées (Administration des Ponts et Chaussées, Police grand-ducale, Ministère des Transports) et la Confédération pour évaluer les éventuelles conséquences de ce chantier sur le trafic luxembourgeois et le travail des transporteurs luxembourgeois actifs sur les destinations vers la Belgique. Lors de cette même rencontre l'impact sur le trafic indigène de l'introduction du péage allemand pour les poids lourds sera également examiné.

Quant à la seconde question de l'honorable député sur l'opportunité du remplacement à Perlé de l'intersection entre le CR312 et le CR311A par un pont assurant une meilleure sécurité de l'accès vers la N4 belge, il appartient à Madame la Ministre des Travaux publics d'en décider.

Question 2236 (25.6.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant le site Internet de la compagnie Luxair:

Contrairement à ce qui était le cas par le passé, le site Internet de la compagnie Luxair n'affiche plus que les horaires de départ et d'arri-

vée des vols Luxair à l'aéroport de Luxembourg. Il n'est donc plus possible de consulter par ce biais les horaires des vols effectués par les autres compagnies aériennes qui atterrissent et décollent à l'aéroport du Findel.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports:

Ne serait-ce pas de la compétence de la société de l'aéroport d'assurer ou de permettre la réalisation d'un tel service au public?

Réponse (11.7.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

Dans sa question parlementaire sous examen, l'honorable député fait part de sa préoccupation en matière d'information dans le domaine des relations aériennes desservies à partir de Findel, suite à la suppression sur le site Internet de la compagnie Luxair des horaires des vols effectués par d'autres transporteurs.

Cette initiative a été prise par Luxair sans concertation préalable avec la société de l'aéroport, lux-Airport, et les instances administratives.

La disparition des informations en question n'était pourtant que passagère suite à la migration du système d'information des vols (flight information system) vers un nouveau système informatique.

Entre-temps l'information a été rétablie par Luxair, qui publie de nouveau les données en cause depuis le 2 juillet dernier sur leur site Internet.

Cette situation va être maintenue aussi longtemps que Luxair restera en charge de l'exploitation de l'aérogare. lux-Airport reprendra cette tâche dès l'ouverture de la nouvelle aérogare.

Question 2242 (1.7.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG) concernant l'organisation des retours assistés de personnes réfugiées déboutées:

Comme le Gouvernement organise des retours assistés des personnes réfugiées déboutées du droit d'asile dans les prochains jours, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Combien de personnes ont signé jusqu'à présent pour un retour assisté au Monténégro et en Serbie?
- Qu'en est-il des informations concrètes des personnes concernées sur l'organisation de ces retours?
- Qu'en est-il de l'information des directeurs et directrices de lycées concernés par ces retours?
- Qu'en est-il de l'information des inspecteurs et inspectrices de l'enseignement primaire concernant ces retours en vue de l'organisation des classes par les administrations communales pour la rentrée scolaire?
- Quelle est la procédure envisagée pour le rapatriement des bagages (vêtements et petit matériel), mais aussi celle des biens plus encombrants des personnes concernées?
- Le Gouvernement a-t-il des garanties de la part des autorités serbes et monténégrines de l'acheminement sûr et assuré des biens et bagages vers la nouvelle habitation des personnes concernées?

Réponse (24.7.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

A la suite des négociations menées par le Ministre de la Justice luxembourgeois en Serbie-Monténégro en juin 2003, les autorités de

Serbie et de Monténégro délivrent à nouveau (après une pause de six mois) les documents requis aux autorités luxembourgeoises en vue d'un rapatriement forcé ou organisé par le Gouvernement luxembourgeois de demandeurs d'asile déboutés en provenance d'Ex-Yugoslavie.

Dans une première phase d'essai, en ce qui concerne les familles, le Gouvernement luxembourgeois, au fur et à mesure qu'il recevra les documents requis, contactera les familles concernées pour organiser leur départ. Si le retour organisé par l'Etat luxembourgeois («retour assisté») est refusé, il sera procédé à un retour forcé.

Le Gouvernement réévaluera la procédure d'information décrite ci-dessous fin juillet à la lumière de l'expérience acquise jusque-là.

Depuis les récents entretiens entre les deux Gouvernements en juin 2003, une centaine de documents ont été établis par Belgrade et Podgorica; les entretiens avec les demandeurs d'asile déboutés ont commencé voici peu, de sorte qu'il est évidemment trop tôt pour dire combien de personnes accepteront un retour dit assisté. Il est évident que l'établissement des documents, ainsi que les vérifications qui doivent être faites à cet égard par les autorités de Serbie-Monténégro pour l'ensemble des demandeurs d'asile déboutés vivant au Luxembourg s'étaleront sur plusieurs mois.

Dans la mesure où les vacances scolaires commenceront dans quelques jours, il est également fortement recommandé aux personnes qui s'occupent de demandeurs d'asile de les encourager à tout mettre en œuvre pour rentrer volontairement (munis de leur passeport ou d'un laissez-passer établi par l'ambassade de Serbie-Monténégro à Bruxelles) dans leur pays d'origine au cours des mois de juillet et août 2003, s'ils ont des enfants en âge scolaire, afin de mieux permettre à ceux-ci une ré-intégration dans leur école d'origine.

Le Ministère de la Justice transmettra au Ministère de l'Education nationale les noms des personnes, et surtout de leurs enfants, au fur et à mesure de leur départ.

Pour les personnes qui quittent volontairement le Luxembourg ou qui font l'objet d'un retour organisé par les autorités luxembourgeoises en accord avec les demandeurs d'asile («retour assisté»), le Ministère de la Famille accordera une aide financière et une assistance dans l'organisation du transport.

Question 2243 (1.7.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les mesures répressives à l'encontre des laboureurs travaillant les dimanches et les jours fériés:

Mengen Informationen no ass et viru kuerzem am Emfeld vun der Stad Lëtzebuerg, méi geneé um Cents, zu enger Interventioun vun der Police komm, déi et wäert ass, eng Erklärung ze kréien:

E Bauer, deen op Päischtonndeg (am hellen Dag) amgaang war, do am Hee ze schaffen, ass vun der Police ugehale ginn an huet verbuedé kritt, an senger Aarbecht vi-run ze fueren, well dat eng Persoun, déi an der Noperschaft wunnt, gestéiert huet. Fir den Dag duerno huet en eng Erlaabnis kritt, fir während enger Zäit do ze schaffen, wou déi Persoun net doheem wär.

Dat féiert mech derzou, fir folgend Froen ze stellen:

Wat huet sech an der Realitéit do ofgespilt?

War dés Interventioun legal an der Rei, an op wat fir enger gesetzlicher oder reglementarescher Basis ass dês Interventioun erfollegt?

Wann et esou Texter gëtt, wat soen si an déser Matière aus?

Wat fir Konsequenzen erginn sech generell fir eis Bauren dorau, wann d'Noutwendegkeet besteet, fir sonndes oder op Feierdeeg ze schaffen?

Sidd Dir der Meenung, datt hei eventuell légitéréiert muss ginn, fir datt esou Situatiounen sech net méi widderhuele kënnen?

Réponse (25.7.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur:*

Suivant l'article 31 du règlement de police de la Ville de Luxembourg, l'usage de tondeuses à gazon, de scies et généralement de tous autres appareils bruyants est interdit entre 21 heures et 8 heures. Les dimanches et jours fériés, l'usage en est toujours interdit. Sur base de ce règlement de police, une patrouille de police a invité un agriculteur à arrêter des travaux qualifiés de bruyants sur un champ du quartier du Cents le dimanche de la Pentecôte. Les policiers ont ainsi agi en parfaite légalité.

Question 2246 (2.7.2003) de M. Marc Zanussi (*LSAP*) concernant la consultation des résultats provisoires des corrections des examens de fin d'études secondaires au serveur de l'Education nationale:

Selon mes informations, les résultats provisoires des corrections des examens de fin d'études secondaires étaient accessibles pour tous les enseignants sur le serveur de l'Education nationale au cours de la période du 20 au 23 juin 2003.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Comment s'explique cette possibilité de consultation des résultats avant terme et quelles en sont les répercussions éventuelles pour le principe de la double, voire triple correction?
- Est-ce que l'opportunité de l'inscription des résultats par voie informatique est remise en cause?

Réponse (14.7.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:*

L'application «BAC» développée par le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a été utilisée avec succès pour la première fois lors de la session d'examen de juin 2002.

Le système informatisé de gestion des examens de fin d'études secondaires et secondaires techniques permet:

- l'organisation des examens (commissions d'examen, examinateurs, élèves, critères de promotion);
- la gestion des notes et les propositions de promotion;
- l'édition de statistiques, de certificats, de relevés de notes.

L'accès au serveur est limité aux postes sur lesquels l'application a été installée. Les données transitant entre le serveur installé au ministère et les postes des utilisateurs sont cryptées et décryptées via un certificat qui doit avoir été installé au préalable sur le poste de l'utilisateur.

Ces accès sont limités strictement aux enseignants membres des commissions d'examen, nommés par arrêté ministériel. Ils se font via le réseau RESTENA, réservé aux membres du corps enseignant.

L'utilisateur défini comme examinateur peut saisir les notes des

élèves uniquement pour les branches et les commissions pour lesquelles il figure en tant que 1er, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> correcteur. Il peut se connecter à l'application, au moyen d'un mot de passe, soit sur les postes dédiés dans son lycée d'attaché, soit sur son poste personnel.

Certains enseignants ont signalé une faille dans la confidentialité du système. Un incident technique est survenu le 20 juin où le serveur a crashé suite à une panne de la climatisation. Un aperçu avant impression de certains résultats a pu être affiché sur l'écran des postes dédiés à l'application, par le biais d'une manipulation volontaire jusqu'au 23 juin. Seulement quelques examinateurs avertis ont pu exploiter cette faille restreinte et temporaire. Les incidences de ce défaut sont néanmoins à modérer; à aucun moment ni une modification de notes d'élèves dans la base de données ni une recherche ciblée d'informations (élèves, commissions, branches) n'a été possible.

En ce qui concerne la confidentialité des données, j'ai confiance en la conscience professionnelle et la déontologie des membres des commissions d'examen.

La mise en place du système informatique de gestion des examens de fin d'études, soutenue par le programme eLuxembourg et qualifiée de réussite par la Commission nationale pour la société de l'information, est un élément de la réforme administrative et ne remet pas en cause l'opportunité de l'inscription des résultats par voie informatique. Dans la maîtrise de la technologie, le facteur humain ne doit pas être sous-estimé. J'ai d'ailleurs encouragé les responsables techniques à collaborer le plus étroitement possible et de joindre leurs efforts afin de réagir au moindre incident.

Question 2254 (8.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*) concernant le changement d'opérateur téléphonique:

Un numéro de téléphone personnel, que chacun pourrait garder quel que soit l'opérateur, faciliterait sans aucun doute la vie du consommateur. Ce système recommandé par les instances européennes fonctionne entre-temps en Grande-Bretagne, en Espagne et en Belgique.

Les opérateurs luxembourgeois semblent traîner les pieds en la matière et la mise en place d'un système permettant de changer l'opérateur en gardant son numéro n'est pas en vue.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelle est son attitude face à la «portabilité» du numéro de téléphone?

Dans quels délais ce système pourra-t-il être garanti au Luxembourg?

Réponse (29.7.2003) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications:*

Monsieur le Député voudra bien prendre connaissance de la prise de position de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, à laquelle je me rallie.

«Les modalités de portabilité des numéros téléphoniques sont régies par la décision 00/36/ILT du 23 mai 2000 de l'Institut Luxembourgeois de Régulation qui est basée sur la directive européenne 98/61/CE du Parlement Européen et du Conseil du 24 septembre 1998 modifiant la directive 97/33/CE en matière de portabilité du numéro et de la pré-sélection de l'opérateur.

La décision stipule qu'à partir du 1er juillet 2000, un utilisateur d'un numéro téléphonique désigné comme portable peut, à sa demande, conserver son numéro lorsqu'il change d'opérateur de télécom-

munications. L'utilisation du numéro doit cependant rester conforme au plan national de numérotation.

Sont visés par cette décision:

les numéros géographiques, les numéros non géographiques comprenant les types de numéros suivants:

- numéros personnels (plage 7 en partie)
- numéros libre appel (plage 800)
- numéros coût partagé (plage 801)
- numéros revenu partagé (plage 90x)

Au début du lancement du service de la portabilité, le nombre de demandes était très restreint, à savoir une seule demande en 2001. Ce nombre a atteint 162 demandes fin 2002; à ce jour quelque 600 numéros ont été portés.»

Question 2269 (15.7.2003) de M. Alex Bodry (*LSAP*) concernant le document d'orientation «Vision d'avenir 2020»:

Lors du récent sommet des exécutifs de la Grande Région (Saar-Lor-Lux) les participants ont pris acte d'un document d'orientation intitulé «Vision d'avenir 2020» élaboré à la demande du Gouvernement de la Sarre par une commission politique présidée par Monsieur Jacques Santer.

Ce document trace un cadre d'orientation des activités futures de cette région-modèle de l'Europe.

Quelles conclusions le Gouvernement luxembourgeois tire-t-il de ce document?

Quelles sont les priorités politiques du Gouvernement en matière de coopération régionale à courte échéance?

De quelle façon les idées du document d'orientation vont-elles être diffusées et débattues dans les mois à venir?

Comment les réformes institutionnelles préconisées par le document de la «commission Santer» vont-elles être transposées?

Réponse (31.7.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat:*

1) Le Gouvernement luxembourgeois considère que le document d'orientation «Vision d'avenir 2020» représente une importante perspective d'évolution à long terme pour notre espace européen intégré. Ce concept de développement a le grand mérite de mettre en exergue, de manière exhaustive, les objectifs interrégionaux communs.

2) Les priorités politiques du Gouvernement en matière de coopération régionale à courte échéance concernent le volet institutionnel. La «Nouvelle Architecture» va s'articuler à trois niveaux:

- le Sommet politique avec le Comité Economique et Social de la Grande Région (CESGR) en tant que niveau de définition des orientations interrégionales,

- la Commission Intergouvernementale en tant que niveau qui veille au respect de l'accord liant les parties,

- la Commission Régionale en tant que niveau de mise en œuvre.

D'ores et déjà les groupes de travail du Sommet et ceux issus de la Commission Régionale travaillent ensemble. Cela

nous évitera à l'avenir toute forme de dédoublement. Cette coopération renforcée permettra une amélioration de la qualité des travaux.

Il convient de relever dans ce contexte que la Lorraine va devenir une région expérimentale en matière transfrontalière. Grâce à des transferts de compétences, les autorités régionales pourront directement négocier et signer des accords avec le Luxembourg dans tout un nombre de domaines.

3) Le document «Vision d'avenir 2020» sera diffusé aux membres du Gouvernement luxembourgeois.

Il sera débattu au niveau des organes de la Grande Région, dont le Collège des Représentants personnels, le CESGR, la Commission Intergouvernementale et la Commission Régionale, le Conseil Parlementaire Interrégional. Il sera veillé à ce que les «forces vives» puissent participer aux discussions.

4) Lors du 7<sup>e</sup> Sommet de la Grande Région les membres ont pris acte «avec grand intérêt» du rapport «Vision d'avenir 2020». La Présidence lorraine (juillet 2003 à décembre 2004) se consacrera dès la rentrée du mois de septembre à la mise en œuvre des propositions contenues dans le document. En coopération avec le CESGR, elle entend réaliser une photographie de la situation économique et sociale de la Grande Région, ceci dans la perspective «2020». Elle se penchera plus précisément sur l'idée de créer des agences (culture, tourisme,...) telles qu'elles sont proposées dans le dit document.

Question 2271 (16.7.2003) de M. Ben Fayot (*LSAP*) concernant la double nationalité:

Il est bien connu que la double nationalité est considérée comme un moyen important pour favoriser l'intégration et la participation politique des résidents étrangers à Luxembourg.

Lors de la réforme de la loi sur l'accès à la nationalité, un accord relativement large entre les familles politiques s'était révélé sur l'intérêt de la double nationalité pour notre pays sans que celle-ci ait cependant été retenue par la loi.

Qui plus est, ECRI, l'organe du Conseil de l'Europe sur les questions de racisme et d'immigration, aborde cette même question dans son rapport sur le Luxembourg.

Le Gouvernement avait indiqué vouloir faire étudier la question de la double nationalité.

Dans ce contexte, une réponse donnée à la question parlementaire n°1758 du 10 juillet 2002 prévoyait la remise des conclusions des travaux en question début 2003.

Je voudrais dès lors demander à Monsieur le Ministre de la Justice où en est ce rapport. Quand sera-t-il remis au Gouvernement?

Compte tenu que - peu de temps après l'adoption de la loi sur la nationalité - la majorité gouvernementale s'est finalement déclarée en faveur de l'introduction de la double nationalité, le Luxembourg envisage-t-il de signer la Convention européenne sur la nationalité?

Réponse (24.7.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

1. Les professeurs d'université belges chargés de ce travail nous ont informés qu'ils competent remettre leur rapport en automne 2003 au Gouvernement luxembourgeois.

2. S'agissant d'une question fondamentale, le Gouvernement estime nécessaire de consulter le peuple luxembourgeois avant de modifier la loi sur la nationalité ou de signer la convention citée. Ainsi, le Premier Ministre s'était exprimé sur cette question comme suit lors de la déclaration sur l'état de la Nation du 7 mai 2002: «Si kann och eréischt agefouert gi wa sech no Debatten e kloren Optrag vum Wieler an déi Richtung erauskristalliséiert.»

Question 2277 (17.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (*LSAP*) concernant le taux de TVA réduit:

La Commission européenne vient de proposer une rationalisation et une simplification des taux de TVA réduits. Il est notamment proposé d'abroger les dispositions permettant aux Etats membres d'appliquer à titre exceptionnel des taux réduits également à des produits et à des services non compris dans le champ d'application de l'annexe H, et de limiter les taux super réduits aux produits et services énumérés dans la dite annexe.

A cet égard j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont, en détail, les conséquences des modifications proposées sur les taux de TVA appliqués actuellement au Grand-Duché, plus particulièrement en ce qui concerne les produits respectivement les services actuellement imposés aux taux réduit et super réduit?
- Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux modifications proposées?

Question 2289 (21.7.2003) de M. Laurent Mosar (*CSV*) concernant l'harmonisation des taux de TVA pour les disques:

La France s'est engagée en faveur de l'alignement du taux de TVA des disques et des cassettes sonores sur le taux de TVA du livre et de certains autres biens culturels, qui est à l'heure actuelle fixé à 5,5%. Comme première étape de cet engagement, le Gouvernement français a adressé en juillet 2002 une demande officielle au Commissaire en charge de la fiscalité, Monsieur Frits Bolkestein, pour que le disque et les cassettes sonores soient inscrits à la liste de l'annexe H de la sixième directive sur la TVA n°77/388 modifiée du conseil du 17 avril 1977, qui autorise l'application d'un taux de TVA réduit.

La demande française s'appuie sur les articles 151-1 et 151-4 du traité instituant la Communauté européenne, selon lesquels «la Communauté contribue à l'épanouissement des cultures des Etats membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun» et «la Communauté tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions du présent traité, afin notamment de respecter et de promouvoir la diversité de ses cultures». La France avance en premier lieu des arguments culturels favorisant une plus grande diversité culturelle de l'offre, des arguments sociaux afin de démocratiser l'accès à la culture, ainsi que des arguments économiques et industriels visant un effet de relance du marché et la réduction du piratage grâce à des prix plus attractifs.

La Commissaire européenne en charge de la culture, Madame Viviane Reding, a indiqué que les arguments présentés par la France étaient étudiés attentivement par la Commission européenne, et que

celle-ci organisera un débat ouvert avec les professionnels du disque au début de l'année 2003. Les positions des Etats sur la TVA du disque seront sollicitées à cette occasion. Des propositions seront alors présentées au cours de l'année. Rappelons qu'à l'heure actuelle le taux de TVA applicable au Luxembourg pour les disques s'élève à 15 %.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre des

Finances:

- Quel est l'état actuel des négociations au niveau européen en vue d'une harmonisation des taux de TVA pour les disques? Quelle est la teneur des propositions de la Commission européenne sus-indiquées soumises au Conseil?
- Quelle est la position du Luxembourg en la matière?

Réponse (4.8.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances*:

La Commission européenne a soumis au Conseil le 23 juillet 2003 une proposition de directive concernant les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée. Une révision périodique des taux réduits est, en effet, expressément prévue à l'art. 12, paragraphe 4, alinéa 2, de la 6<sup>e</sup> directive TVA, à savoir: «Sur la base d'un rapport de la Commission, le Conseil réexamine tous les deux ans, à partir de 1994, le champ d'application des taux réduits. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut décider de modifier la liste des biens et des services figurant à l'annexe H».

Après avoir analysé l'impact des taux sur le bon fonctionnement du Marché Intérieur dans le cadre de plusieurs rapports émis à partir de 1994 déjà, la Commission a conclu que le moment est désormais venu pour émettre des propositions concrètes, compte tenu notamment de l'échéance en fin 2003 de l'expérience sur les services à forte intensité en main-d'œuvre (régime temporaire de la «TVA sociale») et du besoin de tenir compte des négociations menées dans le cadre de l'élargissement.

La Commission ne s'est toutefois pas limitée à une simple modification de l'annexe H, mais vise plus loin, en proposant la rationalisation de dispositions transitoires de l'art. 28 qui avaient été accordées à certains pays, dont au Luxembourg, dans le cadre de l'adoption de la directive 92/77/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 sur le rapprochement des taux de TVA.

Une adoption pure et simple de la proposition de directive en question comporterait les modifications suivantes:

- suppression du taux super réduit applicable aux vêtements et chaussures pour enfants et soumission de ces produits au taux normal de 15%;
- suppression du taux intermédiaire de 12% auquel sont soumis notamment les vins tirant 13° ou moins d'alcool, les combustibles, l'essence sans plomb, les préparations pour lessives et de nettoyage, les imprimés publicitaires, les tabacs fabriqués, les vêtements sur mesure pour hommes, le froid et la vapeur d'eau, les services relevant de l'exercice d'une profession libérale, les services fournis par les agences de voyage, les services de publicité, la garde et la gestion de titres, ainsi que certains services de gestion de crédits;
- suppression du taux de 6%, accordé dans le cadre de l'expérience de la «TVA sociale», aux services de coiffage, à la réparation de bicyclettes, de chaussures, d'articles de cuir, de vêtements et de linge de maison.

Finalement est-il proposé de transférer les livraisons de plantes et les livraisons de gaz, d'électricité et de chaleur à l'Annexe H. Le transfert des dispositions relatives au logement, à la restauration et aux soins à domicile à l'Annexe H ne devrait pas connaître d'impact particulier sur notre régime national.

D'autre part, la Commission, qui dispose du droit d'initiative exclusif en la matière, a estimé indiqué de ne proposer aucun taux réduit qui s'appliquerait aux disques, CDs et autres supports de son ou d'image actuellement soumis au taux normal de 15%. Elle justifie son choix notamment de la manière suivante: «Il est exact que l'article 151 paragraphe 4 du traité prévoit que la Communauté tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres politiques, mais cela ne peut avoir pour effet d'aller à l'encontre des objectifs mêmes de ces autres politiques. L'article 93 du traité poursuit l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires: introduire une faculté de taux réduits irait à l'encontre de ces objectifs» (MEMO/03/149 u 16 juillet 2003). Rappelons dans ce contexte qu'une proposition de directive ne saurait être amendée par le Conseil qu'à l'unanimité.

Compte tenu de l'impact très sensible que connaissent les différents types de taux réduits dans la base d'assiette nationale de la TVA, le Gouvernement défendra dans les discussions qui viennent de s'engager, une position visant à maintenir au Luxembourg une structure de taux de TVA qui reste socialement équilibrée.

Question 2279 (16.7.2003) de M. Marco Schank (*CSV*) concernant la prise en charge thérapeutique des personnes toxicomanes:

Je souhaiterais poser une série de questions à M. le Ministre de la Santé concernant la prise en charge thérapeutique des personnes toxicomanes.

Plus particulièrement, j'aurais aimé savoir de la part de M. le Ministre Carlo Wagner:

- Quel est le nombre exact de places de thérapies offertes aux toxicomanes par le Centre Thérapeutique de Manternach (CTM), à ma connaissance le seul centre thérapeutique résidentiel au Luxembourg?
- Quel est le délai d'attente moyen pour qu'une place de thérapie se libère?
- Si le Gouvernement entend augmenter le nombre de places actuellement offertes.

Réponse (4.8.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Etant donné que l'honorable parlementaire reprend en partie des questions déjà traitées lors de ma réponse à la question parlementaire N° 2098 (cf. *compte rendu N° 14*), je puis répéter des éléments de réponse fournis à cette occasion.

L'infrastructure et l'équipe du Centre Thérapeutique de Manternach (CTM) sont conçues pour gérer de façon optimisée une capacité de 18 lits. Depuis le début 2003 le CTM affiche un taux d'occupation moyen de 17,9 lits. Il convient d'ajouter que le CTM dispose d'une série de lits supplémentaires pour gérer des situations de crise ou pour pouvoir réagir aux aléas des procédures d'admission.

Selon les informations fournies par les responsables du CTM le délai d'admission à partir de la formulation de la demande se situe autour de 3 semaines pour une personne qui respecte les démarches requises. Le délai en question n'est pas un indicateur de disponibilité dans la mesure où il est en premier lieu fonction du respect des dé-

marches d'admission (entretiens préliminaires, démarches administratives) et du début et de la durée du sevrage physique, éléments qui varient en fonction des clients et ce indépendamment du CTM.

Le soussigné estime que le nombre de places de thérapie résidentielle pour personnes toxicomanes suffit aux besoins. Une priorité est actuellement accordée aux structures post-thérapeutiques et de réintroduction qui répondent à un besoin réel.

Question 2291 (21.7.2003) de M. Gusty Graas (*DP*) concernant la conservation de l'ancienne gare de Noertzange:

Sur initiative des Chemins de Fer l'ancienne gare à Noertzange devait être démolie la semaine dernière. Selon un article de presse (LW du 19 juillet 2003), grâce à une intervention du Service des Sites et Monuments nationaux, les travaux projetés n'ont pas été exécutés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce qu'effectivement le Service des Sites et Monuments nationaux est intervenu en faveur d'une conservation de l'ancienne gare de Noertzange?
- Est-ce que cet immeuble mérite d'être classé comme site national?
- Quelle nouvelle affectation pourrait être attribuée à la gare?
- Est-ce qu'à ce sujet des pourparlers ont été menés avec la commune de Bettembourg?

Réponse (4.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Depuis plusieurs années, le Service des Sites et Monuments nationaux est en relation avec la Société nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois en vue de la conservation et de la réaffectation de la gare de Noertzange qui fait partie du domaine de l'Etat. Dans le cadre de ces rapports, le Service a demandé à un bureau d'architecture d'élaborer un avant-projet sommaire pour aménager dans l'immeuble des logements pour étudiants.

Pour des raisons qui m'échappent, les Chemins de Fer Luxembourgeois ont récemment décidé de faire démolir le bâtiment. Cette information m'est parvenue par voie de presse. C'est alors que j'ai décidé d'inscrire d'urgence la gare de Noertzange à l'inventaire supplémentaire.

Outre l'affectation signalée plus haut, plusieurs autres possibilités sont étudiées par des particuliers pour une utilisation appropriée du monument.

La commune de Bettembourg est au courant de ces initiatives et devra de toute façon donner les autorisations nécessaires avant le commencement d'éventuels travaux de restructuration.

Question 2297 (25.7.2003) de M. Ben Fayot (*LSAP*) concernant l'application de la loi luxembourgeoise en matière de contrat de travail:

Il me revient que dans l'affaire Eurostat, la Commission vient de résilier tous les contrats qu'elle avait conclus avec des entreprises de droit luxembourgeois, dont Planistar, 2 SDA, CSD et TES. Ces en-

treprises dont l'unique client était Eurostat seront ainsi forcées de licencier une centaine d'employés, dont la plupart des cadres universitaires, économistes et statisticiens.

Il est connu qu'une information judiciaire contre X a été ouverte par le parquet de Paris pour recel et complicité d'abus de confiance, sur une plainte de l'Office de lutte anti-fraude de l'Union européenne. Par ailleurs, la Commission a pris toute une série de mesures à l'encontre d'Eurostat et créé une commission d'enquête interne pour faire la lumière sur les comptes d'Eurostat. Dans la foulée, elle a résilié les contrats d'Eurostat avec lesdites entreprises luxembourgeoises.

Les raisons de cette résiliation ne sont pas clairement indiquées et peuvent donc être de nature politique dans le bras de fer entre la Commission accusée de dysfonctionnement et la Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen. On aurait évidemment pu s'attendre légitimement que les faits et les responsabilités soient clairement établis. Mais soit.

Si le Gouvernement luxembourgeois n'a évidemment pas à intervenir dans une affaire interne de la Commission qui occupe les tribunaux, le Parlement européen et les enquêteurs de l'institution, il est pourtant appelé à faire appliquer de façon rigoureuse la loi luxembourgeoise en matière de contrat de travail, de délais de résiliation et si possible de plan social. Monsieur le Ministre du Travail peut-il m'indiquer ce qu'il entend faire dans cette affaire?

Réponse (1.8.2003) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Je ne peux qu'informer Monsieur le Député que mon seul moyen d'intervention est de demander aux administrations compétentes (Inspection du Travail et des Mines et Administration de l'Emploi) de veiller strictement à l'application de la législation du travail.

Je peux assurer, Monsieur le Député, que je viens d'insister en ce sens auprès des administrations en question.

## Chamber TV

### weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• Zu Walfer  
um Kanal S24 / 327.25 Mhz

• Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• An der Gemeng Bärmereng um Kanal S40  
455.25 Mhz

• An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• Zu Iermesdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40  
455.25 Mhz

• An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40  
455.25 Mhz

• An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,  
Ollem a Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

• An der Gemeng Manternach um Kanal S40  
455.25 Mhz

• An der Gemeng Medernach um Kanal S40  
455.25 Mhz